Parti Socialiste SFIO
Conseil national
3 et 4 décembre 1946

Sommaire

Guy Mollet 2
Jules Moch 3
Guy Mollet 6
Félix Gouin 11
Jean Le Bail 19
Marceau Pivert 23
André Philip 28
Edouard Depreux 33
Léon Boutbien 36
Jean Pierre-Bloch 38
Augustin Laurent 40
Oreste Capocci 44
Chatelier 46
Salomon Grumbach 48
Lamine Gueye 51
Daniel Mayer 55
Charles Lamarque-Cando 63
François Tanguy-Prigent 68
Guy Mollet 74
Félix Gouin 81
Léon Blum 84
Guy Mollet 91
André Le Troquer 92
Guy Mollet 93
Jules Moch 93
Daniel Mayer 94
Guy Mollet 96
Daniel Mayer 97
Jules Moch 98
Guy Mollet 99
Max Lejeune 99
Guy Mollet 100
Alexandre Roubert 101
Christian Pineau 101
Guy Mollet 102
Jules Moch 102
Guy Mollet 103
Léon Boutbien 104

Fondation Jean-Jaurès

Jean Minjoz 106
Christian Pineau 109
Fayn 111
Pierre Métayer 113
Aubret 115
Max Lejeune 117
Tellier 122
Daniel Mayer 122
Léon Boutbien 124
Jules Moch 127
François Tanguy-Prigent 131
Augustin Laurent 134
Salomon Grumbach 137
Marcel-Edmond Naegelen 138
Jean Courtois 141
Marceau Pivert 142
Vincent Auriol 144
Guy Mollet 149
Marius Moutet 154

La séance est ouverte à 19 heures 15 par Marcel-Edmond Naegelen, président, assisté d'Emilienne Moreau, Izambard, Perrin et Foulon.

Le président (Marcel-Edmond Naegelen) - Je donne tout de suite la parole au Secrétaire général du Parti, Guy Mollet, qui a été chargé ce matin par le Comité directeur de vous rendre compte de la mission remplie par la délégation désignée par ce Comité directeur pour s'informer auprès des autres partis.

Guy Mollet

Notre dernier Conseil national nous avait fixé non pas une seule mission, mais deux.

Celle de doter le Parti à la fois sur le plan gouvernemental et sur celui de la propagande d'un programme précis.

Celle de réunir, dans le délai qui séparait le précédent Conseil national de celui d'aujourd'hui, toutes les informations possibles et de vous les communiquer afin que le conseil d'aujourd'hui soit en mesure de prendre, au sujet du programme gouvernemental, une décision définitive.

Dans sa séance de mercredi 30, le Comité directeur a désigné deux commissions. La première était plus spécialement chargée d'établir un programme. Celle-ci a travaillé avec un sérieux que vous serez en mesure d'apprécier dans quelques instants. C'est Jules Moch qui nous apportera ses conclusions. La deuxième commission créée le 20 novembre n'a eu, jusqu'au 30, aucune information particulière autre que celles que vous pouviez vous-mêmes recueillir par la presse. C'est seulement le 30 que nous avons eu avec les représentants du Parti Communiste une réunion commune et j'ai été chargé par

le Comité directeur de vous dire ce qui s'y est passé.
Je vous propose donc que nous entendions d'abord Jules Moch, je vous dirai ensuite ce qui s'est passé au cours de la réunion de samedi matin, après cela commencera la discussion.
Avant cette discussion, en quelques mots, je m'efforcerai de situer le plus objectivement possible les différentes positions qui, a cette heure, se sont fait connaître à l'intérieur tout au moins du Comité directeur.
Il est inutile de souligner l'importance de ce Conseil national et l'importance des décisions qu'il a à prendre Elles doivent être prises en toute sérénité, en évitant autant que possible de laisser se passionner le débat, c'est-à-dire en agissant comme des hommes politiques que nous sommes. La première condition pour arriver cette nuit à donner au Comité directeur, au secrétariat et au groupe parlementaire des indications très précises sur ce qu'ils doivent faire, c'est de nous imposer à nous-mêmes dans le débat la plus grande discipline possible.

Le président - La parole est à Jules Moch.

Jules Moch

Je m'excuse de vous infliger cette lecture mais je crois que le moins qu'on doive faire, c'est de lire le rapport qui constitue le programme d'action gouvernemental ou de soutien. Ce sera assez long parce que la commission s'est efforcée de rédiger avec un sérieux dont on vous dira sans doute tout à l'heure qu'il fait défaut à d'autres programmes gouvernementaux.
Le cadre général de ce programme est le suivant : nous nous situons à l'intérieur du programme de septembre 1946, qui était le programme général du Parti, mais, comme il avait été prévu par le Congrès, nous faisons des propositions précises de réalisation. Aussi, notre programme est-il commandé par cette idée essentielle que le problème crucial d'aujourd'hui est celui de l'amélioration du pouvoir d'achat des masses. Il s'agit d'un problème de défense de la monnaie et de choix entre le libéralisme et l'économie organisée. Je n'ai pas besoin de vous dire que nous avons opté pour l'économie organisée.

(Lecture du programme d'action)

(Commentaire à ajouter à la fin du préambule)

Ainsi que je vous le disais il y a un instant, dans ce préambule nous indiquons nettement qu'il faut mettre fin à ce regain de libéralisme qui s'est manifesté par la création de 400 000 fonds de commerce en quelques mois, qui ne peuvent que vivre de marché noir.
(page 4 bis, fin du 2ème §... doivent être dirigées) : Et voici maintenant des phrases que les militants devront méditer d'autant plus que peuvent se produire des expériences qui n'en tiendront pas compte.
(page 5, fin du 1er §... de notre seule volonté) : Je n'ai pas besoin de développer cette idée.

Col Fondation Jean-Jaurès

(page 6, fin du 3ème §... en totalité ou en partie) : C'est le cas, par exemple, de la SNCF.
(page 7, fin du 2ème §… le même modèle) : Nous nous écartons donc et du corporatisme de Vichy et de la bureaucratie étatique et nous constatons que Marcel Paul a eu tort de dissoudre purement les offices professionnels pour les remplacer par les syndicats patronaux.
(page 8, 2ème §, après les mots : … de façon à parvenir à un niveau stable) : J'indique ici que les sociétés nationalisées du ministère de la Production industrielle sont toutes lourdement en déficit. Ce déficit est de l'ordre d'une dizaine de milliards, croit-ont pour l'électricité. Pour le charbon, le prix de revient est actuellement de 270 francs supérieur, au prix de vente, par tonne.
(page 8, 2ème §, après les mots : … de suppressions importantes des subventions économiques) : Ces subventions figurent encore pour 60 milliards dans le budget.
(page 8, 4ème §, 2ème ligne) : Nos camarades de la CGT, qui ont collaboré à ce texte, sont entièrement d'accord sur cette formule.
(page 8, 4ème §, 5ème ligne, après les mots : ... le taux de base des salaires) : Nous reprenons ici la phrase du Congrès national.
(page 9, 1er §, 5ème ligne, après les mots... de fonds de commerce sera interdite) : C'est l'abrogation de la loi qui a permis l'ouverture de fonds de commerce dont je parlais tout à l'heure, qui fait que plus de 400 000 fonds ont été ouverts qui ne peuvent être ravitaillés par les bons normaux et qui par conséquent sont des officines de marché noir et des facteurs de hausse des prix.

Nombreuses voix - Oh ! Oh !

Jules Moch - (page 9, fin du 2ème §) : Oui, nous en avons discuté longtemps. Mais il faut avoir le courage de dire, devant la situation de nos devises : ou nous achetons des matériaux indispensables à la reconstruction du pays, ou nous nous offrons des importations d'essence qui coûtent énormément de devises.
(page 9, fin du 4ème §) : C'est de parfaite actualité.
(page 12, 2ème §, ligne 4, après les mots : ... qui varie entre les indices 7 et 9) : C'est la première fois depuis longtemps que l'on s'aperçoit, quand on met sur la même feuille l'indice de l'augmentation de la circulation et l'indice des prix, que ces derniers, depuis à peu près trois mois, ont monté plus vite que la courbe indiquant l'augmentation des billets en circulation. L'indice des prix varie entre 7 et 99 tandis que celui des billets est à 5, soit 700 milliards de billets en circulation contre 140 avant la guerre.
(page 12, à la fin du 2ème §) : La distinction est importante. Je ne peux pas y insister, mais je considère que nous avons eu raison de préciser cela, car toute la politique financière qui va être exposée en découle.
(page 12, à la fin du 3ème §) : La production est actuellement à 85% d'avant guerre. Elle était à 22% à la libération. Elle a monté, mais moins vite que n'a augmenté le volume des billets en circulation.
(page 13, 2ème §, 3ème ligne, après les mots : ... de l'ordre de 280 milliards) :

Presque tout est à vue, pouvant ainsi être retiré du jour au lendemain.
(page 13, 2ème §, ligne 6, après les mots : ... dépôts à vue dans les banques) : Je rappelle que le maximum de bons venant à échéance à un mois a été de l'ordre de 60 milliards quand Philip était au ministère des Finances. Il est en ce moment d'environ 40 milliards en chiffres ronds mais ce n'en est pas moins un danger : il faut placer ces 40 milliards tous les mois pour rembourser les titres qui viennent à échéance.
(page 13, à la fin du 2ème §) : Je crois en effet que si on totalise les dépôts à vue dans les caisses d'épargne, les bons du trésor à renouveler chaque mois les comptes-courants dans les banques, on arrive à un volume de dépôts à vue immédiatement exigibles de l'ordre de 600 milliards environ.
(page 13, en fin de page) : C'est-à-dire de faire le contraire de ce qu'ont fait toutes les chambres de la IIIème République ou du gouvernement provisoire et qui consiste à examiner d'abord les dépenses et les augmenter en général, puis à chercher les recettes correspondantes. Il faut en ce moment inverser le problème et se dire : étant donné les impôts actuels et ceux que l'on peut créer, étant donné les incidences sur la rentrée des impôts, nous ne pouvons compter que sur telle ou telle somme et nous ne dépenserons pas plus dans le budget ordinaire.
(page 14, 3ème §, 4ème ligne, après les mots :... sur les prévisions actuelles…) : J'ouvre une parenthèse : je crois que les dépenses militaires que demandent les ministres des Armées et de l'armement sont actuellement de l'ordre de 70 milliards, auxquels s'ajoutent les dépenses de rééquipement et de reconstruction. Je parle des dépenses ordinaires.
(page 14, 3ème §, 13ème ligne, après les mots :... 660 000 hommes) : Ce sont les chiffres mêmes de l'état-major.
(page 15, chapitre a, 3ème ligne, après les mots :... une très grande autonomie) : L'ingénieur en chef des ponts et chaussées décide sur presque toutes les questions dans son département.
(page 15, à la fin du chapitre b) : Cela fait donc tomber l'une des administrations des finances.
(page 16, chapitre a, 7ème ligne, après les mots :... des bases des impôts agricoles...) : Je vous rappelle que la cédule agricole rapporte quatre milliards contre trente milliards, je crois, sauf erreur, la cédule des traitements et salaires.
(page 16, 3ème alinéa, 4ème ligne, après les mots :... ou socialement rentables...) : Une école est un investissement essentiellement rentable.
(page 16, à la fin du dernier paragraphe) : Nous modernisons actuellement un chantier de constructions navales simplement parce que nous avons signé avec lui un accord en vertu duquel nous lui garantissons du travail pendant cinq ans à la condition qu'il ne distribue pas plus de 5% à ses actionnaires et qu'il investisse tout son bénéfice résiduel dans la modernisation même du chantier. Il peut ainsi s'organiser puisqu'il a un contrat de cinq ans.

Une voix - C'est une information du Parti Communiste !

Le président - Je crois que le rapport de Moch est assez important pour qu'on lui

laisse la parole jusqu'à ce qu'il en ait fini.

Jules Moch - (page 17, 2ème §, après les mots :... de la nation) : C'est-à-dire 500 milliards environ.
(page 17, à la fin du 3ème §) : J'insiste là dessus, car le problème de la loi Billoux est crucial pour nos finances. Si nous donnons aux sinistrés pour reconstruire leurs maisons des sommes supérieures à celles correspondant au prix des matériaux que l'on peut immédiatement leur fournir, c'est l'inflation. Il faut donc proportionner le paiement des dommages au prix des travaux qui peuvent être effectivement entrepris. Bien entendu, l'établissement de ce rapport proportionnel ne peut en aucune façon aboutir à une suppression d'indemnité. Enfin, le plan d'importation pourra être révisé également an tenant compte des possibilités de règlement extérieur.
(page 17, 4ème §, 3ème ligne, après las mots :... dans une situation difficile) : Houillères nationales, électricité.
(page 17, 4ème §, 5ème ligne, après les mots :... entièrement assainie cette année) : C'est le cas de la SNCF.
(page 17, 4ème §, 7ème ligne, après le signe etc.) : C'est le cas des usines d'aviation qui ont une capacité de production très supérieure à tout ce que l'on ne pourra jamais acheter.
Nous laisserons de côté, momentanément, le programme pour l'union et le programme de politique étrangère. Ce que nous avons dit jusqu'à maintenant forme un tout qui, lui, est inséparable.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Moch et je donne la parole à Guy Mollet.

Guy Mollet

Comme je vous le disais tout à l'heure, une commission a été créée le mercredi 27 et chargée de recueillir toutes les informations possibles pour préparer le Conseil national d'aujourd'hui. Elle était composée de membres du bureau auxquels avaient été joints nos camarades Jean Pierre-Bloch, Jules Moch, Félix Gouin, Gazier et Grumbach. Cette Commission n'a eu aucun travail à faire jusqu'au vendredi 29. Ce 29, j'ai reçu une lettre du Parti Communiste dont je vais vous donner lecture. Nous avons décidé d'avoir samedi matin une réunion commune avec la délégation du Parti Communiste. Cette lettre disait : …
(Lecture)
A cette lettre était annexée le programme du Parti Communiste, le programme complet, non pas le simple extrait, le programme tel qu'il a paru dans la France nouvelle, comportant 32 pages dactylographiées.
Avant d'aller à la réunion du samedi matin, nous nous sommes assemblés, les membres de la délégation ainsi que Blum et Gouin, pour discuter de ce que serait notre attitude du lendemain, préciser quel serait le sens des questions que nous poserions et qui serait chargé de poser lesdites questions.
J'avais été mandaté par la Commission pour, dès les premiers mots, préciser le

Fondation Jean-Jaurès

sens de notre mission. C'est pourquoi, dès que le président fut désigné (le camarade Grumbach), je précisai que nous n'avions qu'une mission d'information. Conformément à ce qu'avait décidé notre Conseil national, j'ai dit que c'était bien à eux de prendre l'initiative des négociations et que nous regrettions d'abord que notre position à l'égard de ces négociations n'ait pas été mieux comprise, enfin que nous déplorions que la Commission désignée par nous n'ait pas, avant le 30 avril, été mise en mesure de recueillir des informations.

Sur ce point, Duclos a dit qu'il n'avait pas compris que cette Commission avait pour but de recueillir des informations.

D'une seule phrase, j'ai dit que c'était pour le moins erroné en citant à l'appui l'Humanité du lendemain. Ils étaient effectivement, pendant un certain temps, très gênés et ne désiraient pas nous fournir d'informations. J'ai dit ensuite que seul notre Conseil national de ce soir était habilité à prendre des décisions. Et c'est ainsi que passant en revue les problèmes les uns après les autres, je leur ai posé cette première question. Nous avons dit : "Il appartient au Parti Communiste de faire connaître au pays de façon précise la limite de la majorité sur laquelle il entend s'appuyer." Je leur ai demandé si la réponse à cette question devait être trouvée dans la phrase de leur lettre disant : "Nous avons envoyé, en même temps qu'à vous, une pareille lettre au président du Parti Radical, au secrétaire de la CGT, et au président de la ligue des Droits de l'homme.

Et voici la réponse de Duclos. Il ne s'agit pas, a-t-il dit, de faire de l'arithmétique pour dégager une majorité. Cette majorité ne doit pas être retrouvée en additionnant les nombres de groupes parlementaires de l'assemblée. Si demain Socialistes et Communistes se mettaient d'accord, ils entraîneraient derrière eux un certain nombre de républicains et ils formeraient ainsi une majorité.

Comme je lui demandais de préciser à quels partis appartiendraient ces républicains et s'ils feraient appel à ces partis proprement dits ou à leurs membres individuellement, il m'a répondu : "D'abord, en ce qui concerne le Parti Radical, s'il devait venir en entier, ce serait très bien". Mais il a attiré mon attention sur uns nuance, c'est qu'au Parti Socialiste on adressait la lettre au Comité directeur, à la CGT, aux Secrétaires généraux, à la ligue des Droits de l'homme, au Comité central, alors qu'au Parti Radical on s'adressait au président, à l'homme et non au Comité directeur.

J'insistai, demandant s'ils espéraient seulement attirer quelques hommes et de quels partis. Duclos a renouvelé ses déclarations précédentes, ajoutant seulement qu'il n'est pas plus question d'exclusive que d'exclusion du moment qu'ils voudraient se mettre d'accord avec eux.

J'ai alors demandé s'ils avaient obtenu le concours des autres partis ou s'ils l'avaient sollicité. Il m'a répondu qu'ils s'étaient adressés au seul Parti Socialiste.

Nous arrivons maintenant au programme d'action et aux mesures essentielles d'exécution de ce programme. Nous avons sur ce point mandaté plus

particulièrement Gazier, Jules Moch et Grumbach. Tout l'après-midi de vendredi, Gazier et Jules Moch, ayant en main le programme Communiste, avaient établi un questionnaire et pendant presque deux heures, samedi, les questions ont été posées. Elles n'ont pas porté sur le programme lui-même, car vous avez pu constater que ce programme reprend presque toujours l'ancien programme du CNR que nous avons signé, l'ancien programme de la délégation des gauches que nous avons accepté, texte qui d'ailleurs, dans son ensemble, contient des formules générales et souvent généreuses et que tous les partis pourraient faire leurs, mais qui ne comporte presque pas de solutions pratiques. C'est-à-dire qu'après chaque ligne il est possible de poser la question comment ? Par quel moyen ? Lequel ? On pouvait toujours mettre un adverbe interrogatif à la fin de chaque phrase. C'est ce que nous avons fait.

Voici l'esprit des questions posées.

D'abord, nous avons essayé d'obtenir une indication, précise quant à l'orientation générale du programme gouvernemental éventuel du Parti Communiste. S'orientent-ils vers un retour au libéralisme ou sont-ils partisans du renforcement de l'intervention de l'état ? Ces précisions préalables étaient nécessitées par les contradictions apparentes que présentait leur programme.

Les réponses ont toujours été excessivement nuancées en fait, sur beaucoup de points, ils ont éludé la réponse, non par un refus pur et simple, mais en disant : "C'est exact, la question posée est intéressante, c'est à étudier, c'est un problème d'ailleurs très complexe, nous sommes tout à fait d'accord pour l'étudier avec vous, nous sommes parfaitement décidés à arriver à des solutions communes, noue ne demandons qu'à en discuter..." On sentait la difficulté ou l'impossibilité technique de répondre à des questions précises. Il est plausible aussi qu'il y ait une sorte de refus de prendre des positions précises parce que celles-ci les auraient amenés à renoncer à tel ou tel point d'un programme qui, pour l'instant, a une valeur beaucoup plus grande sur le plan de la propagande. Mais, pour essayer d'y voir clair, Gouin et Jules Moch, insistants, ont dit : "Enfin, vous parlez du rééquipement du pays, de la reconstruction, vous envisagez cela, comme si tout était possible en ce moment, vous connaissez les possibilités réelles d'investissement du pays ! Quelle est la tâche que vous entendez prioritaire ? Est-ce le rééquipement du pays ? Est-ce la reconstruction ?

Nous n'avons pu obtenir de réponses précises. Parce que, évidemment, sur le plan électoral, ce serait se condamner que de prendre une position précise.

Quand ils parlent de suppression des subventions et que nous leur disons : "Attention, vous avez envisagé la répercussion de ces suppressions, cela veut dira augmentation dans les mois prochains des prix du charbon, du pain et du métro", il est extrêmement difficile de leur faire admettre ces augmentations. Là, on porte atteinte à la propagande électorale.

Gouin, avant de partir, a posé les questions pour les quelles il était mandaté, il était chargé de demander aux communistes de définir leurs méthodes de gouvernement et s'ils étaient décidés à dénoncer le procédé qui consiste à transformer chaque ministère en forteresse du Parti qui l'occupe, s'ils étaient décidés à abandonner la surenchère qui consiste à ne pas pratiquer la solidarité

ministérielle, à prendre au bénéfice de son parti tout ce qui est avantageux et de laisser le reste aux autres.
Sur ce point, nous avons eu une réponse plus précise. Duclos d'abord, puis plusieurs autres, nous ont précisé que ce qui avait été vrai et voulu par les événements, à cause de la cadence des campagnes électorales et du souci corollaire d'être réélu, ne l'était plus maintenant. Ils ont d'ailleurs ajouté que cette tactique n'était pas propre au Parti Communiste, car nous-mêmes avions colonisé le ministère de l'Intérieur et transformé les préfectures en citadelles Socialistes.
(Rires)
Enfin, ils ont pris l'engagement d'être assez nets à l'avenir.
C'est alors que Fajon a parlé de la nécessité de changer l'atmosphère. J'ai bondi sur cette occasion pour remplir la mission que m'avait confiée la veille notre Commission. J'ai dit qu'effectivement j'étais heureux de l'occasion fournie par cette première rencontre pour élever, au nom du Parti, une protestation très nette contre la véritable tentative de débauchage qu'est la décision prise par le Comité central du Parti Communiste de faire des avantages notables à ceux des nôtres qui quitteraient le Parti pour aller chez eux, soit maintien de l'ancienneté, du mandat et de la fonction. J'ai insisté en soulignant que la publicité donnée à cette offre était inadmissible.
La réponse a été la suivante, je la livre avec tout ce qu'elle contient d'ironie. Duclos s'est étonné de la protestation parce que, a-t-il dit, c'est par souci de prévenance à l'égard du Parti que l'offre en question avait été faite.
(Rires)
En effet, a-t-il dit, les militants Socialistes qui vont au Parti Communiste sont, depuis quelques semaines, reçus en parents pauvres, en brebis égarées, et on ne leur fait pas la place à laquelle ils ont droit. Il fallait donc rappeler aux Communistes qu'ils devaient agir autrement.
J'ai répondu que si telle avait été l'intention, une circulaire à l'intérieur du Parti aurait suffi.
C'est alors que Grumbach a fait l'intervention pour laquelle il était mandaté. Grumbach a fait remarquer que c'était bien la première fois que le Parti Communiste ne demandait plus le démembrement politique de l'Allemagne. Au contraire, sa position sur ce problème était semblable à la nôtre. Et Grumbach de demander : "est-ce que ce qui ne figure plus dans votre programme n'est également plus dans votre esprit ?"
Ils se sont mis à quatre pour répondre. La seule déclaration que je puisse retenir est celle de Fajon : "si nous avons modifié notre position sur ce point sans rien changer au programme d'ensemble, c'était dans le souci de vous être agréables."
(Rires)
Après cette dernière question, notre mission était terminée. Nous avons alors demandé qu'il soit rédigé un bref communiqué. Fajon a dit alors : "nous voudrions à notre tour vous poser diverses questions". Et c'est Ramette qui s'en est chargé : comment se faisait-il, d'abord, que nous ayons renvoyé à mardi soir notre Conseil national, c'est à-dire après la désignation du président de

l’assemblée, et il était évident aux yeux des Communistes, qu’il devait y avoir inter-dépendance entre les différentes présidences.
J’ai répondu que si nous avions renvoyé à mardi soir notre Conseil national, c’était uniquement parce que nous avions dû attendre longtemps pour avoir nos informations. En ce qui concerne la liaison à établir entre les deux présidences, nous nous y refusions. La candidature d’Auriol avait été posée antérieurement, en dehors de toute espèce de tractation. Quant à la candidature Thorez, c’était à notre conseil de mardi soir d’en décider. Le Troquer a dit que les questions n’étaient pas liées. Duclos a pu en tirer avantage en disant : "mais alors si elles ne sont pas liées, quoi que ce soit que nous puissions décider ou faire en ce qui concerne la candidature d’Auriol, ça n’aura pas d’influence sur vos décisions de mardi soir." Nous avons précisé qu’il était bien certain que la décision du Conseil national serait prise en fonction de l’opinion des fédérations et du contenu économique du programme, mais aussi qu’il y aurait bien une influence subjective sur chacun des membres du Conseil national et que l’attitude prise en ce qui concerna la candidature d’Auriol ne pourrait pas être négligeable.
Nous nous en sommes tenus là et la conclusion est le bref compte-rendu que vous avez lu.
Telles étaient, samedi, nos informations.
Dimanche rien de nouveau. Lundi, rien... si, un regret, un regret simple, c’est que la presse, la presse à cirer sa c’est-à-dire des journaux comme L’Epoque et L’Aurore aient donné un compte-rendu trop sérieusement documenté de nos conversations qui, d’après nos engagements communs, restaient entre nous jusqu’à ce que nous ayons vu nos partis réciproques.
Ce matin, notre Comité directeur s’est réuni. Il s’est plus particulièrement préoccupé d’organiser le travail du Conseil national de ce soir. Il a entendu le compte-rendu de la Commission du programme et celui de la Commission chargée de recueillir des renseignements. Pendant ce temps le groupe parlementaire se réunissait. C’est au cours de cette matinée que nous avons appris que l’élection d’Auriol se posait sur un terrain nouveau. Une candidature Communiste sa manifestait. L’Humanité, ce matin, laissait entendre qu’on se trouverait en présence de la candidature Thorez. Selon les bruits de couloirs, il semblait que des combinaisons très compliquées se formaient.
Bref, le fait brutal est le suivant, que vous connaissez probablement : Auriol a été élu par 284 voix, Cachin en a obtenu 170, Thorez 98. Il y a quatre divers. C’est-à-dire que Thorez a obtenu 5 voix de plus que la majorité absolue. A propos de ce vote, je dois vous signaler une motion préjudicielle déposée par des camarades protestant contre le mode de désignation de nos candidats et demandant même la démission d’Auriol, étant donné les conditions dans lesquelles il a été élu.
J’en ai fini avec les informations.
Au cours de notre réunion du Comité directeur de ce matin, nous avons décidé de vous faire la proposition suivante quant à l’organisation du débat : étant donné que toutes les questions sont liées et qu’il n’est pas possible de discuter séparément la participation, la non-participation, la reconduction, la non

reconduction, etc. etc., la discussion sera générale. Par contre, nous avons décidé de vous proposer qu'à la fin de cette discussion générale des votes précis soient émis sur chacune des questions, de façon que votre Comité directeur, c'est-à-dire votre groupe parlementaire, sache exactement quel mandat vous lui donnez. Voici dès maintenant les titres des questions qui peuvent être retenus : le Parti est-il pour ou contre la reconduction du gouvernement actuel, pour ou contre la candidature à la présidence du conseil du candidat proposé par le Parti Communiste ? Dans l'hypothèse où le Parti se prononcerait en faveur de la candidature Thorez, est-il partisan de la participation sans condition ou d'une participation conditionnelle, et dans quelles conditions ? Est-il partisan du soutien ou de l'opposition ? Dans l'hypothèse où le Parti déciderait de ne pas voter en faveur de Thorez, il devra dire de façon précise ce qu'il propose à la place. Dans la seconde hypothèse où le Parti aurait retenu la candidature Thorez et où celui-ci, demain à l'assemblée, se trouverait battu, il faut que ce soir, le Conseil national étudie les éventualités devant lesquelles se trouvera alors le Parti. C'est pourquoi nous vous demanderons de laisser au bureau du Parti et au præsidium de cette séance le soin de déterminer les questions précises dans l'esprit de ce que je viens de dire et sur lesquelles, à la fin du Conseil national, nous serons appelés à nous prononcer.

Le président - Après l'exposé que vient de faire le Secrétaire général, je demande que ce ne soit pas le groupe parlementaire et le Comité directeur, mais le Conseil national qui décide lui-même des questions dont vient de parler Guy Mollet.
Je donne maintenant la parole à Gouin.

Félix Gouin

Nous avons a résoudre aujourd'hui le plus grave problème qui se soit présenté à nous depuis la libération. Je vais le poser rapidement, clairement et simplement et rappeler les conversations que nous avons eues avec le Parti Communiste et qui se poursuivent en ce moment.
Le Parti Communiste nous dit : "je suis le Parti le plus nombreux, je revendique le pouvoir, je n'accepte pas la reconduction du cabinet Bidault, je pose ma candidature contre lui, à vous Parti Socialiste de dire si vous êtes ou non pour un gouvernement d'action dite démocratique ou si vous allez laisser échapper l'occasion de le constituer."
Je dis que le moment choisi pour poser cette question est particulièrement redoutable. D'abord en raison du fait que nous avons été au mois de juin dernier pour Georges Bidault, dont le Parti était à ce moment le plus nombreux de l'assemblée. Je sais bien, et je m'empresse de le dire, que ce ne fut pas la raison déterminante de notre vote en faveur de Bidault, mais c'en était tout au moins la justification. Il est grave que demain on puisse soutenir spectaculairement, à la façon dont vous savez que les thèses Communistes sont soutenues, que nous avons refusé au Parti Communiste de que nous avons précédemment accordé au MRP. Ceci va m'entraîner dans des considérations qu'il serait dangereux pour le

Parti de négliger dans les circonstances présentes.
Depuis 1945, c'est un fait, nous avons perdu un million de voix, dont trois à quatre cent mille sont allées aux Communistes et cinq à six cent mille au MRP. Nous avons perdu plus à notre droite qu'à notre gauche. C'est ce qui fait dira à un certain nombre de camarades : attention, nous allons encore perdre des voix dans l'avenir, car c'est parce que nous n'avons pas été assez Communistes dans le passé que des éléments modérés nous ont quittés. Est-ce que, par conséquent, demain, il faudra au moins voter contre la direction du pouvoir revendiquée par le Parti Communiste ou s'abstenir pour prendra le pouvoir ? Là, il n'y a qu'un pas et vous savez que ce pas est franchi par certains camarades.
Je voudrais passer en revue le processus de développement du Parti Socialiste et également celui du Parti Communiste.
Le Socialisme a gagné, peu à peu, dans le passé, par sa propagande, les masses qui, pendant longtemps, ont été inféodées au Parti Radical. Nous y sommes parvenues en nous imposant, en agissant, en démontrant chaque jour par la propagande, par l'action, par nos votes que nous étions le seul et authentique parti républicain capable de réaliser les réformes sociales nécessaires à la nation.
Et c'est ainsi que nous avons gagné les masses ouvrières, mordu sur la paysannerie et enfin obtenu certaines voix de la petite bourgeoisie.
Le Parti Communiste, au lendemain de la scission de 1920, avait pris le contre-pied. A ce moment, les Communistes s'étaient déclarés anti-réformistes, ils parlaient contre la démocratie, ils étaient contre la défense nationale, contre la patrie, ils étaient partisans uniquement de ce qu'ils appelaient la gymnastique révolutionnaire. C'est de cette profession de foi qu'ils avaient tiré leur fameuse tactique classe contre classe, qui, en 1924 ne leur avait pas permis de mordre sur nous, en 1928 et 1932, leur permettait de faire passer environ 80 députés réactionnaires. C'est la raison pour laquelle, j'en suis profondément convaincu, le Parti Communiste avait vu fondre peu à peu ses effectifs pendant cette période et s'était aliéné les masses républicaines du pays.
Mais, à partir au 6 février 1934, le Parti Communiste paraît avoir compris l'erreur grave dans laquelle il s'était enfoncé. A partir de ce moment, il s'est efforcé sans cesse de déclarer qu'il était le Parti le plus républicain, le plus patriote, le plus attaché aux réformes et qu'il a été, pendant l'occupation, le Parti le plus résistant de France. C'est cela, je le crois du moins, qui a permis, peu à peu, au Parti Communiste de nous grignoter. Car la masse, hélas, ne voit que l'apparence des choses. Voilà pour le passé.
Le présent maintenant. Aux dernières élections, le Parti Communiste a obtenu un peu plus de cinq millions de voix, nous, un peu plus de trois millions. Je pense que nous avons perdu actuellement à peu près tous les éléments que nous pouvons considérer connue des éléments, socialisants mais anticommunistes que nous avions à notre droite, mais que nous avons gardé la masse importante des fonctionnaires, des petits paysans et un certain nombre d'intellectuels, auxquels il faut ajouter une fraction non négligeable de la classe ouvrière qui vote et travaille pour nous. Car le Parti Communiste n'a pas l'exclusive de la clientèle ouvrière. Je vous rappelle que la confédération générale du travail a plus de cinq

millions d'adhérents, ce qui représente avec leurs familles près de dix millions de voix. Il y a par conséquent au moins quatre millions de voix non Communistes, dont la plupart se portent sur les candidatures Socialistes. Et je dis qu'il faut tenir compte de cet élément de chiffres, car nous risquons de perdre dans l'avenir des voix à notre gauche si, par notre attitude, demain, nous venions à torpiller les chances possibles d'un gouvernement axé sur les masses populaires. Je signale simplement le péril. Soyez persuadés que les Communistes sauraient savamment l'exploiter contre nous si l'occurrence venait à se réaliser.

Maintenant se pose la question de savoir ce que demain nous allons être appelés à faire. Je prends ma responsabilité, il faut jouer fair-play. Le Parti Communiste est le Parti de gauche le plus nombreux. Nous devons voter pour lui demain parce qu'il revendique le pouvoir. Mais ce vote ne doit pas être silencieux, nous devrons nous expliquer devant le pays et donner un sens et une précision à notre vote. Nous devrons exiger du Parti Communiste des engagements précis et le détail complet des cassures qu'il serait appelé à mettre en œuvre. Si le Parti Communiste ne réunissait pas la majorité suffisante, nous devons être prêts à envisager une autre combinaison gouvernementale susceptible de donner à la France, rapidement, un gouvernement de salut public, dont le Parti Communiste ne saurait ni s'exclure, ni être exclu. C'est à mon sens une condition majeure que nous devons poser (très bien). Tout redressement du pays me paraît impossible si le Parti Communiste doit se réfugier dans l'opposition.

Je sais que cette attitude implique et suppose une participation ministérielle au gouvernement, même si ce gouvernement est à direction Communiste. Je déclare tout de suite que je ne redoute pas cette éventualité, elle est d'ailleurs logique : après avoir voté pour le candidat Communiste à la présidence du gouvernement, nous ne saurions ensuite refuser de collaborer avec lui. Il y a un vieil adage juridique qui dit : donner et retenir ne vaut. Nous ne pourrions donc, sans hypocrisie, pousser le Parti Communiste à obtenir la direction du pouvoir et éviter ensuite de participer à un tel gouvernement. Je sais qu'il est des camarades qui redoutent qu'une fois installé au pouvoir, le Parti Communiste y reste même dans le cas où il viendrait à être mis en minorité. Je ne crains pas cela. Je pense que la France de 1947 n'est en rien comparable à la Russie de Kerenski lorsqu'elle est tombée aux mains des bolcheviks. Mais même si cette hypothèse était à craindre et, plus on la redoute, plus il est nécessaire de participer au pouvoir à côté des Communistes et d'exiger un certain nombre de postes clés qui permettraient de détenir une garantie contre toute action anticonstitutionnelle. Nous aurions ainsi les garanties indispensables.

(Applaudissements)

Et maintenant, il faut examiner l'hypothèse dans laquelle nous ne jouerions pas le fair-play. Dans ce cas, plusieurs attitudes sont possibles pour notre Parti. Nous pourrions nous réfugier dans une magnifique abstention. Je n'aimerais pas beaucoup que le Parti se laisse aller à une telle attitude. Quand on est un parti comme le nôtre, dont l'influence moral dépasse infiniment le force matérielle, on doit savoir, en toutes circonstances, prendre ses responsabilités. S'abstenir,

du reste, est-ce que ce n'est pas prendra une responsabilité, et la prendre dans les pires conditions, c'est-à-dire, en substance, sans courage et sans franchise. Une telle attitude ne pourrait aboutir qu'à nous valoir le mépris de ceux qui nous suivent, mépris qui ferait rapidement place, j'en suis convaincu, à la colère lorsqu'en apparaîtraient les conséquences. Car il faut voir les conséquences, si nous nous abstenons et que les Communistes soient écartés de la direction du gouvernement, qu'est-ce qui va se passer ? Il n'est pas besoin de faire un grand effort d'imagination pour trouver. Le MRP va courir sa chance dès que nous aurons écarté du pouvoir le Parti Communiste. N'oubliez pas que c'est nous qui lui aurons offert sa chance. Or, bien entendu, pour la candidat MRP nous nous abstenons encore, car nous ne pouvons pas donner à Bidault ce que nous venons de refuser à Thorez.

(Applaudissements)

L'éventualité d'une candidature MRP, pose deux hypothèses, ou bien le MRP rassemble toutes les voix anticommunistes de la chambre et il peut-être élu, ou bien il ne peu obtenir la majorité constitutionnelle requise.

Prenez l'hypothèse où il a la majorité. Dans ce cas, c'est notre abstention qui lui aura valu le succès. Et c'est une arme redoutable dont se servira et avec quelle force le Parti Communiste. Est-ce que vous croyez qu'il ne ralliera pas un certain nombre de nos militants, surtout ceux qui sont effrayés par le caractère confessionnel du Parti MRP ?

Et après l'élection du MRP, qu'est-ce que nous ferons ? On nous demandera évidemment notre concours... L'épreuve sera encore plus dramatique. Si nous refusons ce concours au MRP, nous risquons d'entraîner les Communistes à prendre une attitude comparable à la nôtre et, automatiquement, il n'y aura plus qu'une solution : la constitution d'un cabinet de droite, Communistes et Socialistes entrant dans l'opposition.

Alors, ceux qui redoutent le débauchage de nos militants par le Parti Communiste pourraient avoir à se repentir cruellement de l'attitude négative à laquelle ils sont en train de convier le Parti. Car, Communistes et Socialistes dans l'opposition, c'est l'association quotidienne de ces deux formations dans le travail de démolition de la majorité de droite à la chambre, c'est la propagande commune dans tout le pays et, comme conséquence fatale, la mort de notre Parti. Il est vrai que l'on peut éviter cela en acceptant la participation à un cabinet MRP. Mais alors, je me demande si l'on a bien pesé la gravité d'une telle attitude. Comment pourrons-nous justifier devant les masses un refus aux Communistes et une acceptation au MRP ? Voila la première impasse où nous risquons d'aboutir.

Il reste à examiner maintenant l'hypothèse où le MRP n'a pas la majorité. C'est peut-être la plus défavorable pour nous. Dans une telle conjoncture, Thorez et Bidault sont écartés de la direction du pouvoir. Vous rendez-vous compte qu'alors c'est à nous que va revenir politiquement l'honneur et la charge d'affronter les risques du pouvoir. Voilà à quoi nous entraînerait notre abstention. Et je dis qu'en cette conjoncture nous serions extrêmement mal placés pour devenir les arbitras du jeu. On nous accusera à droite comme à

Fondation Jean Jaurès

gauche de calculs machiavéliques pour essayer d'obtenir par la bande le pouvoir que nous avons été incapables d'avoir directement. C'est là une épreuve difficile, redoutable, qui répugne à toute conscience droite et qui nous placerait dans une situation que je n'hésite pas à qualifier d'humiliante. Ce serait un très mauvais départ pour ce gouvernement que, par hypothèse, nous serions appelés à former dans les conditions que je rappelle. Mauvais départ pour ce gouvernement surtout à l'heure ou il devra posséder le maximum de cohésion, de solidarité et de fraternité réelle pour faire face à la ruée des périls qui sa profilent déjà à l'horizon.
Oh, je sais, on me dira : "nous ne sommes pas obligés d'entrer en lice". C'est encore une hypothèse à examiner. Ça c'est une attitude qu'a eu un personnage illustre dans l'histoire qui s'appelait Ponce Pilate. Je vous l'avoue, ce sentiment d'abstention qui se fait jour dans un certain nombre de fédérations, me trouble. S'il était poussé jusqu'à son terme, il m'apparaîtrait comme la démission de cette élite politique que constituait jusqu'à maintenant notre Parti, et lorsque j'essaie de déterminer las causes d'une pareille attitude que nous serions amenés à prendre, j'avoue que je ne les découvre pas. En juin dernier, alors que nous n'avions perdu que deux ou trois cent mille voix et quelques sièges, nous avons jeté le manche après la cognée. Nous avons laissé à d'autres le soin de diriger le pays, nous contentant simplement de surveiller l'opération du haut de nos cinq ou six strapontins.

Le président - Le Troquer, président du groupe parlementaire, me signale qu'il va intervenir à la tribune et il désirerait qu'il y ait un peu plus de parlementaires Socialistes sur nos bancs. Je demande aux camarades de se rendre à la chambre.

Félix Gouin - Les résultats du 10 novembre dernier sont là pour attester que notre échec de juin ne tirait pas sas origines de l'exercice du pouvoir puisque notre recul s'est accentué. Inversement ont progressé ceux qui, courageusement, ont assumé le pouvoir : MRP et Communistes. La preuve est faite que la participation au pouvoir n'engendre pas nécessairement la stagnation ou le recul pour ceux qui l'exercent. Pense-t-on qu'une cure d'opposition va nous rendre les voix que nous ayons perdues ? Le problème ainsi posé l'est peut-être mal. La question a examiner pour nous ne peut pas être de savoir si l'opposition paie. Nous placerons tout de suite le problème sur le plan électoral et aussitôt nous dirons qu'elle est bien autre que ce plan électoral. Elle est de savoir si, dans l'état actuel du pays l'opposition est concevable. Je vais encore plus loin, la question est de savoir si l'opposition est politiquement possible.
Ici, il faut voir clair aussi bien sûr le plan financier qu'économique. Car je prétends que c'est uniquement en fonction de cette double conjoncture - si du moins nous voulons faire passer l'intérêt du pays avait celui du Parti - que nous devons essayer de nous déterminer. Notre pays se trouve dès maintenant en état d'alerte et il ne faudrait pas commettre beaucoup de fautes pour qu'il se trouva en état d'alarme. La situation financière laissée par le dernier gouvernement est plus que sérieuse. J'en avais prévenu le groupe loyalement en juillet dernier, au

moment où on s'était engagé dans l'expérience. Car, pour réaliser le ministère Bidault on a, à ce moment, abandonné la politique de compression et de blocage des salaires. Nous en recueillons aujourd'hui les fruits amers.
Quel est le véritable devoir de notre Parti en face de la situation française ? Sur le plan financier d'abord. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, c'est Philip qui avait chiffré notre déficit à 318 milliards de francs à un moment où le revenu national oscillait entre 1200 et 1300 milliards de francs, où la marge de l'économie possible pour le pays ne dépassait pas 350 milliards, ce qui était possible pour couvrir les besoins du pays. Nous étions en face de l'inflation. Nous avons donc agi sur les dépenses civiles et militaires, nous avons conclu à la suppression progressive des subventions économiques. Nous avons agi également sur les recettes fiscales. Et grâce à des efforts tenaces, nous avons réduit le déficit d'environ 50%. J'ai le droit de dire que nous tenions en main la situation. Aussi bien le volant de la circulation fiduciaire que la tenue des bons du trésor le prouvent. La circulation fiduciaire, de novembre 1945 à janvier 1946, à l'époque où s'était constitué le premier gouvernement constitutionnel de Gaulle, a augmenté, en l'espace de trois mois donc, de 45 milliards de francs. Pendant que nous étions au gouvernement, en cinq mois, la circulation est passée de 582 à 623 milliards. Mais pendant ce temps, la production avait suivi une courbe ascendante. Quant aux bons du trésor, en cinq mois de notre gouvernement, l'excédent des souscriptions monta à 32 milliards environ. Voilà la situation que nous avons laissée à Bidault.
Quelle est là situation actuelle ? Elle s'est aggravée, bien que Bidault ait lancé un premier emprunt qui a rapporté 30 milliards bien qu'il ait enregistré des plus-values fiscales, malgré la suppression des subventions sur la viande et l'allégement des subventions sur le pain. A l'heure présente, M. Schuman relève un déficit budgétaire de 210 milliards et des charges du trésor s'élevant à 170 milliards, ce qui fait au total 380 milliards. Les conséquences d'un tel déficit, elles apparaissent dans la circulation monétaire et dans la tenue des bons du trésor. Et ce qu'il y a de grave c'est que cette pression de billets supplémentaires d'environ 70 milliards, elle s'est opérée en l'espace de ces trois derniers mois et à un moment où la production n'a pas suivi une progression analogue. Autre conséquence pour les bons du trésor, leur montant global est à l'heure actuelle de 675 milliards de francs. Ainsi, la tendance que nous notions sous notre gouvernement, elle est renversée : on se fait rembourser, mais on ne rachète pas, il y a ainsi 45 milliards d'excédents de remboursements. Il y a dans ce phénomène un côté inquiétant. Ainsi que le signalait Moch, l'indice des prix a dépassé l'indice de la circulation monétaire et c'est la hausse des prix qui nous pousse vers l'inflation. D'après les chiffres donnés, l'équilibre du budget de 1947 se présente comme une entreprise malaisée : 800 milliards de charges auxquelles il faudra trouver une contre parties en recettes.
Voyons maintenant le côté économique du problème. Il est d'importance majeure. C'est pourquoi nous mettons dans notre programme l'accent sur les difficultés économiques. A l'indice actuel de notre production, qui a atteint 80% de celle de 1938, le trésor peut compter sur 450 milliards de rentrée. A 100% de

production, nous obtiendrons 500 milliards et, en dépassant l'indice de 1938, les rentrées s'accroîtraient rapidement. C'est dire que la solution du problème financier réside toute entière dans l'accroissement de la production du pays.
Mais il faut que le pays sache que nous sommes en présence d'une série de difficultés qu'il faudra voir en face et qui vont exiger demain du gouvernement de la Francs un effort surhumain. La première difficulté, c'est la vétusté de notre outillage, il était vieux avant la guerre, il est encore plus détérioré aujourd'hui. La deuxième difficulté, c'est que nous manquons de tous les produits indispensables à notre industrie : houille, cuivre, zinc, étain, plomb, coton, cobalt, bois, papier. Avant la guerre, nous achetions tout cela à l'étranger parce que nous exportions, nous avions un tourisme développé, nous avions des crédits à l'étranger. Aujourd'hui, nous avons besoin de crédits extérieurs. Blum nous en a déjà obtenu un, mais nous n'en obtiendrons par la suite que si nous avons une monnaie saine, et pour avoir une monnaie saine dans notre présente situation, il faut produire.
Or, nos possibilités de production sont aujourd'hui limitées par deux handicaps. Le premier c'est celui de nos sources d'énergie. Avant la guerre nous avions besoin de 10 milliards de tonnes de charbon étranger en plus de notre production. Aujourd'hui, nous produisons un peu plus de charbon qu'en 1934, mais nos importations ont diminué dans des proportions considérables. Avant la guerre, nous recevions de l'étranger 1 645 000 tonnes de charbon par mois, nous n'avons reçu au cours de l'année que 900 tonnes par mois et la position prise par les intéressés concernant le charbon de la Ruhr nous fait penser que nos importations diminueront encore.
Notre deuxième handicap c'est la main-d'œuvre. Nous sommes une nation qui, hélas, compte beaucoup de vieilles gens qu'il faut nourrir et qui ne produisent pas, une nation dont l'appareil de distribution est infiniment trop lourd, une nation où les cadres administratifs sont pléthoriques, où nous encasernons 250 000 jeunes gens à l'âge de leur production maximum. C'est, entre parenthèses, que nous voulons réduire la durée du service militaire. A un moment ou nous avons encore 650 000 prisonniers qui travaillent pour nous, notre productivité est inférieure à nos besoins, et le courant régulier d'immigration d'Italie vers la France n'est pas encore rétabli.
A tout cela s'ajoutent les difficultés de ravitaillement. Là encore, il faut voir les choses en face. Le pays vit sur des illusions. Il faut lui dire la vérité. La presse et l'opinion ont accrédité cette idée que la clé de nos difficultés consiste à retourner au libéralisme. C'est une erreur tragique, car nous sommes en état de déficience de toutes les matières indispensables à la vie de la France : blé, vin, lait, beurre, matières grasses. Et je ne parle pas de la viande, au sujet de laquelle on a accumulé toutes sortes d'erreurs et dont le problème va se poser dans les semaines à venir.
Voila la situation de la France. Il était nécessaire que vous la connaissiez pour comprendre le mécanisme du programme dressé par Jules Moch.
Pense-t-on alors qu'il va y avoir place, dans une telle conjoncture, pour un absentéisme gouvernemental ? Voyons les choses, essayons d'en prendre

nettement conscience. Où bien les partis de démocratie, et je dis tous les partis de démocratie, sauront s'unir pour faire face à tous les périls qui nous menacent, ou bien ils ne seront capables ni de s'organiser, ni de s'entendre et donneront ainsi au pays le spectacle lamentable de leurs carences. C'est cela qui va constituer la mesure notre responsabilité. Car c'est de cette attitude que dépend, non pas le sort de toute la législature, mais le sort du régime lui-même, je n'hésite pas à le lire avec quelque gravité. Le sort du pays va se jouer sur sa détermination d'éviter à tout prix une inflation. Et on ne l'évitera qu'en mettant à l'épreuve ce que Proudhon appelait la capacité productive de la classe ouvrière, c'est-à-dire son aptitude à comprendre les difficultés qui pèsent sur la vie d'une nation et la volonté que peuvent avoir les classes ouvrières à les surmonter avec courage. Et ceci implique qu'aucun relèvement ne sera possible sans le concours intelligent, quotidien, constant des grandes centrales ouvrières et agricoles qui tiennent en main à l'heure actuelle à l'appareil productif de la nation, je dis que biaiser avec ce problème majeur c'est fermer les yeux à l'évidence, c'est être inapte à voire en face la réalité. Or, voir en face la réalité, ceci implique la participation au gouvernement avec le Parti Communiste. Il exerce sur ces deux grandes centrales, notamment sur la Confédération générale du travail, une influence déterminante. Alors, pensez-vous que vous obtiendriez cette participation active dont je viens de parler si d'entrée de jeu, vous écartiez par votre abstention ou par votre vote hostile la candidature au pouvoir du Parti Communiste en y ajoutant votre refus de prendre vos responsabilités à son côté ? Ce qui se passerait en pareil cas est facile à prévoir. Les Communistes n'accepteraient vraisemblablement pas de prendre seuls le pouvoir alors que nous serions absents des responsabilités. Du coup, nous aurions crée la division de la France en deux blocs. Je veux l'éviter à tout prix, car c'est l'obstacle majeur où viendrait butter le redressement français. Si vous n'y preniez garde, vous tisseriez de vos propres mains le linceul cette démocratie que vous avez sauvée en 1944. Je ne le crois pas. Je crois à la vertu de l'effort en même temps qu'à la capacité d'intelligence des classes laborieuses de notre pays. Mais le moins que l'on doive dire, c'est que nous sommes dès maintenant entrés dans ce que j'appellerai la phase critique de notre évolution économique et financière. A ce point critique, tout peut être sauvé, mais tout également peut être compromis si on commet la moindre erreur d'aiguillage et si venaient à tarder les solutions d'énergie que commande la situation. C'est maintenant qu'il faut rappeler les paroles de Blum qui disait : "c'est ici que la démocratie va faire sa preuves ou bien elle saura constituer un gouvernement fort qui restaurera la notion de l'Etat avec tout ce que cela implique d'autorité, d'énergie, de science, d'esprit de collaboration avec le éléments actifs de la nation, ou bien elle sera incapable de mettre sur pied ce gouvernement de salut public qu'attend et espère tout Français qui connaît la vraie situation de son pays, et dans ce cas, prenons y garde, c'est la démocratie et le régime qui entreront en état de péril mortel, car il n'y a pas que la défaite militaire qui provoque la changement de régime, les faillites financières aboutissent aux mêmes résultats."
(Applaudissements)

Si demain, l'inflation venait à nous battre de vitesse dans un pays comme le nôtre, si jalousement attaché à son bas de laine traditionnel, vous verriez se déchaîner contre nous, venu des profondeurs des classes populaires, une fureur de vengeance qui serait détournée contre le système parlementaire. Dans ce pays ravagé d'inquiétudes et dont le mécontentement n'a cessé de grandir, tantôt avec raison, tantôt sans, c'est toujours l'antiparlementarisme qui nous guette. Et il ne faudrait pas connaître notre histoire politique pour ne pas savoir qu'en telle conjoncture la France s'est toujours attachée à trouver loin, hors de parlement, un homme, une individualité représentative, à qui elle accroche son espoir et qui incarne temporairement sa volonté de survivre. Nous avons vu cela en 1926, nous l'avons revu en 1934. Ne pas concevoir cela serait, à mon sens, la pire aberration. Je me refuse à croire que nous en soyons à ce point d'aveuglement. Certes, quand je vois l'aveuglement incompréhensible d'un certain nombre de Français, j'ai beaucoup de craintes et d'inquiétudes sur l'avenir de la démocratie. Mais je me hâte de le dire, ce pessimisme est balayé de mon esprit lorsque je regarde en face les hommes de mon parti si sensibles, si compréhensifs. Mesurant leur clairvoyance, sentant leur courage civique, j'affirme ici avec force que le Parti de Guède et de Jaurès ne saurait déserter la rude et dangereuse bataille dans laquelle nous sommes, dès maintenant, engagés et dont l'issue est non seulement la sort du Socialisme, mais encore la sort de la République.
(Applaudissements prolongés)

Le président - Est-ce que Philip est présent ? Il est à la chambre. Je donne la parole à Le Bail.

Jean Le Bail

Je ne veux pas envisager tous les problèmes qui ont été soulevés ici. Je pourrais, après avoir dit que ma fédération s'est déclarée à l'unanimité contre toute participation, examiner les conséquences qui peuvent résulter d'une semblable position et reprendre les hypothèses envisagées par Gouin. Je ne le ferai pas. Je me bornerai simplement à une remarque : nous sommes à l'heure actuelle dominés par le problème de la participation ou de la non-participation parce que nous avons à donner des réponses précises.
Le véritable problème pour nous est de savoir si, à un, moment où le Parti Socialiste - la véritable masse de manœuvre qui décidera d'une orientation ou de l'autre dans ce pays, en adoptant telle ou telle solution, a plus de chances de se redresser, j'oserai dire de survivre. Pour ma part, je vous dirai qu'on peut envisager aussi bien dans la participation que dans la non-participation une attitude de redressement. Ce n'est pas parce que vous choisirez la participation que vous serez nécessairement forts et ce n'est pas parce que vous reviendrez à l'opposition, comme l'a très bien montré Gouin, que vous retrouveriez ce philtre susceptible de vous redonner la force du passé, tout cela dépend de l'esprit dans lequel on entreprendra telle ou telle politique, et, sur ce point, je ne peux pas suivre Gouin parce que, si on allait au bout de son argumentation, on

Fondation Jean Jaurès

démontrerait que les Socialistes, de 1919 à 1939, quand ils n'étaient pas au pouvoir...

Félix Gouin - La situation n'était pas la même.

Jean Le Bail - Est-ce que l'habitude du pouvoir nous aurait empêché de voir qu'en dehors de ce gouvernement, il y a des possibilités pour le Socialisme ? C'est au moins un point qui mérite d'être discuté, mais je ne m'arrêterais pas à l'étude des différentes éventualités.
J'en viens tout simplement à ce que je considère comme la question la plus grave pour notre Parti et qui va se poser demain : le vote pour ou contre Thorez ou l'abstention. J'ai écouté attentivement l'argumentation de Gouin. Elle m'a beaucoup inquiété parce que je ne vois pas le Parti décidé à répondre nettement à la question que nous avons posée et répétée depuis la libération : considérez-vous le Parti Communiste comme un parti de gauche ?
Dans l'argumentation de Gouin et certainement dans d'autres qui seront développées ici, on admet cette alternative dans laquelle veut nous enfermer le Parti Communiste, où l'Humanité elle-même nous enferras et qui consiste à nous dire : vous allez choisir entre la Gauche et la Droite. Si vous ne marchez pas avec nous, si vous sa faites pas d'une manière ou d'une autre nos volontés, vous aurez travaillé pour la Droite. Et je le reconnais, Gouin, si nous laissons le pays dans cette illusion que le Parti Communiste est un parti de gauche, alors, parfaitement, il faut participer avec lui. J'irai même plus loin : on ne comprendrait pas les ruses de Parti Socialiste, on ne comprendrait pas, si le Parti Communiste est véritablement un parti de gauche, qu'on essaie de faire semblant de voter pour lui demain en lui donnant en réalité un croc-en-jambe. Il est exact que des ouvriers socialistes et Communistes sont ensemble au travail et veulent également une clarification de la position. Il est exact que si le Parti Communiste représente à l'heure actuelle un parti de gauche, vous ne devez pas dire seulement que vous irez au gouvernement avec lui demain, vous devez ajouter que vous ferez l'unité avec lui. Car si le Parti Communiste est un parti de gauche, vos hésitations ne se comprennent pas.
Retournons maintenant la question : le Parti Communiste a aujourd'hui 30% des voix de ce pays. Que pensez-vous qu'il ferait si, lors des prochaines consultations, il en avait 40 ou 45% ? Croyez-vous qu'il suivrait alors la règle du jeu démocratique ou qu'il essaierait de s'emparer du pouvoir ? A cette question, on ne veut pas répondre ici et c'est pourtant la question cruciale ! Si vous êtes en présence d'un parti que vous croyez démocratique, vous n'avez pas à reculer. Mais si vous êtes en présence d'un parti qui - comme beaucoup d'entre vous la savent sans oser le dire - établira dans ce pays un gouvernement totalitaire, alors, vous n'avez pas le droit de voter demain pour Thorez.
(Applaudissements)
Vous n'avez pas le droit de voter demain pour Thorez, vous n'avez pas le droit de permettre une manœuvre derrière laquelle il y a a chez beaucoup cette idée qu'il est plus avantageux pour nous de ne pas prendre parti contre les

Communistes parce que d'autres s'en chargeront d'ici six mois. Vous n'avez pas le droit de faire cela. Vous êtes arrivés à un point, précisément à cause de notre faiblesse, où aucun progrès du Parti Communiste n'est plus possible sans qu'il en résulte une menace pour la République. Et si cela était vrai demain, vous aurez pris la plus grande responsabilité en demandant à vos élus de voter pour Thorez. Vous essaierez bien de justifier cela par je se sais quel raisonnement disant que c'était le Parti le plus fort et qu'il fallait, selon la règle démocratique, faire le geste de lui donner le gouvernement, mais le pays ne vous comprendra pas. Nous sommes devant le même problème politique qu'aux dernières élections. Oui ou non le Parti s'est-il partagé en deux blocs ? Blum a dit : nous n'étions pas dans le coup. Est-ce que vous croyez que le pays va cesser de se diviser en deux blocs, l'un anticommuniste, l'autre Communiste ? Il faudrait être naïf pour le croire, et n'allez pas me dire : "nous avons cinq ans devant nous". Ce n'est pas si sûr... Qu'est-ce qui a renforcé le bloc anticommuniste ? Qu'est-ce qui a fait que le MRP a bénéficié de cette attitude anticommuniste ? C'est précisément le développement du Parti Communiste. Et à mesure que le Parti Communiste va devenir plus puissant et par conséquent plus dangereux, vous allez être automatiquement dans le renforcement de ce bloc anticommuniste. Mais à ce moment, vous aurez l'air d'avoir eu peur de ce mot anticommuniste poux avoir laissé le Parti Communiste vous condamner à ne pas l'employer et a lui donner le sens de droite.

Vous pouvez dire que vous avez l'intention de faire autre chose. Oui, cela était possible au lendemain de la libération. S'il avait pris plus tôt position, le Parti Socialiste aurait été l'entraîneur, et précisément s'il avait adopté une attitude plus nette avec le Parti Communiste. Devant cette politique hésitante de l'unité d'action, on s'est dit : le Parti Socialiste, mais c'est un parti qui s'effacera devant le Parti Communiste. Et alors, les uns se sont dit : si on doit être orienté de ce côté, autant y aller tout de suite. Et vous avez perdu des voix à gauche. Les autres, pour n'être pas entraînés vers les Communistes sont allés aux anticommunistes.

Vous prendrez demain la plus lourde responsabilité si vous demandez à vos élus de voter pour Thorez, car il n'aura vraisemblablement pas la majorité, mais il se constituera autour de son nom un regroupement de voix important et dangereux pour l'avenir. Et puis, dans quelle position morale vous placerez-vous. Vous pourrez entonner des hymnes en l'honneur de la résistance mais tout le pays sait ce qu'est Thorez, tout de même ! Je sais bien que nous ne pouvons pas revenir sur son cas. Il aurait fallu que de Gaulle ne le rappelât pas lui le premier, me direz vous. Il aurait plutôt fallu que nous prenions position contre lui en demandant son invalidation. Et vous auriez eu raison à ce moment là.

Tout le monde sait ce qu'est Thorez et ce que le Parti. Communiste veut faire de nous demain et c'est vous qui allez le dédouaner en lui donnant un brevet de patriotisme.

(Applaudissements)

Quel sera alors le sentiment de tous ces hommes qui ont fait la première résistance, celle de 1939-40, de ces pacifistes qui sont allés défendre le pays

dans des endroits dangereux alors que Thorez s'en allait ?
Il n'y aura pas seulement cet argument sentimental qui jouera dans les masses, il y aura cette tâche que vous aurez faite à l'honneur de notre Parti d'avoir renforcé la position Communiste.
Oui ou non, le Parti Communiste reste-t-il un parti de dictature ? Oui ou non la République est-elle en danger ? Oui ou non la forme la plus menaçante du fascisme à l'heure actuelle n'est-elle pas le Communisme ?
Si vous continuez à admettre cette distinction de droite et de gauche en plaçant les Communistes à gauche, bien sûr vous continuerez à voter pour les Communistes demain. Mais si vous reconnaissez qu'à l'heure actuelle par ses méthodes et ses entreprises presque rien ne distingue le Parti Communiste d'un parti fasciste, d'un parti nazi, alors, vous aurez l'énergie de faire ce qui redressera enfin votre parti, vous aurez le courage de dire : non la Socialisme ne passera pas par là. C'est sous une autre forme qu'il faut refaire le Socialisme et toute autre solution est une solution d'abdication qui serait indigne de nous.
Je ne vous demanderai pas de consulter la carte électorale et de voir que le Parti Socialiste s'est affirmé clairement dans la lutte à la fois contre le MRP et contre le Communisme, qu'il a réussi à maintenir ses positions et quelque fois même les a améliorées, je vous demande tout de même de vous souvenir de tout ce qui a été fait au lendemain de la scission, quand une poignée d'hommes courageux qui avaient perdu à ce moment là et les troupes du Parti et l'organisation syndicale, se sont mis au travail. Je vous demande tout de même si nous ne serions pas capables de refaire ce que nous avons réussi à ce moment là.
Gouin nous dit : "prenez-y garde, nous n'avons pas les atouts en main, vous allez nous engager dans une lutte où nous risquerons d'être battus d'avance parce qu'ils tiennent toute l'organisation syndicale". Mais, est-ce que vos atouts vont augmenter ou diminuer demain ? Est-ce que l'emprise Communiste sur la CGT sera moins forte ? Vous savez très bien que peu a peu ces atouts disparaîtront et qu'il y aura, que vous le vouliez ou non, une épreuve de fores sur ce point.
Ce qu'il faut faire - et je ne sais pas sous quelle forme - c'est une tentative de redressement de ce pays dans laquelle les Communistes devront prendre position, même s'ils ns sont pas au gouvernement. Et ne me dites pas : "peut-être plus tard cela, mais pas maintenant, ce n'est pas mûr !" Cette épreuve, il faudra la faire. Il y aura dans ce pays une tentative de redressement économique dans le sens républicain et sans les Communistes. Alors, ou bien les Communistes passeront sous la table et laisseront faire l'épreuve sans regimber, ou bien ils engageront la lutte et ils seront battus parce que la classe paysanne ne les suivra pas dans des entreprises de grève généralisée. En trois semaines ou un mois, ils auront perdu le contrôle de l'opinion publique qu'ils avaient gagné par leur apparence de modérantisme. Et à ce moment, nous pourrons refaire notre organisation syndicale indépendante, à ce moment vous retrouverez des bases pour l'action Socialiste.
Je ne voudrais pas, ce soir avoir l'air de pousser dans un sens que certains pourraient considérer comme sectaire par une opposition permanente à un parti

voisin. Si je vous ai dit ces choses ce soir peut-être encore plus fermement que par le passé, c'est parce que, comme Gouin, j'ai le sentiment que le moment est très grave pour l'avenir du Parti. Depuis la libération, nous nous sommes refusés à choisir, nous nous sommes refusés à répondre nettement à la question qui nous préoccupe tous. J'avais, en montant à la tribune, presque une impression d'angoisse. Je l'ai dit à mes camarades du groupe parlementaire. J'ai l'impression que la vote de demain, il est presque aussi important que le vote de Vichy en juillet 1940.

Félix Gouin - Bien sur !

Jean Le Bail - Le vote de demain engage l'avenir de la République. Et je vous dis cela en homme qui se sent en position faible vis-à-vis d'une autre tentative qui pourrait venir, celle-là, de la Droite. Mais je vois le péril sous sa forme immédiate et je vous demande de ne pas laisser les camarades du groupe parlementaire devant cette alternative pour ou contre Thorez.
Je vous en supplie - je fais appel à ceux, et en particulier a celui qui a gardé en lui le dépôt de l'intelligence du Parti - trouvez quelque chose pour que nous ne soyons pas obligés d'émettre ce vote qui mettrait à une épreuve terrible la conscience de plus d'un des membres de votre groupe parlementaire.
(Applaudissements)

Marceau Pivert

La fédération de la Seine m'a mandaté ici à une très forte majorité. Voici sa position :
Elle est en faveur du vote pour le candidat du Parti Communiste à la présidence du gouvernement.
Contre toute participation.
Pour un soutien conditionnel selon le contenu des programmes politiques qui seront présentés par les différents gouvernements.
Ces considérations ont été dictées par un certain nombre d'analyses et peut-être elles viennent immédiatement après deux discours assez protagonistes en complément de certains arguments puisés dans l'un et dans l'autre. Il semble, en effet, que la perte de l'influence du Parti Socialiste soit grave. Elle est, à nos yeux d'autant plus grave que c'est précisément une force d'indépendance politique en France, et que la France a un rôle extrêmement important en matière d'assainissement économique actuellement en Europe, peut-être même dans le monde, et qu'il n'est pas exagéré d'identifier la destinée du Parti Socialiste en France avec des espérances ou des désespérances concernant ce que certains ont appelé dans d'autres continents le déclin de l'Europe, on a même parlé du déclin du Socialisme. Il est d'autant plus nécessaire de faire un examen de conscience sur la valeur de ce pessimisme et sur les conditions d'une solution plus optimiste à nos difficultés d'aujourd'hui, qu'il est tout à fait significatif que le déclin du Parti Socialiste ne correspond pas à une augmentation de la puissance d'influence de la classe ouvrière. C'est en effet très net : les voix Socialistes

Fondation Jean Jaurès

perdues ne sont pas allées aux Communistes. C'est là un phénomène très important et qu'on aurait dû analyser plus tôt.
L'élément le plus important dans la situation d'aujourd'hui, c'est que la classe ouvrière a besoin d'une expression fidèle. Et non pas seulement la classe ouvrière, mais toutes les catégories sociales qui sont paupérisées, qui se trouvent menacées par une crise effroyable et n'ont pas trouvé un moyen d'expression. Et d'immenses masses populaires, non seulement en France, mais dans le monde entier se trouvent dans ce cas. C'est donc la physionomie propre du Parti Socialiste qu'il s'agit de définir. Qu'est-ce que nous sommes ? Comment allons-nous dégager notre véritable tradition pendant toute cette période ? Quelles sont les conditions de ce qu'on appelle un redressement du mouvement Socialiste français ?
Il y a d'abord lieu de dégager une explication qui a déjà été esquissée et qu'il ne faut pas sous-estimer. C'est que nous sommes dans un pays et dans une période où les facultés intellectuelles, les capacités de compréhension des masses elles-mêmes et des élites politiques elles-mêmes sont fortement affectées par leurs misères et par une sorte de reste d'habitude à la dictature, à l'obéissance servile. Mais il serait peut-être imprudent d'affirmer que cet état passager puisse devenir définitif. En tout cas, s'il devait le devenir, ce serait à désespérer quand on voit des pays qui ont eu la chance de n'être pas envahis comme l'Angleterre et la Suède rester fidèles à un Socialisme qui, sans doute est encore très fermé, mais qui, pas à pas, est en train de découvrir - notamment l'Angleterre - la nécessité absolue de la solidarité internationale.
Je pense en effet que le premier point à dégager d'une analyse sérieuse, c'est de ne pas considérer comme définitif un état d'immoralité, de corruption et de laisser aller qui donne à la propagande obsessionnelle du Parti Communiste une si large base de succès. D'autres mouvements révolutionnaires ont eu ce même succès. Mais cela ne voulait pas dire que le Parti Socialiste était fini, que nous avions définitivement liquidé toutes les vieilles valeurs de notre philosophie ni de notre méthode.
Or, précisément, en examinant le problème parlementaire et gouvernemental, aujourd'hui, il semble que l'on ait trop tendance - c'est en tout cas ce qui domine l'exposé de Gouin - à considérer que tout se passe exclusivement sur le plan parlementaire et gouvernemental, or on néglige les forces profondes qui n'ont pas encore trouvé leur expression parce qu'elles ne se traduisent pas par un rapport de voix électoral. Parce qu'il n'y a pas eu une véritable offensive de la classe ouvrière, on en déduit qu'il est actuellement prouvé, démontré, qu'elle est en recul et incapable désormais de combattre et qu'il faut adapter la tactique à cette période de retraite. Et voilà ce qu'exploite le Parti Communiste. Or, qu'est-ce qu'il est ce Parti Communiste ? Une machine destinée, en vertu de ses origines et de ses liens à contrôler le mouvement ouvrier ? Non pas, camarade Gouin, dans l'intérêt de la classe ouvrière, mais exclusivement dans l'intérêt d'une diplomatie internationale dont les objectifs ne correspondent plus avec la volonté de la partie.
(Applaudissements)

A partir du moment où on a compris cela, on doit considérer le Parti Communiste comme contrôlant, hélas, une partie importante de la classe ouvrière, comme ayant l'habileté et les moyens matériels de contrôler la paysannerie et les classes moyennes désespérées ainsi que les gens qui ont suivi les clans les uns après les autres. Et on doit se rendre compte que l'effort à faire consiste à retrouver la véritable confiance des travailleurs et de restaurer en eux la volonté de libre détermination. Mais - et c'est en cela que je ne suis pas d'accord avec une grande partie de l'exposé de Le Bail - tous les moyens ne sont pas bons pour lutter contre le Communisme. Il faut lutter contre le Communisme en restant solidaire de la classe ouvrière dans son ensemble, qui est malheureuse, actuellement désarmée et paralysée, il faut l'aider à se débarrasser de toutes les idéologies apportées de l'extérieur qui ne correspondent en rien aux aspirations profondes de l'homme, à ce besoin permanent de justice, de liberté et d'autodétermination qui caractérise le mouvement ouvrier dans toute l'Europe occidentale.

Dans la salle - Très bien !

Marceau Pivert - Oui, il faut lutter contre cette tendance des sociétés contemporaines qu'est la limitation de l'autodétermination des travailleurs. Nous sommes tous d'accord pour dire que le libéralisme économique ne peut actuellement que conduire au règne de ceux qui ont le plus d'argent au détriment de ceux qui n'ont pas les moyens de consommation. Mais il y a une autre tendance et c'est là précisément où le Communisme joue sa carte. C'est déjà indiqué dans le programme, je le souligne en passant pour indiquer les points sur lesquels on doit différencier notre doctrine et notre méthode de celle des Communistes. Ainsi le contrôle économique par l'Etat. Nous sommes encore en état capitaliste, mais le Communisme n'est pas du tout gêné par cela, il nous apporte le sous-produit de la dégénérescence d'une révolution qui a été prolétarienne et internationaliste à son origine et qui se trouve appliquée dans un pays immense où elle a pris la forme d'une dictature totalitaire. On a ainsi substitué à la doctrine qui veut que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes la conception du Parti état-major fortement exprimé, monolithique et totalitaire. Certes les hommes d'octobre se considéraient comme les pionniers de la révolution européenne internationale, mais leurs successeurs ont été des bureaux dégénérés qui ont assassiné les meilleurs militants dans le monde et ont ensuite introduit dans la classe ouvrière ces conceptions totalitaires et bureaucratiques qui stérilisant la démocratie prolétarienne. Et c'est parce que le Parti Communiste ne peut pas représenter pour le prolétariat de l'Europe occidentale le véritable guide qui connaisse les besoins et les aspirations profondes de ces pays industriels qui ont un siècle et demi de vie et de coutumes politiques derrière eux que nous devons lutter pour reprendre à l'influence du Parti Communiste les couches décisives du prolétariat.
Aussi, vous comprenez bien qu'on ne peut le faire qu'en se plaçant sur le plan même du prolétariat, c'est-à-dire qu'en ayant une attitude qui soit Socialiste

Fondation Jean-Jaurès

révolutionnaire, une attitude qui n'oublie pas - comme les Communistes semblent le faire - qu'il n'y a pas de solution possible en dehors de la solidarité des travailleurs.
Gouin a posé des problèmes concrets, des problèmes immédiats, il les a posés sous l'angle de l'intérêt national. Quand il parle du charbon de la Ruhr, par exemple, a-t-il donc oublié qu'il y a des Socialistes en Allemagne, en Italie, a-t-il donc oublié ces alliés pour ne se concentrer que sur l'alliance avec le Parti Communiste ? A-t-il donc oublié qu'il y a d'autres objectifs, d'autres méthodes ? Voilà encore, par conséquent, un point sur lequel notre tactique nous permettra de nous déranger, non pas pour nous éloigner de la bataille, mais, au contraire, pour y entrer avec les mains libres, Est-ce que Gouin a lu l'article de Pierre Courtade sur la social-démocratie qui offre ses services à Bevin ? On peut essayer de faire un effort international au point de vue Socialisme. On peut réunir les Partis Socialistes d'Europe pour examiner du point de vue commun du prolétariat européen les solutions à imposer. Car il y a des millions de Socialistes qui ont tout de mène des intérêts communs. Or, que disent les Communistes ? Ils disent qu'ils se réjouissent que le Quai d'Orsay et les autorités françaises aient refusé à un représentant de la social-démocratie l'autorisation de se rendre de la zone française à Londres. Voilà, camarades, des hommes qui ont lutté contre le fascisme pas seulement en 1941, mais en 1933, des hommes qui ont été torturés dans des campa de concentration et qu'on traite ainsi. Mais sur qui compte-t-on pour faire une Europe nouvelle sinon sur ces hommes !
Précisément, les Communistes ne veulent pas que l'on compte sur ces hommes parce qu'ils sont naturellement destinés à refuser toute chance de dictature. Ils veulent faire l'expérience d'une nouvelle organisation Socialiste, mais qui serait l'expression des grands trusts, ils veulent faire travailler les ouvriers allemands comme des esclaves à leurs machines, sur des bleus fabriqués à Moscou. Nous devons rendre hommage à nos camarades Socialistes allemands qui, dans les ruines de Berlin, défendent, même contre les armées occupantes, le point de vue du Socialisme international. Le Parti Communiste a essayé de les faire fusionner de force, il a envoyé dans des camps de concentration des hommes qui y avaient déjà, été jetés par Hitler, mais ils n'ont pas cédé. Le Parti Communiste se rend compte qu'il a échoué et il vient de faire voter pour notre camarade Socialiste à la mairie de Berlin. Ainsi, l'indépendance Socialiste est un point de première importance.
En 89 et 93, au moment où la bourgeoisie était révolutionnaire, nous avons vu l'effort qu'elle a fait pour créer le cadre de son économie, son unité nationale. Eh bien, aujourd'hui, nous sentons que cet effort doit être fait par la classe ouvrière elle-même, non plus dans le pays, mais dans l'Europe entière. L'économie européenne doit être planifiée et tous les prolétariats d'Europe doivent prendre la direction de ce mouvement. C'est vers cet horizon que nous pouvons maintenant diriger les aspirations des travailleurs, des Socialistes pour commencer. Et dans cette direction, nous trouvons naturellement le Parti Communiste comme adversaire. Cela ne veut pas dira qu'il faut le considérer

comme ennemi de classe, nous sommes sur le même terrain de classe. Mais il faut lui disputer cette classe et nous l'obligerons à démasquer ses batteries. Et cela est si vrai, qu'on a vu un certain nombre de positions prises par le Parti Communiste - et c'est un point particulier que notre camarade Philip a eu le mérite de poser quand il a demandé la réduction des crédits militaires. Nous comprenons parfaitement que c'est un argument non seulement économique, mais international. Songez que les Etats-Unis qui ont des armées partout et des flottes dans tous les océans du monde a un million de soldats et la France 650 000. Votre pays, qui représente 5% du potentiel du monde, est actuellement victime d'une illusion terrible. Or, qui entretient cette illusion ? Les Socialistes ? Ce sont au contraire eux qui ont le mérite de dire : ou bien vous ferez une politique de puissance et c'est le peuple qui paiera pour nourrir un état-major de francisquards qui prépare directement son coup d'Etat, ou bien il faudra faire la politique différente, il faudra reconvertir tous les arsenaux, toutes les pyrotechnies pour qu'ils fabriquent des tracteurs ou des objets de consommation. Or, le Parti Communiste n'est pas du tout sur cette position. Qu'est-ce qui vient nous parler de participation pour fabriquer des tanks et de la poudre ? Nous avons donc dans ce domaine comme dans le domaine économique une position propre.

Les Communistes sont actuellement an progrès parcs qu'il n'y a pas eu un véritable pôle d'attraction pour se substituer à cette sorte de rassemblement de la peur.

La démocratie des Communistes ne peut pas préparer la classe ouvrière à des événements révolutionnaires et c'est ce qui est précisément dangereux dans la période où nous sommes, car cela ne peut que nourrir la psychologie chauvine de la Droite rétrograde. Il y a un immense travail de redressement doctrinal pratique et tactique à entreprendre pour le Parti Socialiste. Nous sommes persuadés qu'il est possible de le faire, que l'occasion se présente de passer d'une étape qui est révolue à une nouvelle étape qui commence. Une force indépendante doit s'organiser et combattre sans rien négliger de la défense des intérêts du prolétariat, et nous pensons qu'il serait catastrophique de continuer à maintenir la participation Socialiste à des gouvernements qui ne peuvent actuellement être prévus que pour faire passer les charges de la crise qui s'aggrave sur les épaules des travailleurs eux-mêmes.

Si l'on veut préparer les conditions d'une sorte de soulèvement de l'opinion, il faut que nous reprenions la totalité de notre liberté de manœuvre. Et c'est seulement dans le cas où le Parti Socialiste paraîtra interprète des méthodes de lutte de classes ouvrières et défenseur des valeurs qui leurs sont propres, de justice sociale et de liberté, qu'il retrouvera ce qu'il semble avoir perdu devant l'opinion.

Ce qu'il y a de très grave, c'est qu'on identifie le marxisme au stalinisme. En réalité, quand on sait ce qu'il y avait de démocratisme, d'humanisme dans la pensée de Marx, on est étonné que des gens qui devraient être au courant confondent le marxisme et le stalinisme, qui n'en est que la sinistre caricature.

(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Camarades, il y a une crise profonde des besoins fondamentaux de la société auxquels il faut faire face. Ces besoins fondamentaux seront satisfaits de gré ou de force. De gré si la classe ouvrière se remet à penser. Et le Parti Socialiste l'y aidera dans ses organisations syndicales et corporatives dans la résistance qu'elle opposera au progrès de la bureaucratie stalinienne. Si le Parti Socialiste entreprend cette tâche avec ses conseils d'entreprise et au sein même de la lutte ouvrière quotidienne, alors, on ne doit pas désespérer.
Je me résume. La situation est extrêmement sérieuse. On ne pourra vraiment donner à la classe ouvrière qui attend nos décisions le sentiment d'une volonté de les défendre que si on lui parle clairement, franchement, et surtout si on ne continue pas à participer à une politique qui n'est pas conforme aux intérêts profonds du prolétariat. L'histoire de ces deux dernières années nous prouve qu'en réalité nous n'avons pas été compris. Il faut expliquer au pays les raisons pour lesquelles nous ne pouvons plus longtemps nous associer à la situation politique dans laquelle les intérêts du prolétariat ne sont pas défendus et nous tourner résolument vers le grand problème, celui de cette révolution internationale qui est en train de se développer dans un sens que personne ne peut sous-estimer. C'est sur la vie politique française que retentit actuellement la grande polarisation entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. C'est l'occasion, pour la France et les travailleurs du monde entier de jouer un rôle qui ne soit pas celui d'un pion qu'on manœuvre.
Il est donc de première importance de reconquérir l'indépendance politique. Ceux qui ne profitent pas des leçons de l'histoire sont malheureusement destinés à en être les victimes.
Je pense que dans une période où la crise capitaliste continue, où la contre-révolution est toujours menaçante, où les forces prolétariennes sont endormies parce qu'elles n'ont pas trouvé leur expression, le Parti Socialiste a quelque chose à dire, non seulement à ce pays, mais à l'ensemble des travailleurs de tous les pays. Nous souhaitons donc, à la fédération de la Seine, qu'on adopte à la fois une attitude de loyauté à l'égard du suffrage universel et de non-participation.

André Philip

Je me bornerai à un seul problème, celui qui va nous être posé à l'assemblée demain : la candidature du militant Communiste à la présidence du Conseil des ministres. Je voudrais vous dire les raisons extrêmement graves qui me font penser que le Parti commettrait la dernière erreur en acceptant de voter demain pour Thorez à la présidence du Conseil.
(Applaudissements)
Je ne crois pas d'ailleurs que nos camarades Communistes se fassent de très grandes illusions sur le succès de leur demande du pouvoir. Il est fort peu probable d'ailleurs que les Communistes obtiennent la majorité requise avec les voix du groupe Socialiste, et même si M. Capitant votait demain pour Thorez comme il a voté aujourd'hui pour Cachin. D'autre part, les Communistes savent très bien que, même s'il y avait une majorité pour mettre Thorez au

gouvernement, dans la conjoncture internationale actuelle, pratiquement, un gouvernement à direction Communiste est aujourd'hui une impossibilité. Car malgré les efforts de Thorez pour amadouer la presse capitaliste par une série d'interviews données à des journaux anglais et américains, les Communistes savent très bien que les Etats-Unis ne verraient pas avec une extrême faveur un gouvernement dont la direction se trouverait liée à un autre pouvoir existant en Europe. Les Communistes savent comme nous que la France en ce moment importe d'Amérique 40% des produits qu'elle a besoin et que le jour où ils seraient an pouvoir, les livraisons américaines se trouveraient retardées, provoquant ainsi une aggravation de notre situation économique déjà si précaire. Un gouvernement Communiste, ce serait l'aggravation immédiate de la misère des masses et, tôt ou tard un mouvement dont le résultat serait de les obliger à abandonner le pouvoir. Les Communistes savent très bien tout cela.

Ce qu'ils désirent en posant la candidature de Thorez, c'est d'abord de prendre une position qui leur permettra de négocier ensuite pour obtenir dans le futur gouvernement, quel qu'il soit, le maximum de postes et de contrôles, afin de préparer l'avenir. C'est aussi de nous gêner en nous mettant dans une situation ou, quelle que soit notre décision, nous perdrions des points. Car pour eux, sur le plan national comme sur le plan international, c'est le Socialisme qui est l'ennemi principal. Il s'agit de le détruire, de l'abattre par tous les moyens. Ainsi, on créerait un précédent non utilisable immédiatement, on nous amènerait à mettre le doigt dans un engrenage tel que nous ne pourrions plus le retirer. Voilà ce que veulent les Communistes !

C'est pourquoi je ne suis pas de l'avis de certains de nos camarades qui nous disent: "au fond, cela n'a pas très grande importance, le gouvernement Thorez ne réussira pas, c'est une manœuvre tactique habile". Je ne crois pas qu'elle soit de si minime importance. Pour ma part, si j'étais convaincu qu'il était nécessaire pour le pays de mettre Thorez au pouvoir, je vous dirais tout de suite : "camarades, abandonnons toutes les réserves que nous avons faites jusqu'ici, et lançons-nous dans l'unité d'action". Cela, c'est une position logique, normale. Mais refuser l'unité d'action, prendre une attitude d'indépendance et aboutir en même temps à mettre à la tête du gouvernement un Président du conseil Communiste, je dis que c'est se perdre des deux côtés, car ceux qui veulent Thorez voteront Communiste et ceux qui n'en veulent pas voteront MRP ou Rassemblement des Gauches, mais plus personne ne votera pour un parti comme le nôtre qui, au moment ou on a pu espérer un redressement, a joué au plus fin, à la manœuvre et à la combinaison, alors qu'il ne s'agit plus de jouer, mais de parler clairement, franchement, sur un problème essentiel. A ce problème, le Parti Socialiste doit répondre par oui ou par non.

J'ai toujours été partisan de la présence Communiste au sein du gouvernement. Lorsque j'ai été à Alger auprès de De Gaulle, je crois que j'ai bien été le premier à lui dire qu'au moment de la libération, de retour en France, il était nécessaire de mettre les Communistes au gouvernement parce qu'ils représentent une force importante, un élément important de l'équilibre français qui éviterait justement que cet équilibre ne se transporte d'un autre côté où apparaîtrait un autre danger

que nous avons connu. Je crois qu'a l'heure actuelle, il faut encore poursuivre cette expérience, malgré les déboires que nous avons eus. Mais autant j'accepte l'idée d'une participation Communiste au gouvernement, autant il me paraît impossible, aussi longtemps que les Communistes n'auront pas changé de conceptions et de méthodes, de leur confier ni la présidence du Conseil, ni le ministère des Affaires étrangères.

C'est impossible et pour des raisons de politique intérieure et pour des raisons de politique internationale. Au point de vue international, ce n'est pas la peine d'insister longuement, vous savez très bien que le Parti Communiste n'est pas libre. Malgré toutes les affirmations qu'il peut affirmer, il est en réalité le représentant d'un pays étranger et d'un pays étranger qui, nous le savons, n'a pas sa révolution Socialiste à faire, mais est, au contraire, une autocratie, un régime totalitaire fondé sur le capitalisme d'Etat. Progressiste quant à sa structure économique, il est réactionnaire par rapport même aux démocraties capitalistes dans son attitude générale en face de la vie. Ainsi, le Parti Communiste se trouve lié à un pays étranger et vous savez bien que dans les mois prochains, il va falloir aborder la solution des problèmes internationaux essentiels : sort de l'Allemagne, organisation internationale. Du même coup, on va décider du sort de l'Europe : la guerre ou la paix. Car, la paix ou la guerre, cela ne se décide pas au moment ou elle va éclater, c'est dix, vingt ans auparavant qu'elle devient inévitable. Le moment crucial de la guerre qui vient de finir, ça a été l'attaque de l'Italie contre l'Abyssinie. De ce jour, la guerre mondiale était fatale. Demain, du choix qu'il sera fait entre la division du monde en deux blocs dressés l'un contre l'autre et de l'organisation d'une sécurité internationale, résultera pareillement la guerre ou la paix. A ce moment, la France devra prendre position. Je crois qu'elle a un rôle important à jouer. Groupant autour d'elle l'ensemble des petites et moyennes nations, elle peut encore faire reculer la division du monde en deux blocs, elle peut faire entendre la voix des peuples du monde qui veulent l'organisation d'une véritable paix. C'est à l'initiative de la France que cette organisation peut naître et il lui faut pour la prendre un Président de Conseil aussi indépendant de la Russie que des Etats-Unis d'Amérique. Prenez-y garde, des pays comme la Belgique, la Hollande et bien d'autres étaient effondrés à l'idée que la France Socialiste pourrait disparaître des négociations internationales. Aussi, évitons à tout prix de faire un geste qui serait extrêmement grave pour la France comme pour le Socialisme international.

Au point de vue intérieur, il y a une différence entre voter pour un Président du conseil quelconque et voter pour un Président du conseil Socialiste. Les présidents du conseil quelconques, même ceux que nous verrions avec le plus de défaveur à la tête du gouvernement, qu'ils soient MRP, Radicaux ou autres, ce sont des hommes qu'il est possible de renverser. Mais, j'ai, pour ma part, la certitude que, le jour ou nous aurions installé le Parti Communiste au pouvoir, ils y resteraient toujours. Vous pouvez voter pour eux avec l'arrière pensée que vous vous réservez de leur retirer votre soutien. Dans ce cas, je vous rappelle que Hugenberg et Thyssen et tous les hommes de la bourgeoisie allemande

avaient fait le même calcul, ils avaient mis Hitler au pouvoir avec l'intention de limiter son autorité et même de l'en chasser si c'était nécessaire.
(Applaudissements)
Je ne crois pas qu'une telle situation se produise en ce moment en France. Mais c'est dès aujourd'hui qu'il faut prendre garde. Le jour ou les Communistes seraient au gouvernement, ils se feraient les apôtres d'un modérantisme extraordinaire vis-à-vis des représentants de toutes les classes sociales. Dans le programme social du Parti Communiste ou il n'y a rien qui puisse faire de la peine à personne, il n'y a surtout rien de sérieux au point de vue action gouvernementale. On a bien pris soin de ne pas froisser l'opinion publique afin de réussir à obtenir, pendant le temps nécessaire, l'adhésion de la grande masse de la population.
(Applaudissements)
Le temps nécessaire pour faire, dans les autres ministères ce qu'ils ont fait là où ils sont actuellement, à la production industrielle, au travail ou ailleurs, c'est-à-dire d'abord chasser les fonctionnaires Socialistes, ensuite mettre partout leurs hommes. Il leur reste à s'assurer l'armée et le ministère de l'Intérieur et le jour où ils y auront réussi, ils seront maîtres du pays.
Eh bien, je ne veux pas voir le Parti Socialiste prendre une telle responsabilité. Je ne veux pas voir organiser le sabotage à la production industrielle, sabotage des nationalisations, destruction des méthodes de répartition des matières premières, etc. Je crois que si le système inauguré par les Communistes se généralisait, nous aurions d'abord uni gabegie totale, une désorganisation de l'administration et, tôt ou tard, l'inévitable coup d'Etat tenté par les Communistes. Je sais bien qu'il ne réussira pas mais qu'il entraînera inévitablement l'autre, qui, lui, réussira, car la seule chose que les Communistes soient capables de faire dans notre pays c'est de mettre la Droite au pouvoir.
Je le sais bien, on a dit : "le Parti Communiste représente la classe ouvrière et même si la classe ouvrière se trompe nous devons rester avec elle." J'ai entendu aussi cela à Vichy de la part d'un certain nombre d'hommes bien intentionnés au début. Ils nous disaient : "actuellement, le pays a complètement cédé à Pétain, l'opinion publique est complètement sous la coupe du pétainisme, eh bien, soyons solidaires de notre pays, acceptons, même s'il ne nous plaît pas, la collaboration avec ce gouvernement que nous méprisons".
La résistance, elle, s'est séparée de la nation et, en faisant cela, elle a véritablement défendu la nation française. Eh bien, aujourd'hui, l'action, c'est de défendre la nation contre ceux qui la trompent.
D'autres nous diront : "mais les Communistes vont prendre des engagements, ils ont déjà indiqué dans les réunions tenues avec certains de nos délégués, que certaines de leurs méthodes en matière administratives étaient dues au fait qu'on était dans le provisoire, maintenant c'est fini, on va agir autrement". Eh bien, voyez-vous - et c'est là le point essentiel qui nous sépare des Communistes - tout ce qu'ils peuvent dire maintenant, nous ne pouvons pas le croire. Nous savons que leur seul but est de prendre le pouvoir et que pour cela tous les moyens leurs sont bons : irrespect de l'homme, ignorance de la véritable

honnêteté intellectuelle et des valeurs morales qui, pour nous, sont l'essentiel de notre idéal Socialiste. Il y a chez eux la volonté de conquérir le pouvoir par tous les moyens, y compris la négation de tous les droits de l'homme, du respect de la personnalité humaine. Ils peuvent prendre des engagements, nous savons qu'ils ne les lient pas et qu'ils feront le contraire s'ils le jugent nécessaire.

Des éléments aussi dangereux, on peut les mettre dans un gouvernement à condition de les surveiller de près, mais on ne peut pas leur faire suffisamment confiance pour leur donner directement les rênes du gouvernement.

Voilà, camarades, les quelques observations que je voulais présenter avec tout le sérieux et toute la gravité possible. Je suis venu au Parti dans ma jeunesse. J'ai maintenant, je crois, 28 ans de parti, auquel je suis venu parce qu'il représentait pour moi l'honnêteté intellectuelle, le recherche de la vérité, l'amour des masses travailleuses, la sympathie pour tous ceux qui peinent, travaillent et souffrent, la volonté forcenée de justice et de libération de l'être humain. Car vous savez bien que pour nous toutes les nationalisations, toutes les transformations économiques ne sont que des moyens pour créer des cadres les plus favorables à l'épanouissement de la liberté humaine. Le but du Parti Socialiste, c'est de créer des hommes libres, des personnalités indépendantes. Ca n'est pas de les fondre dans les masses, d'étouffer leur personnalité dans une collectivité quelle qu'elle soit, c'est de sa servir des collectivités et des communautés pour créer les cadres les plus favorables au développement de l'intelligence et de la personne prise individuellement. Le Socialisme, c'est l'expression de tout ce que notre civilisation occidentale a développé depuis deux-mille ans. C'est pour cela que depuis 25 ans j'ai lutté dans le Parti, c'est parce que cela était menacé qu'à Vichy j'ai voté contra Pétain, c'est pour cela que dès la début, avec quelques camarades, nous avons envisagé la résistance, non pas seulement sur la plan national, mais avec ceux de tons les autres pays qui étaient soumis à la même domination, nous avons commencé à protester et, en face du réalisme de M. Pierre Laval, nous avons tenu à affirmer que certaines valeurs intellectuelles avalent plus d'importance que la vie et que toutes les réalisations économiques. Je me rappelle la discussion que j'eus à ce moment à Vichy, avec un membre important du Parti que, depuis, nous avons refusé de reprendre dans nos rangs. Il me disait : "tu raisonnes en moraliste et non en homme politique". Eh bien, je crois qu'il y a un moment où il faut choisir, où il faut remonter aux sources morales essentielles pour définir notre attitude et nous dicter notre choix. Je crois que nous sommes à ce moment là. Le vote de demain pour Thorez, il a pour moi exactement la même importance que le vote de Vichy pour Pétain.

(Longs applaudissements)

Il ne s'agit pas de politique ni de tactique, mais d'un choix. Le Parti est arrivé à un moment où il ne peut plus ne pas faire ce choix entre la liberté et la tyrannie, entre le respect de l'individu et le totalitarisme, entre la défense de ces valeurs qui sont le fondement même de notre démocratie et les vestiges, hélas nombreux, que nous avons hérité des conditions dans lesquelles nous avons dû combattre les vestiges du fascisme totalitaire. Les conditions dans lesquelles nous avons dû lutter pour assurer la libération de notre territoire national ! Oui,

Collection Jean Jaurès

c’est qu’en luttant contre l’ennemi nous étions fatalement amenés à lutter petit à petit sur son terrain, par ses arguments et par son esprit. L’hitlérisme est devenu la plus dangereux au moment où il a été battu ; tous ses moyens : slogans, mépris de la personne humaine, etc. etc., tout cela est latent chez nous tous, et c’est cela qui fait le triomphe du Parti Communiste. Il a utilisé tout ce qu’il y avait de bas et de vil dans chaque être humain pour attiser les passions, dresser les uns contre les autres les appétits les plus divers et les plus opposés.
Eh bien, si nous disons très nettement que demain Thorez ne sera pas Président du conseil - et il ne le sera pas, non à cause des Radicaux ou des MRP, mais à cause des Socialistes - pour les raisons que je viens de passer en revue, ce sera peut-être pour nous l’impopularité, mais nous aurons conscience d’avoir servi la classe ouvrière et nous auront ouvert à la démocratie des voies nouvelles.
(Applaudissements prolongés)

Edouard Depreux

Camarades, je voudrais d’abord vous faire une confidence. Avant même le magnifique discours de Philip, j’étais ému, profondément ému. En effet, j’avais été saisi d’une véritable angoisse lorsque j’avais connu le vote de la fédération de la Seine, de cette fédération dont j’ai été président.
(Applaudissements)
Je me suis demandé, en apprenant ce vote, si on n’était pas en train de m’asséner un certain nombre de coups de bâton. Je le dis très amicalement, mon cas de conscience se traduit dans les mêmes termes que ceux de Le Bail et de Philip. Et ce cas de conscience est affreux, aucun de nous ne le résoudra autrement que dans la discipline absolue du Parti.
(Applaudissements)
J’ai entendu tout à l’heure des choses absolument décisives sur le stalinisme. On parle souvent de Kerenski. Il y a pire que Kerenski. Il y a eu en novembre 1917 un gouvernement à direction Communiste et participation de Socialistes révolutionnaires. Qu’y est advenu le Socialisme ? Il y a un autre exemple plus effroyable que Kerenski, c’est celui de la Hongrie en 1919 et 1920. Il y avait un gouvernement démocratique à l’ordre du jour à participation Socialiste, présidé par le comte Mihály Károlyi. Un jour, le comte Károlyi a ouvert les portes de la prison de Béla Kun. Il l’a introduit au pouvoir et il écrit pendant quelques mois la page la plus tragique et la plus honteuse de l’histoire prolétarienne internationale, quelques semaines plus tard, c’était la terreur fasciste qui triomphait.
Quelle angoisse pour nous ! Croyez-vous que les Communistes sont persuadés qu’il y aura demain un gouvernement Thorez ? Au moment où ils affirment qu’ils réclament la primauté gouvernementale, ils négocient avec beaucoup de minutie au moins en trois positions pour s’assurer des situations de repli : gouvernement à direction Socialiste, gouvernement à direction Radicale, gouvernement à direction MRP. Car le MRP tant honni, on lui demande encore aujourd’hui s’il n’y aurait pas moyen d’accroître son influence au gouvernement. Jusqu’à présent, le Parti Communiste revendique le pouvoir non

pas pour réaliser quoi que ce soit, non pas pour un programme de politique intérieure ou extérieure, mais pour prendre progressivement tous les rouages de l'Etat républicain.
Gouin vous a dit tout à l'heure quelle était la situation économique et financière. Vous savez aussi quelle est la situation morale de ce pays : l'autorité qui tombe en quenouille, l'absence totale de gouvernement, la simple juxtaposition de ministres occupant les uns et les autres des forteresses gouvernementales et pendant toujours que le véritable adversaire c'est celui qui collabore avec lui au gouvernement. Il y a un certain nombre d'exemples nationaux et internationaux. On a parlé beaucoup de philosophie politique, mais personne n'a parlé du problème concret. Vous avez voulu interroger les Communistes, vous leur avez demandé quelles étaient les frontières de leur majorité, leur programme, leurs méthodes de gouvernement. J'ai l'impression très nette que vous n'avez pas obtenu satisfaction. Eh bien, personne ne s'est demandé ce qu'il fallait répondre.
Dans deux Conseils nationaux on a dit : "la grande faute, ça a été le Front populaire". Je persiste à penser que le Front populaire a jailli du fond du pays républicain et qu'il était nécessaire ou inévitable, selon le point de vue auquel on se place. Mais ce qui est notre faute, c'est de l'avoir laissé détourner de son origine et du but qu'il devait atteindre. Tout à l'heure Gouin a dit : "les Communistes ont changé à partir du 6 février 1934". Je crois que les Communistes ont changé à partir du pacte franco-soviétique. Voyez-vous, je relisais ces jours derniers l'Humanité, je recherchais cet article de Florimond Bonte de 1932. Ce défenseur nouveau de l'école laïque, il disait : "comment les Socialistes peuvent-ils s'associer sans être des traîtres, sans être des renégats, au cinquantenaire de l'école laïque, comme si ces deux formes de l'école laïque et cléricale n'étaient pas les deux formes de l'école bourgeoise". Et puis, j'ai retrouvé un article du 16 janvier 1933. Je sais que mes camarades décernaient à Thorez un brevet national. Le 15 janvier 1933, Maurice Thorez était en Allemagne. Et vous avez ce qu'il disait : "la France qui exploite nos coloniaux, brime deux millions de paysans d'Alsace et de Lorraine". Puis, voulant montrer la différence entre les Communistes et les Socialistes, il ajoutait : "bien sûr, nous, Communistes de France, nous luttons pour la libre disposition du peuple d'Alsace et de Lorraine jusque et y compris la séparation d'avec la France, pour le droit de tous les peuples de langue allemande de s'unir librement".
Je ne suis pas spécialement nationaliste, ni chauvin, mais je pense que les trois départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin ne sont pas des pays de langue allemande.
(Applaudissements)
Cette nuit, j'ai retrouvé un article que j'avais écrit dans Le Populaire en décembre 1940. Je disais alors : "je ne comprends pas bien nos camardes qui estiment comme mal en soi ce pacte germano-russe et le fait que les Communistes approuvent ce pacte". Et j'ajoutais : "si par hasard dans l'avenir la Russie rejoint le nazisme, devrons-nous alors, parce que c'est le Parti Communiste, accueillir les bras ouverts des frères complètement retrouvés sans leur demander s'il y a du nouveau dans leurs méthodes et leurs tactiques ?"

Marx Dormoy me disait : "nous serions singulièrement faibles si nous devions accorder demain aux Communistes le droit de cité sous son ancienne forme".
Or, on s'est montrés singulièrement faibles. J'ai frémi lorsque, tournant la radio pour prendre Londres ou Brazzaville, je sentais progressivement les Communistes accaparer la résistance comme ils avaient accaparé le Front populaire, j'ai frémi lorsque de Gaulle a choisi ses ministres. Et puis, petit à petit, ça a été la grâce amnistiante de Maurice Thorez, bientôt promu ministre d'Etat, puis vice-président du conseil.
Bien sûr, il est difficile aujourd'hui, de faire machine arrière. Peut-être la démonstration de Philip est de celles qui doivent nous faire penser que si nous avions agi différemment, nous serions aujourd'hui plus forts pour dire ce non énergique à la candidature de Thorez parce qu'il est Communiste et que nous sommes restés toutes les fibres de notre être contre le totalitarisme.
Tout de même, Il y a quelques jours, des élections ont eu lieu en Bulgarie. Jusque là il y avait eu un Président du conseil. On lui a fait l'aumône de quelques dizaines de voix et c'est Dimitrov lui-même qui est arrivé au pouvoir, Dimitrov qui a toujours été l'ennemi actif de la social-démocratie. En quelques jours, on a traité de fasciste le Parti des paysans et le Parti Socialiste et on les a chassés du Parlement. Je sais bien qu'en France, ça n'irait pas si vite, il y aurait une période d'adaptation. Mais, tout de même, quand on commence à vous demander l'invalidation de Daladier et de Paul Reynaud, on voit très bien où on veut en venir.
Voilà très exactement quels sont les risques à courir. Dans ces conditions, avez-vous eu satisfaction aux réponses que vous avez posés aux Communistes sur leur programme et leur méthode de gouvernement ? Sur tous les points, vous n'avez pas eu satisfaction. Cependant, il semble que des camarades soient décidés à voter pour Thorez. Alors, tâchons de nous libérer de cette hypothèque, tâchons de voir ce que sera ce gouvernement duquel les Communistes ne seront pas exclus. Ce qu'ils veulent, c'est habituer l'opinion nationale et internationale… (je voudrais bien que ceux qui sont partisans d'un gouvernement Thorez me disent comment un tel gouvernement pourrait réaliser le plan Monnet). Je voudrais bien qu'on se penche vers l'Afrique du nord, la Tunisie et le Maroc, et qu'on regarde les conséquences, là-bas, de la formation d'un gouvernement Thorez. Il y a déjà deux blocs antagonistes et tous les Français quoi, peu ou prou, paraissent être des amis de la Russie, sont considérés comme de purs adversaires. La politique français y eut été plus facile si nous avions eu de meilleurs rapports avec les Anglo-saxons.
Je vous demande donc de considérer que les questions de la direction gouvernementale, de la participation ou de la non-participation, ce sont des problèmes secondaires. L'essentiel, c'est que le Parti Socialiste affirme sa volonté farouche de survivre. Et j'aurais peur qu'une motion puisse ligoter vos négociateurs dans les discussions sur le vote, la participation ou la non-participation. Car vous le savez, trop souvent le respect de notre système de démocratie intérieure est un handicap terrible quand il s'agit de négocier avec des gens qui se battent comme une armée avec une discipline militaire. Alors,

laissez une certaine marge aux camarades, mais dites leur surtout que vous voulez voir rénover nos méthodes de propagande. Il faudrait que les Socialistes comprennent que la réunion d'un front ouvrier Socialiste est de beaucoup la tâche la plus importante, que nous voulons à tout prix reprendre la direction de la classe ouvrière pour la sauver de l'esprit totalitaire.
(Applaudissements)
Il ne faut pas que continue cette comédie qui consiste à faire payer les cotisations confédérales par les Socialistes de manière que celles-ci servent à alimenter la propagande Communiste.
J'en ai fini, camarades. Je vous en supplie, facilitez à tous les camarades l'accomplissement de leur devoir en conscience dans le cadre de la discipline du Parti. Faites l'impossible pour que demain on comprenne dans ce pays que la démocratie n'est pas morte, qu'elle survivra et que le Parti Socialiste tient fermement en main le flambeau de l'espérance humaine.
(Applaudissements)

Léon Boutbien

Les analyses qui viennent d'être faites résultent d'une divergence profonde d'interprétation. Aujourd'hui, nous sommes là pour prendre une décision. Le pays attend de nous qu'elle soit nette et claire, toute la classe ouvrière est tournée vers cette salle de la Mutualité. Nous avons un choix à faire et à le faire en toute conscience. Certes, en chaque militant se livre un débat de conscience. Certes, le cas n'est pas facile à trancher. Certes, les arguments invoqués ne sont pas sans valeur. Nous savons bien que le Parti Communiste n'est pas une formation démocratique classique. Nous avons bien qu'il plane toujours autour de lui un mystère sur ses intentions véritables et profondes. Nous savons aussi que le Parti Communiste reste apparenté à un système totalitaire qui entretient dans les masses l'illusion d'une démocratie Socialiste sur le modèle soviétique. Dans ces conditions, je voudrais vous demander d'émettre des hypothèses. Car, s'il y a eu cinq millions d'électeurs Communistes, vous sentez bien qu'il n'y a pas cinq millions de citoyens français décidés à s'enrégimenter dans un système totalitaire. Il y a, dans ces cinq millions d'électeurs, une masse qui cherche une solution aux problèmes de l'heure. Vous n'avez pas le droit de donner à ceux que vous considérez comme formant un gouvernement démocratique des armes qui leur permettraient demain de passer à l'attaque de façon plus vigoureuse. N'oublions pas une chose, c'est que si nous ne voulons pas faire le jeux précisément d'un système totalitaire, nous devons tenir notre place au combat. Or, déserter aujourd'hui la combat, es serait ouvrir les voies à un système totalitaire. Sans doute il est exact, comme le disait Philip, que Socialisme et liberté sont deux notions qui s'équilibrent. Mais, je voudrais que l'on tienne compte de la réalité actuelle et que l'on me dise si cette liberté à laquelle nous tenons tant n'est pas en danger par la menace fasciste et si, à force de considérer la péril Communiste, nous ne négligeons pas le péril réactionnaire. Et je crois que ce dernier est la plus dangereux pour la classe ouvrière.
Je crois que, quelles que soient les divergences qui nous séparent des

Communistes, nous ne devons pas oublier que nous sommes un parti au service du monde du travail, et qu'à aucun moment nous ne pouvons nous couper de cette classe ouvrière. Je suis de ceux qui pensent qu'il faut voter sans restriction mentale pour Thorez. Quant à la question de Thorez déserteur, il est bien évident qu'il a été l'instrument de son parti. Il a été l'instrument d'une erreur politique que nous avons condamné et que nous condamnons encore.
A l'appui de leur thèses, des camarades comme Philip nous disent qu'au point de vue international un gouvernement Thorez serait considéré comme peu satisfaisant par les Etats-Unis. Eh bien, est-ce que nous devons subir les directives de l'étranger ? Que faites-vous de l'indépendance nationale ?
(Applaudissements)
Voyez-vous, ces arguments ne valent rien sur le plan du Socialisme international.
SI nous votons pour Thorez, nous sommes amenés à accepter la participation au pouvoir. Je considère qu'il y a deux positions logiques : ou l'opposition à Thorez ou vote pour Thorez et, comme conséquence naturelle, soutien de son gouvernement. La politique de soutien conditionnel me paraît beaucoup trop subtile peur être comprise des masses et beaucoup trop complexe pour nous permettre d'exercer un contrôle gouvernemental effectif.
Le fait de refuser la participation ministérielle impliquerait un gouvernement Communiste homogène. C'est dire par avance que l'expérience Communiste ne pourrait pas réussir. D'autre part, il est évident aussi que le soutien nous mettrait dans une position fausse dans tous les cas, car si l'expérience pouvait réussir, il est bien évident qu'à ce moment nous n'en serions pas. Et alors on nous reprocherait de n'avoir pas voulu participer à ce gouvernement. Si nous voulons donner une réponse nette et claire, nous devons engager notre responsabilité et l'engager dans le sens de classe, qui est le sens de Socialisme. Car si on suivait Philip dans ses conséquences, où cela nous conduirait-il ? A Bidault, au MRP, qui représente lui aussi une sorte d'hitlérisme clérical, c'est le totalitarisme clérical en face d'un autre totalitarisme. Lorsqu'on installe un chef de bureau MRP, on trouve cela très bien, très normal, mais lorsqu'on installe un Communiste, on crie au scandale.
Je demande au Conseil national de peser la gravité de sa décision. Il est évident que la participation Socialiste à un gouvernement doit s'assortir de conditions précises, mais je dis qu'un gouvernement, quel qu'il soit sera incapable de prendre les décidons qu'il convient dans la participation du Parti politique le plus puissant. Croyez-vous que le MRP acceptera le plan dont on vous a parlé ? Certes non. Il faut donc que ce programme soit appliqué par les organisations de la classe ouvrière et c'est pour cela que notre participation doit être progressive. Notre Parti ne perd pas son autonomie lorsqu'il participe.. Nous avons à continuer notre travail en profondeur, à reprendre contact avec les masses, reprendre contact arec les syndicats, reprendre contact auprès des jeunes et auprès des femmes. Pour cela, quelles sont vos possibilités d'action immédiates ? Eh bien, la première tâche, c'est d'avoir en main les nécessaires moyens d'action sur la classe ouvrière. Ensuite, je suis de ceux qui engageront la

lutte en face. Le devoir essentiel est d'ouvrir les yeux et les consciences. Niez-vous aujourd'hui que la capacité politique de la classe ouvrière ne soit pas suffisante pour apprécier les divergences subtiles qui peuvent nous séparer des Communistes ? Pensez-vous que les masses sont incapables de faire le distinguo entre les Communistes et nous ? Certainement non.
Nous traversons en ce moment une période difficile, grave. Nous devons d'abord voir comment réagit la classe ouvrière Et ensuite, en prenant une décision, nous courons un risque, mais je crois que nous le courons dans le sens de l'évolution du mouvement ouvrier. Et c'est en suivant cette perspective qu'on reste fidèle à la classe ouvrière. Si par extraordinaire, la classe ouvrière n'était pas reconnaissante au Parti Socialiste d'avoir fait un effort dans le sens que j'indique, si on ne nous rendait pas immédiatement justice, je dis que nous aurions tout de même travaillé sans le sens du mouvement ouvrier. Lorsque nous étions en résistance, nous pensions à un pays libéré. Aujourd'hui, nous avons aussi le sentiment de travailler pour une cause qui nous dépasse. Il appartiendra au Parti de reprendre contact avec les masses ouvrières qu'il a perdues et en définitive sur sa droite. Et c'est à ce moment qu'un complexe d'infériorité vis-à-vis des Communistes, qu'une espèce de crainte quant à l'avenir nous paralyserait. Si nous sommes forts, si nous sommes dynamiques, nous reprendrons ce contact. En face des masses ouvrières de ce pays nous ferons prévaloir notre solution. Pour ma part, j'ai fait un choix aujourd'hui. Je l'ai fait en toute conscience. J'ai l'impression que le Parti ne peut pas faire autrement que d'accepter cette solution, elle est la seule qui sauvegarde l'intérêt de la classe ouvrière du pays.

Jean Pierre-Bloch

Il ne m'arrive pas souvent d'être d'accord avec notre camarade Le Bail, mais aujourd'hui, je crois qu'il avait tout à fait raison lorsque, le premier, il a très justement dit que le vote de ce soir était aussi grave que celui de Vichy. Je crois en effet que le Parti Socialiste doit montrer s'il est à la hauteur de sa mission historique. J'ai écouté avec émotion, comme vous tous, le discours de Philip et celui de Depreux, mais je dois dire que, s'ils m'ont ému, s'ils m'ont fait réfléchir, ils n'ont pas, contrairement à ce qu'a fait Gouin précédemment, apporté la réponse précise que nous attendons. En effet, il ne suffit pas de dire : il ne faut pas voter pour Thorez demain, il faut dire pour qui il faudra voter.
(Applaudissements).
Il est triste de penser que certains de nos camarades essaient aujourd'hui de ressusciter l'homme au couteau entre les dents. J'ai l'impression que beaucoup de camarades veulent aujourd'hui reprendre à leur compte le drapeau de l'anticommunisme à travers le pays. Et pourtant, avez-vous l'impression que cela nous a profité ? Croyez-vous que le "Thorez déserteur" résonne encore dans les masses, dans les réunions publiques et chez beaucoup de Français ? Le langage de certains camarades peut être juste, mais il est trop tard de le tenir maintenant, c'est au lendemain de la libération qu'il fallait l'adopter. Aujourd'hui, vous avez le doigt dans l'engrenage, même si ça ne vous fait pas

plaisir vous devez aller Jusqu'au bout. C'est dès le premier jour qu'il fallait refuser de siéger à côté de Thorez.
La caution unitaire ou pas unitaire, nous l'avons donnée au Parti Communiste dans les Conseils généraux et les Conseils municipaux où nous nous sommes désistés pour eux et où ils se sont désistés pour nous. C'est nous mêmes qui avons fait apparaître les Communistes comme étant dans la vieille tradition républicaine du bloc des gauches. Bref, dans toutes les élections depuis la libération, nous faisons l'union avec eux. Aujourd'hui, le Parti Socialiste est fort de trois millions d'électeurs et doit prendre sa responsabilité dans la crise politique et gouvernementale soulevée par les élections. Il doit aussi prendre ses responsabilités pour porter le mouvement ouvrier à son niveau maximum afin d'aboutir à la rééducation politique du prolétariat.
Cette crise de conscience que traversent Depreux et Philip, mais ils ne sont pas seuls à l'avoir. Nous aussi, nous sommes quelques-uns à l'avoir. Nous aussi nous sommes quelques-uns à nous dire : que ferons-nous demain si, au lieu de soutenir un parti qui représente la classe ouvrière, les Communistes vont aider un parti de réaction à prendre le pouvoir ? Mais si demain, vous ne votez pas pour Thorez, pour qui voterez vous ? Gouin a posé le problème arithmétique, qui est là, entier : pour qui allez-vous voter ? Le Bail a été net, il a dit : ni soutien, ni vote pour Thorez, ni participation, mais ceux qui disent : "votez pour Thorez et après nous les soutiendrons", parlent comme si nous étions dans une de ces bonnes périodes calmes d'avant guerre. Or, aujourd'hui, la situation est grave, dramatique. Le tableau qu'en a brossé Gouin tout à l'heure, comme il l'a fait ce matin au Comité directeur, doit nous donner toutes les inquiétudes. Si cette crise ministérielle se prolongeait, si pendant plusieurs jours le nouveau Parlement donnait l'impression qu'il est dans l'impossibilité de constituer un gouvernement, qui nous dit que la panique financière qui se prépare ne serait pas déchaînée à travers le pays ? Vous avez aujourd'hui une presse qui subit les plus grandes difficultés, une presse qui est aux abois et qui peut être prête à accepter l'argent d'où qu'il vienne. Et si cette presse, pour faire accepter le retour de de Gaulle, était prête à déclencher une panique financière ! Car la dictature ne sort pas seulement de la défaite militaire, elle surgit aussi au milieu de la panique financière.
Dans une situation aussi grave, aussi trouble, le Parti Socialiste, le grand Parti Socialiste, pourrait-il se retirer sur l'Aventin, ne pas soutenir et regarder ? Allons donc, camarades, c'est uns position impossible pour un parti comme le nôtre. Que vous le vouliez ou non, le Parti Communiste a derrière lui la CGT, la masse ouvrière et la politique Socialiste auraient l'air de se couper de la traditionnelle politique de la classe ouvrière.
J'ai entendu dire tout à l'heure : parti de l'étranger, mot d'ordre de l'étranger ! Il est assez curieux que ceux là mêmes qui reprochent au Parti Communiste d'être un parti représentant l'étranger aient employé à cette tribune des arguments tels que : "qu'en penseraient les Belges, les Anglais et les Américains", à l'appui de leur point de vue contre la participation. Alors, voulez-vous que, demain, les mêmes reproches qu'on adresse aux Communistes, on nous les fasse ? Je me

souviens, quand De Gaulle a disparu de la scène politique que certains camarades qui étaient contre la constitution d'un gouvernement Gouin employaient des arguments comme celui-ci : si de Gaulle part, nous n'aurons plus l'aide de l'Amérique et de l'Angleterre, eh bien, ces arguments, on nous les resservira si demain nous sommes dans un gouvernement Communiste.
Camarades, cette année me paraît devoir être pour la France comme pour les autres pays une année de clairvoyance. Les hommes se sont regroupés sous des idéologies plus nettes. Le Parti Socialiste ne doit pas y manquer. Il faut que nous soyons prêts à prendre part au règlement des trois questions qui vont se poser : l'équilibre financier et économique, l'unité de la France d'Outremer, la paix.
Quant à l'hypothèse dans laquelle les Communistes ayant le pouvoir le garderaient, elle nous fournit une raison de plus d'être présent dans le gouvernement. Aussi, je le dis, le Parti doit être présent, il doit voter pour Thorez et participer !
(Applaudissements)

Augustin Laurent

La fédération du Nord demande au Conseil national de sa prononcer :
Pour le vote en faveur du candidat que le Parti Communiste présentera demain à l'assemblée.
Contre l'entrée des Socialistes au gouvernement.
(Applaudissements)
Pour la pratique d'une politique de soutien loyal conditionné par l'action gouvernementale elle-même.
Voici nos raisons.
Pourquoi faut-il que le groupe parlementaire vote demain pour le candidat que présente le Parti Communiste ? Pour les raisons qui ont été tout à l'heure indiquées par un certain nombre de camarades à cette tribune. Parce que le suffrage universel a donné une indication. Nous sommes des démocrates. On nous dit que la démocratie va mourir ou est peut-être en train de courir de graves dangers. Plus l'on nous dira qu'il y a pour la régime démocratique des dangers en puissance dans les événements qui se préparent, plus nous pensons que les Socialistes qui sont des vrais, des sincères, des conscients démocrates, doivent se tenir fermement sur ce terrain et dire que c'est uniquement au nom de la démocratie qu'ils respectent qu'ils entendent donner leurs suffrages à un candidat présenté par le Parti numériquement le plus fort On l'a dit, vous le savez, il ne faut pas se tromper, dans le peuple, on raisonne assez simplement. Mais dans les raisonnements simplistes du peuple, il y a parfois un bon sens si rude que, lorsqu'on s'y heurte, on risque d'y laisser un certain nombre de positions essentielles. Je dis qu'à défaut de majorité absolue dans le peuple, à défaut même de coalition parlementaire avec un programme préétabli, il y a tout de même un élément que l'on retient, celui des chiffres. Et les chiffres parlent d'une manière tellement efficiente sur ce point qu'on est amené à prendre une position comme celle que le Conseil national a déjà prise lors de sa précédente réunion, lorsqu'il a reconnu que c'était le Parti Communiste qui était habilité

pour entamer les négociations. Je ne crois pas me tromper en disant que le conseil a reconnu que le Parti Communiste était habileté par le suffrage universel pour entamer ces négociations. Alors, comment toléreriez-vous ensuite qu'étant habilité pour entamer les négociations indispensables, il ne le soit pas pour procéder aux consultations nécessaires en vue de la formation du gouvernement. Tout à l'heure, j'ai entendu avec émoi nos camarades Philip et Depreux. Ils ont bien voulu rappeler qu'ils étaient en désaccord avec la fédération du Nord. La fédération au Nord n'est pas on désaccord avec Depreux quand il fait une analysa critique des comportements des Communistes. Nous sommes d'accord, il n'y a aucune espèce de divergence entre nous quand il s'agit de déterminer la manière dont se comportent les Communistes et quels sont leurs moyens d'action. Nous partageons la manière de voir de Depreux en ce qui concerne précisément les dangers qui s'attachent à la manière d'envisager la prise et l'exercice de pouvoir par les Communistes. Seulement, il y a avant tout pour un parti comme le nôtre à se déterminer en fonction de la volonté du suffrage universel, et il n'est pas possible de ne pas reconnaître qu'il n'y a pas de commune mesure entre ce qui s'est passé à Vichy an juillet 1940 et ce qui se passe aujourd'hui.

(Applaudissements)

Que vous le vouliez ou non, le Parti Communiste a obtenu 180 sièges par le jeu légal de la souveraineté populaire et du suffrage universel. On ne peut pas mettre en comparaison les deux périodes de l'histoire politique de notre pays : Vichy et maintenant.

(Applaudissements)

On nous dit que les Communistes ne forment pas un parti de démocratie classique. Nous le savons bien que ce n'est pas un parti international, mais un parti qui sert inconditionnellement toutes les activités d'une politique internationale d'un autre pays. A qui le dit-on ! On n'apprend rien à la fédération du Nord lorsqu'on nous rappelle ces choses. Nous en sommes tellement convaincue que c'est nous qui avons demandé au Congrès de mettre fin à un comité d'entente qui entretenait dans les masses l'illusion dangereuse et l'équivoque non dangereuse de faire entrevoir des possibilités plus ou moins rapides d'unité politique entre les deux partis. Encore au dernier congrès de septembre on nous faisait remarquer qu'il ne fallait pas poser d'une manière aussi claire la demande de suppression du comité d'entente. Et je rappelle qu'on nous a proposé une transaction par laquelle on disait : désormais le Comité directeur sera habilité pour faire face aux nécessités de l'unité d'action dans certaines circonstances.

Autre chose est un effort de clarification politique. Si vous voulez entreprendre demain une action pour préparer les esprits à comprendre toute la différence qu'il y a entre notre Socialisme et le bolchevisme, vous savez bien que la fédération du Nord sera avec vous. Oui, c'est tous ensemble que nous devons faire cet effort de propagande et de clarification politique pour amener les masses à comprendre la déviation profonde et grave que constitue le bolchevisme par rapport à notre Socialisme. Seulement, ce que des camarades

proposent aujourd'hui me parait excessivement dangereux. Vous savez bien que vous ne pouvez pas réussir en tous contentant de déclarer qu'il n'est pas possible de continuer à croire à l'unité sans savoir ce qui se passe en Russie soviétique au sujet de le classe ouvrière. Vous savez bien que vous ne pourrez faire cet effort de clarification qu'après avoir préparé les positions et pris les mesures nécessaires pour éviter que votre parti ne se trouve embrigadé dans un large bloc qui nous vaudrait l'hostilité des masses ouvrières. C'est demain le jour décisif, le jour grave, nous le savons. Je pense qu'on ne nous fera pas l'injure de croire que nos camarades n'ont pas été profondément troublés, nous aussi, ces jours derniers, et qu'ils ne se sont pas demandé quelle sera la position du Parti demain. Je sens tout le tragique de la situation.

Mais si nous disons non demain, avec qui le dirions-nous, ce non ? Quels sont les partis de l'Assemblée Nationale qui diront non à la candidature Communiste ? Nous le dirions avec le PRL et certains autres éléments. Voilà camarades ce sur quoi je vous demande de réfléchir très sérieusement.

Vous le sentez bien, nous avons à préserver l'avenir, et pour cela, il faut que le Parti Socialiste continue à être lui-même. Nous pourrions, évidemment, déclarer sur l'autel de la patrie que nous nous fondons dans un vaste bloc anticommuniste. Mais, je vous demande ce qui restera de Parti Socialiste au lendemain d'une pareille décision !

(Applaudissements)

Quels seront vos moyens de propagande dans le pays ? Quelles possibilités aurez-vous de reprendre contact avec la classe ouvrière ? Voilà les questions qu'il faut se poser et qu'il faut résoudre. Par conséquent, je dis que, demain, le groupe parlementaire Socialiste doit recevoir du Conseil national le mandat de voter pour le candidat présenté par la Parti Communiste. Et, s'agissant de la personnalité de Thorez, je veux à mon tour dire qu'il est trop tard pour mener la bataille du patriotisme offensé. Il fallait le faire plus tôt. La querelle ne serait pas à la mesure du drame qui se joue à l'heure présente sur notre pays et véritablement nous aurions l'air de nous arrêter à des choses secondaires et mesquines. Ceci dit, je voudrais que le Conseil national prononce là dessus des paroles décisives, de manière que nos camarades comprennent qu'il n'y a pas place pour une indiscipline quelconque sur ce point, en aucune façon il ne faut laisser croire qu'il y a des Socialistes qui ont plus ou moins de conscience dans ce cas. Il faut trouver une formule par laquelle chacun sente que quelque chose a été dit qui fait état du trouble de nos consciences, je dirai même, dans une certaine mesure, de notre répugnance.

J'en arrive au deuxième point : nous ne voulons pas d'une participation. Les camarades qui m'ont précédé ont exposé tout ce qu'il y avait à dire là dessus. C'est quelque chose d'élémentaire que de dire dans une assemblée Socialiste que la présence de Socialistes dans un gouvernement n'est pas quelque chose qui doit se renouveler en toutes circonstances et en tout état de cause. Nous avons toujours, au contraire, entendu dire par nos maîtres en Socialisme que l'action en faveur des intérêts de la classe ouvrière, pour faire triompher nos conceptions, et même pour défendre les intérêts du pays bien compris dont on

Fondation Jean Jaurès

dit qu'ils sont intimement liés à ceux du peuple laborieux, n'exige pas automatiquement d'aller au gouvernement dans une circonstance politique occasionnelle. Nous estimons, au contraire, que s'abstenir c'est redonner au Parti l'indépendance qu'il a perdu depuis un certain temps et qu'il a l'occasion de la reprendre par la pratique du soutien.

On a fait, tout à l'heure, état de négociations et on a mis le conseil en garde contre elles parce qu'on ne les trouve pas assez claires, assez catégoriques du point de vue de nos préoccupations, de nos craintes. Moi je dis que pour pratiquer la politique de soutien au compte de l'action gouvernementale, il n'est pas nécessaire de recourir à ces négociations, à ces marchandages. Au contraire, laissons l'occasion à nos représentants, chaque fois que se présente un débat, la discussion d'une loi ou d'un sujet quelconque, d'aller à la tribune pour faire entendre la voix Socialiste, pour opposer le Socialisme au Communisme. Voila pourquoi nous préférons le soutien à la participation. En effet, nous savons bien ce qui se passe quand nous avons des camarades dans un gouvernement. Les nôtres pratiquent la solidarité gouvernementale et respectent les décisions ministérielles, mais je me méfie beaucoup de voir nos camarades associés aux méthodes Communistes. Ils perdent la possibilité ou l'occasion de dénoncer les procédés auxquels ils se trouvent plus ou moins associés. C'est pourquoi je crois que le moment est venu pour le Parti de reprendre toute son indépendance d'action. Indépendance d'action, cela veut dire qu'en tout état de cause et de circonstance nous ferons entendre notre voix, connaître nos conceptions et notre programme. Je ne connais rien d'autre, dans les circonstances présentes, qui soit de nature à nous redonner des possibilités de contact avec la classe ouvrière. Disons le très justement, nous avons perdu pas mal d'éléments à cause de la main mise du Parti Communiste sur la Confédération générale du travail.

Un dernier mot. Je n'examinerai pas toutes les hypothèses qui peuvent se présenter, mais j'en veux envisager une pour souligner la position de ma fédération dans le cas qui nous occupe : échec du gouvernement Communiste, échec d'un autre gouvernement constitué par un autre parti. On nous dit très volontiers : "Eh bien, à ce moment, il pourrait y avoir un gouvernement à direction Socialiste".

Camarades, je sais bien que le Parti Socialiste ne peut pas dire à l'avance : nous ne ferons jamais cela. Ce n'est pas de bonne politique que de tracer pour des semaines et des mois à l'avance ce que sera notre position en face de tel ou tel événement politique. Mais si l'on envisage la mise sur pied d'un gouvernement à direction Socialiste dans les jours qui viennent, à la suite de deux échecs successifs d'autres partis, nous vous disons : attention, nous devons tenir le plus grand compte des résultats des élections des 10 et 24 novembre.

Il est certain que le pays n'attend pas pour l'heure un gouvernement à direction Socialiste et la fédération du Nord verrait très défavorablement la constitution dans quelques jours d'un gouvernement à direction Socialiste. Je ne dis pas que nous ne devons pas nous tenir en réserve un programme comme celui qui a été commenté tout à l'heure par Jules Moch, permettant à un parti comme le nôtre de prendre certaines initiatives efficaces. Mais, Je le répète, ce ne peut pas être

pour demain, en tout cas si cette éventualité devait se produire tôt ou tard, la fédération du Nord demande que le Comité directeur prenne l'initiative de convoquer un Conseil national pour examiner la nouvelle situation. La fédération du Nord demande au Conseil national de faire siennes ses décisions. Nous n'avons pas eu besoin de dire beaucoup de choses pour que nos camarades des usines et des villes sentent immédiatement que notre position était en prise directe avec ce que veut et ressent la classe ouvrière. Ils comprennent comme vous tous ce qu'il y a de dangereux dans le Parti Communiste, mais ils comprennent aussi qu'il n'est pas possible de perdre aujourd'hui notre influence sur la classe ouvrière par un vote qui nous mettrait parmi les anticommunistes. Camarades, l'avenir est entre nos mains. Nous pourrions demain nous suicider en votant contre la candidature du Parti Communiste. Au contraire, nous avons le sentiment que nous pouvons réserver l'avenir et donner à notre Parti de nouvelles possibilités d'action en renouvelant notre propagande, en opposant notre solution aux autres, en affirmant qu'en toutes circonstances nous nous définissons, nous, toujours en fonction des intérêts de la classe ouvrière et des intérêts du pays.
(Applaudissements)

Oreste Capocci

Augustin Laurent a développé dans sa première partie et que je voulais dire. Mais certains camarades ont rappelé un peu d'histoire et j'aurais bien voulu qu'on remonte un peu plus loin. La première faute du Socialisme à été commise en 1934 quand, dans tous les leaders du Populaire on poussait à l'unité syndicale, dans laquelle nous aurons été entraînés malgré nous. Nous en payons maintenant les conséquences puisque, depuis 39 nous sommes obligés de revenir sur ce que nous avons fait.
Je pense, camarades, que je ne suis pas suspect de sympathie pour le Communisme ni de ceux qui sont partisans de l'unité d'action Communiste/Socialiste. Mais je suis d'avis qu'il serait grave de voter contre le Communiste présenté par son parti comme candidat à la présidence du gouvernement. Cela aurait une répercussion dangereuse dans le mouvement syndical lui-même. Et je le dis d'autant plus en connaissance de cause que je vis au milieu des travailleurs, au milieu de ceux qui résistent et combattent journellement contre l'ingérence Communiste dans la Confédération générale du travail. Cette partie de la classe ouvrière que je vois dans les sections nous dit sans cesse : "allez-vous continuer à faire cette politique qui consiste à participer au gouvernement, à y apporter les choses essentielles, puis à vous en faire dépouiller par la propagande Communiste ?" J'ai en effet l'impression qu'on regarde un peu trop, dans le Parti, l'action Socialiste sur le plan parlementaire, sur le plan gouvernemental, mais qu'on la néglige sur le plan essentiel, celui du prolétariat lui-même. On sembla s'être désintéressé de lui et c'est parce que l'on a agi ainsi pendant des années qu'on en supporte aujourd'hui les conséquences.
(Applaudissements)
La propagande, cela ne se fait pas pendant la campagne électorale, ça se prépare

Fondation Jean-Jaurès

par une action constante dans les milieux des travailleurs. On a trop oublié que le Parti Socialiste avait à s'enraciner dans la classa ouvrière elle-même. On s'est désintéressé de l'action syndicale. Je suis heureux d'entendre maintenant les oracles Socialistes nous déclarer que c'est dans les groupes Socialistes qu'on doit porter les efforts. Il y a deux ans que j'ai dit cela. Mais les camarades ont préféré les questions politiques; c'est sans doute plus facile.

Comme les camarades que nous venons d'entendre, ce n'est pas sans émotion que nous constatons la situation et ses conséquences pour la classe ouvrière. Nous savons comment, dans certaines industries pseudo-nationalisées, mais, en réalité, qu'on a remises entre les mains d'un parti, comment nos camarades sont traités. Nous en connaissons toutes les conséquences possibles. Nous savons tout cela, mais il faut tenir compte tout de même des réflexes de nos camarades. Aussi, au lieu de donner l'impression de vouloir remplacer le Parti Radical et de, chaque fois qu'on nous dira, que la mère est malade courir à son chevet pour la sauver, adoptons une ligne de conduite plus efficace. On dira au Parti Communiste, comme en 1936 : nous sommes prêts à vous soutenir chaque fois que vous ferez quelque chose de bien pour la classe ouvrière, et à vous combattre chaque fois que vous prendrez des décisions contraires à l'intérêt des travailleurs. Avec le programme Communiste qui peut se résumer en cette phrase : "nous promettons tout à tout le monde et rien à personne", votre participation à leur gouvernement servira à faire retomber sur vous la responsabilité des mesures sévères qu'il va falloir prendre. Votre participation se retournera contre vous. Vous croirez avoir sauvé la Franc, vous ne l'aurez pas sortie de ses difficultés, mais vous aurez enfoncé davantage le Parti Socialiste.

Je ne suis pas persuadé qu'un gouvernement Socialiste/Communiste puisse aller très loin. Au moment de prendre les mesures de redressement, il serait renversé et la responsabilité de l'échec serait porté à notre compte parce que nous n'avons pas les moyens de propagande, ni la déloyauté du Parti Communiste.

On nous dit : vous nous demandez de voter pour le Parti Communiste et vous lui refusez la participation, ce n'est pas logique. C'est, au contraire, très logique : nous respectons la volonté du suffrage universel, puis nous disons à celui qui a été investi du pouvoir : "nous sommes prêts à vous aider, mais jusqu'à un certain point". Cela, les ouvriers le comprendront, et nous pourrons le leur faire comprendre d'autant mieux que, n'étant pas dans le gouvernement, nous pourrons nous battre plus facilement.

On nous parle toujours de la confiance. Nous pensons comme tout le monde que la situation est grave. Il s'agit de savoir comment nous sauverons le pays et le Parti Socialiste. Je suis de ceux qui sont convaincus que le seul moyen de sauver la France c'est d'avoir un Parti Socialiste fort, si nous apportons à la classe ouvrière l'appui que sous lui devons, nous aurons sauvé le Socialisme, ce qui nous permettra de sauver la France. Mais Je ne comprends pas les camarades qui se refusent à voter pour le candidat du Parti Communiste. Pour qui voteront-ils demain ?

En tout cas, il est une participation ministérielle contre laquelle nous devons nous dresser de toutes nos forces, c'est le coalition gouvernementale, qui serait

contre le Socialisme. Et une formule contre laquelle nous nous battrons jusqu'au bout, c'est celle d'une union nationale, qui est l'équivalent de la stagnation pour la classe ouvrière. Le Socialisme seul peut sauver notre pays et notre civilisation, en ne votant pas pour le candidat du Parti Communiste, j'ai peur que, dans nos sections, nos camarades nous abandonnent demain. Or, n'oubliez pas que ce sont eux qui nous apportent le plus d'adhésions. Je pense au contraire, que si nous savons garder tous nos éléments, nous aurons conservé les moyens de nous battre demain contre toute formation qui pourrait aller à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière.
(Applaudissements)

Chatelier

Je ne sais pas si nous gagnerons la bataille de demain, mais ce dont de suis sûr, c'est que nous méritons de la perdre, parce que nous ne savons des desseins du Parti Communiste que ce que nous croyons en deviner, tandis que Duclos connaîtra demain tout ce que nous aurons dit ici. Peut-être même est-il tenu, heure par heure, au courant des travaux de notre assemblée. J'ai été très surpris, lors du dernier Congrès national, que Le Populaire soit à peu près le seul journal à publier un compte-rendu de nos débats. Pierre-Bloch parlait de la presse. Eh bien, cette presse est à l'affût de nos informations. Je ne dis pas qu'il y a des mouchards, je sais bien qu'il n'y en a pas, mais je dis quand même au Comité directeur : faites comme s'il y en avait, on n'est jamais trop prudent. Il y a danger au palais Bourbon, il y a danger dans le Parti lui-même. Nos camarades privés d'informations se renseignent où ils peuvent. Par exemple, dans un journal satirique hebdomadaire, ils trouvent, sous la forme la plus dangereuse, la vérité et l'erreur mêlées. Et nous voyons bien que nos militants sont démolis dans ces journaux. Tous ont leur paquet, aussi bien Mayer que Mollet, et Tanguy tout comme Moch. Ne voyez-vous pas qu'il y a là un danger et qu'il reste toujours quelque chose de ces insinuations ? Donc, attention de ce côté là.
Je sais le seul minoritaire de la fédération de l'Ain. C'est pour cela que je suis au Congrès. J'ai demandé aux camarades de disposer en toute souveraineté des mandats.
Des camarades mal informés prennent des décisions alors que des événements ultérieurs peuvent modifier nos positions. La tactique de ces camarades, elle n'est pas simple, mais simpliste. Ils nous disent : "mais faisons comme les Communistes". Et je réponds : "vous êtes incapables de faire comme les Communistes". Les Communistes sont nombreux et ils font du bruit. Les oreilles pleines de la propagande Communiste, les jeunes électeurs, dans cinq ans, se demanderont ce que c'est que ce Parti Socialiste dont ils n'ont jamais entendu parler.
La quasi-totalité de nos camarades pensent que l'on ne doit pas se jeter sur le pouvoir, qu'il faut attendre notre heure et entre temps, laisser les vainqueurs patauger dans leurs erreurs. Demain, voterons-nous pour ou contre Thorez ? Je ne sais pas encore comment je voterai. Il faudra bien choisir pour le moindre inconvénient. Oh, je sais bien qu'il y a des raisons puissantes pour ne pas voter

pour Thorez. D'abord, j'aimerais bien que le Parti Socialiste et le Parti Communiste soient sur un pied d'égalité. Nous ne sommes pas sur un pied d'égalité parce que nous sommes obligés d'accepter n'importe quel homme. Les Communistes, dans de semblables circonstances, n'accepteraient pas n'importe quel Socialiste. Si on leur disait : "nous vous proposons Le Troquer", ils répondraient : "nous ne voulons pas de Le Troquer parce qu'il est anticommuniste". Et si nous disions nous-mêmes : "Nous ne sommes pas anticommunistes, mais nous ne voulons pas de Thorez".
Thorez n'est pas un traître. Le traître, c'est Nizan. Il n'empêche que Thorez est le créateur d'une forme nouvelle et inédite de l'héroïsme militaire.
(Vifs applaudissements)
Nous, en tout cas, tout comme les démocrates du monde entier, ne pouvons avoir confiance dans la parole des Communistes, pas plus que dans celle de Staline, tout comme nous n'avions pas confiance dans la parole d'Hitler. Nous ne disons même pas que les Communistes sont immoraux, nous disons que nous ne relevons pas de la même civilisation. Ils n'ont pas, comme nous le respect de la vérité et la haine du mensonge. Nous ne nous entendrons jamais avec eux. Ainsi, est-il certain que les Communistes veulent le relèvement de la France ? Ils le veulent peut-être provisoirement parce qu'ils savent bien que Russie n'est pas capable d'absorber la France dans son aire économique ! Ce qu'ils veulent, c'est la misère de laquelle peut sortir la révolution qu'ils souhaitent dans leur mysticisme. Il y a donc bien des raisons de voter contre Thorez.
Mais je ne cache pas son plus que les arguments de Gouin et ceux de la fédération du Nord ont de la valeur. Il est parfaitement exact que le public français - et c'est un peu notre faute - ne voit pas dans les Communistes ce qu'ils sont réellement. Il est parfaitement exact qu'on nous tournera le dos tant soit peu dans le monde ouvrier si nous ne votons pas pour Thorez.
J'ajoute qu'il y a selon moi un fait nouveau : la tactique des Radicaux n'est pas seulement mesquine, elle est imbécile. Le fait de lancer dans les jambes d'Auriol la candidature de Varenne, me paraît une chose très grave.
Quoique je reste embarrassé. Je prendrai quand même une décision, mais, pour conclure, je voudrais bien que l'on tienne compte de ceci : dans les campagnes électorales, j'ai remarqué que j'étais applaudi par les Communistes eux-mêmes. Eh bien, il ne faut pas avoir pour de dire aux ouvriers et aux paysans que les Communistes ne se moquent pas mal d'eux. Ce qu'ils veulent, c'est le triomphe de leurs idées, de leur parti. Quant à nous, il faudrait bien comprendre qu'il ne s'agit pas de gagner demain une bataille de palais Bourbon. On en a gagné des batailles de palais Bourbon et cela à servi à quoi ? Les Communistes les perdent, ils semblent méprisés, mais cela ne les empêche pas de revenir plus nombreux parce que, ayant perdu une bataille au palais Bourbon, ils en gagnent une dans le pays. Aussi, je voudrais que nous comprenions bien que c'est au pays qu'il faut s'adresser.
C'est pourquoi je voudrais ma permettre de lire ce projet...
(Lecture)

Collection Jean Jaurès

Parti Socialiste SFIO
Conseil national
3 et 4 décembre 1946

Deuxième partie de la séance (de minuit trente à la fin)

Le président (Marcel-Edmond Naegelen) - Maurice Cormier (Maine-et-Loire) déclare renoncer à la parole.
La parole est à Grumbach.

Salomon Grumbach

Camarades, j'ai été un peu étonné en écoutant les interventions précédentes. Je ne veux pas entrer dans des discussions, qui seraient intéressantes, ni avec Depreux ni avec Philip. Ni avec Depreux à qui je viens de dire : " les informations internationales du ministre ne sont pas toujours complètes", ni avec Philip à qui je dis : "si l'on voulait te suivre dans toutes tes conclusions, cela nous mènerait très loin et constituerait une condamnation effroyable de toute la politique que le Parti a suivie depuis la libération".
La question qui se pose est double : question de la participation du Parti au pouvoir et question pour ou contre Thorez. Je suis à la fois d'accord avec tout, ce qu'a dit Gouin et tout ce qu'a dit Augustin Laurent, sans en tirer les mêmes conclusions.
Je me permets d'attirer votre attention, brièvement, sur les conséquences qu'auraient, sur le plan international, la disparition du Socialisme français du gouvernement. On a dit : il faut placer les intérêts du pays avant ceux du Parti. Non. C'est la seule formule que je reprocherai presque à Gouin. Nous ne devons pas dire cela, car je pense que nous agirons toujours dans l'intérêt majeur du pays en agissant dans l'intérêt majeur du Parti.
Du point de vue international, si, demain, le Parti Socialiste n'était plus au pouvoir, l'équilibre serait rompu. On dit que les Communistes constituent un danger. Du point de vue international, c'est peut-être vrai. D'autres l'ont dit avant Philip. Au cours de son discours, il a dit : "ce qu'il faut assurer avant tout c'est l'indépendance totale du Président du conseil et du ministre des Affaires étrangères et à l'égard des Etats-Unis." Il a mille fois raison. Mais il ne pouvait pas ajouter : "attention ! Pas Thorez, car sans cela les Etats-Unis ne nous fourniraient plus ce dont nous avons besoin." Où est l'indépendance en cela ? N'est-ce pas cela la vraie dépendance ?
Oh ! Si nous avions un Congrès commun entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste, certes, je me permettrais - et sans doute ne serais-je pas le seul - de dire à Thorez et aux Communistes ; "rendez-vous compte du danger que présenterait l'avènement d'un chef Communiste. Que vous en ayez le droit moral ou non, quelles que soient nos divergences, ou nos accords, une chose est certaine, c'est que votre avènement à la tête du gouvernement français peut avoir des conséquences graves pour le pays. Et si vous aimez la France autant que

Collection Jean Jaurès

vous le dites, déclarez que, pour cette raison, vous ne réclamez pas la direction du gouvernement."
Mais je ne voudrais pas qu'on invoque comme argument qu'il ne faut pas leur permettre d'arriver au pouvoir parce que le pays, nécessairement, se dresserait contre nous. Demain, ce pourrait être un argument invoqué contre nous. Vous ne savez pas où vont les Etats-Unis. Les dernières élections posent des problèmes qui se sont passés, hier, autrement. Examiner les problèmes d'aujourd'hui et de demain, comme Depreux l'a fait, dans le cadre des discours prononcés il y a vingt-cinq ans, des actes, de trahison vis-à-vis des Socialistes de la classe ouvrière, de la démocratie, des actes commis par les Communistes russes et le Communisme international, cela me parait impossible.
Nous n'avons pas oublié tout ce qu'ils ont fait. Durant de longues années, j'ai eu l'honneur d'être certainement parmi les hommes les plus injuriés par toute la polémique Communiste, nationale et internationale.
J'ai toute une bibliothèque d'injures. J'étais tout ce qu'on voulait : 2ème bureau, agent de l'étranger, espion. A aucun moment cela n'a pu influencer mon jugement en ce qui concerne le problème lui-même, tel qu'il se pose.
Et quand bien même, depuis, il y a eu quelques événements. Il y a eu la dernière guerre, et le fait incontestable que, sans la Russie soviétique, la guerre pouvait durer encore longtemps, et que sans la Russie soviétique, la France, peut-être aujourd'hui, serait encore occupée.
Rien ne sera oublié de tout ce que les Communistes ont fait. Aucune de leurs comédies, aucune de leurs infamies. Leurs infamies? Mais elles continuent. Même au cours des dernières semaines, j'ai eu à me défendre contre les infamies publiées par l'Humanité contre moi. Et il n'y a qu'à voir ce qu'elle publie, ces jours-ci, sur Schumacher, à l'égard duquel j'aurais des critiques à formuler et dont je n'admets pas tout ce qu'il dit ou fait. Mais les infamies publiées à son égard, comme les infamies publiées à l'égard des Socialistes britanniques montrent bien qu'il y a encore chez eux beaucoup d'éléments qui agissent contre cette unité, cette atmosphère d'unité, cette unité d'action même que nous avons essayé d'envisager après la libération.
Mais pour demain, la question est toute autre. Pour demain, il s'agit de gagner, pour le Socialisme français, une position stratégique, au moins politique, qui lui permette de continuer son action. Pour demain, il s'agit surtout, pour le Parti Socialiste de France, de ne pas se barrer la route au gouvernement.
On parle du Socialisme dans d'autres pays. Si, demain, les Socialistes de tous les pays de l'Europe, que ce soient les sociaux-démocrates d'Allemagne, d'Autriche, de Bulgarie, de Roumanie, de Yougoslavie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de tous ces partis qui sont obligés actuellement de gouverner avec les Communistes - je dis bien : obligés - sans avoir réalisé, dans aucun de ces pays, l'unité - fait très important -, si, demain, les Socialistes de tous ces pays apprenaient que le Socialisme français disparaît du gouvernement, renonce à cette influence qu'on ne peut avoir que lorsqu'on est au gouvernement, même partiellement, ils considéreraient cela soyez en bien sûrs, comme un véritable malheur, ils se considéreraient comme abandonnés.

Fondation Jean Jaurès

Quel que soit le gouvernement de demain, quelle que soit sa direction, si elle est Socialiste, on y sera, si elle était Communiste - ce qui ne parait pas très vraisemblable -, on devrait y être; si elle n'était ni Communiste, ni Socialiste, nous devrions y être. Sous les conditions que nous avons fixées dans notre propre programme. Mais nous devons faire l'impossible, dans le cadre de notre programme, pour ne pas renoncer à être présents, pour la France et pour l'Europe.

Je suis parfaitement persuadé que si le Parti Socialiste français, incarnant le mouvement Socialiste français, pour une raison quelconque, politique, stratégique, tactique, disparaissait du gouvernement, ce serait un véritable malheur.

Comment, au moment où les grandes questions internationales entrent dans la phase décisive de leur examen, au moment où l'ONU aborde enfin le débat au cours duquel des questions fondamentales restent à résoudre, au moment où un problème dramatique pour la France, le problème allemand, va être discuté, il n'y aurait pas des hommes au gouvernement qui se réclameraient du Socialisme français ! Nous n'aurions pas le droit d'être présents dans les négociations au moment où le destin de l'Europe se décide, après avoir supporté les responsabilités gouvernementales durant la période provisoire, nous serions absents au moment décisif ? Je pense que le Parti Socialiste de France ne peut pas commettre cette immense faute.

Je comprends très bien la réaction sentimentale de tant de fédérations qui ont dit : "eh bien, le corps électoral ne nous a pas compris, puisqu'il a donné la première place aux Communistes et la deuxième au MRP, qu'ils s'arrangent ! Mais non, camarades. Ce n'est pas le Socialisme français qui a trahi le peuple de France, c'est une grande partie du corps électoral français qui a trahi le Socialisme français. Mais ce n'est pas parce que la France a puni le Parti Socialiste de France pour la politique raisonnable qu'il a faite au gouvernement, que le Parti Socialiste de France doit punir le corps électoral et la France parce que son corps électoral a fait une politique déraisonnable. Car, je suis sûr que ce serait punir la France que de refuser à la France notre présence au gouvernement.

Un sacrifice ? Sans doute. Des difficultés ? Des pièges ? Certainement. Mais nous n'avons pas le droit, là où nous sommes, de reculer devant des responsabilités plus lourdes encore que celles que nous avons connues.

À cet égard, la démonstration de Félix Gouin me parait irréfutable, il y a une formule que je ne suivrai pas : celle qui consisterait à dire que, demain, on va voter pour Thorez et que si, par hasard, il avait la majorité, on serait absent du gouvernement. Non, je ne suis pas pour la politique de soutien. Soutenir une maison dans laquelle on ne voudrait pas entrer, parce qu'on dit qu'elle est pourrie, que les éléments qui la composent sont pourris? Dire aux autres : gouvernez seuls, sans nous, en leur laissant le soin de s'installer partout, comme déjà nous l'avons trop permis depuis juin quand nous n'avons pas autorisé Félix Gouin à rester au gouvernement ? J'étais de ceux qui étaient d'avis, après les dernières élections, d'autoriser Gouin à conserver la direction du gouvernement,

et je suis sur que nous n'aurions pas perdu autant de terrain si nous l'avions fait.
Mais cela, c'est le passé. Il s'agit de l'avenir. Je ne veux pas faire de sentimentalisme. L'un a dit qu'il appartenait au Parti depuis vingt-huit ans, un autre depuis vingt ans ? Lorsque j'ai entendu, samedi matin, qu'on me donnait la présidence parce que j'étais doyen d'âge, savez-vous ce que je me disais ? Cela prouve une seule chose : l'immense jeunesse de toute la société avec laquelle je suis réuni. Doyen d'âge ! Oui, quarante-trois ans dans le Parti, avec quelque expérience dans les différents pays, avec ce sentiment que ce n'est pas le recul électoral que nous avons subi qui pourra diminuer en quoi que ce soit notre position morale, avec la conviction profonde que, plus que jamais, au moment même où nous ne sommes que le troisième parti, frappés dans nos muscles, dans notre corps, mais nullement ébranlés dans nos convictions, tous les gouvernements doivent se demander si, demain, le Socialisme français restera dans la balance politique de la France.
Je demande au Parti d'assumer toutes ses responsabilités. Je demande au Parti, en ce qui concerne la candidature Thorez, de suivre Gouin et Augustin Laurent. Je demande au Parti de ne pas suivre Augustin Laurent et la fédération du Nord - quelles que soient la sympathie profonde et l'admiration que nous ayons pour cette fédération - en ce qui concerne l'abstention qui doit suivre ce vote.
Je demande au Parti d'affirmer que, plus que jamais, il est prêt à assumer toutes ses responsabilités. Nous n'allons pas ainsi résoudre la crise qui existe au sein de la classe ouvrière. Mais je suis tranquille en ce qui concerne l'avenir. Les Communistes sont actuellement obligés d'avoir un double cheval de Troie. Ce n'est plus seulement la tactique, ce n'est plus seulement le camouflage de la figure, c'est le camouflage même de leurs idées fondamentales.
Examinons tout le problème d'un peu plus haut. Ne le considérons pas sous l'angle de notre amertume, de notre colère et, souvent, de notre indignation à l'égard du Parti Communiste, tel qu'il travaille ou qu'il ne travaille pas. Le problème est international. J'espère qu'au cours des semaines d'études que nous aurons, nous serons en état d'examiner ces questions en profondeur et pas seulement superficiellement comme ce soir.
En tout cas, pour moi seul compte l'aspect international, la situation dans laquelle la France se trouverait si le Parti Socialiste français décidait de ne plus être au gouvernement me suffirait pour dire à tous les camarades : réfléchissez dix fois, et que ceux qui ont des mandats impératifs scrutent leur conscience, qu'ils disent à leurs camarades que des arguments existent qui dépassent l'argument immédiat puisé de l'examen de la situation strictement nationale. Le Parti doit être prêt à assumer le maximum de responsabilités pour la France et pour le Socialisme international.

Lamine Gueye

Camarades, nous sommes appelés à résoudre le problème qui se présente à nous dans des conditions telles que, les uns et les autres, nous sommes parfaitement convaincus qu'il ne s'agit pas de chercher une bonne solution, ni même une solution relativement satisfaisante : il s'agit d'opter entre deux solutions dont

nous savons tous qu'elles sont mauvaises. Seulement, il s'agit de savoir s'il nous est possible d'opter entre une solution mauvaise à 100% et une solution mauvaise à 115%.
On nous a beaucoup parlé des Communistes. Il n'est pas une seule des critiques, un seul des griefs qui ont été soulevés contre eux que tous, ici, nous ne soyons prêts à faire connaître et à développer devant le pays. Mais la question n'est pas de savoir si nous allons faire de la critique organique, auquel cas ces critiques pourraient avoir leur justification. Et puis, dit-on, les Communistes de 1946 sont-ils si différents que ceux d'il y a dix ou vingt ans ? Mais il y a dix ans, nous avons formé un gouvernement de Front populaire à direction Socialiste après avoir appelé - vainement d'ailleurs - nos camarades Communistes. Je sais bien qu'à ce moment-là, nous ne savions pas d'eux ce qu'on en sait aujourd'hui, ce qu'on a pu en apprendre aujourd'hui. Mais est-ce qu'en 1936, Léon Blum n'a pas fait un effort pour amener les Communistes à participer à son gouvernement, sans aboutir à un résultat positif ?
Est-ce qu'au mois de juin dernier, ce ne sont pas nos leaders les plus incontestés qui sont allés faire aux Communistes le grief de leur désistement presque officiel, en ce sens qu'ils n'avaient pas demandé la direction du gouvernement ?
La vérité c'est que nous ne pouvons-nous contenter simplement de constater que les Communistes sont ce qu'ils sont. La chose est entendue. Mais il faut que, dans moins de vingt-quatre heures, nous ayons fait un choix, et ce choix, que nous le voulions ou non, appellera à la, tête du gouvernement français ou un homme de droite ou un homme de gauche. Voilà la vérité.
Eh bien, sommes-nous décidés à faire en sorte que, demain, devant le pays, on puisse, à juste titre, nous imputer la responsabilité d'avoir rendu impossible la formation d'un gouvernement de gauche et d'avoir créé le climat nécessaire à la formation d'un gouvernement d'union nationale animé par la réaction ? Voilà la question.
Pour ma part, j'estime que le choix du Parti doit être fait dès maintenant. Nous devons dire oui à Maurice Thorez, quels que soient les griefs et les réserves que nous puissions avoir à articuler à son égard. Nous avons dit qu'il nous paraissait conforme à la doctrine démocratique, à notre propre doctrine que le représentant du Parti le plus nombreux de l'assemblée prenne l'initiative de toutes les conversations qui doivent aboutir à la formation du gouvernement. L'ayant dit, nous ne pouvons pas nous déjuger. Mais, lorsque nous l'aurons dit, nous irons jusqu'au bout des conséquences. En quoi nous dévions de la position qui a été préconisée par la fédération du Nord, à savoir le soutien qui exclut la participation. J'estime qu'il n'y a pas de solution plus désastreuse, plus dangereuse, aussi bien pour l'avenir du Socialisme que de la République que la solution qui consiste à pratiquer le soutien sans la participation.
Car si nous votons oui pour Thorez, à partir de ce moment-là, nous allons assumer, que nous le voulions ou non, devant le pays, toutes les responsabilités qui peuvent, découler d'une gestion désastreuse d'un gouvernement à direction Communiste.
Mais alors, restons au gouvernement. Autrement, nous n'aurions pas la

possibilité de l'animer, de l'entraîner dans le sens Socialiste, républicain. Ainsi, nous aurions recueilli le maximum de responsabilités vis-à-vis de nous-mêmes et vis-à-vis du pays en nous privant de là possibilité d'apporter les bonnes solutions dans un moment aussi grave que celui que vient de rappeler Grumbach, dans un moment où, peut-être d'ici quelques mois, va se poser la question de savoir sur quelles bases et dans quelles conditions on va sauver le pays. Il n'y a pas un Socialiste qui puisse admettre que, dans un tel débat, le Parti Socialiste de France soit absent.

Je ne reviens pas sur les considérations qui ont déjà été développées. Je ne dirais rien à cet égard qui n'ait été dit et fort bien dit par Gouin et tous les orateurs de sa tendance. Je voudrais simplement, pour me résumer, me borner à un examen particulier de la situation dans les pays d'Outremer. Vous savez l'œuvre qui a été réalisée là-bas, grâce au gouvernement dirigé par Gouin et à un homme dont vous connaissez l'action et la clairvoyance : Marius Moutet.

(Applaudissements)

Cette action nous a permis de rattraper une situation qui était, à un certain moment, terriblement catastrophique. Au moment de la libération, nous pouvions dire que la crise existait à l'état aigu, qu'il y avait rupture morale entre les populations d'outremer et le territoire français, au point que nous en étions à nous demander si nous devrions même accepter les réformes profondes qui viendraient à être réalisées par un gouvernement, Socialiste ou non, en nous disant que ceux qui nous avaient fait le coup de 40 étaient bien capables de recommencer.

Il a donc fallu toute l'autorité morale de notre camarade Moutet pour essayer de ramener un peu d'espoir dans les cœurs et dans les esprits, au point qu'aujourd'hui nous avons la possibilité de vous dire que la France d'Outremer vous apporte une dizaine d'élus Socialistes, appoint dont le Parti avait le plus, grand besoin.

(Applaudissements)

Si, demain, vous étiez absents du gouvernement, qu'arriverait-il ? Nous laisserions le champ libre au Parti Communiste. Nous savons qu'il ne perdrait pas son temps. Nous laisserions le champ à la réaction. Et alors, je fais une constatation qui ne tire son autorité que de la connaissance que j'ai du milieu où j'ai vécu : il ne se passerait pas un mois avant que vous ayez perdu le bénéfice moral de tout cela.

Or nous sommes à un moment ou la France ne peut se permettre le luxe de se passer de ses territoires d'Outremer. L'époque est passée où vous pouviez vous dire : nous sommes une nation de quarante millions d'habitants, limitée par la Méditerranée et l'Océan. C'est fini. Si vous voulez demeurer une grande nation, il faut que vous puissiez dire que la France a 120 millions d'habitants. C'est véritablement une réalité géographique, politique, économique.

Eh bien, notre absence du gouvernement serait la perte définitive de cette possibilité. Je vous demande d'y réfléchir.

Et puis, enfin, je crois tout de même que nous, n'avons pas la vocation du suicide au point d'oublier ce qui s'est passé avant la guerre, en 1958, alors que

Fondation Jean-Jaurès

nous étions venus ici avec une majorité de Front populaire, avec l'euphorie qui a entouré l'avènement du gouvernement dirigé par Léon Blum, deux ans après, que s'est-il passé ? La réaction n'a pas hésité à gouverner sans nous et contre nous, avec une majorité allant des royalistes et des PSF jusqu'à Louis Marin. Croyez-vous que la même opération ne pourrait pas se renouveler ?

Je vous le dis comme je le pense, sans avoir la prétention de vous apporter aucun élément nouveau : notre absence du gouvernement nous laisserait entières toutes les responsabilités et nous aurions nous-mêmes précipité notre course vers l'abîme. Cela, un Socialiste ne peut le faire de gaîté de cœur. Car il faut voir les choses comme elles sont.

Nous connaissons les Communistes. Nous les avons subis, les uns et les autres. S'il s'agissait de dire : dans deux ans, dans trois ans, le pays comprendra, nous rendra la justice à laquelle nous avons droit. S'il dépendait de nous qu'il n'y eût pas autre chose, je comprendrais ces hésitations. Mais nous n'avons pas le droit d'hésiter. Demain, Pierre-Bloch vous l'a dit, et, je crois, a posé le problème sur le véritable terrain, il faudra tout de même que vous pensiez à un gouvernement. Est-ce que nous voulons un gouvernement animé par la Droite, genre union nationale qui, d'ailleurs, ne se constituerait qu'au détriment de la classe ouvrière ? On nous ressort toutes les vieilles formules.

Y a-t-il un péril financier ? Je n'en sais rien, je ne suis pas technicien. Mais ce que je sais bien, c'est que depuis cinquante ans, toutes les fois qu'on a voulu préparer un mauvais coup contre la démocratie et spécialement contre la République, on a mis en avant le péril financier.

Supposons que le péril financier soit une réalité. Que va-t-on faire ? On va appliquer des mesures. Quel est celui d'entre vous qui n'aperçoit que ces mesures ne seront envisagées exclusivement qu'à l'encontre de la classe ouvrière, c'est-à-dire, en définitive, à l'encontre de la clientèle Socialiste ? On va d'abord reprendre tout ce qui a été fait, au point de vue nationalisations. Non par le moyen brutal qui consisterait à abroger la législation... péniblement acquise dans les mois qui ont précédé, mais on va accabler les travailleurs de plus de charges, de plus d'heures supplémentaires qui ne seront peut-être pas payées comme il convient, et tout cela, au nom de l'union nationale.

Alors, nous posons la question. Si c'est bien cela que nous voulons, il faut que nous ayons la franchise de le dire. Mais je suis persuadé que ce n'est pas cela que nous voulons. Par conséquent, nous devons voter pour Thorez.

Si demain, malgré nos efforts persévérants, ce gouvernement n'aboutit pas, alors nous n'aurons pas à nous faire le reproche d'avoir empêché la formation de ce gouvernement. A ce moment là, si un autre gouvernement se forme, il nous restera à prendre des positions qui seront dictées par le Conseil national ou à laisser au Comité directeur et au groupe parlementaire le soin de déterminer ce qu'il y aura lieu de faire. A ce moment-là, nous prendrons nos responsabilités.

Mais soyez bien certains que si, par un vote qui comprend pratiquement l'éviction de tout gouvernement Communiste, vous êtes amenés, demain, à donner des possibilités à d'autres, nous aurons pris, vis-à-vis de nous-mêmes, vis-à-vis de la République, des responsabilités graves.

Fondation Jean Jaurès

Je vous en conjure, ne courons pas ce risque, quelque répugnance que nous ayons à pousser au pouvoir un homme qui, malgré tout, n'est pas entré par effraction dans la citadelle républicaine. Dans certains pays, des élections ont eu lieu sous la protection de l'armée russe. Mais en France, il faut le dire, c'est ouvertement que les Communistes sont allés à la bataille, et c'est librement que la classe ouvrière française, les démocrates français, en grand nombre, ont donné leurs voix aux Communistes.
Encore une fois, en ce qui concerne les territoires d'Outremer, mesurez ce que serait l'absence d'un Socialiste au gouvernement, ce que serait l'absence d'un élu Socialiste au gouvernement. Il s'agit de savoir si vous voulez vous détacher de 70 millions d'hommes qui ont leurs regards tournés vers nous et à l'égard desquels travaillent des forces dont vous ne pouvez pas soupçonner la nocivité. Si vous estimez devoir prendre la responsabilité de dire non à la démocratie, du moins, je veux vous adjurer, avec tout ce que je peux apporter de foi, de conviction et de sincérité dans un débat aussi grave, de ne pas commettre cette faute qui équivaudrait à un suicide. Et je ne crois pas que nous ayons la vocation du suicide au point de vouloir commettre, dans un instant aussi solennel, un crime - car c'en serait un - contre la démocratie, contre le Socialisme, alors que nous avons la possibilité d'empêcher au moins ce qui pourrait se commettre contre la démocratie. Et ne serait-ce que parce que nous pouvons l'empêcher que nous devons faire en sorte que le Parti soit présent au gouvernement. Ce faisant, nous aurons démontré que, même avec des effectifs réduits, nous avons assez de dynamisme, assez de foi dans le destin du Socialisme pour que, quoi qu'il arrive, le dernier mot lui appartienne devant la République.

Daniel Mayer

Camarades, le Conseil national, cette nuit, aura à se prononcer sur un certain nombre de questions que je voudrais rappeler rapidement devant vous, dans l'ordre où elles semblent se présenter à notre attention maintenant et à notre franchise.
Tout d'abord, sur la question de la reconduction du gouvernement Georges Bidault, ensuite sur le vote pour le représentant qualifié du Parti Communiste, avec, peut-être, éventuellement, une sous-question concernant la personne de ce représentant, mais, je le dis tout de suite, c'est un sujet que je ne voudrais pas aborder devant le Conseil national, ensuite, ce que fera le Parti dans l'hypothèse où, soit lui-même, soit la majorité parlementaire, se prononcerait contre la direction du gouvernement par le Parti Communiste, et, enfin, le problème même de la participation ou de la non-participation du Parti Socialiste à l'un quelconque des gouvernements qui se présenteront devant le Parlement.
Je m'excuse à l'avance de la durée, peut-être insolite pour votre fatigue ou pour votre attention de mon intervention, mais je crois que je manquerais à mon devoir, si je ne traitais pas chacun des points que je viens d'énumérer devant vous.
Nous sommes en présence d'une proposition du Mouvement Républicain Populaire qui consiste à reconduire le gouvernement Bidault. Et je crois que le

premier vote du, Conseil national sera de dire qu'il se prononce contre la reconduction du gouvernement Bidault, parce qu'une reconduction ne peut être, en réalité, démocratique que dans la mesure où il s'agit d'un accord tacite de tous les partis qui participent effectivement à ce gouvernement. Et la reconduction du gouvernement Bidault par une majorité parlementaire dont les Communistes, qui participent au gouvernement, s'extraient eux-mêmes, ça n'est pas la reconduction. C'est, involontairement, un nouveau mandat donné à Georges Bidault de former un autre gouvernement que celui auquel il préside. Et, par conséquent, le Parti Socialiste se doit de se prononcer contre la reconduction du gouvernement Georges Bidault. Je crois, d'ailleurs, que c'est un point sur lequel il est inutile d'insister, et il semble que le Conseil national ait déjà son siège fait et qu'il se prononcera, je l'espère, à l'unanimité, contre la reconduction du gouvernement actuel.

Reste la direction au Parti Communiste puisque, jusqu'à plus ample informé, à part Georges Bidault, Maurice Thorez est le seul candidat connu à la présidence du gouvernement. Et c'est d'abord sur son nom que nous devons nous prononcer. Je crois que le Conseil national devrait, pour qu'il y ait une sorte de continuité dans son action, et pour qu'il parte même du point de départ qu'il s'est fixé lui-même et qui est, pour notre Conseil national d'aujourd'hui, le point d'arrivée, du dernier Conseil national, je crois qu'il faudrait que nous rappelions très exactement quelle avait été la dernière décision du Conseil national, puisque c'est, en bonne logique, uniquement de cette décision que nous devons partir.

Nous avions déclaré qu'il était nécessaire que, de façon précise, le Parti Communiste fit connaître les limites de la majorité sur laquelle il entend s'appuyer, le concours des autres partis avec lesquels il se proposera de gouverner et qu'il définît, sur la base des idées générales énoncées par lui, un programme d'action, les mesures essentielles d'exécution de ce programme et ses méthodes de gouvernement.

Par conséquent, ce Conseil national, qui est la suite normale de la dernière session de votre Conseil national, se doit de se placer exclusivement dans ce cadre. Il doit donc étudier le rapport que lui a fait son Secrétaire général, il y a quelques heures à peine, et voir s'il a obtenu satisfaction dans le cadre des questions qui avaient été posées et des réponses qu'il a obtenues.

Je vous donne tout de suite ma conclusion : à mes yeux, il n'a pas obtenu satisfaction. Mais je voudrais tenter de vous le démontrer.

Dès le début, lorsque notre camarade Guy Mollet a demandé au Parti Communiste, pour réponde à la première question (les limites de la majorité) : est-ce que le fait que vous ayez envoyé cette lettre au Parti Radical signifie que vous entendez par-là limiter, dessiner le contour de la majorité possible, Jacques Duclos répond : il ne s'agit pas pour nous d'un problème arithmétique, mais d'un problème politique.

Je dis que cette réponse est très grave, parce que, lorsque Lamine Gueye nous dit : jouons le jeu de la démocratie, je voudrais bien que ce ne soit pas à sens unique, pas d'une manière unilatérale. Le jeu démocratique, parce que le Parti Communiste a une certaine majorité relative dans le Parlement français ? Oui.

Mais non plus le jeu démocratique lorsqu'il s'agit de dessiner les contours d'une majorité proportionnellement, non plus au cadre étroit du Parti Communiste, mais proportionnellement à l'ensemble des partis démocratiques de la République. Et puisque nous savons que Communistes et Socialistes ensemble n'ont pas la majorité absolue dans le Parlement, nous disons que déclarer qu'il ne s'agit pas d'un problème arithmétique, mais d'un problème politique, ne pose déjà plus le problème de l'exercice du pouvoir d'un gouvernement Communiste dans le cadre de la démocratie, mais déjà la préfiguration de la deuxième étape qui est le destin du Parti Communiste lui-même : rester au pouvoir quoi qu'il arrive et quelle que soit la majorité du Parlement qui serait éventuellement contre le gouvernement à direction Communiste. Et j'en ai également la confirmation dans les réponses qui suivent. Qu'il s'agisse des réponses de Waldeck Rochet aux questions excessivement précises qui lui ont été posées, qu'il s'agisse des réponses concernant les crédits militaires, qu'il s'agisse de la réponse de Pajon à la question extrêmement précise posée par notre camarade Félix Gouin sur la solidarité ministérielle, de Fajon reprenant les propos de Duclos et répondant presque autant en censeur ou en contrôleur sévère, presque autant à Duclos qu'a Gouin et disant : la solidarité ministérielle et la solidarité des partis aura pour base la fidélité au programme, c'est-à-dire l'ouverture, déjà, d'une porte de sortie par laquelle on interprétera ce qu'est la fidélité au programme. On nous fera dire, à nous, oh, pas par le Parti Communiste, mais peut-être par la CGT, par la CGA, par des groupements de masse, par des comités d'entreprises, par tous les organes annexes du Parti Communiste, que nous n'avons pas été fidèles au programme, parce que nous n'aurons pas interprété comme le Parti Communiste telle exécution de détail, telle application pratique. Et alors, à ce moment-là, on rompra la solidarité ministérielle en disant que c'est nous qui n'avons pas été fidèles au programme, parce que nous ne l'interprétons pas dans le sens même du Parti Communiste. Et la réponse même de Waldeck Rochet, la réponse Duclos lorsque Gazier lui pose cette question très précise : libéralisme ou dirigisme ? Il ne répond pas par oui ou non. Il répond : " nous sommes contre le libéralisme sans doute, mais nous voulons atteindre notre but moins par des mesures d'Etat que par le développement d'un climat nouveau dans les transactions"." Cela signifie que l'on s'installe au pouvoir parce qu'on croit qu'on y aura beaucoup de temps et qu'on pourra, au gré des événements, passer du libéralisme pour telle catégorie ou peut-être même pour telle région, au dirigisme pour telle autre catégorie ou telle autre région, ou telle industrie, un peu comme en octobre 1917 et dans les mois qui ont suivi, on est passé du Communisme de guerre à la lettre et de la lettre au Communisme de guerre.

En réalité, on s'installe au pouvoir sans politique préconçue. Je dis que, sur ce plan là, comme lorsque Duclos nous parle du problème arithmétique, on a la preuve que le Parti Communiste ne veut pas exercer le pouvoir pour l'application d'un programme de reconstruction du pays, de construction de la démocratie française et de la renaissance française véritable. Il veut prendre le pouvoir pour y rester après avoir peu à peu chassé tous les hommes qui sont des

militants démocrates ou qui sont des Socialistes à l'intérieur du pays. Et il fera cela - on l'a dit avant moi - non pas dans les semaines qui viendront, mais peut-être quand même dans les mois qui viendront.
Que fera-t-il ? Il s'emparera de l'armée. Il s'emparera de la police, là où ce n'est pas encore fait. Il continuera de noyauter les administrations en jetant systématiquement à la porte de toutes les administrations tous les fonctionnaires suspects, non pas d'être Socialistes, mais simplement de n'être pas Communistes.
Sur le plan des jeunesses, ce n'est pas la peine de rappeler ce qu'ils sont en train de faire et ce qu'ils tentent de faire dans le domaine des sports, de l'aviation civile. Il faut toute l'autorité de Jules Moch pour empêcher les Communistes de créer je ne sais quelle direction à l'aviation civile, pour leur permettre de s'emparer peu à peu des organismes sportifs et de la jeunesse française.
Lorsqu'ils auront fait cela, à l'extérieur, avec la CGT et une union générale des syndicats de la région parisienne qui, au mépris de toute indépendance syndicale, d'ores et déjà, se déclare prête, à soutenir le programme du gouvernement, ils resteront au pouvoir après s'être efforcé eux-mêmes de tenter de trouver un point de chute, ce point de chute étant à la fois le plus populaire et le plus démagogique, nous serions contraints de voter contre eux. Mais, en même temps, il serait suffisamment clair et simple, comme leur programme même, pour pouvoir peut-être galvaniser un certain nombre d'éléments populaires. Et, à ce moment-là, ils resteront au pouvoir, en s'appuyant sur la CGT, sur les mouvements de rue, sur les comités d'entreprises. Voilà, je crois, quelles sont très exactement les données du problème. Et lorsqu'un certain nombre de camarades comme Lamine Gueye, nous disent : "pour dire oui à la démocratie, il faut dire oui à Thorez", je conclus que pour dire oui à la démocratie, il faut dire non à Thorez et non au Parti Communiste.
(Applaudissements)
Lorsqu'ils se seraient emparés du pouvoir, ce serait sans doute la fin de la démocratie en France. Je ne sais pas qui a dit : "Thorez au pouvoir, les Socialistes pourraient prendre leurs passeports". S'il s'agissait de passeports individuels, cela n'aurait peut-être pas une très grande importance. Mais ce sont les passeports de la démocratie qu'il faudrait rédiger noir sur blanc, et ce sont peut-être aussi les passeports de la paix. Car, Philip l'a dit, et je ne ferai qu'effleurer le sujet après lui : une des garanties essentielles de la paix dans le monde, c'est la suppression de l'antagonisme des blocs qui se dessine, c'est la suppression de l'antagonisme, que quelques-uns croient fatal, du bloc de la Russie soviétique, aggloméré des Etats de l'Europe orientale et d'un certain nombre de territoires asiatiques, d'une part, et des pays anglo-saxons de langue anglaise, agglomérés des Etats de l'Amérique latine, d'autre part.
Le seul moyen d'empêcher cet antagonisme, c'est de créer, non pas un troisième bloc qui se dresserait contre les deux autres, mais de conserver un îlot de neutralité à la fois géographique et idéologique qui pourrait grouper tous les Etats démocratiques, tous les Etats épris de liberté.
Vous savez bien que la France doit être le moteur de cette création, doit être le

moteur de cette action, et qu'une France gouvernée par Maurice Thorez rentrerait, même s'il ne le veut pas, quelles que soient les déclarations qu'il pourrait faire à toutes les agences américaines, automatiquement dans le giron de l'un des blocs. Nous serions pratiquement l'aile occidentale du bolchevisme, l'aile occidentale de cette superposition de deux impérialismes : l'impérialisme géographique représentant les intérêts permanents de la Russie tsariste, agrémenté et augmenté de l'impérialisme idéologique d'un bolchevisme qui déclare encore à certains moments vouloir faire la révolution, même en dehors de ses frontières.

Nous ne pouvons pas, par conséquent, voter pour Thorez, et je voudrais ici, non par ce jeu un peu subtil et parfois mesquin qui consiste à opposer des camarades les uns aux autres, faire la discrimination entre ceux de nos camarades qui, comme Pierre-Bloch, déclarent : "votons pour Thorez, parce qu'il a, au fond de lui, un certain sentiment unitaire qu'il n'a jamais cherché à cacher", et qui trouvent dans cette affirmation une raison pour le Conseil national de voter pour Thorez - le point logique, l'aboutissant, peut-être, en tout cas le cheminement normal de sa pensée étant la possibilité d'une unification dont il voit déjà le prolongement sur le plan gouvernemental, en attendant qu'elle se prolonge dans le pays, et, des camarades, comme ceux de la fédération du Nord, dont je suis, au fond de moi, bien convaincu, qu'ils ne le font que sur le plan de la subtilité tactique, à la fois en se disant peut-être que Maurice Thorez n'aura pas la majorité au gouvernement, et en se disant qu'il ne pourra pas former le gouvernement, et qu'ensuite ils auront un certain nombre d'arguments à apporter aux filateurs de Roubaix et aux mineurs du bassin du Nord.

Eh bien, je voudrais leur dire que si j'avais la conviction qu'ils feront rentrer dans le Parti Socialiste les mineurs qui sont sous l'obédience du Parti Communiste, j'aurais peut-être quelques scrupules à tenir le langage que je tiens. Mais je sais qu'à tenir le langage qu'Augustin Laurent a demandé à la fédération du Nord de tenir, dans le bassin minier, on perdra des deux côtés. On ne regagnera pas à droite et les voix des démocrates qui sont attachés à la République, mais qui ne voient plus suffisamment en nous le rempart anti-bolchevique. Je dis bien : anti-bolchevique et anticommuniste. Notre anti-bolchevisme, à nous, n'a rien de commun avec les campagnes de "L'Epoque", et il faut le dire. Mais, en tout état de cause, nous n'y gagnerons pas. Nous continueront de perdre, à notre droite, les voix de ces démocrates anti-bolcheviques. Et nous ne gagnerons pas, à notre gauche, les voix des ouvriers qui se diront : "mais alors, il n'y a donc plus tellement de différence entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste, que le Parti Socialiste puisse faire la courte échelle à Thorez et au Parti Communiste. Il n'y a donc plus cette différence essentielle que tous les militants du Parti Socialiste n'ont cessé de définir et de présenter à la classe ouvrière même".

Car ce langage, nous l'avons tenu ensemble. Nous avons dit : entre le Parti Communiste et nous, il y a au moins trois différences essentielles. La première, c'est la conception de la démocratie, conception de la démocratie à l'intérieur du Parti et à l'intérieur du pays. La seconde, c'est la subordination du Parti

Communiste aux intérêts permanents ou provisoires d'un Etat étranger. La troisième, enfin, c'est la conception de l'homme. Car, de même que Jules Guesde disait qu'on ne construirait pas la société de demain avec des matériaux pourris, nous avons le droit de dire qu'en réalité il ne s'agit pas, pour le Parti Communiste, de construire la société de demain, mais qu'il avilie déjà l'homme et qu'il l'empêche de construire la société idéale dont on déclare qu'elle est notre rêve commun, au Parti Socialiste et au Parti Communiste.

Si nous ne disons plus cela, les ouvriers auxquels on a tenu ce langage déclareront que s'il n'y a plus tellement de différences, si ces différences se sont soudainement évanouies, si elles sont abolies entre le Parti Communiste et nous, ça n'est pas la peine de faire tant de bruit. Et comme, d'une manière générale, on va toujours, suivant une expression politique, vers celui qu'on croit être le plus rouge ou vers le plus extrême, sans rien gagner à notre droite, nous perdrons encore à notre gauche au profit du Parti Communiste, les éléments auxquels nous n'aurons pas eu le courage de marquer les différences essentielles qui nous séparent des Communistes.

Et alors, non seulement je demande au Conseil national de ne pas se prononcer pour la candidature Thorez, mais je lui demande surtout de ne pas s'excuser de le faire. Il faut qu'avec courage il dise non à Thorez et qu'il dise pourquoi il dit non à Thorez.

(Applaudissements)

Vous allez me dire que, jusqu'à présent, mon exposé - comme, peut-être, l'exposé d'un certain nombre de camarades qui pensent comme moi - n'a pas été singulièrement constructif. Et c'est là que j'en viens au troisième point de ma démonstration. Quelles sont les autres directions politiques possibles pour le Parti ? Car je n'accepte pas ce dilemme de Lamine Gueye qui reprend, peut-être inconsciemment, mais un peu trop quand même, les manchettes quotidiennes de l'Humanité ou de son succédané "Franc-Tireur" déclarant que c'est de nous qu'après tout et exclusivement dépend le glissement à droite ou l'orientation à gauche. C'est quand même un peu trop facile, et le Conseil national a senti, derrière l'humour si particulier, mais en même temps si judicieux, de notre camarade Chatelier, qu'en réalité si on s'adresse à nous, c'est beaucoup plus pour nous ennuyer et tâcher de nous enfermer dans je ne sais quel dilemme, que pour nous demander une collaboration loyale à un gouvernement Communiste.

Par conséquent, je n'accepte pas qu'on dise : si nous nous prononçons contre Thorez, nous nous serons automatiquement prononcés pour Georges Bidault. Je crois qu'il faut que vous donniez mandat à votre groupe parlementaire de voter autant contre Bidault que contre Maurice Thorez

(Applaudissements)

Je crois qu'il faut que vous disiez aussi que ce n'est pas dans les rangs - oh ! Ceux qui, par des mouvements divers, tentent de manifester, auront la réponse tout de suite quand j'aborderai la partie constructive de mon exposé - que ce n'est pas dans les rangs vermoulus du Parti Radical qu'il faudra aller chercher le soliveau, si large soit-il, de la IVème République. Ce soliveau a abandonné la IIIème République au moment crucial, et nous sommes un certain nombre à ne

pas l'oublier.
(Applaudissements)
Mon camarade Fischer, de l'Aisne, a beau me dire : celui-là, au moins, est laïc, je réponds, avec les maîtres du Socialisme et Guesde en particulier, que ce ne sont pas encore les problèmes de la laïcité qui sont les problèmes essentiels en matière de réforme de structure et de construction économique du monde, que les véritables problèmes de classes qui se posent sont des problèmes économiques, et que je préfère un ouvrier catholique à un patron laïc sur le plan de la classe ouvrière. Mais, rassurez-vous, ce n'est pas pour demander à un clérical de former le gouvernement que je viens de vous tenir ce propos.
Je vous demande de vous mettre dans l'hypothèse, qui n'est pas tellement saugrenue, où les tacticiens de notre Parti qui votent pour Thorez, convaincus qu'il n'aura pas la majorité pour former le gouvernement, se trouveront eux-mêmes, après le vote où Thorez aura été mis en minorité, même avec nos bulletins pour lui. Car, enfin, il faudra bien en venir là. Si vraiment votre tactique est une tactique faite de subtilité et est une tactique parlementaire, si vraiment la totalité des voix Communistes et Socialistes ne forment pas - selon un mot que Léon Blum n'aime pas - cet élan dynamique qui amènerait à nous la totalité des républicains dignes de ce nom, si vraiment, comme je le crois, le bloc socialo-communiste est en minorité, à moins que le Conseil national né siège en permanence, il a le devoir de se placer dans cette hypothèse. Et c'est cela que je lui demande.
Je demande au Conseil national de sauter l'étape Maurice Thorez, de se trouver dans la situation où le groupe parlementaire sera après qu'auront été successivement rejetés par lui et par la majorité républicaine, et Maurice Thorez, et Georges Bidault, et Edouard Herriot.
Tout à l'heure, lorsqu'un camarade - c'était Boutbien - reprenant une vieille formule, parlait de complexe d'infériorité que nous aurions à l'égard du Parti Communiste en ne voulant pas voter pour Thorez, je pensais : c'est peut-être vous qui avez un complexe d'infériorité, parce que vous n'oserez pas dire que vous voterez contre Thorez. Et, sans vouloir vous retourner la balle, je vous demande comment vous ferez. Car, il y a une donnée qui est extérieure à notre Conseil national : c'est qu'il faudra un gouvernement à la France. Et vous ne prendrez pas l'initiative, que diable, de placer la responsabilité, sur les épaules d'un Parti Socialiste déjà tellement amenuisé, que soit formé un gouvernement anti-marxiste. Vous vous prononcerez aussi contre ce gouvernement anti-marxiste, et vous savez, bien que nos camarades du Parti Communiste, qu'ils parlent avec l'intransigeance de Pajon, la bonne grâce souriante de Duclos, la franchise - toute relative, parce qu'elle est un peu moins hypocrite que celle des autres - de Maurice Thorez, vous pensez bien que, quel que soit leur porte-parole, ils ne s'amuseront pas à former un gouvernement par-dessus notre tête avec le MRP, ce qui serait aussi une formule viable.
Vous sentez bien, donc, que c'est dans l'axe et dans le cadre du Parti Socialiste que doit nécessairement être orienté le gouvernement de demain. Et si je suis contre Thorez, je préfère quand même la position de Félix Gouin, celle de

Lamine Gueye et des camarades qui disent : " en tout état de cause, il faudra participer", plutôt que la position de camarades comme ceux du Nord qui disent : "votons pour Thorez et puis retirons-nous sur l'Aventin. Ils ne se rendent pas compte, peut-être, de l'analogie avec la position de nos camarades italiens qui discutaient et s'étaient retirés sur l'Aventin, tandis que les squadras de Mussolini marchaient sur Rome.

Par conséquent, plaçons-nous dans l'hypothèse où nous sommes spirituellement, où nous sommes moralement, où nous ne sommes peut-être pas encore arrivés, à ce point de nos travaux, ni intellectuellement ni politiquement, et qui est l'hypothèse où il faut à la fois sauvegarder la démocratie et le Parti, A ceux qui disent : sauvons le Parti pour sauver, la démocratie, je réponds : on les sauvera tous deux ensemble ou ni l'un ni l'autre. Ils sont fonction l'un de l'autre, et c'est seulement dans la mesure où nous sauverons la démocratie que nous aurons sauvé le Parti.

Peu m'importe que ce soit un parti de 1 500 000 membres qui soit frappé d'interdit, même un parti de 2 millions de membres dont on arrêtera les principaux dirigeants et les militants les plus obscurs. C'est un parti vivant, c'est une démocratie libre que nous voulons créer et, par conséquent, il nous faut sauver la démocratie.

Le retrait sur l'Aventin, c'est l'aggravation d'une position négative, stérile et indigne d'un parti qui est le seul à répéter sans arrêt qu'il est un petit parti, mais encore un grand parti, parce qu'il est le Parti de la démocratie française.

Cette confiance que les autres ont en nous, il faut que nous l'ayons en nous-mêmes. Il faut que, puisque nous avons quelques années devant nous - peut-être pas cinq ans, mais au moins deux ans - avant que le phantasme électoral vienne à nouveau nous diviser, à nouveau nous faire voir les choses par un bout de la lorgnette qui n'est pas celui par lequel nous devrions les voir d'une manière permanente, il faut que nous nous servions de cette confiance reconnue en nous et que nous disions : qu'avons-nous dit au cours de la campagne électorale ? Qu'il y avait une triple synthèse nécessaire à la construction de la démocratie et de la paix, que c'est la synthèse entre la souveraineté populaire et la stabilité de l'exécutif, que c'est la synthèse entre la politique dirigée, nécessaire pour la reconstruction de notre économie et la sauvegarde des libertés individuelles, que l'on semble, peut-être, un peu trop oublier en ce moment et, enfin, la dernière synthèse entre la souveraineté nécessaire et l'indépendance de notre pays et des pays groupés sous le drapeau français dans le cadre de l'union française, avec la nécessité de créer une communauté internationale dont cependant, pour la construction et la sauvegarde de la paix, la souveraineté devrait être supérieure à chacune des souverainetés nationales, y compris la souveraineté de notre propre pays.

Mais regardez autour de vous, il n'y a pas un seul parti qui soit capable de réaliser cela. Ce n'est pas pour Thorez ou contre Thorez que vous devriez vous prononcer. Vous devriez vous prononcer contre Thorez, contre Bidault, contre les formes périmées du Radicalisme et pour le Socialisme démocratique et constructeur d'une démocratie nouvelle.

(Applaudissements)
C’est cela que vous devez faire, et si vous sentiez en vous-mêmes que vous seriez capables de le faire dans trois semaines, un mois, deux mois, après les chutes successives, après des troubles, des troubles qui amèneront, d’abord dans les esprits, ensuite au palais Bourbon et, enfin, à l’Elysée, l’homme dont on n’a pas encore prononcé le nom, qui s’appelle Charles de Gaulle et qui est le danger qui plane encore sur la démocratie de notre pays, si vous étiez capables de le faire dans trois semaines, pourquoi n’êtes-vous pas capables de prendre la résolution virile, dès cette nuit même, et de dire à votre groupe parlementaire : "Aie au moins un peu de hardiesse, aie au moins un peu d’audace".
Je le dis à Philip, à Le Bail, à Depreux : les problèmes de la conscience individuelle ne doivent pas compter quand il y a la conscience collective du Parti.
Mais je le dis au Parti : si les problèmes de conscience individuelle se posent, c’est parce que toi, Parti Socialiste dans ton entier, dans ta totalité, solidaires les uns des autres dans les erreurs comme nous l’aurons été dans le succès, tu n’as pas su faire parler assez haut la conscience collective pour que des hommes viennent faire parler leur conscience individuelle.
Ce qu’il faut, par-dessus la conscience individuelle, pour construire la démocratie, pour l’avenir du Parti, du pays et la paix elle-même - et c’est le seul moyen de faire taire la conscience individuelle - c’est d’élever et de faire parler assez haut la conscience collective d’un parti qui aura retrouvé sa confiance en lui-même.
(Applaudissements)

Charles Lamarque-Cando

Camarades, je vous demande un quart d’heure d’indulgence…
(Mouvements divers)
Je vous le demande, car ce sera le quart d’heure de grâce. Je parle ce soir devant vous pour la dernière fois.
Je vous ai écouté, les uns et les autres, avec beaucoup d’attention, et vous n’avez rien changé à ma décision ni non plus à celle de ma fédération qui m’a formellement mandaté.
C’est avec le cœur serré que je parlerai dans ce dernier quart d’heure. Je ne veux pas faire de chantage, ni de sentimentalisme. Mais il y à vingt-cinq ans que j’ai dévoué ma vie de tous les instants au Parti Socialiste, que je lui ai tout sacrifié : ma santé, mon avenir professionnel, ma famille même, dont certains membres sont restés dans la lutte. Et, ce soir, si la conscience collective du Parti ne s’accorde pas avec les réactions de ma conscience propre, je prendrai ma décision. En aucune manière, je ne saurais apporter mon vote à Maurice Thorez et au Parti Communiste pour qu’il prenne la tête du gouvernement.
On nous a donné ici des raisons suffisantes. Il y a assez longtemps que je souffre, il y a assez longtemps que je suis d’accord avec le Parti, et surtout depuis la libération, il y a assez longtemps que j’ai sacrifié à la grandeur et à la discipline du Parti, il y a assez longtemps que j’écoute les oracles du Parti.

Contribution Jean Jaurès

Jusqu'alors, j'ai cru qu'ils pouvaient être plus forts que moi. Je vais peut-être commettre un péché d'orgueil. Jusqu'alors, j'ai écouté les tacticiens, les manœuvriers, les subtils, et j'ai fait taire ma propre conscience. Mais nous sommes allés d'une insuffisance de succès à un échec, puis à un désastre.
Ce qui m'étonne, c'est qu'on ne veuille pas comprendre la leçon des faits et la leçon des chiffres. La leçon des faits, pas seulement en France, mais en Europe. Ce qui me peine, c'est que le seul pays de l'Europe démocratique où le Parti Socialiste se soit laissé dépasser, c'est la France. Je suis marxiste, en ce sens que j'essaie de découvrir les raisons pour lesquelles cela s'est produit, et je ne pense pas que la composition démographique ou que les circonstances économiques ou historiques soient différentes en Belgique, par exemple, de ce qu'elles sont dans la fédération du Nord. Je dis que si nous avons échoué, ce n'est pas, comme Félix Gouin voulait l'expliquer tout à l'heure, à cause des traîtrises ou des habiletés du Parti Communiste, c'est à cause de nos propres fautes, c'est à cause de nos faiblesses que nous avons échoué.
Il faudrait avoir du courage de voir en face les erreurs que nous avons commises. Aujourd'hui, nous sommes au pied du mur. Nous avons à nous humilier. Nous avons à apporter notre vote à Thorez qui est un déserteur. Nous avons à nous renier. Nous avons à le proclamer entre tous le plus grand des Français qui parlera aux Français. Et cela nous est si pénible que quelques-uns d'entre nous ne peuvent pas l'accepter.
J'aurais voulu que, dès la première heure, on ne consente jamais à s'asseoir aux côtés de Maurice Thorez. Et je l'ai dit. Je suis allé trouver Verdier, quelques jours après la libération, et je lui ai dit que je ne comprenais pas que le Parti ne se désolidarise pas complètement du Parti Communiste, qu'il ne le dénonce pas et ne répète pas toujours que c'était le Parti du pacte germano-russe. Et Verdier m'a dit "oh, le Parti Communiste finira bien par commettre une erreur, et alors nous en profiterons." Eh bien, cette erreur, nous l'attendons encore. En réalité, c'est nous qui avons commis l'erreur de ne pas dénoncer, dès le premier jour, le Parti Communiste pour ce qu'il avait été.
Je voudrais aussi que l'on tire la leçon des faits et des chiffres en France. Nous avons perdu beaucoup plus d'un million d'électeurs, camarade Félix Gouin. Beaucoup plus que cela : près de deux millions. Certains de ces électeurs ont voté pour les Communistes. Ils l'ont fait à contre-cœur, la mort dans l'âme, quelques-uns en disant : "nous voudrions rester avec vous, mais, véritablement, vous avez si peu de cran que nous vous abandonnons". Et il y en a tant d'autres qui s'en sont allés de leur côté, parce qu'ils sont des démocrates, qu'ils ne veulent à aucun prix jouer les Kerenski et qu'ils ont l'impression que, de plus en plus, nous jouons les Kerenski. Voilà pourquoi ils nous ont quittés.
Regardez quelles sont les fédérations qui résistent le mieux ou, quelquefois, qui triomphent. Ce sont les fédérations, comme celle de la Haute-Vienne, qui disent ce qu'il faut dire, avec le courage intellectuel, moral et physique qui est nécessaire.
Dans mon département où, depuis dix ans, j'ai la fédération en main, j'ai toujours suivi une tactique tout à fait différente de celle qu'en général le Parti

suivait. J'ai pris le Parti il y a dix ans, dans mon département. Il n'avait que 280 adhérents. Il n'osait pas se battre contre les Partis Radical ou Communiste, bien plus forts que nous. Nous n'étions qu'un embryon de fédération. Quand j'ai pris le Parti, j'ai appliqué une telle politique que, deux ans après, nous étions 4 500. Quelle politique avons-nous suivi ? Nous avons dit que tout travailleur honnête devait être au Parti Socialiste, Nous avons commencé par les amener à nous, puis à les éduquer. J'étais la fédération qui achetait le plus de brochures de toutes les fédérations françaises. A l'heure actuelle, notre fédération a 6 500 adhérents et, par rapport à la population du département, elle est, de beaucoup, la première fédération de France.

Et, au premier Congrès, quand j'ai vu les chiffres des adhérents de certaines fédérations, j'ai dénoncé cette insuffisance. J'ai dit : "Si vous aviez tous fait ce que j'ai fait, vous auriez 1 200 000 adhérents, et vous verriez quelle force morale, financière et intellectuelle ce serait. Vous résisteriez mieux, peut-être, à l'assaut du Parti Communiste". Nous avons résisté, nous. Ils ne nous ont pas pris une voix. J'ai résisté parce que j'ai organisé mon département. La classe ouvrière est avec moi le prolétariat est resté avec moi, alors que, dans le Lot-et-Garonne, département voisin, il n'est pas avec le Parti Socialiste. Les ouvriers sont avec moi parce que je suis un Socialiste venu au Socialisme d'abord par le cœur, et parce que j'étais témoin des injustices sociales que je ne pouvais pas supporter. Cela a animé mon action.

Ils sont avec moi, tous ces prolétaires, et ils ne sont pas avec vous quelquefois. Vous n'avez pas eu le courage de vous placer à côté d'eux et de dénoncer toujours et partout le Parti Communiste pour ce qu'il est.

Il n'y a pas quinze jours encore, avant les élections du 24 novembre, j'ai dit devant les électeurs que jamais de ma vie je ne voterais pour Thorez, parce que j'avais enseigné la morale et que j'y croyais. Je suis de ceux dont Jaurès disait : on enseigne ce que l'on est. J'ai enseigné la morale parce que j'y crois, et, parce que je crois à cette morale, je dis que je ne voterai pas pour Thorez.

J'ai enseigné le patriotisme et, demain, peut-être, à la suite du vote de cette nuit, je redeviendrai un professeur de morale et de patriotisme. J'ai enseigné le patriotisme parce que j'y croyais, Quand la France a été envahie, j'ai rejoint mon corps; j'ai été volontaire pour une unité combattante. Et quand, ensuite, Vichy a trahi, je suis entré dans la résistance. J'étais poursuivi par la Gestapo, moi et ma famille, parce que j'étais le porte-drapeau du Parti Socialiste. Je ne me suis pas contenté d'une résistance quelconque, mais j'ai été l'organisateur et le chef de la résistance de mon département. J'ai pris le maquis avec ma femme. Mon fils a été mis au mur lorsqu'il a été pris par les Allemands.

(Applaudissements)

Après avoir fait cela, je ne voterai pas pour. Le déserteur Maurice Thorez. Je ne viendrai pas ici trahir ma fédération qui m'a mandaté, ni non plus mes électeurs.

Si nous avons perdu du terrain, c'est parce que nous avons manqué de courage. Là où il y a des hommes comme Le Bail qui se battent, on ne perd pas de terrain, on en gagne. Il a regagné la ville de Limoges et a ramené à lui les ouvriers. Cela prouve que les ouvriers veulent avoir en face d'eux, d'abord, des hommes.

Fondation Jean Jaurès

Je vous reproche, ce soir, d'avoir trahi, et je me reproche d'avoir trahi avec vous, d'avoir trahi la classe ouvrière. Nous la trahissons au jour le jour, dans la mesure où nous ne lui disons pas la vérité. Parce que c'est dans la mesure où nous la laissons aller vers le Communisme, vous le sentez bien, que nous la laissons aller vers la misère qu'elle connaît en Russie, vers la servitude qu'elle connaît en Russie, où c'est tout le contraire de la révolution, où c'est la réaction qui triomphe.

Nous trahissons le Socialisme dans le pays de sa naissance, d'abord, et nous trahissons le Socialisme international, Grumbach, tout à l'heure, se plaignait que le Socialisme ne soit pas au gouvernement. Ce que je regrette, c'est qu'il ne soit pas le premier parti de France. Et c'est dans la mesure ou nous laissons affaiblir le Socialisme en France que nous portons préjudice au Socialisme en Belgique, en Suisse, en Autriche, en Grèce, et demain en Espagne. Nous trahissons le Socialisme international et, en même temps, nous trahissons la démocratie et la paix internationale.

Je ne veux pas démontrer ici - on l'a déjà fait - que nous trahissons la nation française, car vous savez bien que le Communisme français ne se soucie pas de la nation française. Vous savez que chaque jour qui passe, il commet contre elle un nouveau crime. Vous savez ce qu'ils ont fait avec Ferhat Abbas. Vous savez qu'en Algérie ils ont créé le mouvement séparatiste et que c'est grâce à des hommes comme Depreux qu'il n'y a eu hier que cinq séparatistes élus et huit loyalistes. Vous savez ce qu'ils font avec le séparatisme malgache. Vous savez qu'en Indochine il y a des Français, des enfants du peuple qui tombent sous les balles du Vietnam.

Et vous auriez voulu vous associer à Marcel Cachin et au Parti Communiste, l'autre jour, pour envoyer une adresse à ces gens là ? Je dis que vous trahissez la nation française.

J'ai dit à Lamine Gueye que si nous allons plus loin avec le Parti Communiste dans cette route, nous allons vers la dégradation de notre empire colonial ou plutôt de nos territoires d'Outremer et, par conséquent, vers la dégradation de notre nation.

Nous trahissons nos morts, ceux d'il y a longtemps : les Guesde, les Jaurès, quand nous n'avons pas le courage de continuer leur œuvre. Nous trahissons nos morts de la résistance, lorsque nous allons porter nos suffrages à des Communistes, et quand, nous le savons, nous n'avons pas le courage de soutenir Blum quand il est attaqué.

(Applaudissements)

Il est le seul qui se soit grandi dans les événements. Tous les autres ont trahi, d'une façon ou d'une autre, que ce soit Herriot ou Thorez. Lui seul a défendu à la fois la nation française et la démocratie française. Lui seul a été plus grand que les événements. Et ce n'est pourtant pas sa physionomie que nous avons le courage de mettre sur les murs. Le Français qui parle aux Français, c'est Thorez; c'est lui que vous voyez sur les murs.

(Applaudissements)

J,e ne peux pas davantage avoir honte de moi-même. Toutes vos subtilités

Fondation Jean-Jaurès

tactiques me laissent complètement indifférent. Dans ma fédération, je ne les ai jamais utilisées. Et c'est parce que je n'ai jamais varié sur les positions les plus intransigeantes et les plus morales, que j'ai eu justement des succès électoraux. Mais j'ai su sacrifier les intérêts immédiats ou les succès immédiats, et je prends la tête, sans attendre les autres.

On parle de gouvernement. Mais nous y avons pensé aussi. Croyez bien que si nous sommes de petits militants, nous savons faire le tour des choses et nous savons aussi avoir un peu de flair politique.

Vous savez bien que Thorez n'aura pas la majorité. L'UDSR a dit qu'elle ne voterait pas et qu'elle se séparerait du Rassemblement des Gauches. Et, comme Chatelier l'a dit avec beaucoup d'esprit, ce que le Parti Communiste attend de nous, c'est que nous nous renions un peu plus. Il attend de nous que nous donnions la dernière consécration à Thorez. Parce qu'avec une grande continuité de vues, le Parti Communiste a voulu dédouaner Thorez, avec de Gaulle, d'abord, ensuite, souvenez-vous en, lorsque de Gaulle a voulu écarter le Parti Communiste ou Thorez, lorsqu'il s'est aperçu qu'il s'était lourdement trompé, on l'a fait vice-Président du conseil, et nous avons accepté tout cela. Maintenant, il manque la dernière consécration : celle que lui donnerait le Parti Socialiste qui a toujours combattu le Parti Communiste. C'est cela qu'on attend de nous, et après, comme le disait Daniel Mayer, avec qui, pour une fois, je suis d'accord ce soir, que nous resterait-il comme argument pour nous opposer à l'unité ?

Si je croyais qu'il me fût possible de voter pour Thorez, je demanderais immédiatement mon inscription au Parti Communiste, parce que j'ai l'habitude d'aller au fond des choses. Et si, véritablement, je pouvais donner mon suffrage à Thorez, c'est qu'il n'y aurait plus d'obstacles entre le Parti Communiste et moi-même.

Un gouvernement Thorez ne peut faire l'union nationale. Le PRL n'en voudra pas, il ne voudra pas marcher avec le Parti Communiste. Le quadripartisme, c'est la confusion qui nous a coûté si cher hier, c'est la confusion du tripartisme dont on nous a rendus responsables, et la démocratie ne peut vivre que dans la clarté.

Je dis qu'il y a une majorité dans ce pays. Il y a une majorité, et la loi d'une démocratie, ce n'est pas la loi d'une minorité importante. Ce n'est pas la loi de 29%. Nous avons eu, nous aussi, 25 ou 27% de suffrages, en 1936. Comme nous n'avions pas la majorité à nous seuls, nous n'avons pas prétendu imposer notre présence au gouvernement, et il s'est formé des majorités en dehors de nous. Si le Parti Communiste voulait faire peser sur la démocratie française cette exigence de sa permanence au pouvoir, ce serait le contraire de la démocratie.

On va nous convier à un gouvernement très provisoire. Tout à l'heure, quelqu'un parlait du gouvernement comme si c'était pour l'éternité. On va nous convier à un gouvernement pour nous faire franchir le cap difficile. Après quoi, on trouvera moyen de se débarrasser de nous. Et le gouvernement se fera. Vous avez vu toutes ces listes uniques où, d'enthousiasme, sont allés Radicaux, PRL et MRP et où, d'enthousiasme également, les électeurs les ont suivis. Cela prouve qu'il y a, dans ce pays, une frayeur du Communisme qui fait qu'on

Fondation Jean Jaurès

acceptera cela. Et vous n'empêcherez pas cette union, si c'est par la voie démocratique qu'elle triomphe. Je me demande comment, démocratiquement, vous vous y opposeriez. Si vous voulez un gouvernement qui vive, vous n'en aurez pas d'autre que celui-là, je pense qu'il vaut mieux laisser prendre leurs responsabilités à ces gens-là qui nous ont rendus responsables du tripartisme.
Voilà quelle est notre position. Elle est claire, nous pensons que les majorités qui existent dans le pays doivent s'user au moins au pouvoir.
En conclusion, je vous dis qu'il y a une humiliation qu'il nous est impossible de subir et que, par-dessus toutes les habiletés tactiques, nous mettons le sentiment de l'honneur. Le Parti Socialiste, amenuisé dans ses forces parlementaires, n'a plus qu'une force : la force morale. Si, demain, il votait pour Thorez, c'est cette force morale qui aurait désormais disparu. C'est à force de courage que nous maintiendrons le prestige de ce parti. Je voudrais que, cette nuit, il sorte d'ici une décision virile, une décision de courage. Si vous avez peur, moi, je n'ai pas peur. Et il y en a d'autres qui n'ont pas peur. Capocci est un de ceux-là. Il y en a qui, aujourd'hui, n'ont pas peur, au sein de la CGT, de s'opposer à ceux qui l'ont colonisée, et qui n'ont pas peur de travailler méthodiquement à reconquérir l'indépendance du syndicalisme, parce qu'ils savent qu'ils travaillent pour la liberté.
Nous pensons que s'il y a une chose à faire aujourd'hui, c'est justement le choix entre la dictature Communiste ou la dictature cléricale ou militaire et la liberté. Nous choisissons la liberté, et si, demain, je suis obligé de quitter ce parti parce que vous n'aurez pas eu assez de courage, je pense que je serai fidèle à la grande leçon de celui qui est mon maître et mon seul maître en Socialisme et qui s'appelle Jaurès, Je serai resté fidèle à sa leçon, parce que, n'ayant pas apporté mon vote à Thorez, je n'aurai pas apporté mon vote au mensonge triomphant.
Je ne donne pas mon adhésion à Thorez. Je serai fidèle au Socialisme, à celui de Jaurès, Et le Parti Socialiste ne sera jamais le Parti de Jaurès tant qu'il ne sera pas un parti de courage.
(Applaudissements)

François Tanguy-Prigent

Mes chers camarades, je m'excuse d'intervenir à une heure aussi tardive, ou aussi matinale, mais je veux, aussi rapidement que possible, apporter, en même temps que ma position personnelle, la position des fédérations du Finistère et des Côtes-du-Nord unanimes. Je le ferai d'autant plus brièvement que je viens, en quelque sorte, appuyer la position de la fédération du Nord. Mais je veux apporter quelques-uns des arguments qui nous ont déterminés.
Pour plus de clarté, et pour rechercher la brièveté, je vais reprendre, l'une après l'autre, les questions sur lesquelles nous avons à nous prononcer, Sur la première, je n'insiste pas, Daniel Mayer a démontré que nous ne pouvons pas nous prononcer pour la reconduction du gouvernement Bidault, parce qu'un gouvernement démissionnaire n'aurait aucune autorité pour faire face aux difficultés immédiates et parce que, d'autre part, les Communistes, ou bien quitteraient ce gouvernement, ou bien seraient très heureux de rejeter sur le Parti

Socialiste la responsabilité de cette reconduction.
Sur la deuxième question, nous voterons pour le candidat Communiste à la présidence du gouvernement. Nous voterons pour le candidat Communiste et pour l'homme que le Parti Communiste a choisi librement. A ce sujet, je tiens, à mon tour, à dire que si l'on a eu tort de dédouaner Thorez, cela est maintenant une chose faite, par de Gaulle, bien sûr, mais également par le Parti Socialiste, puisque nous avons accepté qu'il fût vice-président du conseil dans plusieurs gouvernements auxquels participaient des ministres Socialistes.
D'un autre côté, je tiens à dire que nous ne votons pas pour le prétendant Communiste par tactique, nous le faisons par honnêteté. Nous le faisons parce que, pour employer l'expression qui est d'ailleurs d'un Communiste, nous sommes des démocrates conséquents, parce que nous tenons compte du souhait populaire. Nous regrettons, bien sûr, que ce ne soit pas le Parti Socialiste qui soit le premier parti de France, ce que nous considérons comme une erreur très grave du suffrage universel, d'une grande masse des travailleurs de ce pays; seulement, cette erreur est commise, nous sommes devant des réalités : à savoir que le Parti Communiste a groupé…

Un intervenant - Je me permets d'interrompre. Nous avons entendu ce raisonnement constamment : il faut voter pour le Parti Communiste pour une raison démocratique. Quand Hitler a recueilli, en Allemagne, 40% des voix, était-ce le devoir du Parti Socialiste de soutenir Hitler au pouvoir parce qu'il était poussé par une forte fraction de l'Allemagne ? Est-ce que le caractère démocratique d'un vote, dans ce cas-là, se délimite par un succès obtenu dans une campagne électorale ?

François Tanguy-Prigent - Je me refuse à accepter cette comparaison, Hitler a obtenu son succès en combattant les partis marxistes, tandis qu'ici il s'agit de savoir si nous allons briser le bloc des partis de gauche et des partis marxistes. Et j'ajoute, pour répondre à ce que disait Daniel Mayer tout à l'heure, qu'en votant pour Thorez, nous ne faisons pas la courte échelle au Parti Communiste. C'est le suffrage universel, je le répète, qui l'a mis de loin à la tête des partis de gauche, des partis laïques, en même temps d'ailleurs qu'à la tête de tous les partis représentés au Parlement.
J'ajoute, d'ailleurs, que je considère que c'est aussi l'intérêt du pays, parce que si nous provoquons cette cassure entre les partis ouvriers et paysans que sont le Parti Communiste et le Parti Socialiste, c'est la Droite qui deviendra l'arbitre de toute majorité gouvernementale et de toute majorité parlementaire, et je ne comprends pas que des démocrates ne songent pas à cela et n'envisagent pas les répercussions que cela pourrait avoir.
Mais si nous nous prononçons pour ce vote en faveur du candidat présenté par le Parti Communiste, par contre, nous sommes contre la participation. Nous sommes contre la participation au gouvernement qui sera formé par le candidat Communiste s'il a la majorité et, bien entendu, à plus forte raison, contre la

Collection Jean Maitron

participation à toute autre formule gouvernementale.
Nous faisons cela, d'une part parce que nous sommés un parti démocratique, d'autre part, parce que nous tenons compte de l'avis de nos militants.
Je ne sais pas quel sera, tout à l'heure, le résultat du vote. Il semble que, déjà, plusieurs fédérations se soient prononcées. Mais ceux qui sont en contact permanent avec les militants Socialistes, qui travaillent dans les usines, sur les chantiers, à l'atelier, sont bien convaincus que si nous tenons compte dans notre Parti démocratique, du désir, de la volonté des camarades militants, alors nous refuserons la participation. Nous la repousserons, parce que nous estimons que, très injustement, le suffrage universel ne nous a pas donné la force et l'autorité nécessaires pour accepter à nouveau des responsabilités et pour, ensuite, être accusés d'être responsables de tout ce qui sera impopulaire dans l'action gouvernementale, les autres s'arrangeant pour avoir le bénéfice des mesures plus populaires.
Nous pensons aussi, pour répondre également à un souci qui a été exprimé à cette tribune à plusieurs reprises, que nous faisons notre devoir de démocrates en votant pour le candidat du Parti Communiste. Et je n'accepte pas qu'on dise qu'il y a une différence avec 1936. En 1936, tout naturellement, la direction du gouvernement est revenue au Parti le plus fort. A ce moment-là, cela a semblé naturel. Maintenant aussi, il est naturel que le Parti qui, de beaucoup, est le plus fort des partis de gauche, prenne la direction du gouvernement !
Vous l'avez dit, d'ailleurs, lors de l'ancien Conseil national : le Parti Communiste doit prendre la direction du déroulement de la crise. Cela s'appelle prendre l'initiative de rechercher une formule gouvernementale. Comme il n'y a pas de Président de la République pour inviter le chef du Parti Communiste à rechercher une formule gouvernementale, c'est par le vote que nous allons être appelés à émettre demain, qu'on va l'investir de ce soin.
Si nous sommes contre la participation, nous ne sommes pas pour le retrait sur l'Aventin, pour un repli qui pourrait être considéré comme une position que Gouin appelait la position de Ponce Pilate et qui pourrait être appelée une position de sabotage. Là également, parce que nous sommes des républicains, des démocrates, nous ne devons pas gêner l'exercice du pouvoir par le président et le gouvernement dont nous aurons favorisé la constitution Et c'est pour cela, qu'à mon tour, je me prononce pour le soutien, le soutien électoral, soutien à Thorez et soutien, peut-être, dans des conditions à déterminer, suivant l'évolution de la crise, à tout autre gouvernement, à participation Communiste, bien entendu.
Cependant, ce soutien, bien sûr, doit être conditionnel, et ceci, dans notre esprit, n'est pas non plus une astuce, n'est pas une manœuvre, n'est pas de la tactique. Nous voulons apporter un soutien en souhaitant - et nous devons le dire - que ce soutien puisse être constant. Nous devons dire que nous sentons bien qu'il serait dangereux pour le pays et pour la démocratie de retomber, comme avant la guerre, dans l'instabilité ministérielle, dans les chutes fréquentes de gouvernement. Nous souhaitons donc pouvoir soutenir constamment ce gouvernement, s'il peut se constituer.

Cependant, nous estimons que ce soutien ne peut pas être inconditionnel. Il y a des choses sur lesquelles nous devons être intransigeants. Il y a des choses que nous ne devons pas admettre, et d'autres que nous devons exiger. Il s'agit de choisir une politique économique, de ne pas faire une politique mixte que, tout à l'heure, Daniel Mayer, avec humour, expliquait en disant que, non seulement il y aurait des secteurs libres et des secteurs dirigés, mais peut-être des régions où ce serait libre et d'autres où ce serait dirigé. Il faut que, sur ce plan, nous conditionnions notre soutien par l'établissement d'un programme économique, dans l'intérêt des travailleurs, pour maintenir et augmenter leur pouvoir d'achat, pour un véritable dirigisme.

Il y a d'autres questions sur lesquelles nous ne devons pas transiger : la question de la politique sociale, celle de la laïcité, la défense, bien entendu, de la liberté et aussi - je n'insiste pas là-dessus - des considérations de politique extérieure qui ont une importance extrêmement grande.

Je ne veux pas rechercher les alternatives qui pourraient se présenter si, en définitive, malgré notre vote favorable, les Communistes ne réussissaient pas à former le gouvernement. Je crois, avec Augustin Laurent, qu'un autre Conseil national devrait se tenir.

Mais, s'il y a soutien, notre action devra être une action de soutien, une action constructive. Nous devons, sur le plan parlementaire et sur la base du programme que nous venons de préciser, discuter pied à pied avec le gouvernement, avec les membres des groupes au Parlement, dans l'intérêt du pays, dans l'intérêt des travailleurs et dans l'intérêt de la paix

D'autre part - et j'insiste tout particulièrement là-dessus - nous devons également utiliser cette action parlementaire, ce soutien conditionné, cette lutte constante, claire, nette et attentive, sur le plan du programme des réalisations de la politique extérieure comme de la politique intérieure. Nous devrons fournir des armes à nos camarades pour se livrer dans le pays à un travail de propagande. Si nous faisons cela, en même temps que la réorganisation de nos méthodes et de nos moyens de propagande, nous arriverons à refaire le Parti, à lui redonner de la force, à le galvaniser.

Je suis persuadé qu'ainsi nous aurons fait un travail constructif, non seulement utile au Parti Socialiste, mais en même temps utile au pays, utile à la démocratie et utile à la paix. Je proteste lorsqu'on dit que cela est une position paresseuse, une position mesquine, sans courage et sans franchise. Ce n'est pas vrai.

Daniel Mayer a raison quand il déclare qu'on ne peut séparer l'action pour le Parti de l'action pour la démocratie, et j'ajoute de l'action pour notre pays. Mais c'est précisément parce que nous voulons, les sauver ensemble que nous proposons cette solution. Car, si nous ne le faisons pas - et je veux très rapidement insister là-dessus - si nous votons contre Thorez, nous allons donner l'impression que nous nous dressons contre la volonté même du suffrage universel.

Bien sûr, les Communistes n'ont pas la majorité absolue, même avec nous. Je le regrette, d'ailleurs. Mais, je le répète, nous sommes les deux partis de gauche, les deux partis ouvriers et paysans, et c'est le Parti Communiste qui est le plus

fort. Je le dis à ceux qui ont des scrupules. Nous avons tous, ou presque tous, souffert pendant la résistance, nous et nos familles. Mais nous pensons au Parti. Nous sommes des militants, et des militants disciplinés. Je te le dis, Lamarque-Cando, que j'aime comme un frère : il n'est pas possible que quelqu'un, ici, songe un seul instant à ne pas accepter la décision de la majorité qui se déterminera tout à l'heure. Je déclare que, non seulement il est trop tard pour discuter la personnalité de Thorez, puisqu'il a été dédouané par de Gaulle, mais aussi par nous, mais, d'autre part, le démocrate que je suis, le résistant que j'ai été, est tout de même inquiet ou serait inquiet s'il se trouvait dans la position de certains camarades. Il se dirait : "es-tu certain de ne pas te tromper, es-tu certain, d'avoir raison contre six millions de travailleurs, hommes et femmes, dont la majorité représente des résistants, de la première heure ?"

Vous n'allez pas tout de même soutenir une seule seconde que, dans la grande masse des travailleurs français, dont certains sont tombés dans les rangs Communistes comme dans les autres, et parmi ceux qui, depuis, hélas, ont rallié le Parti Communiste, il n'y a pas la fraction la plus authentique des véritables travailleurs de ce pays et, en même temps, une fraction importante des meilleurs éléments de la résistance ?

Et alors je me demanderais si vraiment le démocrate que je suis croit avoir raison contre cette masse de travailleurs qui ont rendu leur verdict dans un sens qui nous peine profondément, mais qui est une réalité que certains, ici, semblent oublier quand, ils laissent entendre que le Parti Socialiste peut nous sortir de cette situation. Je ne peux, pour ma part, envisager de nous couper de cette masse importante des travailleurs les plus authentiques de ce pays.

Quand on écarte une fraction aussi importante, on ne peut pas dire qu'on va gouverneur sans elle. En réalité, on est amené à gouverneur contre elle. Et, cela nous amènerait, en somme, à entrer dans un bloc anticommuniste - on peut l'appeler anti-bolchevique - mais dans un bloc qui irait jusqu'au PRL pour s'opposer à 180 parlementaires qui ont été élus par les travailleurs, ouvriers ou paysans, de notre pays.

Si nous faisions cette politique, qui nous couperait de ces masses ouvrières et paysannes, nous disparaîtrions et nous aggraverions les dangers que beaucoup de camarades ont dénoncés ici.

Le Parti Socialiste disparaissant, ce serait l'aggravation des deux grands blocs hostiles, et ce serait alors la porte ouverte dans l'immédiat à l'aventure, sans nous donner l'occasion qui nous reste encore de redresser le Parti Socialiste et de lui permettra de barrer la route à l'aventure.

La participation, ce serait la même chose. Je dis que si nous ne votons pas pour Thorez demain, nous tuons le Parti tout de suite. Si nous participons, ce sera plus long. Nous serons les boucs émissaires, on nous fera avaler cette politique économique mixte dont parlait tout à l'heure Daniel Mayer. Nous arriverons à des difficultés inouïes, et alors ce sera l'effritement du Parti. Ce sera le double glissement, et le Parti disparaîtra rapidement. Ce sera à nouveau l'opposition des deux grands blocs et à nouveau la porte ouverte à l'aventure.

J'ajoute quelque chose à quoi on ne pense pas assez. Il y a certainement une

perte de contact avec la masse. Les camarades qui vont dans les secteurs, qui voient nos militants de la base, ceux qui luttent dans des conditions difficiles et énervantes, beaucoup plus difficiles que les nôtres, parce qu'ils ont à le faire tous les jours et à chaque heure du jour, le savent bien. Lorsque le militant Communiste de l'atelier a reçu son "Humanité", il attaque aussitôt notre camarade. Il est extrêmement difficile de maintenir la lutte dans ces conditions. C'est un travail de tous les instants, énervant, déprimant. Eh bien, la participation, ce serait certainement le découragement de ces militants.

Et alors, je le répète, nous allons aggraver ce mouvement vers les extrêmes. Je le dis aux camarades | qui ont peur des conséquences de ce que nous allons décider, et c'est là que, malgré les discours magnifiques que nous avons entendus, vous minimisez terriblement le problème. Il ne s'agit pas de la décision de cette nuit, mais, hélas, de l'erreur du suffrage universel. Si vous avez peur des conséquences de cette erreur, dans quelques mois elle peut être plus grave et vous verrez, comme disait tout à l'heure un de mes camarades, aux élections municipales, toutes nos municipalités disparaître, et au lieu d'avoir affaire à un Parti Communiste ayant 30% des suffrages, vous aurez affaire à un Parti Communiste qui en aura peut-être 45%. Vous aurez terriblement augmenté ce danger dont vous avez peur avec raison.

Par conséquent, je crois que notre position, celle d'Augustin Laurent, est la meilleure pour le Parti, donc pour la démocratie et pour le pays. Il faut, si nous voulons redresser le Parti, que nous décidions de quel côté nous allons tourner les yeux. Et je vais répéter la même phrase qui avait blessé quelques camarades au dernier Conseil : je sens plus que jamais que nous ne tournons pas les yeux du même côté.

Lorsque j'ai constaté certains échec, je me suis rendu compte qu'il y a trop souvent un divorce entre le véritable programme Socialiste et ce que j'appellerai d'un mot affreux, la clientèle électorale. A savoir que, depuis la libération, beaucoup de travailleurs, ouvriers et petits paysans qui votaient pour nous ont voté Communiste, à cause de la démagogie, du mécontentement, de la réglementation, etc. Et certains ont renoncé définitivement à reprendre notre influence sur la classe ouvrière et sur les petits paysans pour essayer à toute force de conserver les autres, ceux qui ne sont pas Socialistes, et qui, d'ailleurs, ne sont pas si profondément démocrates que cela. Et là aussi je pourrais parler de ce qui s'est passé en Allemagne.

Je suis moi-même inquiet, on a parlé tout à l'heure, avec des accents pessimistes et émus. Je partage les craintes des camarades. Mais je crois précisément, pour reprendre une belle formule de notre camarade Depreux, que le recul du Parti Socialiste est un deuil national et un deuil international. Il est certain que c'est un malheur national et un malheur international. Mais c'est pour cela que nous devons choisir une politique qui n'aggrave pas l'effondrement du Parti Socialiste et qui ne le vide pas de sa substance en renonçant définitivement au contact étroit avec les vrais travailleurs, avec la classe ouvrière et paysanne. Si nous faisions cette politique-là, si demain, nous votions contre Thorez et si, ensuite, nous participions à tel ou tel gouvernement, nous aggraverions cet

effondrement, nous aggraverions le deuil, le malheur national et international.
Je me refuse à faire cela. C'est, pour nous aussi, une question de conscience. Mais notre conscience nous dit qu'il faut nous refuser à être contre cette grande fraction du peuple de France.
Nous devons nous refuser à être avec la Droite contre les travailleurs que nous devons arracher à l'erreur monstrueuse, qu'ils viennent de commettre. Nous devons refuser de compromettre irrémédiablement, de compromettre pour toujours le Parti Socialiste en tant que parti de classe, en tant que parti des ouvriers et des paysans. Nous devons sauver son indépendance par le soutien en refusant la participation.
Nous voulons reconquérir les travailleurs, même si nous perdons la clientèle bourgeoise qui, d'ailleurs, nous a lâchés bien vite, et nous voulons refaire un Parti Socialiste vigoureux, fidèle à ses origines, à sa doctrine, à sa conscience de classe et reprenant aussi notion de cette vérité qu'être révolutionnaire, c'est agir. Il faut créer le dynamisme dans nos sections, dans nos fédérations. Vous ne le ferez pas si vous votez contre Thorez. Vous ne le ferez pas si vous participez.
Je le redis à mon ami Lamarque-Cando : il ne faut pas qu'il y ait de l'indiscipline. Il faut également avoir conscience de cette vérité qu'en servant le Parti Socialiste - et je crois que c'est dans le sens que je viens, après Augustin Laurent, d'indiquer que nous le servirons le mieux - nous aurons le mieux servi la France, la démocratie et la paix.

Guy Mollet

Camarades, les débats de ce soir, par leur ampleur, ont prouvé combien les questions qui sont posées sont sérieuses et combien est grand le trouble de nos consciences. Mais, nous sommes des hommes politiques et nous devons, les uns et les autres, nous prononcer en fonction d'une situation politique, en fonction de la situation réelle, tant sur le plan de la politique générale que sur le plan économique...
Sur le plan économique, je vais être très bref, car, là-dessus, beaucoup de choses ont été dites. Encore que, peut-être, on n'ait pas accordé, hier soir, à l'audition du programme que nous présentait le camarade Jules Moch, un intérêt suffisant, car c'est peut-être là-dessus que, demain, devra être axée toute la propagande de notre Parti. On a bercé le pays de terribles illusions, et le réveil, dans les mois immédiats, dans les semaines immédiates qui viennent, pourrait être terrible.
Sur le plan politique, j'ai entendu chacun de vous évoquer, ce soir, des dangers qu'il est inutile de minimiser. Le danger que présente l'augmentation des suffrages du Parti Communiste français est incontestable.
Les Communistes vont bénéficier d'un courant d'opinion qui est réel, à savoir que des quantités de gens qui ont voté Communiste estiment que le Parti Communiste est le seul qui n'ait pas encore fait l'expérience du pouvoir et qu'après tout, il pourrait bien la tenter. Ce courant d'opinion, ils comptent bien le voir s'accentuer, surtout dans la mesure où ils ne seront pas appelés à la direction du gouvernement. C'est là un danger.
Il en est un autre dont on a trop peu parlé, et qui est peut-être un peu plus

imminent que le premier, si l'on tient compte du rapport actuel des forces dans le pays : c'est le danger néo-fasciste.
Imaginez que, dans les mois qui viennent, une crise subite d'inflation se produise et aussi que le Parlement, dans les deux mois qui viennent, fasse la preuve de son impossibilité, de son incapacité à dégager une majorité et à proposer des solutions rapides. Dans ces deux hypothèses, j'ai l'impression que les uns et les autres, avant longtemps, nous n'existerions plus. J'ai l'impression que très vite, vous seriez, nous serions et ils seraient mis au pas, car il y a malheureusement dans ce pays des relents de fascisme. Ce qui n'est qu'un simple mécontentement se reporterait sur certains, en accord avec les fascistes, en accord avec tous les mécontents, pour porter au pouvoir un homme qui s'appelle Charles de Gaulle et qui est actuellement un danger certain pour la démocratie française.
Permettez-moi de faire un tour d'horizon sur le plan parlementaire. Quelles sont les majorités parlementaires possibles dans l'assemblée actuelle ? Il en est quelques-unes. D'abord une majorité de droite qui grouperait MRP, Radicaux et PRL. Elle est mathématiquement possible, elle est politiquement possible, elle est économiquement possible, car ils ont des conceptions communes quant au retour au libéralisme économique. Je la vois cependant inviable, car je n'ai pas l'impression qu'il soit actuellement possible dans le pays de gouverner contre toute la classe ouvrière groupée dans les deux partis ouvriers d'une part, dans la CGT d'autre part. Je crois donc que cette hypothèse là sera rejetée. Mais je souhaite que, par les diverses attitudes que le Parti Socialiste prendra, il ne porte pas la responsabilité de la faire naître.
Une autre majorité est possible : celle qui grouperait le Parti Socialiste, le Parti Radical et le MRP, laissant à sa droite le PRL, à sa gauche le Parti Communiste. Pourquoi ne pas en avoir parlé ? C'est l'objet d'à peu près tous les commentaires de presse, depuis quinze jours. Aurions-nous peur, entre nous, d'envisager cette hypothèse, ou bien sommes-nous d'accord pour faire la condamnation immédiate de cette formule ? C'est personnellement ma position à l'égard de cette sorte de travaillisme dans lequel, très vite, on ne compterait plus de travailleurs. Sur le plan politique, je me demande comment nous accepterions de participer à une formation dont seraient exclus une partie importante de la classe ouvrière et ceux qui dirigent encore la CGT. Sur le plan économique, c'est encore plus drôle. Comme ce ne sont pas les Radicaux, je suppose, qui renonceraient à leur prise de position - si j'en crois "L'Aurore" que je suis condamné à lire chaque matin - comme ce n'est probablement pas non plus le MRP, ce serait donc à nous de renoncer à notre position en faveur d'une intervention réelle du gouvernement, en faveur, non pas du dirigisme, parce que ça rappelle trop le dirigisme vichyssois, mais en faveur de l'organisation orientée de la distribution, même de la production orientée par l'intervention gouvernementale. Je suis convaincu que personne, dans le Parti, n'accepterait cela.
Restent deux formules tripartites : le tripartisme méthode postérieure à la guerre, c'est-à-dire Communistes/Socialistes/MRP, et le tripartisme de Front populaire :

Communistes/Socialistes/Radicaux. Il y a encore le quadripartisme : Communistes/Socialistes/Radicaux/MRP.
Chacune de ces trois formations est mathématiquement possible. Nous allons les passer en revue.
D'abord la formation Communistes/Socialistes/Radicaux. Il semblerait, sur le plan politique que ce soit viable. Il y a, paraît-il, entre les Radicaux et nous, une sorte de conception commune de la démocratie. Mais il y a au moins un problème que je voudrais bien voir résolu : c'est le problème économique. Avez-vous vraiment cette impression que les Radicaux soient prêts, actuellement, à accepter l'économie dirigée ? Avez-vous l'impression qu'ils vont renoncer à leur cheval de bataille, à savoir le retour immédiat à la liberté, à savoir les illusions dont on berce l'immense partie du pays ? Je crois difficilement viable cette formule.
Vient ensuite la reconduction du tripartisme. Y a-t-il encore quelqu'un, dans notre Parti, qui y pense sérieusement, alors que sa condamnation a été prononcée à toutes les tribunes, à la fois par nos adversaires et par nous-mêmes ?
Pour le quadripartisme, le même problème se pose : il n'y a pas actuellement de solution des problèmes économiques. Il n'apparaît pas encore de majorité viable dans cette assemblée. Et le pire, c'est qu'il y a une menace de fascisme pour demain si nous n'arrivons pas, dans ce Parlement, à dégager une majorité, à trouver une solution aux problèmes économiques.
Je m'excuse si j'ai fait ce tour d'horizon, mais j'ai l'impression qu'il était nécessaire.
Mais alors, allez-vous me dire, si telle est la situation, quelles sont, à mon avis, les solutions ?
Il en est une déjà. C'est celle qui consiste à faire connaître, le plus rapidement possible, le plan que le Parti Socialiste, ce soir, j'en suis convaincu, fera sien. Ce programme que, ce soir, nous connaîtrons, que, ce soir, vous ferez vôtre, il faut le faire connaître le plus rapidement possible, et, dans une formation gouvernementale ou en dehors d'une formation gouvernementale - selon les décisions qui seront prises ici - s'en servir pour le faire connaître au pays et prendre date. Parce que nous savons que, si impopulaires que soient les solutions préconisées, seules elles permettent de sauver l'essentiel.
J'en arrive alors aux problèmes politiques. Je vais les prendre, dans l'ordre. D'abord, je ne vais pas insister - car j'ai l'impression qu'il y a unanimité - sur le premier vote qui, tout à l'heure, vous sera demandé t contre la reconduction.
Le deuxième vote sera pour ou contre la candidature de Maurice Thorez. Je voudrais m'y arrêter un instant et reprendre quelques-uns des arguments qui militent en faveur d'un vote favorable et reprendre quelques-uns des arguments qui ont été opposés.
J'ai entendu dire par plusieurs camarades que la forme la plus menaçante du fascisme est le Communisme.
Plusieurs autres camarades ont comparé cette situation - et c'est le drame de conscience qui est le leur - à la situation de l'Allemagne à l'avènement de Hitler et à, celle du vote pour Vichy en 1940. Il a déjà été répondu à cet argument en

montrant combien les situations, historiquement, étaient différentes, en montrant ce que Hitler, en Allemagne, se battant contre la classe ouvrière, commençant déjà à massacrer les ouvriers, avait eu lui-même de différent, en montrant ce que Vichy, agissant de sa propre autorité, représentait de différent avec les dirigeants d'un parti qui, même lorsqu'ils trompent la classe ouvrière, ont trouvé le moyen d'avoir six millions d'électeurs derrière eux.

Est-il vrai que vous considériez que les six millions de voix qui se sont portées sur le Parti Communiste soient six millions de voix déjà fascisées, déjà devenues des voix fascistes ? Vous savez bien combien c'est inexact. Alors même que nous condamnons ensemble le manque de démocratie, les méthodes, les mœurs, la moralité des dirigeants du Parti Communiste, vous ne feriez pas cette insulte au prolétariat français d'affirmer qu'il y a six millions d'hommes devenus des fascisants ou des fascistes.

Certains ont dit : nous allons voter pour Thorez; alors, c'est que nous sommes devenus Communistes, si nous devons voter pour lui, nous n'avons plus qu'à adhérer à ce parti. Comment en sommes-nous arrivés à ce qu'une prise de position sur le plan parlementaire nous assimile à celui qui devient l'associé ? Quand, avant la guerre, nous votions pour le Parti Radical, cessions-nous d'avoir, avec ce parti Radical, toutes les différences essentielles ?

J'ai entendu Daniel Mayer proclamer les différences qui nous séparent du Parti Communiste. Est-ce que, le jour où nous votions pour Bidault, il n'y avait pas, entre lui et nous, plus de trois, différences essentielles ?

Est-ce qu'il ne devait pas y avoir un certain nombre de différences entre de Gaulle et nous, que nous avons pourtant soutenu ?

Il subsiste, malheureusement d'ailleurs, des différences fondamentales entre les Communistes et nous. Mais, ce n'est pas parce que, demain, nous aurions voté pour les Communistes qu'en principe nous serions condamnés à l'unité immédiate ou à la liquidation du Parti. Je dis non, l'argument n'est pas sérieux.

Mais alors, comment faire - car je ne reparle pas du dédouanage de Thorez, je ne crois pas l'argument solide - comment faire pour éviter qu'il y ait, demain, de 40 à 45% d'électeurs Communistes ?

Eh bien, camarades, la première chose à faire, c'est de ne pas alimenter la propagande du Parti Communiste. La meilleure des méthodes, pour alimenter la propagande du Parti Communiste, c'est de ne pas comprendre, à l'heure actuelle, le jeu, pas tellement subtil après tout, qu'il joue et qui consiste à chercher, par tous les moyens à ne pas être demain à la direction du gouvernement, pourvu qu'il puisse nous en faire porter la responsabilité.

(Applaudissements)

Jusqu'à hier, ma conviction était faite. Mais elle était bâtie sur une série de raisonnements, et nous savons tous ce que valent les raisonnements humains, nous savons tous comment nous sommes susceptibles de nous tromper. J'ai cru découvrir, aujourd'hui, la preuve de leur désir de ne pas nous voir voter pour eux quand j'ai appris, ce matin, que, contre la candidature d'Auriol, on venait de susciter la candidature de Cachin.

Oh, certes, j'ai pensé à tout ce que cela pouvait représenter sur le plan de la

tactique parlementaire, au souci d'enlever à Auriol la possibilité de devenir, demain, Président de la République. Moi aussi, je commence à être un peu fait à ces combines de couloirs et de tribune.

Mais, aussi, je me suis dit, quand j'ai lu l'article d'Hervé, que le Parti Communiste avait voulu placer notre Conseil national dans une atmosphère telle qu'il n'y eut pas un argument de plus en faveur du vote contre Thorez. Autrement, nous aurions eu en première page, un bel article, non pas d'Hervé, mais de Duclos, disant : "soucieux, nous Communistes, de ne rien faire qui puisse nous diviser d'avec les Socialistes, nous ne porterons pas de candidat contre Auriol".

Au lieu de cela, l'espoir latent, mais certain, de vous placer dans une position telle, ce soir, que vous ayez un argument de plus pour ne pas vous prononcer en faveur de Thorez. C'est que j'ai la conviction que si le Parti Communiste pouvait, demain, dans l'état actuel des choses, dans l'état de démoralisation actuel, dans l'état, il faut le dire, d'avilissement des partis, se tourner vers les masses ouvrières et leur dire : "nous avions un beau programme - car il est beau leur programme, du point de vue électoral - nous avions un beau programme, nous étions le premier parti de France, mais les Socialistes nous ont empêchés de prendre nos responsabilités, et si cela n'a pas été appliqué, c'est leur faute", eh bien, camarades, nous perdrions encore, parmi nos sympathisants ouvriers, des couches profondes et nous irions vers les 35 ou 40% d'électeurs Communistes dont on vous parlait tout à l'heure. Vous n'avez pas le droit d'accepter cela, car, en dehors des Communistes, comme en dehors de ceux qui sont anticommunistes, il y a encore place pour des Socialistes.

Je dis donc que le meilleur des moyens de nous défendre de la propagande Communiste, c'est, dans l'état actuel des choses, de leur enlever un à un leurs arguments et plus précisément celui-là auquel ils tiennent le plus.

Vous comprenez combien il leur serait facile, avec leur démagogie coutumière, que nous pouvons, les uns et les autres, dénoncer avec la même ardeur, d'aller dire devant l'opinion publique : "on ne s'est pas embarrassé de tant de considérations quand il a fallu voter pour Bidault, il a suffi que ce soit Thorez pour qu'on ne marche plus." Nous savons les différences qu'il y a, mais vous ne les feriez, pas comprendre, ces différences, et vous seriez rendus responsables. Et vous les verriez ainsi, demain, n'ayant pas été à la direction du gouvernement, mais étant dans les conseils du gouvernement, accentuer leurs succès électoraux, et profiter du pouvoir sans s'user à ce pouvoir.

Mais, si je dis que nous sommes partisans du vote pour Thorez, je veux préciser quel sens j'entends que nous donnions à ce vote. Lorsque notre dernier Conseil national a constaté qu'il était conforme à notre tradition démocratique que le Parti Communiste soit investi de la charge de commencer les négociations, nous avons fait quelque chose unanimement et, presque unanimement, ce soir, nous devrions confirmer ce mandat. Il faut dire aux dirigeants du Parti Communiste que Thorez doit être demain, non pas le chef du gouvernement - car il ne s'agit pas de cela dans le vote de demain - mais investi pour engager les négociations pour former le gouvernement. C'est cela la continuation même de la politique

affirmée par le dernier Conseil national.
Vous allez dire : mais il y a eu un fait nouveau, il y a eu cette Commission au cours de laquelle vous vous êtes rencontrés et où vous n'avez pas obtenu, des éclaircissements suffisants Mais, voyons, ces mêmes pourparlers auront lieu cette fois face au public, avec des réponses connues que les autres partis seront appelés à faire, sur le contenu politique de la majorité. Il faudra bien que l'on trouve une majorité arithmétique. Il faudra bien que l'on donne sur le programme même du gouvernement, des précisions. Alors, nous dirons au public les réponses qui auront été faites et, dans l'hypothèse très peu vraisemblable d'ailleurs, ou le Parti Communiste se trouverait ainsi investi de la charge de former le gouvernement, quelle serait ou quelle, devrait être notre attitude à l'égard du dit gouvernement.
Jusqu'à maintenant, dans cette première partie des propositions que je fais, je suis à la fois d'accord avec Grumbach, avec Tanguy-Prigent, avec Augustin Laurent. Je vais me différencier d'eux, et c'est bien ce qui prouve combien chacun de nous est troublé. Je vais me différencier d'Augustin Laurent, de Tanguy-Prigent. Je vais me trouver d'accord avec Grumbach et Gouin. Je voudrais que nous n'opposions pas, dans l'hypothèse les Communistes seraient investis de la charge de former le gouvernement, un refus systématique, un refus a priori de participation, de la même façon que je ne voudrais pas que l'on dise que nous sommes a priori, par principe, pour la participation. Je suis contre tout ce qui pourrait sembler être une sorte de geste de mauvaise humeur, de bouderie, de repli sur soi-même, que certains baptisent, à juste titre, de retrait sur l'Aventin, que d'autres veulent expliquer par un respect de la démocratie. Je dis, que ce serait terriblement dangereux. Je dis qu'à l'heure actuelle le pays jugera les hommes et les partis beaucoup plus à leur efficacité qu'à la position subtile qu'ils pourront prendre. C'est pourquoi je suis contre le retrait sur l'Aventin.
Est-ce à dire que je suis a priori pour la participation ? Non. Je suis pour que nous allions, aussi bien d'ailleurs avec quelque autre formation gouvernementale qu'avec celle dirigée éventuellement par Thorez, avec notre programme et que nous fassions de l'acceptation des lignes essentielles de ce programme la condition sine qua non de notre participation gouvernementale.
(Applaudissements)
Dans l'hypothèse où nous ne serions pas suivis, comme je le disais tout à l'heure, nous prendrions date. Mais nous ne participerions pas. Nous serions pour un soutien loyal. Le Parti a toujours eu l'habitude d'un maximum de loyauté, je dirai même, parfois, d'un certain excès de loyauté.
Dans l'hypothèse où, par contre, il y aurait un accord sur les lignes essentielles de ce programme, eh bien, dans ce cas, je ne suis pas pour le soutien, je suis à fond pour la participation et la prise des responsabilités.
Cela m'amène à me résumer. Je me prononce donc, personnellement, et je le fais aussi au nom de la fédération du Pas-de-Calais :
Pour que, demain, nous votions contre la reconduction.
Ensuite, pour que nous votions pour Thorez.
S'il est désigné, pour que nous conditionnions notre participation à l'acceptation

du programme, et si nous devons refuser cette participation, que ce soit parce que notre programme ne leur donne pas satisfaction ou parce que leur programme ne nous donne pas satisfaction, mais non par un geste de mauvaise humeur.
Refuser, de même, d'entrer dans quelque formation que ce soit qui refuserait de se prononcer pour l'intervention de l'Etat et contre l'économie libérale, cela ne vaut pas uniquement pour les Communistes', cela vaut pour tous.
Se refuser, cela va sans dire, à la participation à toute majorité d'où seraient exclus les Communistes.
Et ce n'est que plus tard, dans l'hypothèse où, vraiment, aucune formation n'aurait pu se produire, qu'un nouveau Conseil général - et seulement alors - pourrait envisager l'hypothèse d'une direction Socialiste. Mais je dis : un nouveau Conseil national, et seulement alors, face à une nouvelle situation, car, à l'heure actuelle, le pays n'attend pas un gouvernement à direction Socialiste.
A l'heure actuelle, si nous employons quelque autre méthode, cela ne semblerait qu'une sorte de finasserie de ceux qui cherchent à empêcher les autres formations de réussir, parce qu'ils ont déjà derrière la tête l'espoir de voir ramener leur propre formation.
Voilà quelles sont mes propositions précises. Il me reste maintenant à ajouter quelques mots. Ce que je vous ai dit, c'est ma conviction profonde. Je n'ai pas la prétention de détenir la vérité. Nous savons tous, les uns et les autres, combien la vérité est fluide. Je comprends le drame de conscience que certains de nos camarades connaissent. Je le comprends et je leur demande de réfléchir. Je reprends un mot de Lamarque-Cando, lui-même, qui disait : "il est possible que je sois terriblement orgueilleux." C'est vrai. Il nous faudrait être, les uns et les autres, terriblement orgueilleux si nous avions vraiment la conviction que chacun de nous a la possibilité de découvrir à lui seul la vérité et d'avoir raison contre son propre parti, contre une assemblée qui délibère démocratiquement.
Camarades, nous avons confronté nos points de vue. Dans quelques instants nous allons voter. Dans quelques instants nous allons donc nous diviser. C'est, le Secrétaire général du Parti qui s'adresse à vous et qui vous en conjure de toute sa foi : que les divisions s'arrêtent là, que les divisions s'arrêtent à ce qui va nous différencier dans, le vote. Mais on n'a pas le droit de laisser ces divisions aller au-delà de cela.
J'ai entendu parler certains camarades. J'ai entendu affirmer par l'un d'eux que si la position prise par le Conseil national de ce soir n'était pas conforme à leurs propres conceptions, ils n'accepteraient pas les décisions du Parti. Imaginez où nous en serions si chaque camarade venait, de la même façon, dire : si les positions adoptées ne sont pas conformes à ma conviction, je ne respecterai pas la décision du Parti. Je dis que c'est impensable. C'est impensable, d'abord parce que, comme tu l'as dit, Lamarque, quel est donc celui qui serait assez orgueilleux pour penser qu'il a le droit d'avoir raison contre tous ? Mais c'est impensable aussi parce que vous n'avez pas le droit de penser cela, ce serait terriblement dangereux pour le Parti lui-même. Je sais que les décisions à prendre sont difficiles. Elles le sont pour tous. Personne n'a nié

que c'était difficile. Mais c'est dans les cas où c'est difficile que doit le plus se manifester la fraternité du Parti.
(Applaudissements)
C'est trop facile d'être unis pendant les jours heureux. C'est dans les jours difficiles, dans ceux où l'existence même, où la survie du Parti, comme certains l'ont dit, où, à mon point de vue, le départ du Parti vers des lendemains meilleurs, se jouent, c'est dans ces heures-là qu'on juge vraiment de l'attachement au Parti. Le Parti Socialiste a encore de belles heures à vivre, à une condition : c'est qu'autour de lui et que, d'abord, en son sein, il sache recréer l'enthousiasme nécessaire, la foi nécessaire, la confiance et, si vous me le permettez, pour finir, qu'il sache recréer l'amitié entre les hommes.
(Applaudissements)

(L'assemblée, consultée, décide, à main levée, d'entendre à nouveau Félix Gouin)

Félix Gouin

Camarades, je vous remercie. Je n'en ai que pour quelques minutes. Je veux simplement vous dire que j'ai écouté avec une grande attention et également avec émotion, les discours qui ont été prononcés ici par les camarades qui se sont succédés à cette tribune. Je voudrais, en particulier, répondre à quelques-uns de ces discours, notamment à l'argumentation de Philip, de Depreux, de Daniel Mayer, sur laquelle je voudrais appeler, pendant quelques minutes, votre attention.
Ils ont parlé en doctrinaires, en moralistes, également en politiques, mais je vous assure que leur argumentation ne m'a pas pleinement convaincu, car elle porte en elle-même - c'est cela que je voudrais faire observer rapidement au Congrès - une étonnante contradiction qui en fait malgré tout une chose extrêmement fragile.
Si, vraiment, comme l'ont dit ces camarades - et je crois qu'ils le pensent - le Parti Communiste n'est pas d'inspiration vraiment démocratique, si, vraiment, comme l'a dit Blum dans une lettre fameuse, le Parti Communiste est un corps étranger dans la nation, si vraiment il représente ici directement un pays étranger, mais alors ces camarades auraient dû aller jusqu'au bout de leur logique et dire, non seulement que le Parti Communiste n'avait aucune qualité pour occuper la direction du gouvernement, mais qu'il n'avait pas davantage qualité pour occuper une fonction ministérielle, quelle qu'elle soit. Or ils n'ont pas dit cela. Et pourquoi ne l'ont-ils pas dit ? Parce que, malgré tout, depuis deux ans, le Parti Socialiste collabore avec le Parti Communiste au sein du gouvernement, sans que jamais ces camarades aient trouvé le besoin de libérer leur conscience comme l'a fait du reste éloquemment, tout à l'heure, mon excellent camarade Philip.
Je sais, évidemment, que Philip établit une distinction entre la présidence du gouvernement et une simple fonction ministérielle. Il pense que la direction du gouvernement constitue un danger sur le plan international et sur le plan

Fondation Jean-Jaurès

intérieur.
Je dis, camarades - cela n'a pas été dit, et c'est pour cela que je voudrais le rappeler - que les craintes de Philip pourraient être fondées si, demain, le gouvernement Thorez était un gouvernement à majorité Communiste. Or cette majorité ne pourrait exister que si nous ne posions aucune espèce de conditions. Je ne crois pas avoir entendu un camarade dire ici qu'on ne posera pas de conditions au Parti Communiste et, en ce qui me concerne, j'ai suffisamment les pieds sur la terre pour savoir que si, demain, il y avait un gouvernement à direction Communiste, nous serions les premiers à exiger une série de garanties pour la politique étrangère et pour la politique intérieure. Nous exigerions, d'abord - c'est élémentaire - que le Parti Communiste n'occupe pas le département ministériel qui concerne les Affaires étrangères et nous dirions également, je pense, qu'il ne peut pas occuper le ministère de l'Intérieur.

Daniel Mayer - Est-ce que vous direz publiquement pourquoi vous ne voulez pas donner ces postes au Parti Communiste ? Et, est-ce que le Parti Communiste acceptera cette injure publique quand vous lui offrirez la direction du gouvernement sans lui donner le droit d'avoir ces postes ministériels ?
(Applaudissements)

Félix Gouin - Nous aurions le droit de demander tout de même, pour le Parti un certain nombre de leviers de commande. Nous l'avons fait pour d'autres partis. Hésiterions-nous à le faire pour le Parti Communiste ? Je rappelle simplement que lorsqu'un parti n'occupe pas les postes clés, même s'il a la présidence du gouvernement, il ne peut pas faire ce qu'il veut. Auriez-vous oublié que je n'ai pas pu imposer la politique étrangère du Parti Socialiste parce que j'ai trouvé contre moi la coalition du MRP et du Parti Communiste ? Est-ce que-quelqu'un peut dire ici, que, sur le plan intérieur, nous n'avons pas toujours fait ce que nous voulions faire. Par conséquent, si nous ne donnions pas les portefeuilles clés, au Parti Communiste, il ne pourrait pas faire ce qu'il voudrait, car nous serions toujours en mesure de paralyser son action si elle nous paraissait contraire à la démocratie, contraire aux intérêts nationaux.
Je sais que Daniel Mayer va dire : oui, mais à ce moment-là, le Parti Communiste ne jouera pas le jeu et il recommencera contre nous ce qu'on fait les bolcheviques en Russie. J'ai rappelé aux camarades qu'il ne peut pas y avoir de comparaison entre cette époque où les bolcheviques ont pris le pouvoir en Russie et l'époque dans laquelle nous sommes. Je veux simplement remarquer que lorsque les bolcheviques ont pris le pouvoir en Russie, tous les cadres de l'ancienne Russie avaient été détruits au cours de la révolution. Ce qui restait de l'armée était aux mains des bolcheviques, la masse russe était complètement illettrée et on l'avait lancée vers l'expropriation, vers l'appropriation de la propriété terrienne et on avait lancé les ouvriers vers cette idée qu'il fallait faire la paix à tout prix. C'est dans ces conditions que les bolcheviques ont fini par s'emparer du pouvoir, parce qu'ils avaient à eux ce qui restait de la marine et de l'armée.

Fondation Jean Jaurès

Serions-nous dans la même situation en France ? Il y. a 70% d'électeurs qui ne sont pas Communistes. D'autre part, il y a la bourgeoisie, et une bourgeoisie singulièrement vivante, non seulement les Vichystes, qui n'ont pas su se grouper, mais encore la partie de la bourgeoisie qui est relativement d'esprit avancé et qui saurait se défendre. Il y a également les classes moyennes qui sont anticommunistes. Il y a l'armée - n'oubliez pas cela - qui est constituée dans la proportion de 90% par des cadres qui ne sont pas républicains, il faut bien dire la vérité. Pensez-vous, dans ces conditions, que le Parti Communiste pourrait essayer de se maintenir illégalement au pouvoir ? Je prétends qu'il est infiniment trop réaliste pour cela, et qu'il ne tenterait pas de jouer son sort sur le coup de dés que représenterait une action illégale de cette nature.

Ne soyons donc pas obnubilés par la crainte excessive des Communistes, à mon sens, que manifestent certains camarades, qui ont découvert ce soir toutes sortes de périls nouveaux et supplémentaires à ceux que nous connaissions déjà. Ne nous laissons pas obnubiler par cette crainte, car, je pense qu'elle est en train de nous masquer certains cheminements insidieux d'un néo-fascisme, à base militaire et à base cléricale, celui-là, qui s'effectue, non pas seulement dans notre pays, mais, dans l'ensemble de l'Europe. Il y a en Italie, en Bavière, en Grèce, en Espagne, au Portugal, tout un cheminement, tout un groupement de forces cléricalo-militaires que tient en main le Vatican, et qui est vu avec quelque sympathie, vous le savez bien, par les grands groupements, capitalistes anglo-saxons. Je dis que ce groupement de forces cléricalo-militaires pourrait essayer, demain, de pousser sa pointe dans notre pays si les circonstances étaient favorables. Je suis obsédé par la crainte, je vous l'assure, d'une subversion du régime républicain. Je pense que nous pouvons être, demain, à la veille de conditions possibles pour que ce néo-fascisme tente sa chance. Et nous la lui aurons offerte si les partis démocratiques ne savent pas s'organiser, s'ils ne savent pas rapidement constituer un gouvernement, car, à ce moment-là, ce sera la panique financière que l'on créera dans ce pays.

Dans ces conditions, la seule arme que nous avons à notre disposition pour lutter, le cas échéant, contre la panique financière, contre l'essai d'accession au pouvoir d'une combinaison cléricalo-militaire, la seule arme que nous ayons en main, ce sera l'unité totale et absolue des masses laborieuses.

Je me rappelle une phrase qu'a prononcée Léon Blum, au procès de Riom, où nous étions avec Le Troquer. Il a dit, face à ses juges, que l'on ne pouvait pas défendre la République, en certaines occasions graves pour son existence, si l'on n'avait pas avec soi, autour de soi, le Parti qui avait autour de lui la masse vivante et la masse active de la classe ouvrière, c'est-à-dire le Parti Communiste. Je veux me rappeler cette phrase historique, prononcée en un moment véritablement historique, et je pense que si nous voulons préserver la République, si nous voulons préserver la démocratie et si nous voulons préserver le Socialisme, la seule possibilité qui pourra demain nous rester, c'est que nous ferons demain précisément par notre vote, la conjonction possible des forces ouvrières.

Nous avons failli voir passer le fascisme le 6 février 1934. Nous l'avons arrêté le

Fondation Jean Jaurès

12 février, quelques jours après, par cette conjonction qui a ressuscité à ce moment-là. Je demande par conséquent que nous jetions nos regards au-delà du présent, que nous voyions dans l'avenir. C'est demain que va se faire le choix. C'est demain que l'on saura si véritablement nous avons perdu la bataille le 10 novembre et si nous allons vers une défaite écrasante. En ce qui me concerne, je ne veux pas que la démocratie aille à une défaite écrasante. C'est pour cela que j'ai choisi. J'entends rester fidèle aux enseignements de Jaurès et je veux faire en sorte que rien ne puisse porter atteinte à ce sentiment que j'ai en moi qu'un jour viendra où il y aura nécessité de recréer l'unité des forces politiques ouvrières de la France.
(Applaudissements)

Léon Blum

Vous êtes très fatigués, je le sais.
Je vous assure que je suis probablement plus fatigué qu'aucun de vous. J'ai pourtant le sentiment que je manquerais à un devoir de conscience, à un devoir envers vous, si je ne vous disais pas, ce soir, toute ma pensée. Je doute qu'elle influe sur des décisions qui, à l'heure présente, me paraissent à peu près acquises, et je sais aussi que je ne me trouverai probablement en accord complet avec presque aucun d'entre vous. Mais, je vous le répète, je vous parlerai cependant avec une franchise entière.
Ce qui se passe dans ce Conseil national est en soi assez ordinaire. Un Conseil national doit régler des questions techniques, et il se trouve que, par un double effet, l'effet de l'imminence de la décision que nous avons à prendre et qu'il faudra coûte que coûte avoir prise dans quelques heures, et, d'autre part, de la forme extrême qu'a prise, à l'heure présente, le problème qui nous est soumis, vous avez été amenés ce soir, en quelques heures de ce Conseil national, à évoquer un problème dont nous avions ou différé ou éludé la discussion dans nos Congrès antérieurs. Nous avons pris des décisions dans lesquelles nous avons proclamé notre indépendance, mais jamais, jusqu'à présent, jusqu'à cette nuit, nous ne nous étions trouvés face à face, corps à corps, avec le problème de nos relations véritables, de nos relations profondes avec le Parti Communiste.
Vous le savez, voilà vingt-cinq ans que j'essaye pour ma part, d'analyser et de formuler les différences doctrinales qui nous séparent du Parti Communiste, différences dont certaines se sont très sensiblement atténuées, dont d'autres se sont aggravées ou, plutôt, nous apparaissent aujourd'hui plus clairement qu'elles ne pouvaient nous apparaître il y a vingt-cinq- ans.
Il y a dix ans et davantage que j'insiste, sous toutes les formes, sur les différences morales substantielles qui nous séparent du Parti Communiste. Et, pour, ma part, je conviendrais très bien, avec Gouin que la décision que nous avons à prendre aujourd'hui soit d'une importance, d'une gravité exceptionnelle et ne soit pas exactement comparable avec celles que nous avons été amenés à prendre jusqu'à présent, que si nous avions été conduits à pousser jusqu'à l'extrémité de leur conséquence logique les différences doctrinales et morales qui nous séparent du Parti Communiste, la conséquence aurait été, en effet, de

Fondation Jean Jaurès

nous refuser à toute espèce de collaboration gouvernementale avec lui. Nous ne l'avons pas fait. Je ne crois pas, qu'à aucun moment, nous ayons changé d'avis. Peut-être avons-nous commis une faute. C'est l'avis d'un certain nombre de nos camarades. Pour moi, je ne le crois pas. Je ne crois pas que nous ayons commis une faute en ne formulant pas contre le Parti Communiste une sorte de réfutation préalable et générale fondée sur toutes les raisons si graves que nous avons. Je ne le crois pas, et cela pour deux ordres de raisons. La première - je réponds ici particulièrement à Le Bail - c'est que j'appartiens à une génération qui, probablement, ne parviendra jamais à extirper complètement d'elle-même, à tort ou à raison, l'espoir de l'unité. Je ne trouve pas en moi la force d'y renoncer une fois pour toutes.

(Applaudissements)

Et quand Le Bail nous disait - non pas ce soir, mais au dernier Conseil national, dans un discours que j'ai écouté aussi gravement et aussi attentivement que son discours de ce soir - que, dans le fond, c'était un manque de sincérité envers nous-mêmes, que si nous réfléchissions avec une probité entière, nous nous convaincrions que ce qui n'est pas possible aujourd'hui, de notre aveu unanime, ne le sera jamais, et que c'est impossible en soi, je ne parviens pas à me convaincre qu'il ait raison. Parce que, selon moi, la clé du problème de l'unité n'est pas à Paris. Elle est ailleurs. Elle est à Moscou. Pour rendre soluble le problème de l'unité en France, il suffirait d'une transformation, à vrai dire impossible à prévoir exactement à l'heure présente, et prenant un caractère quasi-révolutionnaire, dans l'évolution de la politique et de la conduite économique de la Russie des Soviets. Mais, sur le plan de l'histoire, sur le plan de l'avenir, je ne considère pas, pour ma part, cette transformation comme impossible. Staline n'est pas immortel. Nous ne savons pas ce que feront ses successeurs. Nous ne savons pas si les nécessités de la politique internationale n'obligeront pas les dirigeants des Soviets à lever ou à baisser un jour le rideau de fer. Nous ne savons pas quels seront sur la société russe, les résultats du nouvel état des communications avec le reste du monde, et nous ne savons pas, si, en particulier, la poussée des idées occidentales qui, dans le processus de la révolution russe, a joué, à l'origine, une telle importance, ne reprendra pas la même force et la même vertu.

C'est pourquoi, quant à moi, je ne peux pas me dire à moi-même : non, jamais, quand je me pose le problème de l'unité. Je me réponds avec fermeté : non, pas aujourd'hui, non, pas tant que les choses seront ce qu'elles sont. Mais je ne me dis pas à moi-même que les choses resteront éternellement et fatalement ce qu'elles sont. Voilà ma première raison.

Et la seconde, c'est que je pense, comme le disait Gouin, qu'il peut survenir des circonstances où, en présence d'une entreprise comme nous ne pouvons pas en écarter la possibilité, le contact se ferait à nouveau, d'une façon nécessaire, non pas peut-être entre les deux partis, car ce n'est pas entre le Parti Communiste et nous qu'il s'est fait, mais entre les deux masses ouvrières qui les suivent, l'un et l'autre, et je pense, en effet, comme Guy Mollet, que nous ne pouvons pas appliquer, et nous ne pensons pas, d'ailleurs, à appliquer, aux masses ouvrières

Communistes, les arguments que certains ont formulés.
Voilà, quant à moi, les idées directrices qui me guident quand il est question de nos rapports avec le Parti Communiste. Et c'est pourquoi, quand la presse où l'opinion nous adressent ces sommations qui, depuis quelques semaines, depuis quelques mois, ont pris une forme de plus en plus impérieuse et qui nous sont adressées, je le sais bien, par la masse du corps électoral, je réponds, quant à moi, que je me sens incapable du choix que l'on veut m'imposer, et que, quand on dit : ou bien faites l'unité avec les Communistes, ou bien prenez une position délibérée contre eux, ou bien soyez le bloc ouvrier, ou bien soyez le pivot ou la charnière, l'âme d'un bloc anticommuniste, je ne peux pas ne pas répondre : non, je ne veux ni ne puis ni l'un ni l'autre.
Et pour qu'on pût m'imposer une solution de pure logique, il faudrait qu'on me mît dans la situation où je pus prendre une solution de pure logique, c'est-à-dire que les conditions générales dans lesquelles nous vivons, soit au point de vue politique, soit au point de vue économique, me donnassent une sécurité entière vis-à-vis de toutes les éventualités contre lesquelles l'action combinée des masses ouvrières Communistes et Socialistes pourraient devenir à nouveau indispensable.
C'est une position fausse. C'est une position difficile à comprendre. C'est une position qui nous a coûté très cher et qui pourra peut-être encore nous coûter, davantage. Et j'avoue que quand je réfléchis vis-à-vis de moi-même, je n'aperçois pas, pour le Parti, le moyen d'en sortir, et je ne vois pas le moyen de redresser ce porte-à-faux qui est évident, qu'il est si facile d'exploiter contre nous et qui, en vérité, me parait répondre à la co-existence de conditions et de nécessités pratiquement contradictoires.
Voilà tout ce que je voulais vous dire, puisque ce débat s'est ouvert et que, là-dessus, je ne pouvais ni ne voulais me taire, sur ce qu'a été, dans le fond, le grand et poignant débat qui a pris une grande part de la soirée d'aujourd'hui.
Je vous disais, il y a un instant, qu'on ne pouvait pas exclure, dans les conditions présentes, le danger de mouvements de réaction politique, économique et sociale et que j'étais, là-dessus, d'accord avec mon ami Félix Gouin. Je crois que je vais être d'accord avec lui dans le stade suivant de mon raisonnement, en ce sens que le véritable problème d'aujourd'hui n'est pas, comme il est trop facile de le dire, en vérité, un problème de l'orientation à gauche ou du glissement à droite.
Je ne discuterai pas avec Grumbach si les Communistes font partie ou non de la Gauche, et je ne rechercherai pas non plus si, comme pour ma part j'en suis persuadé, ces définitions gauche et droite n'ont pas très sensiblement varié depuis l'époque du ministère Combes ou même depuis l'époque du Front populaire. Mais, quoi qu'il en soit, le véritable problème n'est pas là.
Je crois que nous pouvons tous, sans distinction, tomber d'accord sur ceci : le danger existe. Il est peut-être très proche. Il deviendra imminent et presque impossible à conjurer si, pendant les semaines qui viennent, pendant les six semaines qui viennent, pendant les semaines qui précèdent l'élection présidentielle, d'une part, les partis ont donné au pays un spectacle d'égoïsme et d'impuissance… (applaudissements)… et si, d'autre part, nous n'avons pas,

dans ces mêmes semaines, inspiré au pays un sentiment de confiance - je vais me servir du mot parce qu'il n'en existe pas d'autre pour exprimer ma pensée, si galvaudé qu'il puisse être dans son emploi - si nous n'avons pas su inspirer la confiance que le redressement financier et économique de ce pays est entamé dans un esprit de décision et d'énergie.
Tout est suspendu à cela. Si ce renversement de l'opinion n'est pas, dans quelques semaines, un fait accompli, les institutions libres, dans ce pays, seront déjà en péril.
A l'heure actuelle, ce que nous appelions autrefois la défense républicaine, c'est tout simplement un commencement, un espoir de salut pour le pays sur le plan économique et financier.
Par conséquent, plus-vous me direz : péril réactionnaire, plus je vous répondrai : redressement financier et économique.
(Applaudissements)
Tout le programme que nous avons entendu tout à l'heure et qui, à lui seul, est la meilleure preuve de tout ce que notre Parti contient d'intelligence créatrice, est axé, centré sur cette idée. Toute notre attitude dans la crise actuelle, doit être déterminée par ces idées directrices, exactement comme notre programme.
Pour l'exécution de ce programme, disait Gouin dans son discours si ample, si riche de pensée, si saisissant, il faut un large rassemblement démocratique et, il faut, d'autre part, un programme répondant à son objet. Est-ce que nous pouvons attendre d'un gouvernement à. direction Communiste qu'il organise autour de lui ce rassemblement et qu'il applique ce programme ? Toute la question, pour moi, est là et je n'en, vois pas d'autre.
C'est ici que je vais me séparer de beaucoup de mes amis. J'aurais voulu, jusqu'à vendredi soir, que nous eussions tenté l'expérience. Mais, pour, ma part, je ne puis pas ne pas attacher une importance décisive au fait nouveau, qui s'est produit et qui est l'entrevue de samedi matin entre nos délégués et les délégués du Parti Communiste. Je ne puis pas, notamment, me dire à moi-même, après cette entrevue, après cette confrontation, après ce colloque, qu'il y a un espoir raisonnable qu'un programme comme celui que nous avons rédigé puisse être appliqué par le Parti Communiste ou que nous puissions tirer du Parti Communiste, dans les négociations qui s'ouvriraient après l'investiture de Thorez, des réponses plus précises, plus pertinentes que celles que nous avons obtenues dans le secret d'une conversation presque en tête à tête.
On nous dit : cela n'a pas tellement d'importance. Au fond, le vote de demain, qu'est-ce que c'est - c'est la thèse qu'a développée tout à l'heure Guy Mollet dans le discours où il a examiné avec tant d'exactitude, tant de lucidité, les hypothèses dans leur cheminement, dans leur déroulement successif - quelle importance cela a-t-il ? Au fond, le vote de demain, ce n'est pas l'investiture de Thorez, à proprement parler. Il faudra qu'il se représente devant les chambres avec son gouvernement et avec son programme. Au cours des négociations qu'il sera bien obligé d'ouvrir à partir de demain soir, s'il est désigné, toutes les questions que nous lui avons posées en tête-à-tête lui seront posées en public. Il faudra qu'il les discute, non seulement avec nous, mais avec les autres partis, et,

Fondation Jean Jaurès

à ce moment - car, pour personne, il n'est ici question d'autre chose que de conditionner notre décision finale à notre programme, à l'acceptation et à l'exécution de notre programme - nous pourrons dire non, si nous n'obtenons pas satisfaction.
Mais, quoi que vous fassiez, quelque explication que vous donniez, de quelque commentaire que vous accompagniez votre vote, ne vous dissimulez pas l'importance et le retentissement qu'il aura dans le pays. Thorez aura été désigné comme Président du conseil. Tous les efforts que vous ferez pour limiter, pour réduire la portée de ce vote et de cette désignation n'auront pas d'effet sur l'opinion, car c'est ainsi qu'il sera présenté tout naturellement par la presse entière, et pas seulement par la presse Communiste.
Et vous croyez-qu'après cela vous pourrez rompre sur des questions de programme ? Vous croyez qu'il vous sera plus facile d'expliquer à l'opinion ouvrière, après un vote d'investiture de Thorez, votre refus de le suivre sur des questions de programme que d'expliquer votre refus de voter pour lui ? Vous éprouverez exactement les mêmes peines et vous vous heurterez exactement aux mêmes difficultés.
C'est pourquoi je reste convaincu, quant à moi, que le salut du Parti, le pilier d'airain, comme disait Hugo dans un vers que Jaurès répétait volontiers, c'est notre vieille formule : programme d'abord.
Nous savons que notre programme n'est pas accepté par le Parti Communiste et que les efforts que nous avons faits pour arriver à un accord sur les directions essentielles ont été vains. Si, demain, nous nous abstenons, par exemple, dans le vote sur Thorez, en déclarant que nous avons acquis la conviction qu'il nous était impossible d'établir avec les Communistes un programme commun de gouvernement satisfaisant pour nous, dans quelle situation serons-nous ? Nous serons dans une situation tout à fait analogue à celle dans laquelle nous nous sommes trouvés à dix reprises avec les Radicaux. Au lendemain des élections de 1932, au moment de la constitution du cabinet Daladier, en' 1933, nous avons entretenu avec eux des rapports tout à fait amicaux, nous les avons soutenus dans la mesure où ils nous ont permis de les soutenir, car c'est d'eux, toujours, que sont venues les difficultés.
Le cas, ici, est analogue. Nous n'avons pas rechigné à leur reconnaître une qualité d'initiative pour les négociations gouvernementales. Nous nous sommes prêtés à toutes ces négociations quand nous y étions invités. Nous avons discuté et nous sommes sortis de chez eux, comme Auriol et moi nous rappelons être sortis tant de fois du bureau de la chambre où nous nous étions rencontrés avec Herriot, avec Daladier ou avec d'autres.
Si nous agissons ainsi, il est clair que nous devrons prendre la même attitude vis-à-vis de toute autre formation gouvernementale en voie de formation. Vis-à-vis d'aucune nous n'avons d'acceptation ou de refus à formuler. Et, ici, je rejoins exactement la position finale de Guy Mollet. Sans aucune discrimination de personnes, nous sommes avec ceux, et nous sommes prêts à gouverner - je reviendrai là-dessus dans un instant - avec tous ceux acceptant, non pas littéralement et dans toutes ses formules, mais au moins dans ses intentions et

Fondation Jean Jaurès

dans ses directions essentielles, notre programme Socialiste. Et nous refusons de participer avec tous autres.
Je crois qu'on a ainsi une position qui est intelligible pour l'opinion, que nous pourrons faire comprendre et qui sera, je crois, considérée, par l'ensemble du pays, comme une position cohérente, claire et électorale.
Je veux dire un mot, maintenant, de la question de la participation. Je n'ai pas de tendresse pour la participation. Je serais désespéré que le Parti en vienne jamais à la considérer comme quelque chose d'obligatoire, d'ordonné, qui va de soi et qui ne peut être interrompue que dans des cas exceptionnels et catastrophiques. Tous comptes faits, dans notre vie de parti, la participation me parait l'exception plutôt que la règle.
D'autre part, j'ai, pour la formule du soutien, une vieille tendresse paternelle.
Sur cette affaire de la participation, si nous devions, vous et moi, rappeler tous nos souvenirs, c'est une chose qui nous mènerait terriblement loin. Et justement, parmi les raisons que vous avez données, cher Grumbach, qu'il y en a quelques-unes que je ne pourrais pas accepter, car elles seront toujours valables, dans toutes les circonstances, dans toutes les conjonctures et vis-à-vis de toutes les combinaisons gouvernementales, quelles qu'elles soient.
Mais je ne veux pas revenir là-dessus, cela nous amènerait, Grumbach et moi, à écrire des pages de nos mémoires respectives que la postérité attendra un peu plus longtemps.
(Sourires)
Par conséquent, croyez bien que lorsque j'aborde ce débat entre la participation et le soutien, je le fais, non seulement avec l'impartialité, mais avec un fond de prévention préalable qui m'écarterait plutôt de la participation qu'il ne m'en rapprocherait. Mais, si vous prenez là formule : programme d'abord, cette formule vous conduit invinciblement, bon gré, mal gré, à la participation, à moins d'une espèce d'hypocrisie de conscience qui serait tout à fait insupportable.
Vous rendriez votre programme public, et vous refuseriez de participer à son application ? C'est, réellement, une position impossible, intenable et qui le deviendrait encore davantage, étant donnée la gravité connue des circonstances et cette inquiétude publique que vous sentez bien fermenter autour de vous.
Je dois dire que la position, qui me paraît être celle de la majorité du Conseil national : vote demain pour Thorez et, ensuite, refus de participer au gouvernement, me parait en soi une contradiction presque certaine.
(Très bien, applaudissements)
Je n'arrive pas à concevoir comment les deux termes de cette résolution qui va être sans doute le vote de tout à l'heure, peuvent se combiner et se concilier dans l'esprit. Je ne comprends pas comment, si vous voulez vous défendre vis-à-vis de la classe ouvrière contre le reproche d'avoir empêché l'expérience gouvernementale du Communisme, vous vous défendriez ensuite contre le reproche d'en avoir rendu l'exécution plus malaisée par votre refus de participation.
Je laisse cela à vos réflexions et j'arrête ici ces observations que, je vous répète

Fondation Jean Jaurès

encore, c'était pour moi un devoir de conscience de vous présenter.
Je voudrais terminer comme l'a fait Guy Mollet. J'ai connu, moi aussi, quelquefois, dans le Parti, des crises de conscience difficiles. Nous avons passé, depuis vingt-cinq ans, et pas seulement dans les circonstances qui sont dans toutes les mémoires, par des moments où la discipline du Parti, où la volonté collective, la pensée collective du Parti, a fait peser sur nous des obligations dures. Et, laissez-moi vous le dire, je cherche des yeux Lamarque-Cando, des obligations encore plus dures que pourra être celle d'aucun d'entre vous.
Car je ne voudrais pas rappeler toutes les circonstances où, non seulement j'ai voté pour des décisions du groupe du Parti qui brisaient ma conscience, mais où pour préserver jusqu'au bout l'unité du Parti, j'ai dû monter à la tribune pour les expliquer et pour les justifier.
(Très bien, applaudissements)
C'est une épreuve que je ne souhaite à aucun de vous. Il y a des circonstances où j'ai pu ensuite regretter de l'avoir fait, mais c'était alors dans des circonstances tellement extrêmes - et vous savez bien auxquelles je pense - des circonstances tellement extrêmes, que je ne crois pas que le Parti que vous aurez à prendre demain puisse entrer en comparaison avec ces épreuves.
Alors, je terminerai comme l'a fait Guy Mollet. Je le fais avec toute l'émotion que votre parole, Lamarque-Cando, a éveillé chez chacun de nous. Je le fais en regardant Philip, Depreux, avec toute l'amitié fraternelle et presque paternelle, ils me permettront de le dire, que j'ai pour eux depuis tant d'années. Et, à mon tour, après Guy Mollet, je voudrais, quand le Parti aura décidé, que vous acceptiez de faire ce sacrifice. Que ce sacrifice soit dur, je le conçois. Mais, dans notre vie de parti, peut-être y a-t-il des cas où la conscience individuelle doit prévaloir. J'en suis venu à le penser, moi aussi. Mais on ne peut envisager cette possibilité qu'après être allé jusqu'à l'extrémité de tous les sacrifices possibles. Et celui-là est possible, puisque d'autres le feront qui n'ont pas la conscience moins scrupuleuse que vous et qui ne sont pas moins convaincus que vous des vérités que vous avez apportées ici à cette tribune.
C'est là-dessus que je veux terminer, mes chers, amis, ces quelques observations. Je vous remercie de les avoir écoutées avec tant d'attention, malgré le désordre de ma pensée et la fatigue de ma parole.
De tout mon cœur, je souhaiterais que les dernières touchent les amis très chers à qui je les ai adressées.
(Applaudissements)

Marcel-Edmond Naegelen - Camarades, la discussion étant épuisée, nous allons passer au vote sur les différentes questions qui vous ont été énoncées tout à l'heure par Guy Mollet.

Guy Mollet - Le premier vote pourrait ne pas avoir besoin d'être effectué par mandat. C'est le vote pour ou contre la reconduction du gouvernement Bidault.

Marcel Edmond Naegelen - Quelqu'un demande-t-il le vote par-mandats ?

Collection Jean Jaurès

(Personne ne demandant le vote par mandats, l'assemblée se prononce, à main levée, contre la reconduction du gouvernement)

Guy Mollet - La deuxième question exige, évidemment, un vote par mandats. Cette question est la suivante : êtes-vous pour ou contre la candidature de Maurice Thorez demain ?

André Le Troquer - Je demande, après l'intervention de Léon Blum, qui est la suite de l'application de la décision du Conseil national d'il y a quinze jours, que la question du "programme d'abord" soit réglée par le Conseil national.
Je demande qu'on donne, une suite pratique à la décision d'il y a quinze jours d'opposer à tous les partis, y compris le Parti Communiste, l'accord sur le programme que nous déposons. C'est cela qui permettrait au Parti d'éviter des difficultés redoutables et qui lui donnerait une position honnête.

Marcel Edmond Naegelen - Nous sommes saisis d'une proposition de Le Troquer qui consisterait, demain, avant le vote, de poser au Parti Communiste la question de savoir s'il accepte le programme qui a été élaboré par le Parti Socialiste et qui vous a été lu tout à l'heure.

Guy Mollet

Je m'étais interdit de prendre la parole après Léon Blum. Mais la question, telle qu'elle est posée par Le Troquer, m'amène à devoir faire une précision.
Nous ne savons pas, nous ignorons totalement le sort que quelque parti que ce soit, y compris le Parti Communiste, pourrait être amené à faire à notre programme actuellement, car je dois rappeler que nous avions le mandat, qui a été respecté par tous, de ne jamais dire, sur aucun des points, quelle était notre position personnelle. Il est donc impossible de dire que le programme a été refusé ou accepté.
Ce que je crois normal, c'est que, demain, l'orateur qui, au nom du groupe, à la chambre, précisera notre position, affirme que, dans la majorité gouvernementale qui se constituera, sans trancher pour l'instant le problème du soutien ou de la participation, on ne trouvera le Parti Socialiste que dans la mesure où un accord aura été réalisé sur son programme.
Là-dessus, je crois qu'il y a unanimité dans le Parti. Mais le problème restera quand même à résoudre demain du vote pour ou contre la candidature Thorez.
Je ne pense, pas que la proposition faite par Le Troquer sous-entende la demande de renvoi du vote pour la présidence.

André Le Troquer - C'est préalable, me semble-t-il.

Guy Mollet - Il est bien évident que cela n'est pas comme cela que cela va se présenter demain.

Salomon Grumbach - Le groupe parlementaire doit voter pour le candidat du Parti Communiste. A partir du moment où vous allez accepter de voter pour, toute la question du programme est supposée. Car, comme Guy Mollet l'a rappelé, nous n'avons, en rien, dit quel était notre programme, parce qu'il n'était, pas encore mis au point. Ensuite, se posera la question du programme. Mais, avant, il faut enlever au Parti Communiste la possibilité de dire que nous avons voté contre le principe même de sa candidature.

Guy Mollet - Je vous propose que le Conseil national, dès maintenant, se prononce, par un vote qui, je crois, doit être unanime, sur le premier point suivant : la participation du groupe Socialiste à une majorité sera subordonnée à l'adoption des lignes essentielles de son programme.
(Protestations)
Je dis à une majorité. Je ne dis pas la participation au gouvernement ou au soutien, la participation à une majorité parlementaire. La position du groupe Socialiste dans uns majorité parlementaire, soit de soutien, soit de participation, restera subordonnée à l'adoption des lignes essentielles de son programme. Là-dessus, j'avais eu l'impression qu'il y avait unanimité

André Le Troquer

J'ai été frappé par un argument produit par Léon Blum : que ce qui serait grave serait de s'engager sans conditions à voter d'abord pour le représentant du Parti Communiste. Et Blum vous l'a dit avec une force qui a touché tout le Conseil national, quand vous aurez voté sur la personne, vous ne pourrez plus vous dégager après, quelle qu'en soit la réponse, sur le programme.
Ce qui me semblait logique, ce qui me semblait permettre au Parti de se dégager d'une difficulté, c'était précisément de dire : ce ne sont pas les hommes qui nous intéressent, quels qu'ils fussent. C'est l'acceptation, l'accord sur un programme de réalisations au gouvernement.
C'est la, question préalable. Ce n'est pas la question subsidiaire, subséquente, qui doit être pesée. J'attire l'attention du Conseil sur la gravité de cette question, sur la possibilité de sortir d'une difficulté menaçante.
Ce n'est pas sur les hommes qu'on se met d'accord, c'est sur la réalisation d'un programme de réformes.

Oreste Capocci - Le programme va être voté dans une heure ou deux. Croyez-vous que le Parti Communiste va vous répondre ? Vous le mettez dans l'impossibilité de le faire, parce qu'un programme comme celui-là, on ne peut l'examiner en quelques heures. Et alors la manœuvre se retourne contre vous.

Guy Mollet - Considérons-nous comme acquise la proposition qui a été faite, consistant à dire que la participation à une majorité parlementaire - je précise bien : pas au gouvernement, ni de soutien - restera subordonnée à l'adoption des lignes essentielles de notre programme ?
(Assentiment)

Cdt Fondation Jean Jaurès

Il est évident que le problème du vote pour ou contre Thorez nous sera posée dans quelques heures, à la chambre.

Un délégué - On nous a posé la question suivante : êtes-vous partisans d'un gouvernement Socialiste ou Communiste ? Et, maintenant, vous transposez la question sur une personnalité.

Guy Mollet - Je dois rappeler comment les parlementaires vont être appelés à voter dans quelques heures.
Dans quelques heures, les membres du groupe Socialiste vont se trouver en face de la question suivante : proposition de reconduire le gouvernement Bidault. Là, vous avez répondu. Mais il y a, à la chambre, une candidature déposée, au nom du Parti Communiste, celle de quelqu'un qui s'appelle Thorez Maurice, et il va falloir que les membres du groupe Socialiste se prononcent pour ou contre cette candidature. Il serait lamentable que le Conseil ait perdu une nuit entière si vous ne deviez pas lui donner ici un mandat formel, dans quelque sens que ce soit Vous n'avez pas le droit d'esquiver les difficultés. Vous n'avez pas le droit de les laisser au groupe parlementaire.
(Applaudissements)
Au Conseil national de prendre ses responsabilités, par quelque majorité que ce soit, et le groupe parlementaire respectera la décision prise. Vous allez dire si on votera ce soir pour ou contre Maurice Thorez.

Marcel-Edmond Naegelen - Nous passons au vote.
(On vote par mandats, et Naegelen proclame les résultats du scrutin)
Pour la candidature de Thorez : 3121.
Contre : 845.
Abstentions : 456.

Guy Mollet

La troisième question doit, elle a faire l'objet d'un vote par mandats.
Dans l'hypothèse où le candidat Communiste, Thorez, aurait une majorité à la chambre, vous avez à vous prononcer pour dire si vous êtes contre la participation, c'est-à-dire pour le soutien, ou pour la participation, conditionnée à l'adoption du programme, ainsi qu'il en a été décidé tout à l'heure, quitte au Comité directeur à apprécier si le programme est ou non respecté. On peut donc voter soutien ou participation, participation voulant dire, j'insiste, participation conditionnée à l'adoption du programme, ainsi qu'il en a été décidé, le soutien aussi d'ailleurs.

Jules Moch

Je me demande si le Conseil national ne ferait pas bien, si c'est possible, de s'ajourner après le vote, et je vais vous dire pourquoi. Si, maintenant, vous votez contre la participation, après avoir décidé de voter pour Thorez, et si Thorez est

Fondation Jean Jaurès

battu, vous aurez un argument formidable du Parti Communiste, disant que nous avons joué double jeu et qu'en annonçant, avant le scrutin, qu'en tous les cas nous ne participerions pas, nous avons torpillé la candidature Thorez.
Je pense qu'au point où nous en sommes, il faut essayer d'éviter de faire des bêtises. Le Conseil avait à fixer sa position pour demain 3 heures. C'est fait, et je veux espérer que ceux des camarades pour qui c'est le plus pénible accepteront de s'incliner devant le vote massif qui vient d'être émis. Si vous vous en teniez là, je crois que vous seriez politiquement sages, et qu'alors la seule question à résoudre, c'est de décider, soit un deuxième Conseil, après la séance de l'assemblée, soit de donner pouvoir au Comité directeur.
(Protestations)
Je fais deux hypothèses. Je ne prends pas position. Mais je considère que la pire maladresse que nous pourrions commettre maintenant, serait de voter contre la participation après avoir décidé de voter pour Thorez.
Je vous demande, par conséquent, de vous ajourner à ce soir.

Guy Mollet - Il y a là une proposition de Jules Moch qui est sérieuse, très sérieuse, qui soulève peut-être quelques difficultés d'ordre matériel pour certains délégués. Si vous décidiez de tenir une nouvelle séance du Conseil national ce soir, il faudrait vous renseigner au Parti dans l'après-midi pour savoir le lieu et l'heure exacts de cette nouvelle réunion.

Un délégué - Il faut se rendre compte que, dans ces conditions, le Conseil national va être obligé de suivre tous les débats parlementaires, d'attendre que Thorez fasse ses consultations...
(Protestations)

Daniel Mayer

Je pense que la proposition de Moch nous place dans le cas où Maurice Thorez serait désigné, pour savoir si nous soutiendrons, demain, Maurice Thorez ou si nous participerons à son gouvernement.
Mais, dans l'hypothèse ou il ne serait pas désigné, et où, tout aussitôt, à 4 heures et demie, il faudrait que le groupe se prononce, que se passerait-il ?
Je demande au Conseil national de ne pas se prononcer sur l'hypothèse du soutien ou de la participation, parce que, effectivement, ce que vous dites a de l'importance, mais d'envisager cependant les autres hypothèses, à commencer par savoir ce que fera le groupe parlementaire si, demain. Maurice Thorez n'a pas la majorité pour l'investiture. Autrement, nous aurons fait un Conseil national pour rien.

Paul Ramadier - Il faut envisager l'hypothèse où il y aura plusieurs candidats. Nous aurons en même temps à nous prononcer sur toutes les candidatures car si Maurice Thorez n'est pas élu, il y aura une autre candidature.

Jules Moch - Personne, vraisemblablement, n'aura demain trois cents voix, car il

Fondation Jean-Jaurès

manque quarante députés.

Paul Ramadier - On fera un second tour de scrutin.

Jules Moch - Vous n'en savez rien.

Guy Mollet - Je vous mets au courant des questions. Il restait à répondre aux questions suivantes : dans l'hypothèse où Thorez serait désigné : participation ou soutien ?
Dans l'hypothèse où Thorez serait battu, quelle position adopter à l'égard des diverses candidatures ?
Candidature MRP, candidature Radicale, candidature Socialiste ?

Eugène Thomas - Nous demandons que le Conseil national se prononce. Nous estimons que le corps électoral, par deux verdicts répétés, le 10 et le 24 novembre, a placé, en quelque sorte, notre Parti hors de la course gouvernementale. Nous voulons que, tout de suite, notre Parti déclare qu'il n'entend, demain, collaborer à aucun gouvernement, quels qu'ils soient.

Guy Mollet - Il serait facile de concilier les deux thèses opposées. Il y a un point sur lequel l'argumentation de Jules Moch est impeccable : c'est le danger qu'il y aurait à dire, dès maintenant, quelle serait notre attitude dans l'hypothèse où Thorez serait désigné. Pour cela, il serait bon que le Conseil national, ce soir, tienne une nouvelle séance et, placé alors en face de la désignation de Thorez, précise son attitude. C'est réellement une proposition sérieuse.

Marceau Pivert - Je crois, camarades, que l'opinion des fédérations est actuellement un élément politique, que cela nous plaise ou non, dont il faut tenir compte. Et tout le monde, aussi bien ceux de l'intérieur du Parti qui ont telle ou telle position, que ceux de l'extérieur, ont intérêt à voir le Parti prendre clairement ses décisions et en terminer avec des atermoiements qui sont toujours suspendus à telle ou telle espérance extérieure.
Je crois que le fait même d'avoir voté, à une forte majorité, pour donner à Thorez le mandat d'essayer de former un gouvernement serait peut-être lui-même faussé, pour certaines fédérations, si, immédiatement, on ne faisait pas savoir qu'il y a également des fédérations qui, en votant cela à une forte majorité, sont disposées contre la participation pour toutes sortes de raisons.

Marcel-Edmond Naegelen - Il s'agit de savoir si vous voulez siéger ce soir ou non.

Léon Boutbien - Je ferai remarquer qu'en dehors des arguments qu'a donnés Jules Moch, il y a le fait suivant : c'est que si Maurice Thorez n'était pas élu, le problème du soutien et de la participation ne se poserait pas de la même manière.

Fondation Jean Jaurès

(Protestations)
Il y a un certain nombre de fédérations qui ont pu donner leur accord pour un soutien à un gouvernement socialo-communiste de Front populaire et qui ne le donnerait pas à une formation MRP., par exemple, ou à une formation d'union nationale.
Dans ces conditions, j'estime que la proposition de Jules Moch est absolument justifiée.

Un délégué (Bouches-du-Rhône) - De nombreux délégués de province sont venus avec un mandat et, quel que soit le résultat du scrutin de demain, leur mandat ne sera pas changé, parce qu'ils n'auront pas pu consulter à nouveau leurs fédérations.

Marcel-Edmond Naegelen - Nous allons passer au vote sur la proposition de Jules Moch.

Un délégué (Nord) - La fédération du Nord demande le vote par appel des mandats.

(Marcel-Edmond Naegelen quitte la présidence de l'assemblée)

Guy Mollet

Je fais, à présent, fonction de président. Je vous demande de regagner vos places. Je ne ferais pas procéder au vote tant que vous serez debout.

(La présence dans la salle de personnes n'étant titulaires ni du mandat vert ni du mandat rose, on procède à une vérification des dits mandats)

Je rappelle le vote que vous avez à émettre. Une proposition a été faite par Jules Moch tendant à ce que la décision du Parti, en ce qui concerne la participation ou le soutien au gouvernement Thorez, soit renvoyée à la séance de ce soir, après le vote intervenu à la chambre. Vous avez à vous prononcer pour dire si vous acceptez ou si vous rejetez la proposition faite par Jules Moch.

(On procède au vote par appel des mandats)

Pendant les opérations de pointage, je vous signale qu'il reste une autre question : dans l'hypothèse, qui était envisagée, il y a quelques instants, où le candidat Communiste ne serait pas désigné, quelle attitude le groupe parlementaire va-t-il prendre sur les candidatures suivantes ?
S'il était possible au groupe d'obtenir que soit renvoyée la désignation des autres candidats éventuels, on ne pourrait répondre à cette question qu'à la séance de ce soir, s'il y en a une. Mais d'autres candidatures peuvent surgir immédiatement, des adversaires peuvent susciter des candidatures susceptibles de nous gêner. C'est pourquoi il faut mandater votre groupe parlementaire.

Fondation Jean-Jaurès

Dans l'hypothèse où surgirait immédiatement une candidature MRP, y a-t-il des fédérations désireuses de se prononcer pour ? Demandez-vous un vote par mandats ou êtes-vous unanimes pour que le groupe se prononce contre cette candidature éventuelle ?

(Le Conseil décide, à main levée, de se prononcer contre une candidature MRP éventuelle)

Même question dans l'hypothèse d'une candidature Radicale ? Quelqu'un demande-t-il un vote ?

(Le Conseil décide également de se prononcer contre une candidature Radicale éventuelle)

Donc, le groupe parlementaire a pour mandat, après avoir pris position pour la candidature de Maurice Thorez, si des candidatures surgissent dans l'après-midi d'aujourd'hui, comme je l'envisage pour l'instant, de voter contre ces candidatures. C'est le mandat que vous lui donnez ?
(Assentiment)
Reste l'hypothèse, enfin, ou serait proposée, en dehors de nous, une candidature Socialiste ? Le Conseil national décide-t-il de voter contre ? Demande-t-il le renvoi à la séance qui doit se tenir ce soir ?

Daniel Mayer

Camarades, je voudrais attirer l'attention du Conseil national sur l'état dans lequel se trouve actuellement le Parti Socialiste. Je considère ce Conseil national, à la suite de ces votes, l'état d'esprit qui y règne, les méthodes de travail, comme extrêmement graves.
Si je résume les votes qui viennent d'intervenir, je m'aperçois que vous avez fait une seule œuvre positive : vous avez décidé de voter pour le Secrétaire général du Parti Communiste à la présidence du gouvernement. Et vous êtes en train de ligoter votre groupe parlementaire contre toutes les autres hypothèses, quelles qu'elles soient. Vous décidez de vous ajourner à plus tard, à ce soir, pour savoir, dans l'hypothèse où cet homme aurait été désigné, comme vous l'avez décidé vous-mêmes, par une énorme majorité, ce que vous lui répondrez si, à 5 heures, il vous convoque dans son cabinet pour vous demander ce que vous comptez faire, si vous participerez ou si vous vous contenterez de le soutenir.
Vous vous prononcez, avec juste raison d'ailleurs, contre la présidence du MRP ou du Parti Radical. Et lorsqu'on vient vous dire ici, à un moment déterminé quelconque, le Parti Socialiste a un rôle à jouer, c'est vous qui lui enlevez ce rôle à jouer en disant : on verra, on se réunira plus tard.
Je vous dis que c'est grave, et qu'un parti qui décide comme cela, qui ne veut pas se donner à lui-même, sa propre force, est un parti bien malade, un parti qui déjà, a peur de lui-même et peur de ses décisions. Sous couvert de démocratie, d'une démocratie qui est souvent la caricature de la démocratie, vous venez

Fondation Jean Jaurès

d'émettre un vote par mandats. Qui vous avait mandatés pour savoir si vous vous réunirez ce soir ? Ce ne sont pas les camarades des sections.
(Protestations)
Il fallait voter à main levée. C'est vous seulement que vous engagez. Oui, à quel moment les militants de vos sections vous ont-ils mandatés pour voter sur ce point particulier ?
Je vous dis : faites attention. Sous couvert de mandat impératif, d'un côté, de caricature de la démocratie, de l'autre, vous êtes en train d'enlever aux organismes dirigeants de votre parti, aux hommes que vous avez investis de votre confiance, les armes de l'initiative. Vous êtes en train d'enlever, beaucoup plus que ne l'a fait le corps électoral infidèle, le Parti lui-même de la carte politique française. Sous couvert de prudence, sous couvert de propagande, vous êtes en train de vous extraire de la vie politique de ce pays.

Jules Moch

Camarades, je pense qu'il faut que nous examinions la situation avec calme et avec sérieux. On me dit à l'instant que la proposition que j'ai faite tout à l'heure est votée, que, par conséquent, le Conseil national se réunira à nouveau ce soir. Je voudrais indiquer ceci : c'est que, dans la journée, il n'est pas possible qu'il y ait plus de deux scrutins. En effet, on ne commencera pas à 3 heures exactement. Il y aura des explications de vote avant le scrutin qui durera une heure. Il faudra ensuite le temps du dépouillement. Même dans l'hypothèse la plus audacieuse, où l'on procéderait à un deuxième vote immédiatement, sans suspension de séance, ce qui parait peu vraisemblable, on ne pourra, dans la journée d'aujourd'hui, que procéder à deux tours de scrutin.
Au premier tour, Maurice Thorez sera vraisemblablement en face d'un ou de deux concurrents, je l'ignore. Au deuxième tour, si le premier tour ne donne pas de résultat, l'un au moins des concurrents de Maurice Thorez restera candidat. Ce concurrent ne sera pas un Socialiste. Par conséquent, la position des députés est fixée pour toute la journée d'aujourd'hui. La candidature Socialiste à laquelle on faisait allusion, ne pourrait pas intervenir au second tour de scrutin. Elle ne pourrait intervenir, en mettant les choses au mieux, ou au pire, selon l'opinion qu'on en a, qu'à un troisième tour de scrutin qui aurait lieu après notre deuxième séance du Conseil national. Il n'est donc pas nécessaire de nous énerver maintenant. Il n'est pas nécessaire de nous mettre dans cette situation un peu ridicule de voter pour ou contre une candidature Socialiste éventuelle. Je considère que nous avons déblayé le terrain pour demain, puisque nous avons décidé qu'au premier tour nous voterions pour Thorez et qu'au deuxième tour nous ne voterions ni pour le candidat MRP, ni pour le candidat Radical, s'il y en a un. Ce qui laisse évidemment à nos députés la possibilité de s'abstenir au deuxième tour.
Comme je le répète à ceux de nos camarades qui n'ont pas travaillé ce monument étrange qu'est la loi provisoire actuelle, il faut la majorité constitutionnelle, c'est-à-dire 310 voix. Le scrutin d'aujourd'hui à la présidence de l'Assemblée Nationale nous montre qu'une quarantaine de députés,

Congrès Jean Jaurès

coloniaux en général, étant encore absents, parce qu'ils sont restés dans leurs circonscriptions lointaines jusqu'au scrutin pour le Conseil de la République, c'est sur un total d'environ 570 députés qu'il faudra que l'élu éventuel d'aujourd'hui obtienne 310 voix. C'est peu vraisemblable. Il est donc probable que vous aurez à réexaminer une situation qui, à ce moment, sera assez sensiblement différente de l'actuelle. Mais je pense que vous avez suffisamment tranché la situation à intervenir aujourd'hui pour nos députés, pour que vous puissiez vous, en tenir là et prendre le temps de la réflexion.

Guy Mollet

Voici les résultats du vote sur la question de savoir si une nouvelle réunion du Conseil national devait avoir lieu ce soir :
Pour : 2579 mandats.
Contre : 1771.
Il y aura donc une réunion ce soir. Le secrétariat va s'occuper, dès ce matin, en quelques heures, de trouver une salle.
Je crois pouvoir, après Jules Moch, après Daniel Mayer, rappeler les quelques décisions que vous venez de prendre. Vous venez de décider, pour la journée, d'abord, un vote positif en faveur de Thorez, ce n'est que dans l'hypothèse où surgiraient d'autres candidatures que les positions seront affirmées. Vous vous êtes prononcés contre une candidature MRP, contre une candidature éventuelle des Radicaux. Ces candidatures peuvent, en effet, intervenir du fait de leurs partis respectifs.
Au moment où j'ai été interrompu, je vous disais que si une candidature Socialiste surgissait en dehors de nous, nous ne devrions pas, aujourd'hui, accepter de nous prononcer sur cette candidature, mais la renvoyer au Conseil national de ce soir, seul habilité à donner des directives à son groupe parlementaire et au Comité directeur.

Max Lejeune

Camarades, je m'étonne que le Conseil national du Parti ait éliminé rapidement là perspective d'une candidature MRP, et celle d'une candidature Radicale. Je tiens à dire mon étonnement de voir régler dans le brouhaha et trop rapidement, à mon sens, deux questions aussi importantes que celles-là.
Ma conclusion, c'est que, pour toute l'opinion publique française, le Parti Socialiste se sera prononcé, en conseil, pour savoir s'il allait voter pour Thorez ou contre Thorez, mais qu'à côté de cette préoccupation-là, il ne pouvait pas y en avoir d'autre. Et je me permettrai, pour ma part, de le regretter dans la mesure où ma fédération avait envisagé, comme solution possible du problème gouvernemental, dans certaines conditions, un gouvernement quadripartite qui ne serait pas forcément présidé par un Communiste, car nous savons bien que ce n'est pas un Communiste qui présidera un gouvernement quadripartite.
Je regrette qu'un problème comme celui du gouvernement quadripartite, dont beaucoup d'entre nous pensons que c'est une éventualité à laquelle le Parti sera

Fondation Jean-Jaurès

peut-être amené à donner son accord dans quelques jours, n'ait pas été évoqué dans les assises de ce soir.

Un délégué (Sénégal) - La fédération du Sénégal s'associe aux observations du camarade Lejeune en ce qui concerne le vote hâtif des décisions prises ce soir.

Dexom - Il y a tout de même quelque chose qui pourrait sortir de ces assises : c'est le vote sur le programme qui, jusqu'à présent, n'est pas intervenu. Va-t-on émettre purement et simplement un vœu ? Allons-nous donner tort à Depreux d'avoir demandé le marché libre sur l'essence et d'avoir supprimé les SP ?
D'autre part, vous nous parlez d'économie dirigée. C'est très bien. La question est de savoir si l'expérience d'une liberté provisoire n'est pas nécessaire pour faire passer un souffle purificateur avant que ne renaisse la véritable économie dirigée que nous appelons de nos vœux. Ce sont là des problèmes capitaux que nous ne devons pas trancher comme cela.

Guy Mollet

J'ai l'impression qu'il y a un malentendu. Il semblerait qu'une partie de ce Conseil national estime que, par les décisions qui viennent d'être prises à l'unanimité, vous veniez d'interdire à tout jamais un vote favorable, non pas seulement cet après-midi, mais dans les mois qui viennent, en faveur du représentant d'un autre parti. Rien de semblable n'a été décidé. Ce qui a été décidé, c'est que si, aujourd'hui, dans la journée même, des candidatures s'improvisent, votre groupe parlementaire a un mandat pour aujourd'hui. Mais, ce soir, quand vous, Conseil national, vous allez être mis en face de la situation nouvelle créée par l'acceptation ou le refus de la candidature Thorez, vous allez avoir à ré-envisager l'ensemble du problème et à donner à votre groupe parlementaire, pour des jours et des semaines à venir, un mandat précis. Il n'est dans l'esprit de personne que nous venons de rejeter a priori et pour toujours les diverses candidatures éventuelles. Cela vaut pour la journée d'aujourd'hui. Je crois que nous avons épuisé la question.
En ce qui concerne la question soulevée à propos du programme, à l'unanimité, la Commission du programme, dont vous savez la composition, a fait sien ce programme. Elle s'est posé la question de son utilisation. J'avais moi-même, un instant, par souci, par scrupule de respecter l'avis des camarades des fédérations, émis cette idée que, peut-être, nous n'étions pas absolument habilités à voter aujourd'hui même, en Conseil national, et définitivement, le programme. La réponse m'a été faite. Elle m'a convaincu. Je voudrais qu'elle vous convainquît également : le dernier Conseil national en a donné mandat formel.
En plus de cela, au point de rue de la propagande, nous en avons besoin. Il reste perfectible pour les mois à venir. Mais je vous demande, dès ce soir, d'accepter ce programme, de le faire vôtre. C'est le dernier vote que je vous demande. Faites vôtre le programme qui vous a été présenté, quittes, dans vos fédérations et sections, à présenter les améliorations nécessaires.

Confédération Jean-Jaurès

Jules Moch - J'assure Dexom qu'il n'y a, dans ce programme, aucun désaveu de Depreux, Il y a la constatation que le nombre de dizaines de milliers de mètres cubes d'essence qu'il faut acheter chaque mois est actuellement supérieur à nos disponibilités en dollars, et nous sommes obligés actuellement de réduire notre plan d'importations parce qu'il faut payer ce que nous achetons en Amérique. Il n'y a aucune espèce de désaveu, mais cette constatation que nous sommes obligés de faire des économies très sévères sur notre compte devises.

Dexom - Il y a également le prélèvement imposé aux paysans.

Alexandre Roubert

Je me demande s'il est très opportun, avant de savoir si nous devons ou non avoir la charge du gouvernement, de publier ce programme qui constitue véritablement une épreuve extrêmement dure pour la classe ouvrière. Tel qu'il est, vous devez le savoir, il implique, pour réussir le plan, qu'il faudra en venir à la semaine de quarante-huit heures, sans augmentation de salaire.
J'ai demandé, il y a un instant, à Félix Gouin, ce qu'il pensait des dispositions financières. Car, lorsque je vois 500 milliards, d'une part, dans le budget, 500 milliards, d'autre part, d'investissements, lorsqu'il faut penser que le revenu national sera d'environ 2000 milliards, je crois que tout le monde est d'accord pour reconnaître que cela va demander des sacrifices énormes à tous, qu'il va y avoir là, véritablement, un programme d'une dureté exceptionnelle, qui est probablement justifié, mais qui va demander un effort beaucoup plus considérable qu'on ne peut le penser. Il faudra travailler davantage et consommer moins, faute de quoi on ira à l'inflation, puisque vous aurez une consommation qui ne peut pas être supérieure à ce que vous avez indiqué vous-mêmes. Puisque vous investissez 500 milliards, c'est autant que vous retirez de la circulation pour la consommation.
Avez-vous intérêt à demander de tels sacrifices avant de savoir si vous aurez l'avantage d'être au gouvernement ? Je ne le sais pas. Je crois même qu'il faut faire un certain nombre de réserves et retarder de quelques jours au moins la publication de ce programme.

Christian Pineau

Je m'associe tout à fait à ce que vient de dire Roubert. Je fais même un certain nombre de réserves sur la partie financière de ce programme, qui appellerait certaines discussions nouvelles.
On part, en effet, d'une conception tout à fait erronée de la théorie des prix et de l'inflation, sur laquelle je n'insisterai pas ce soir, mais qui entraîne un certain nombre de conséquences assez graves. Je demanderai donc, ce soir, qu'on donne une approbation d'ordre général au programme, qu'on approuve les idées générales de nos camarades qui l'ont rédigé, mais qu'on laisse quelques jours à un certain nombre de camarades qui en ont pris connaissance aujourd'hui seulement, et aux fédérations, pour envoyer au Comité directeur, ou à la

Commission compétente, leurs observations. Pendant ce temps, nous pourrons voir clair dans la situation gouvernementale et, dans huit ou dix jours, que nous aurons vu clair, lorsque certaines observations auront pu être faites, je pense que vous pourrez au Comité directeur ou au groupe parlementaire si vous êtes partisans ou non de la publication de ce programme.
En tout état de cause, il n'y a aucun intérêt à le sortir avant dimanche, jour des élections au Conseil de la République.

Guy Mollet

La raison essentielle qui a fait que la Commission du programme a adopté à l'unanimité ce programme, après en avoir très longuement délibéré, après de longues séances de Commission et de sous-commission, c'est qu'elle avait l'intention de proposer au Comité directeur d'en faire la condition sine qua non de notre attitude à l'égard des divers gouvernements.
Vous en avez, dans un vote intervenu il y a une heure et demie ou deux heures, ainsi décidé. Vous avez dit que ce programme allait être l'élément essentiel de la position que nous prendrions à l'égard des divers gouvernements éventuels. Et vous voudriez maintenant décider que ce programme ne sortira que dans, dix ou douze jours ! Est-ce à dire que vous entendez que, pendant douze jours, nous répondions aux différents chefs de gouvernement qui seraient proposés, qu'on renvoie à douze jours l'adoption de notre programme ?
Il est évident que ce programme reste perfectible, comme je le disais tout à l'heure. Mais nous avons besoin immédiatement de cet outil, et je vous demande, au nom du Comité directeur, qui, sur ce point, a été unanime, que vous décidiez que ce programme, actuellement, nous le faisons nôtre, quittes à l'amender par les suggestions qui viendront par la suite, et qu'il serve de base de discussion avec les autres partis, dès maintenant.

Jules Moch

Je voudrais simplement répondre que si j'ai indiqué des chiffres, je n'en ai indiqué qu'un seul d'une façon précises c'est le budget qu'il faudra équilibrer, au maximum, aux alentours de 500 milliards. Pour les investissements, le texte exact indique que l'on a recours exclusivement au crédit, à l'exclusion de l'inflation, et envisage comme vraisemblablement possible d'investir une somme équivalente. Il n'est d'ailleurs pas donné de chiffre, précisément parce que ce n'est qu'une hypothèse. En fait, vous le savez, Monnet envisage, en 1947, dans son plan, 450 milliards d'investissements, valeur juin 1946, ce qui est donc un peu supérieur maintenant, mais il n'y a là qu'un ordre de grandeur, tout à l'heure, on parlait de se référer aux idées essentielles du plan. L'essentiel, c'est le principe de l'équilibre du budget de dépenses ordinaires et d'un investissement financier exclusivement par le crédit. C'est, de l'avis de Gouin, de Gazier, de Philip et de moi, qui avons spécialement travaillé ces questions, la condition essentielle de la défense de la monnaie et, par elle, de la pesée sur les prix.

Par conséquent, je crois que vous pouvez accepter ce programme sans les craintes que Roubert a manifestées tout à l'heure. J'ajoute à ce que disait à l'instant Guy Mollet que nous serions tout à fait ridicules si nous sortions un programme de gouvernement après qu'un gouvernement soit constitué, que nous y soyons ou que nous n'y soyons pas. C'est pourquoi cette Commission a redoublé d'efforts pour vous présenter aujourd'hui un texte aussi complet que possible, évidemment perfectible…

Dexom - Je demande le renvoi à ce soir.

Guy Mollet - Que ceux qui sont partisans d'adopter dès maintenant l'ensemble de ce programme lèvent leur bulletin rose.

(L'ensemble du programme, mis aux voix. est adopté à main levée)

Il est presque certain que cette même salle sera libre ce soir à partir de dix-huit heures. La deuxième séance du Conseil national aura donc lieu ici, à dix-huit heures.

(La séance est levée à cinq heures vingt)

Parti Socialiste SFIO
Conseil national
3 et 4 décembre 1946

Séance du mercredi 4 décembre 1946 (après-midi)

La séance est ouverte à 19 heures 45. Le Bureau est ainsi constitué : MM. René Peeters, président, Marcheix, Mmes Germaine Picard-Moch, Marianne Rauze, M. Notebart.

Le président (René Peeters) - Camarades, si vous voulez bien, nous allons ouvrir immédiatement la deuxième journée de Conseil national. Je donne immédiatement la parole à notre camarade Guy Mollet pour une information.

Guy Mollet

Camarades, les informations que j'ai à vous communiquer sont en fait connues de vous tous. Il s'agit uniquement de les confirmer. La candidature du candidat présenté par le Parti Communiste n'a pas été retenue par l'assemblée. L'hypothèse de la présentation d'autres candidatures ne s'est pas vérifiée, et nous nous trouvons donc ce soir placés devant le problème tout entier.
Nous avons ensemble à fixer pour le groupe parlementaire et le Comité directeur à la fois l'attitude qu'ils devront avoir demain en face des diverses candidatures

Coll. Fondation Jean-Jaurès

qui surgiront, puis, dans l'hypothèse de la formation d'un gouvernement, de l'attitude du Parti en ce qui concerne le soutien ou la participation à ce gouvernement.
Il faut que nous déterminions cette attitude, si vous le permettez, d'une façon à la fois précise et souple : je précise en ce sens que la volonté du Conseil national, la volonté du Parti doit être assez nette pour que le groupe parlementaire et le Comité directeur ne se trouvent pas devant une situation telle qu'ils soient obligés de chercher quelle est exactement la volonté du Conseil national, mais attitude souple tout de même, en ce sens que vous ne devrez pas lier votre Comité directeur ni votre groupe parlementaire par des décisions prises en fonction de la situation actuelle, alors qu'évidemment cette situation est très mouvante.
C'est, je le répète, une position nette, précise, mais aussi une position souple que nous avons à prendre ce soir. Les problèmes sont les suivants : on avait demandé de renvoyer les votes sur une candidature éventuelle à surgir en ce qui concerne la présidence du Conseil, mais devant l'opposition manifeste de l'assemblée, le président du groupe parlementaire a retiré sa proposition. C'est donc demain que les nouvelles candidatures vont surgir. La première semble être celle des MRP. Il faut que dès ce soir nous en discutions. Ce soir nous avons une information - j'ignore si elle a une valeur réelle - quant au maintien de la candidature Communiste. Je vous la transmets à titre d'information sans garantie.
Il faut donc que dès ce soir nous ayons fixé la position du Parti, non pas seulement sur cette candidature, mais sur les diverses candidatures, et nous allons avoir à envisager des hypothèses multiples, des divers partis, ainsi que sur une proposition éventuelle d'une candidature Socialiste. Il faut que la volonté du Conseil national se dégage ce soir d'une façon très nette sur ces points en même temps que sur la participation ou le soutien des Socialistes à un gouvernement dans l'hypothèse des diverses candidatures.
Je pense que dès maintenant, ceux qui ont l'intention d'intervenir dans ce débat devraient s'inscrire le plus rapidement possible, pour permettre au président de séance d'organiser le débat, nombreux sont, parmi ceux qui déjà sont présents et parmi ceux qui vont arriver dans quelques instants, ceux qui souhaiteraient que les débats se déroulent avec plus de rapidité que ceux de la nuit précédente. Si dès maintenant vous pouvez vous faire inscrire dans cette discussion, il sera peut-être possible de prévoir une clôture rapide de notre séance. Nous pourrons organiser la discussion. C'est tout ce que j'avais à dire.

Le président - Qui demande la parole sur la procédure ?

Léon Boutbien

Je pose une question préalable au Conseil. Il y a, je crois, un certain nombre d'élus qui n'ont pas suivi la discipline du Parti, et c'est là une question extrêmement grave. Je comprends très bien les scrupules de conscience qui ont pu agiter un certain nombre de nos camarades hier dans la discussion. Je comprends parfaitement, mais un parti ne peut vivre que dans la discipline et à

partir du moment où un Conseil national souverain est réuni, à partir du moment où il a discuté, à partir du moment où il a donné une loi pour le Parti, je pense que la discipline est un devoir imprescriptible, et c'est pourquoi je pose cette question préalable au secrétariat du Parti, pour savoir quelles décisions il entend prendre à l'égard des élus qui n'ont pas respecté la discipline de vote ce matin.

Le président - Je demande au Conseil national s'il estime que la question préalable doit ou non être retenue. Je consulte donc le Conseil national sur ce point.

Dans la salle - Je voudrais faire remarquer que la constitution du Parti est fondée sur le principe de la séparation des pouvoirs, qu'il y a un organisme qui s'appelle la Commission des conflits, et que par conséquent le Conseil n'a pas à en connaître.

Un intervenant - C'est une erreur, pour les parlementaires, c'est justement le seul Conseil national qui doit trancher.

Pierre Métayer - Une émotion peut s'emparer des militants quand il y a eu indiscipline. Mais je crois que nous avons un problème politique extrêmement urgent à résoudre d'abord et je demande que la motion préalable présentée par Boutbien ne soit pas retenue, et que l'on discute la question politique.

Suzanne Charpy - Je ne suis pas du tout d'accord. Je pense que les camarades doivent être disciplinés et la position prise par les onze camarades qui n'ont pas voté pour Thorez a été désastreuse pour notre Parti. Il faut que désormais les camarades soient disciplinés, et je demande qu'on en discute. Les camarades du groupe parlementaire doivent être à la disposition du Parti, et non pas le Parti à la disposition de ces camarades.
(Protestations et applaudissements)

Dans la salle - Les fédérations seraient très heureuses, sur la question du vote, d'être éclairés. Nous savons qu'il y a eu un peu plus de deux cents voix, et nous serions très heureux d'avoir des explications sur ce point.

Le président - Je m'excuse, mais je dois vous indiquer que le Conseil national va trancher dans un instant la question de savoir si nous ouvrons la discussion ou non. Qui demande la parole sur le vote ? Personne ? Je consulte donc le Conseil national. Que ceux qui sont partisans d'accepter la discussion immédiate lèvent la main.

(Le vote a lieu à main-levée. La question est repoussée à la majorité)

(Protestations)

Collection Jean-Jaurès

Le bureau est-il d'accord ?
(Approbation du bureau)
Le bureau étant d'accord, il est inutile de continuer. Nous ouvrons donc dès maintenant la discussion sur les questions qui ont été posées par notre camarade Guy Mollet et dans cette discussion générale, qui demande la parole ?

Dans la salle - Je demande qu'on veuille bien indiquer le temps de séance pour ce soir. Si on ne veut pas que notre réunion finisse dans la confusion et dans la cohue, il faut que nous sachions que la séance doit durer de telle à telle heure.

Le président - Je pense que le Conseil national sera d'accord pour entendre en premier lieu le premier orateur inscrit, et ensuite, pendant qu'il priera, nous collationnerons le nombre des camarades qui ont demandé la parole au bureau, et nous pourrons organiser le débat. Est-ce que le Conseil national est d'accord ? Personne ne demande la parole sur ce point ? Minjoz a la parole.

Jean Minjoz

Camarades, la situation est grave, vous le savez, et je pense que le Conseil national doit, ce soir, prendre des décisions qui ne pourront pas être critiquées, et qui seront appliquées demain ou dans les jours suivants par notre groupe parlementaire. Je me garderai bien de traiter des incidents dont on a parlé tout à l'heure, cependant, je dirai qu'il y a une atmosphère particulière, et que nous sommes inspirés, le uns et les autres par la volonté de ne porter aucun préjudice à notre Parti, parce que nous y sommes profondément attachés, et que nous voulons précisément travailler d'un commun accord, avec les délégués des fédérations.
Le problème qui se pose est le suivant : c'est l'intérêt du pays qui doit nous guider, nous y avons réfléchi, et si ce matin ou cet après-midi, les camarades ont pu prendre des décisions différentes de la majorité du Parti et du groupe, ce n'est que parce qu'ils ont eu en vue, eux aussi d'une façon différente le sens de l'intérêt du pays.
Je demande donc aux camarades de songer qu'il s'agit dans les jours qui vont venir de l'avenir non seulement du pays, mais avant tout de la République et de la démocratie. Notre Camarade Félix Gouin, hier, a donné des indications excessivement précises à cet égard. Nous avons, d'autre part, en votant pour Thorez, en manifestant notre volonté, comme vous le savez, de voir le représentant du Parti Communiste être chargé de faire les démarches et d'entamer les pourparlers pour la constitution d'un gouvernement, nous avons, en faisant cela, rempli ce devoir que nous pensions devoir remplir, bien qu'il en coûtât beaucoup à certains, parce que nous pensions que la démocratie jouant dans notre pays, il était normal qu'un membre du Parti le plus important prenne l'initiative des pourparlers pour la constitution du gouvernement.
L'assemblée n'a pas suivi, et quels que soient d'ailleurs, il faut le dire, les camarades qui n'ont pas voté, le résultat, même s'il y avait dix ou quinze voix de plus, aurait été exactement le même. Voilà pourquoi je pense qu'il ne faut pas

Fondation Jean Jaurès

trop s'attarder sur la passé, et qu'il faut voir immédiatement l'avenir.
Eh bien, l'avenir, quel est-il ? Est-ce que nous allons voter demain pour un homme du Mouvement Républicain Populaire ?

Dans la salle - Non, non.

Jean Minjoz - Est-ce que vous allez voter demain pour un Radical, un UDSR ou un membre du Rassemblement des Gauches ? Je ne parle pas du PRL...

Dans la salle - On ne sait jamais !

Jean Minjoz - Mais je ne pense pas que pour nous, Socialistes, la question puisse se poser. Elle ne peut se poser que sur un vote pour un homme qui puisse prendre en mains les intérêts du pays, et voilà pourquoi je pense que dans les jours ou dans les heures qui vont suivre, il appartient au Parti Socialiste de prendre en mains, si je puis dire, l'intérêt national, et de dire que l'union qui n'a pas pu se faire sur le nom du candidat Communiste, qui ne se fera pas demain sur le nom candidat MRP, qui ne se fera pas davantage sur le nom d'autres candidats, pourrait se faire sur le nom d'un Socialiste qui, nanti du programme dont nous n'avons pas assez parlé hier soir, de ce programme qui constitue quelque chose de sérieux, quelque chose qui peut permettre d'envisager la solution des difficultés de demain, eh bien, c'est à nous à revendiquer dans la situation présente la responsabilité du gouvernement, et c'est en faisant cela, en nous plaçant sur le plan de l'intérêt général de l'intérêt du pays que notre Parti reprendra la position qu'il a peut-être perdue dans les semaines qui viennent de s'écouler, mais qu'il reprendra certainement demain, si nous indiquons qu'en dehors des à-côtés, des autres Partis, nous sommes prêts, nous, à qui on fait confiance d'une façon générale, à qui on ne pesait pas adresser les reproches qu'adressait Violette cet après-midi au Parti Communiste, à prendre ces responsabilités, et je pense que notre Parti peut le faire, à l'heure actuelle.
Il peut le faire, pourquoi ? Parce que ce qui intéresse le peuple, ce qui intéresse la population, c'est la solution de trois ou quatre grands problèmes, solution qui servira le Parti qui voudra la trouver : le problème du ravitaillement, vous le savez bien, le problème des prix et des salaires également.
Or, à l'heure actuelle, ce qui nous fait du tort, c'est la hausse du coût de la vie continue dans les proportions que vous connaissez, et en face de cette hausse du coût de la vie, les traitements et salaires et même les revenus de toute nature s'avèrent chaque jour de plus en plus insuffisants.
Et si, à ce moment-là, reprenant les bases et les éléments essentiels qui se trouvaient dans le programme qu'a lu hier notre camarade Jules Moch, il y a un gouvernement composé de Socialistes et soutenu sans doute par une majorité plus large, évidement, qui voudrait appliquer ces mesures, ne croyez-vous pas que notre Parti serait bien placé pour dire que précisément il a, lui, en vue la défense de l'intérêt national.
En dehors de ces questions de ravitaillement, de ces questions de prix et de

Collection Jean Jaurès

salaires de la question des finances dont on nous a montré la gravité, qui demande des économies massives, qui demande cette réforme de l'administration, c'est le problème de la politique extérieure qui est le plus important. Je pense que notre Parti pourrait alors s'imposer, et pourrait montrer cette fois qu'il veut réaliser quelque chose : l'expérience des deux gouvernements précédents, dans lesquels nous avons été représentés, aussi bien celui du camarade Gouin que celui de Bidault ont échoué. Et pourquoi ?

Parce que nous n'avons pas eu la possibilité d'exiger ou d'essayer d'accomplir le programme nécessaire, de prendre les mesures essentielles dont on avait parlé. Aujourd'hui, le pays s'attend à ce que des mesures nouvelles et draconiennes soient prises. Si nous sommes là pour dire comment, contre toute démagogie, et avec un programme précis indiquant par des chiffres et des faits comment nous entendons résoudre le problème, nous montrerons que nous ne sommes pas de ceux qui prétendent donner satisfaction à tout le monde. Mais si nous disons demain ce que nous envisagerons pour assurer le ravitaillement du pays et en particulier des grands centres ouvriers, que nous n'aurons pas peur d'aller jusqu'à la réquisition, que, en ce qui concerne les prix, nous n'aurons pas peur, par des moyens rigoureux, d'imposer la baisse du coût de la vie à tous les degrés, depuis la production jusqu'à la collaboration, à la ville comme à la campagne, quelles que soient les difficultés auxquelles nous nous heurterons, bref, si nous n'avons pas peur de proposer des mesures rigoureuses, et non seulement de les proposer, mais de les appliquer, à ce moment-là, le pays aura confiance en nous, et en même temps nous ferons le nécessaire pour sauver notre pays de la pente glissante sur laquelle il se trouve.

Voici ce qu'il faut avoir le courage non seulement de dire, mais d'entreprendre, et, si demain nous disons, nous, Socialistes, contre lesquels il n'y a pas dans les autres partis les mêmes objections que contre la candidature Communiste, ou contre la candidature MRP, si nous réclamons le soutien d'une large majorité en disant que nous sommes d'accord pour résoudre ces questions essentielles, eh bien, je pense qu'à ce moment-là non seulement l'avenir du Parti sera sauvegardé, non seulement les incidents pénibles auxquels nous avons assisté hier et aujourd'hui ne se reproduiront pas, mais même, notre Parti reprendra dans le pays la place à laquelle il a droit.

Voilà pourquoi, camarades, sans vouloir insister davantage, me plaçant uniquement an point de vue de l'intérêt général, je vous demande d'envisager dans les jours qui vont suivre la candidature d'un Socialiste comme président du gouvernement provisoire, avec comme base le programme dont nous a donné lecture Jules Moch, programme qui est le seul qui ait été apporté jusqu'à présent, programme qui comporte des mesures essentielles, des mesures pour lesquelles peut-être des modifications peuvent être apportées, mais qui comporte une base sérieuse de discussion, et qui nous permet, par conséquent, de dire que le Parti Socialiste, soucieux de l'intérêt général, soucieux de l'avenir du pays, est prêt, lui, à prendre ses responsabilités, et à les prendre entièrement.

Et alors, ou nous serons suivis par l'assemblée, tout ira pour le mieux, tout au moins momentanément, ou bien nous ne serons pas suivis, et à ce moment-là,

nous ne pourrons pas dire, et on ne pourra pas nous reprocher que le Parti Socialiste se soit dérobé et se soit jeté dans une opposition tout à fait stérile, laissant aux autres le soin de sauver le pays.
Nous sommes à la première place, bien que nous soyons le Parti le plus faible des trois grands partis, vous le savez bien, mais nous pouvons précisément, par le fait que nous avons encore dans le pays une influence, par le fait qu'à l'assemblée, on sent les yeux fixés sur nous, sur le Parti Socialiste, nous pouvons être ceux qui demain pourront sortir la France des difficultés dans lesquelles elle se trouve aujourd'hui, et pour cela, par conséquent, il faut aller de l'avant. C'est le devoir du Parti Socialiste de le faire, et voilà pourquoi je vous demande d'envisager cette solution.

Christian Pineau

A la fin de la première séance de notre Conseil de cette nuit, nous avons failli prendre un certain nombre de décisions qui eussent peut-être été inconsidérées, et je suis pour ma part bien content aujourd'hui que nous ayons suivi la très judicieuse proposition de notre camarade Jules Moch, qui nous a empêchés de voter au moment même où nous étions d'accord pour donner nos voix à Thorez la non-participation du Parti Socialiste à un gouvernement Communiste. Car, si nous avions voté cela ce matin, les Communistes ce soir pourraient prétendre à juste titre que nous avons torpillé leur combinaison, et que s'ils n'ont pas eu davantage de voix, c'est la faute du Parti Socialiste.
Par conséquent, nous avons eu raison de réfléchir, de retarder notre décision, et je crois que nous avons eu aussi raison de ne pas prendre position de manière définitive sur toutes les autres éventualités qui peuvent se produire.
Demain, votre groupe parlementaire va se trouver devant une situation assez confuse, et je voudrais vous demander dès maintenant de bien vouloir ne pas l'enserrer dans des liens trop étroits, Voyez-vous, une des grandes faiblesses du groupe parlementaire Socialiste, par rapport aux autres groupes, et en particulier au groupe Communiste, c'est que tout le monde sait devance ce que nous allons faire, alors que généralement nous ne savons pas ce que vont faire les autres.
Quand il y a une suspension de séance, les autres groupes vont délibérer, et nous ne savons pas quel va être le résultat de leurs délibérations, parce que, eux, sont libres de décider ce qu'ils veulent, mais nous, nous allons délibérer avec deux mandats qui sont tellement précis que tout le monde sait à l'avance dans quel cadre nous allons nous prononcer. Le résultat, c'est qu'on fait des combinaisons sur notre dos, et que nous ne sommes pas capables, d'en faire sur le dos de personne.
Par conséquent, donnez-nous des indications d'ordre général, mais, je vous demande de ne pas chercher aujourd'hui à prévoir tous les cas qui peuvent se présenter, d'abord parce que vous en oublieriez. Nous ne pouvons pas tout prévoir, nous ne pouvons pas envisager toutes les candidatures possibles, toutes les combinaisons possibles, car il y en a en réalité beaucoup plus que les différents orateurs n'en ont apporté à cette tribune. Restons-en donc, si vous le voulez bien au cadre de quelques indications d'ordre général qui nous

Fondation Jean Jaurès

permettent de connaître votre pensée, mais qui nous laissent tout de même une certaine capacité de manœuvre, parce qu'alors, le groupe parlementaire deviendrait parfaitement inutile, et nous n'aurions plus besoin que d'un Secrétariat général qui assurerait nos affaires courantes.
Après tout, les députés sont peut-être les élus des électeurs en général, mais ils ont tout de même été désignés dans les premiers de leurs listes par leurs fédération, et par conséquent, ils peuvent se prétendre, à bon droit, dans une certaine mesure, les représentants de leurs fédérations et si, à partir du moment ou vous les avez désignés, du fait même qu'ils ont le malheur d'être députés, vous cessez définitivement de leur faire confiance, alors je crois que ce serait un élément très grave de faiblesse pour le Parti.
Je crois qu'il y a un premier point sur lequel nous devons nous prononcer : c'est celui de savoir si nous refusons d'une manière complète de participer à aucun gouvernement, même à un gouvernement à direction Socialiste, et cela, c'est une position, car on peut parfaitement, mon cher Jules Moch, se trouver devant une candidature Socialiste posée par d'autres que par nous-mêmes. L'hypothèse avait été envisagée hier soir.

Jules Moch - Le président aurait tout de même le droit de participer au gouvernement ?!

Christian Pineau - Il aurait le droit de participer au gouvernement !
Si nous refusons toute espèce de participation ou de direction d'un gouvernement, par la même nous empêchons pratiquement le Parti Communiste de participer lui aussi à un gouvernement, et ne nous faisons pas d'illusions : nous prenons devant le pays la responsabilité d'un gouvernement de droite, car s'il n'y a plus aucune espèce de combinaison possible, eh bien, il se produira, parce qu'il faut tout de même un gouvernement, une coalition plus ou moins axée sur le MRP, qui essaiera de gouverner et qui, par la force même des choses, gouvernera contre nous.
Quel bénéfice pourrons-nous en tirer ? Je crois que s'il y a une opposition, cette opposition se fera surtout dans le cadre de la CGT et par des mouvements de rues, et ce n'est pas le Parti Socialiste qui en bénéficiera : ce sera incontestablement le Parti Communiste. Par conséquent, je crois qu'il faut ne pas prendre une position négative. Donc, il reste deux solutions possibles, et pas d'autres : ou nous avons un gouvernement à direction Socialiste, ou nous participons à un gouvernement ayant une autre direction qu'un membre du Parti Socialiste.
Nous pouvons tourner indéfiniment autour du pot, nous n'arriverons jamais qu'à ces deux solutions possibles et je voudrais que l'on ne posât point ce soir d'autres questions.
Voulons-nous un gouvernement à direction Socialiste ? Il est peut-être prudent que vous ne nous interdisiez pas de manière absolue de l'envisager.
Voulons-nous un gouvernement qui ait une autre direction ? Je crois en tous cas qu'il faudrait y mettre une condition et je crois que c'est la seule condition qu'il

Fondation Jean Jaurès

faut y mettre : c'est que ce gouvernement n'exclut pas le Parti Communiste de la majorité.
Voilà la position raisonnable, et je crois qu'il ne s'agit pas de mettre sur le plan politique d'autres conditions que celles-là. Alors là, nous avons un programme, et ce programme nous servira de défense, puisque aussi bien nous pourrons sur ce point poser un certain nombre de conditions qui ont été exposées hier.
Voilà, mes chers camarades, autour de quoi je voudrais que vous vous prononciez. Ce sera beaucoup plus simple que si nous envisagions successivement sept ou huit combinaisons possibles, car nous pourrons alors avoir huit votes négatifs qui ne donneront aucune indication. Je demanderai donc au Secrétaire général s'il est d'accord, et si vous êtes d'accord pour poser d'abord la question de savoir si nous nous retirons sur l'Aventin - ce qui est la plus mauvaise des solutions, car je crois que ce serait là fin du Parti, et je connais beaucoup de camarades ici qui seraient très désolés de ne plus voir aucun Socialiste au ministère et qui seraient aussi désolés s'ils demandent des recommandations et s'ils envoient un courrier pour avoir quelques satisfaction, de ne pas trouver un camarade pour les faire aboutir… (protestations)... et qui seraient non moins désolés si on déplaçait les préfets Socialistes de leur département, et sui seraient non moins désolés si on voyait supprimer tous les avantages que nous pouvons avoir pour nous défendre.
Car nous avons besoin de nous défendre. Nous sommes particulièrement faibles, ne l'oubliez pas, et par conséquent vous aurez là à prendre un certain nombre de responsabilités dont je vous demande de mesurer toutes les conséquences pratiques. Ou alors, si vous décidez que le Parti Socialiste reste un parti de gouvernement - et je crains qu'il ne puisse pas être aujourd'hui autre chose - alors vous aurez le choix entre deux solutions : ou participation à un gouvernement dont les Communistes ne sont pas exclus, ou gouvernement à direction Socialiste.
La seconde solution ne semblant devoir être provisoirement retardée. Je demande que l'on se prononce sur ces positions qui sont claires, et que nous abandonnions ce soir toute discussion de principe et de doctrine, puisque la nuit dernière, nous nous sommes largement étendus sur ce sujet, et nous pourrons ainsi, avec des questions très claires, avoir au groupe parlementaire une idée suffisante de votre volonté, et manœuvrer, ce qui est indispensable si vous voulons être à égalité avec les autres groupes, pour défendre les positions du Parti.

Fayn

Camarades, hier notre camarade Châtaignier a dit qu'après avoir construit une maison avec un maçon et un ébéniste, il fallait la montrer à l'homme de la rue pour avoir son avis. Eh bien, j'en suis là, et je voudrais donner mon point de vue. Je ne rentre pas dans le fond du débat car hier nous avons vidé la question à fond. Nous avons entendu tous les leaders du Parti soutenir leurs différents points de vue.
Je vais parler en simple militant. J'aurais voulu préalablement - et c'est une

question de forme - qu'on ne dise pas tout d'abord qu'on votait pour Thorez, ce qui aurait évidé les susceptibilités, et nous aurions voulu qu'on dise qu'il fallait voter pour le représentant du Parti le plus important à la chambre, et ceci est important pour nous car dans un avenir qui n'est peut-être pas très lointain, nous serons peut-être amenés à voter pour le représentant d'un autre Parti, qu'on le veuille ou non.
Car si on avait pu poser la question aux fédérations et étudier avec elles ce problème de la participation ou du soutien, je ne sais pas quelle aurait été la majorité qui se serait dégagée, mais je sais que dans ma fédération et dans beaucoup d'autres sans doute, nous aurions été contre toute participation. Et tout aurait été beaucoup plus clair.
A l'heure actuelle, nous sommes dans un dilemme. Nous allons voter successivement contre tous les candidats des autres partis, et si une majorité se dégage contre la participation, nous allons être acculés par la force des choses même, en raison du vote d'hier contre toute candidature d'autres partis, à accepter un gouvernement à direction Socialiste. Or ma fédération n'en veut à aucun prix.
Nous ne voulons pas aller sur l'Aventin, mais nous voulons faire une cure de bon air, nous voulons que nos élus au Parlement ne deviennent plus les terre-neuve, mais deviennent un peu les chiens de garde, ceux qui ramènent le troupeau le soir au bercail en toute sécurité, et puisque nous avons la bonne fortune d'avoir un programme qui sera la base de toutes les discussions et de toute l'action parlementaire, eh bien, ces chiens de berger veilleront que ce programme soit toujours mis en compétition et quand les autres gouvernements dans lesquels ne figureront pas de Socialistes présenteront des mesures contre le bien-être des travailleurs, nous pourrons sortir notre programme et nos élus, qui sont qualifiés pour cela, mettront en parallèle le programme Socialiste. Ceci donnera confiance aux masses.
A l'heure actuelle, nous avons l'impression dans nos fédérations qu'il y a un peu une fringale de portefeuilles dans notre Parti... (protestations)... ce n'est peut-être pas le point de vue de certains, mais c'est le point de vue de beaucoup, et nous estimons qu'à ce contact là, nous avons pu voir ce qu'on fait les autres ministres, dans les autres Partis, qui ont tiré la couverture à eux. Nous voudrions un peu que le Parti Socialiste se réfugie dans cette cure de bon air, et alors, nous arriverons à ceci : ayant ménagé l'avenir, n'ayant pas jeté l'exclusive contre d'autres partis, nous serons peut-être appelés très bientôt à vouloir ce que certains ne veulent pas aujourd'hui, et ce que je ne veux pas moi-même, amenés à une participation, mais non pas à une participation que nous aurons réclamée, à une participation que les autres partis demanderont unanimement pour nous.
Nous aurons en effet donné une fois de plus la preuve de notre désintéressement, et surtout nous aurons montré notre volonté de réaliser ce programme dont on parle tant. Alors, unanimement, le peuple de France sera derrière le Parti Socialiste, car il aura une fois pour toutes donné l'imprécision définitive qu'il est le seul parti qui démocratiquement et socialement peut remettre la France dans le droit chemin.

Collection Jean Jaurès

Voilà ce que j'avais à dire ce soir. Il faut donc que cette question primordiale soit posée. Elle aurait dû l'être avant tout autre. Il faut que nous nous prononcions immédiatement sur la participation, pour qu'on ne puisse plus dire que le Parti Socialiste joue l'intrigue. Il faut que le Parti Socialiste, qui est le Parti de la sagesse, de la clairvoyance, et surtout de la loyauté, le démontre aujourd'hui même par son vote, et prouve qu'il n'entend pas s'associer à aucune intrigue parlementaire ou de couloir.
Il faut que nous puissions dire que nous sommes tous unanimes pour apporter notre concours le plus entier et le plus absolu au redressement du pays, en veillant que les autres majorités - puisque ces deux grands partis ont eu la confiance de la masse dans notre pays - mettent en pratique leur programme, les programmes dont ils se sont réclamés devant les électeurs. Et ce sera la porte ouverte pour l'avenir à une direction qui n'est pas nécessaire à l'heure actuelle, mais qui tiendra indispensable demain.

Pierre Métayer

Camarades, nous avons vécu une nuit pénible, et je voudrais bien que tous les camarades qui ne sont pas parlementaires comprennent que le groupe parlementaire ce matin a eu aussi une réunion où véritablement un certain nombre de camarades ont traversé des crises de conscience. Je crois qu'il serait absolument inadmissible pour un parti de vouloir laisser de côté tout ce qui peut y avoir d'humain et qui ne voudrait pas comprendre les crises que peuvent traverser certains camarades.
Celui qui vous parle, pourtant, a toujours été discipliné, et il demande à tous les camarades d'être disciplinés, mais je crois qu'actuellement, la crise de notre Parti est trop grave pour que nous commencions par vouloir résoudre cette question disciplinaire. Il importe pour le Parti de survivre, il importe pour le Parti d'être présent, pour travailler au service de la classe ouvrière.
Camarades, il y a eu un vote, vous le connaissez, 259 parlementaires se sont prononcés à l'appel du Parti Communiste et à l'appel du Parti Socialiste pour Maurice Thorez, 318 se sont abstenus. Il n'y a pas eu de chef de gouvernement élu, et demain le même problème va se poser et je voudrais vous parler pendant quelques minutes un peu chiffres, pour que vous voyiez vraiment dans quelle situation nous allons nous trouver.
Il y avait 318 bulletins blancs. Sur ces 310, Il faut pour que demain un chef de gouvernement soit élu, qu'il recueille sur ce nombre, 310 camarades, et je crois qu'il n'est pas possible que le candidat MRP recueille ces 310 suffrages qui sont pourtant absolument nécessaires pour former le gouvernement. Car je pense que le Conseil national sera unanime pour écarter l'hypothèse où le groupe parlementaire Socialiste voterait pour le candidat du Mouvement Républicain Populaire.
Et pourquoi n'y aurait-il pas 310 parlementaires qui voteront pour le candidat du Mouvement Républicain Populaire ? Parce que le Parti Radical n'entend pas donner son blanc-seing alors qu'il a fait sa campagne contre le tripartisme et qu'il ne veut pas s'accoler au Mouvement Républicain Populaire, car il n'entend

pas être l'aile gauche d'une coalition de droite. C'est aussi parce qu'il y a une union Gaulliste qui fait la politique du pire, qui ne veut pas un chef de gouvernement du Mouvement Républicain Populaire, parce qu'elle attend un autre chef, et elle espère qu'avec la pagaie parlementaire, elle obtiendra bientôt le retour de celui auquel vous pensez.
Et c'est aussi le PRL qui lui ne veut pas voter pour les hommes du Mouvement Républicain Populaire. Il se rappelle qu'il a voté pour Bidault, et que Bidault au moment de former son gouvernement n'a pas été chercher les hommes du PRL qui lui avaient accordé ses suffrages, mais a été chercher les hommes du Parti Communiste qui pourtant s'étaient abstenus dans le scrutin.
Il n'y aura donc pas de chef du gouvernement demain soir, et il faut bien que vous compreniez qu'à un moment donné, il y aura alors une voie ouverte, et il faut dire franchement que seul un gouvernement à direction Socialiste aéra la solution possible.
Il faut donc que l'on comprenne dans notre Parti et dans la fédération de Seine-et-Oise - nous avons fait un effort à ce sujet pour le faire comprendre aux militants - que la participation n'a plus le même caractère quelle avait en 1933 et j'ai l'impression que notre Parti qui veut se rajeunir conserve toujours pour un certain nombre de formules les mêmes idées qu'au moment où l'on discutait en 1929 pour savoir ce qu'il fallait choisir de la participation ou de la non-participation.
Il faut dire qu'en fin de compte, la plupart du temps le soutien est pour un certain nombre de camarades une attitude d'opposition qu'ils n'osent pas formuler complètement. Ils savent très bien qu'il n'est pas possible que notre Parti prenne cette attitude d'opposition absolue. Il faut donc déterminer le programme, nous l'avons fait hier, et je pense que contrairement à ce que disait le camarade qui m'a précédé, lorsque le Parti Socialiste fait un programme d'action gouvernementale, il entend le réaliser lui-même. Il ne fait pas ce programme pour que d'autres le réalisent.
Il est donc nécessaire, maintenant qu'on a accepté ce programme, de limiter les majorités, et je crois que nous devons être tous d'accord pour dire qu'en aucun cas - et c'est la suite logique de notre vote de cette nuit - nous ne pourrons aller au gouvernement en laissant dans l'opposition le Parti Communiste, et que d'autre part, en aucun cas nous n'accepterons une union nationale qui comprendrait des hommes du PRL car par-là même nous chercherions dans la confusion à masquer l'impuissance parlementaire.
Il faut donc que nous restions fidèles à notre programme. Et je voudrais, comme tout à l'heure Pineau nous l'a dit, vous indiquer qu'il n'est pas possible que le Conseil national limite d'une façon précise le Comité directeur. Je voudrais bien que les militants se souviennent ce qu'étaient les Conseils nationaux d'avant guerre. C'étaient des assemblées où les secrétaires de fédération votaient en toute conscience, et suivant leur opinion, suivant leur fédération, mais ils n'acceptaient pas un mandat impératif.
En effet, le mandat impératif, dans un Conseil national, est quelque chose d'absolument impossible, puisque vous savez très bien que le Conseil national

peut être réuni en 48 heures, et que vous n'aurez jamais le temps de consulter l'ensemble de vos militants. Dans notre fédération de Seine-et-Oise, nous avons consulté nos militants. Mais il s'agissait de secrétaires de sections et ils n'avaient pas toujours réuni leurs sections. Ils ne nous ont pas donné, ils n'ont pas donné au secrétaire fédéral un mandat impératif, c'est lui qui, après la réunion des sections, des secrétaires de sections, a dégagé ce qu'il pensait être la majorité.
C'est pour cela que j'ai exprimé un vote, et que j'en exprimerai un autre, mais je crois qu'il est absolument nécessaire que nous fassions confiance à nos organismes dirigeants. Certains camarades avant guerre étaient partisans d'un Socialisme démocratique. Je voudrais qu'on reste fidèle à cette idée, que l'on fasse confiance au Comité directeur qui reste responsable, et si on considère que le Comité directeur ou que les élus ne font pas leur travail, eh bien, au Congrès, nous aurons à modifier ce Comité directeur. Vous l'avez déjà fait ; nous l'avons déjà fait, et nous pourrons le redire encore, mais il ne faut pas, en cherchant à lier les camarades qui ont eu notre confiance, les paralyser, et en même temps tout notre Parti, et c'est pour cela que je vous demanderai donc de bien vouloir dans une résolution extrêmement souple permettre au groupe parlementaire de décider du soutien ou de la participation, en accord évidemment avec le Comité directeur, ou plus exactement le Comité directeur et le groupe parlementaire doivent avoir une certaine latitude : après avoir étudié les questions, ils sauront montrer qu'ils sont fidèles au Socialisme, et qu'ils défendent les intérêts de la classe ouvrière et les intérêts du Parti, qui sont intimement liés.

Le président - Camarades, il y a déjà neuf orateurs inscrits, est-ce que nous prononçons la clôture ?
Les membres du Conseil sont d'accord. Finalement, douze inscriptions sont retenues. La parole est à M. Aubret.

Aubret

Camarades, il y a quelques trente et un ans que j'appartiens au Parti. Et dès 1919. je crois, j'étais au groupe parlementaire. C'est cependant la première fois que je prends la parole devant un Conseil national aussi bien que devant un Congrès. J'ai voulu apporter ici la conviction d'un militant de base, qui a depuis quelques décades donné tout ce qu'il pouvait partout où il est passée même en Indochine, et le meilleur de lui-même à son Parti.
Vous nous aviez donné, au groupe parlementaire, un mandat impératif. Il fallait voter pour Thorez. Le nom de Thorez ne plaisait pas à certains d'entre nous. Toujours, je me suis incliné devant les décisions des assemblées du Parti. On n'a fait, je crois, après mon interpellation sur l'épuration avaler un drôle d'ordre du jour de confiance au gouvernement, lequel ordre du jour, je ne saurais l'oublier, était présenté par notre camarade Communiste.
J'ai aujourd'hui encore, voté pour Thorez, mais j'aurais voulu qu'on sache ce que je pense, c'est-à-dire que le Conseil national qui nous a donné l'ordre de voter pour Thorez ne voulait pas nous dire en cela de voter pour les

Communistes en restant à la remorque du Parti Communiste. Je crois savoir que dans toutes les fédérations, nous en avons assez de tirer les marrons du feu pour un parti qui sait les croquer, et nous voulions, je crois, dans toutes les fédérations, mettre le Parti Communiste en face de ses responsabilités.
Nous voulions peut-être demander à ces camarades : "si vous preniez le manche à votre tour ?" Je crois que c'est cela que vous avez voulu marquer par le vote de la nuit dernière. Il ne s'agissait pas, comme on l'a dit de peur de la part de nos militants, de lâcheté ou de manque de courage de nos militants. Nous sommes des Socialistes et c'est peut-être pour n'avoir pas toujours pensé que nous étions des Socialistes qu'aujourd'hui le Parti semble être un peu en péril.
Je pense, moi, que le Parti ne se sauvera, que le Parti ne redeviendra lui-même que quand on aura cessé de "loucher" soi-disant à gauche, ou soi-disant à droite A gauche je ne vois pas, moi, de Parti à ma gauche !

Dans la salle - Très bien ! Très bien !

Aubret - Ce Parti est à ma droite, et largement à ma droite. Je l'ai dit à Duclos, à l'assemblée, après un de ses discours à la Poincaré dont les Communistes ont assez le secret. Il n'y a qu'à voir le dernier discours de Marcel Cachin comme président d'âge à la tribune. Je ne prétends pas, moi, recevoir de leçons de Socialisme des Communistes d'aujourd'hui. Communiste, je le suis. Bolcheviste, je ne le suis pas. Il y a une différence.
Vous avez tous une sorte de mystique du Parti Communiste. Vous semblez croire que parce qu'ils ont eu des succès électoraux, vous vous devez de les suivre et de marcher à leur remorque. Je prétends, moi, que vous lutterez efficacement contre le Communisme en marquant votre volonté d'être seulement des Socialistes, mais d'être en effet des Socialistes, purement et simplement des Socialistes.
Comment ? Vous avez voulu nous parler d'un gouvernement de la collaboration ? Je suis persuadé que dans toutes vos fédérations, on ne voudrait plus vous voir prendre, vous, le manche du gouvernement. On ne voudrait plus même vous voir collaborer à un gouvernement. On voudrait que les autres prennent enfin leurs responsabilités. Quoi ! Aujourd'hui, avec l'expérience de Gouin et de Philip, dans laquelle nos camarades ont donné le meilleur d'eux-mêmes, qui donc à retiré le bénéfice de l'opération ? Vous, ou eux ?
Et vous, maintenant, vous demandez à des camarades du Parti de reprendre encore leurs responsabilités, alors que les Communistes savaient très bien qu'ils n'auraient pas Maurice Thorez au pouvoir, mais ils pensent, avec certains d'entre vous, peut-être, qu'il faudrait remettre demain un Socialiste pour mieux nous étrangler encore. Eh bien, je prétends, moi, que vos troupes, que les Socialistes sincères veulent enfin que vous laissiez à d'autres le soin de prendre leur responsabilité.
Est-ce que vous vous rappelez 1936 ? Est-ce qu'on ne vous a pas laissé tomber alors qu'on avait été élu avec vous sur un programme commun, et alors qu'il fallait entrer avec vous dans le gouvernement pour l'application de ce

Fondation Jean-Jaurès

programme commun ? On a prétendu à ce moment-là qu'on vous soutenait mieux en étant en dehors du gouvernement. On vous soutenait comme la corde soutient le pendu !
Eh bien, je prétends, moi, qu'on peut soutenir le gouvernement d'un parti le plus fort, aujourd'hui, à l'assemblée, exactement comme on nous a soutenus en 1936 ! La collaboration ? Le soutien ? Vous venez d'écarter Maurice Thorez. Est-ce que nous nous trouverons devant la reconduction du gouvernement MRP, du gouvernement du tripartisme ? Peut-être au fond d'eux-mêmes nos "camarades" - je pourrais ajouter "sic" - nos "camarades" Communistes rêveraient d'une reconduction du gouvernement, d'un gouvernement où nos camarades qui aujourd'hui ont, par je ne sais quel souci de moralité, de "conscience" comme ils disent, refusé de voter pour Thorez, mais ont pourtant été à côté de lui dans un gouvernement tripartite ! Dans ce cas, il fallait rejeter Thorez comme vice-président du conseil, il fallait rejeter Thorez comme ministre, il ne fallait pas accepter cela pour ne pas voter aujourd'hui selon le vote du Conseil national de la nuit dernière !
Vous avez, camarades, des décisions graves à prendre. Moi, comme toujours, militant de base, j'obéirai au Conseil de mon Parti, et je vous prie de prendre garde, à l'avenir, car il y a longtemps qu'on vous surveille, qu'on vous grignote. Je n'ai pas peur, moi, des Communistes, parce que je sais que notre soi-disant échec d'hier n'est qu'un échec passager. Je sais que malgré tout, le Socialisme triomphera. Je sais cela, mais je sais que dans la bataille parlementaire qui va se livrer, il faut que vous fassiez très attention, il faut - on nous l'a dit et répété - sauver la monnaie, il faut sauver la France, il faut sauver la République. Mais est-ce que vous serez toujours les sauveteurs, ceux qui paieront ? Est-ce que vous laisserez toujours aux autres le soin de bénéficier de votre œuvre et de vos actes à vous ?
Je prétends moi que demain, si vous voulez être logiques avec vous-mêmes, non, vous ne vous retirerez pas sur l'Aventin ! C'est maintenant un nouveau mot qu'on a trouvé à ce Conseil national. Dans le Conseil précédent, c'était le "complexe d'infériorité". Aujourd'hui, il paraît que c'est l'Aventin !
(Rires)
Eh bien, moi, je ne me retirerai pas sur l'Aventin. Je resterai Socialiste, comme je l'ai toujours été, je voterai pour mon Parti, et puisque mon Parti n'est pas le plus grand des trois, j'obéirai à vos conseils, estimant que vous devez non seulement voir l'avenir de la monnaie, de la République, ou de certains ministres, mais surtout et avant tout l'avenir de notre Parti, qui se confond, que vous le vouliez ou non, avec l'avenir de l'humanité toute entière, avec la paix et avec la République.
(Applaudissements)

Max Lejeune

Chers camarades, le Conseil national du Parti doit ce soir être satisfait, en effet, le résultat de nos délibérations d'hier soir, de nos très longues délibérations est atteint : le Parti a voté pour monsieur Thorez en ayant imposé à ses

Fondation Jean Jaurès

parlementaires, qui sont tout de même tous de vieux militants du Parti, le plus grand drame de conscience pour eux depuis Vichy.
(Murmures)
Et vous pouvez être d'autant plus satisfaits que monsieur Thorez n'a pas été désigné, monsieur Thorez n'a pas été désigné - je ne peux pas l'appeler autrement que monsieur, le déserteur Thorez !
(Murmures, sifflets)
Je ne peux pas l'appeler autrement, excusez-moi, citoyens et citoyennes. C'est peut-être parce que vous oubliez, certains d'entre vous qui sont nouveaux dans le Parti que le député que vous avez devant vous est le seul député qui ait fait toute la guerre, et les cinq années de captivité, et qui les a faits, je crois, à l'honneur du Parti lui-même !
(Applaudissements)
Et vous excuserez peut-être ma faiblesse et mon peu de don d'oubli, en qualifiant ainsi celui que vous pouvez, pour certains d'entre vous, appeler le "camarde Thorez".
Ce soir, nous avons à nous décider, et j'espère que le Parti prendra son temps pour se décider. Nous avons à décider du soutien ou de la participation à un gouvernement ou de l'opposition. Le soutien ? Il semble que beaucoup de camarades aient voulu se réfugier dans cette attitude en la trouvant commode, et peut-être qu'elle pouvait être commode il y a vingt ans. Mais les conditions sont changées. Je n'insisterai pas, vous êtes tout de même des militants avertis et je n'ai pas à vous faire un tableau de la France d'aujourd'hui.
Mais certains d'entre nous ont l'impression que le Parti doute un peu de lui-même, et comment ne douterait-il pas de lui-même, quand il n'a plus ce qu'il avait avant la guerre, et avant l'unité syndicale, c'est-à-dire la collaboration possible avec une large fraction de la classe ouvrière organisée sur le plan économique ?
Et demain, vous pouvez voter le soutien. Vous pouvez obliger vos parlementaires à voter le soutien, et à le pratiquer. Qu'est-ce qui arrivera ? Il arrivera qu'un gouvernement nous apportera sur la tribune du Parlement et dans les Commissions des projets absolument nécessaires, indispensables pour le salut du pays et de la démocratie, des projets qui ne seront rien d'autre que ceux que vous avez essayé vainement de populariser depuis un an, à travers les campagnes électorales successives, sur le nom de Gouin ou sur le nom de Philip.
Nous aurons à ce moment-là, nous, les parlementaires, à nous décider sur des projets que nous avons défendus dans le pays pendant un an et je ne vois pas comment il nous serait possible, loyalement, de nous prononcer contre à l'Assemblée Nationale, après en avoir été les propagandistes les plus fervents et les plus désintéressés dans le pays pendant une année entière.
Et je vous poserai également la question : soutien, mais soutien de quel gouvernement ? Car enfin, un gouvernement a des limites, et un gouvernement est composé de représentants de tel ou tel Parti. A partir du moment où vous pratiquez le soutien, nous ne serons pas dans ce gouvernement. Donc, ce sera un gouvernement Communiste et Radical ou un gouvernement Communiste et

MRP, et vous croyez que les Communistes et les MRP, veulent s'embarquer dans une expérience gouvernementale dont on peut toujours douter de l'issue sans nous avoir à côté deux ?
Certes, si nous avions été plus considérablement "étrillés", si nous n'étions aujourd'hui que 50 ou 60 parlementaires, il nous serait peut-être possible de dire : "eh bien, nous nous retirons et nous pratiquerons la politique de soutien." Mais que voulez-vous, militants, il y a tout de même un fait : nous sommes cent, et nous sommes cent parlementaires sur les travées du Parlement, et cela compose une fraction telle que si nous ne sommes pas présents au gouvernement, nous sommes contre lui dans les circonstances présentes, et c'est pour cela que la fédération Socialiste de la Somme a été amenée à examiner le problème dans un de ses Congrès fédéraux, et a accepté l'idée de la participation, en repoussant celle du soutien, participation conditionnée par une chose : en aucun cas, sans les Communistes.
Pourquoi ? Il y a un fait politique dont vous n'avez pas le droit de sous-estimer l'importance : c'est que le Parti Communiste bénéficie du concours de la Confédération générale du travail et la Confédération générale du travail tient en main, c'est un fait, la possibilité d'obtenir la discipline de la classe ouvrière dans un effort de production qui est nécessaire pour le pays. Et alors, à partir du moment où nous envisageons la participation ministérielle, nous sommes fatalement amenés à l'envisager en raison même de la main-mise du Parti Communiste sur les organisations syndicales, d'accord avec le Parti Communiste.
Il est évident que nous sommes un certain nombre à penser que la participation doit fatalement s'étendre plus loin. C'est une question d'arithmétique, et qu'il est nécessaire de s'entendre avec le Rassemblement des Gauches dans la mesure où il peut encore compter 50% de républicains, et peut-être dans une certaine mesure avec le MRP, et nous n'avons pas le droit non plus d'éluder la possibilité de la présidence du gouvernement.
Pourquoi la présidence du gouvernement ? Je vais aller jusqu'au bout, nous nous rappelons ce Conseil national dernier où nous avons dit que nous nous contenterions des strapontins ministériels, nous avions décidé de ne pas prendre de postes de responsabilité économique, et que nous prendrions seulement des postes de politique pure, si l'on peut ainsi dire : Intérieur, France d'Outremer, Education nationale, etc., et vous avez vu le verdict du peuple ?
Le peuple n'a pas fait de distinction entre les strapontins et les fauteuils ministériels. Le Peuple nous a considérés comme parfaitement responsables de la politique gouvernementale sur le plan économique et social, au même titre que les Communistes, au même titre que le MRP, mais davantage dans la mesure où des fautes ont été commises, on nous a reproché à nous de les avoir laissé commettre.
Mais je me souviens encore que dans mon département, il y a beaucoup de sympathisants qui nous reprochent notre manque d'énergie, de ces sympathisants qui ont voté plus à gauche que le Parti Socialiste pour donner le petit "coup de pouce" nécessaire, car le Français doit toujours être plus hardi

qu'un autre. Le résultat, c'est que quand des bêtises ont été faites au gouvernement, ces sympathisants sont venus nous trouver, nous, militants Socialistes, et nous ont dit : "Vous laissez faire cela, vous qui êtes des gens sérieux ?"
Et c'est pour cela, voyez-vous, qu'étant donné la psychologie actuelle du peuple français, vous n'avez pas le droit de dire qu'il est interdit au Parti Socialiste de prendre ses responsabilités gouvernementales jusque et y compris la présidence du Conseil, d'autant que nous avons été, au cours de ces élections dernières, victimes des abstentionnistes.
J'espère que chacun de vous, dans vos départements, a fait le pointage des voix dans les scrutins comparés : nous arrivons à cette constatation, c'est qu'il y a une minime partie du corps électoral Socialiste qui est allé cette fois au Parti Communiste, très minime partie, une autre partie plus grande qui est allée au Rassemblement des Gauches, et une autre partie, beaucoup plus grande, et de beaucoup la plus forte, qui est allée aux abstentions, c'est-à-dire qu'il y a des gens qui, Socialistes de cœur et d'esprit, n'ont pas voulu voter pour d'autres partis parce que leur idéal est le nôtre, mais qui ont estimé que nous n'avions pas eu une attitude suffisamment combative et nette, et qui ont déserté notre drapeau au moment du combat. C'est cela, la réalité de l'examen du scrutin du mois dernier, et c'est pour cela qu'il est nécessaire de rattraper notre position par une politique très nette.
La participation, je l'envisage comme quelque chose d'inéluctable, comme quelque chose d'absolument nécessaire si nous ne voulons pas que dans quelques semaines, le pays de France ait à choisir entre de Gaulle ou un autre champion de l'anticommunisme et le Communisme lui-même, c'est-à-dire entre deux formules pour lesquelles il n'y a pas de place pour la démocratie humaine telle que nous la concevons.
C'est pour cela que, contraints et forcés, nous accepterons l'idée de la participation gouvernementale, à un gouvernement à caractéristique Front populaire ou même à un gouvernement quadripartite, et j'ajouterai pour préciser la pensée de ma fédération qu'elle s'est prononcée contre le tripartisme tel qu'il a été pratiqué jusqu'ici entre Communistes, Socialistes et MRP. Elle pense qu'il est nécessaire que les éléments républicains de gauche soient amenés à prendre, eux aussi, leurs responsabilités gouvernementales, nous nous sommes prononcés également contra l'union nationale qui comporterait le PRL et maintenant, tout cela ne donne pas la solution.
La solution n'est pas, aujourd'hui, de participer, c'est une chose qui en fait nous est imposée et qui est, dirai-je, un mal nécessaire. Mais la solution, c'est l'action autonome du Parti, d'un parti qui sait ce qu'il veut, et le sachant, qui le dit. Voilà l'action de demain, l'action du Parti sur le plan parlementaire, avec des propositions personnelles, des propositions originales, avec ce que nos camarades ont pu faire autrefois, avant la dernière guerre, quand dans chaque débat il y avait les propositions des Socialistes, face aux propositions des autres Partis.
La cause de la grande victoire Communiste, quelle est-elle ? C'est qu'en même

temps que le Parti Communiste allait dans les campagnes disant par la voix de ses militants, par la voix de "La Terre" son journal aux cultivateurs : "vous ne vendez pas vos produits assez cher. Ils ne sont pas vendus au coefficient qui est indispensable, comparé aux prix d'avant-guerre." Et en même temps par la CGT qu'il tient en main, il organisait dans les milieux ouvriers et urbains des manifestations pour protester contre la vie chère, et mobiliser le prolétariat, et dans l'identité justement du militant Communiste et du militant syndicaliste, il gagnait sur le terrain ouvrier, en même temps que par sa propagande politique sur les milieux paysans.

Il est donc nécessaire pour nous aujourd'hui de porter notre effort sur le plan ouvrier, par l'organisation des groupes Socialistes d'entreprises, par une politique hardie dans ce domaine. Il ne faut pas avoir peur de dire ce que nous pensons, d'aller au fond des choses, de faire la critique des nationalisations, de ces nationalisations que l'on a caricaturées parce que c'est nous qui les avons les premiers présentées et que le peuple les considère comme des réalisations d'inspiration Socialiste.

Il faut expliquer tout cela, et il faut également que le Parti fixe sa ligne de conduite, Blum l'a dit hier soir, devant le Conseil national. Le problème de nos relations profondes avec le Parti Communiste doit être débattu, et il doit être débattu rapidement. De même, il faut que dans une semaine d'études pouvant s'étendre aux questions internationales, il faut que soit également fixée la pensée du Parti, mais il faut faire vite, car voyez-vous, du débat d'hier et du débat que nous avons eu ce matin au groupe parlementaire, il est resté quelque chose de nocif, il est resté quelque chose de malin, quelque chose qui peut faire du tort au Parti demain, s'il ne retrouve pas très vite dans l'action son unité.

C'est cela que je veux dire au Conseil national, je suis un vieux militant du Parti, je suis venu souvent au Conseil national, j'ai très peu souvent parlé, j'ai peu parlé parce que je considérais que c'était aux militants qui représentent leurs fédération et qui sont les piliers de ces fédérations qu'il appartient de parler et de prendre leurs responsabilités.

Mais je dois dire qu'aujourd'hui, le Conseil national du Parti ne m'apparaît pas tel qu'avaient pu m'apparaître les Conseils d'avant la guerre, car aujourd'hui, on a l'impression que vous êtes venus avec des mandats absolument impératifs, dont certains n'ont pas été débattus au cours de ces jours derniers, en fonction des conditions nouvelles, mais que certains sont simplement la reconduction des derniers mandats du précédent Conseil national, ou même du dernier Congrès national.

C'est une chose qui nous heurte un peu : aux prises avec les difficultés quotidiennes, avec les manœuvres des autres Partis, comme l'indiquait Pineau tout à l'heure, nous nous sentons, nous, parlementaires Socialistes, complètement désarmés, et je vais vous dire ma pensée toute simple : j'ai l'impression qu'au débat d'hier il eut suffi aux camarades des fédérations d'envoyer leur vote au secrétaire du Parti, sous enveloppe, et le secrétaire du Parti aurait fait l'addition des votes : le groupe parlementaire aurait reçu notification de l'addition, et il n'aurait plus eu qu'à voter suivant l'addition faite

au secrétariat du Parti.
Mais il n'y avait pas besoin de déplacer tout le monde et de tenir un Conseil national coûtant beaucoup d'argent au Parti, pour prendre les décisions que nous avons prises hier, et j'espère qu'à l'issue de ce Conseil national de la séance de cette nuit, certains camarades du Parti auront une impression différente, qui prouvera alors que le Conseil national est une nécessité à l'intérieur du Parti, et nous n'avions pas cette impression différente, il est évident que beaucoup d'entre nous seraient amenés dans leurs fédérations à proposer un changement au règlement intérieur du Parti, pour faire en sorte de doter notre organisation politique d'un organisme directeur qui puisse véritablement en toute conscience dans les fluctuations diverses de la politique mener le Parti à la victoire

Tellier

Je m'excuse de demander à parler avant Daniel Mayer mais il y a, encore une douzaine d'orateurs inscrits et s'ils parlent une demi-heure chacun, nous serons encore là dans six heures. Indépendamment de cette question, nous n'avons pas fini d'examiner le programme qui nous a été soumis et je crois que le Conseil national serait désireux qu'on en discute complètement, je demande donc au président de bien vouloir limiter le temps de parole à deux minutes.

Le président - Le bureau est-il d'avis qu'on demande une motion d'ordre réglementant, le temps de parole ? Oui ? Est-ce que le Conseil national est d'accord ?

Dans la salle - Un quart, d'heure, cela suffit !

Le président - Un quart d'heure maximum ? Nous sommes d'accord. La parole est à Daniel Mayer.

Daniel Mayer

Je m'efforcerai de donner à mon intervention un caractère pratique. J'ai parlé hier du danger Communiste. Je vous ai demandé de ne pas prendre la position qu'ensuite vous avez prise. Je me suis tout naturellement rallié à cette décision une fois qu'elle a été prise mais je voudrais vous parler aujourd'hui d'un danger à mes yeux symétrique qui est le danger du gaullisme, car le danger Communiste, après le vote de la chambre de cet après-midi, il est à mes yeux provisoirement écarté mais ce vote négatif qui serait peut-être suivi demain d'un second vote négatif sur le nom d'un quelconque Robert Schuman et peut-être après-demain ou mardi d'après d'un autre vote négatif sur le nom d'un quelconque Edouard Herriot, c'est cela qui est à l'origine du danger gaulliste et il y a encore un autre danger qui chemine parallèlement au premier, c'est que pendant ce temps le gouvernement ne peut pas prendre les mesures nécessaires à la défense du franc, à l'organisation du ravitaillement, à l'accélération de la production et le danger, contrairement à ce que disaient certains slogans au

Fondation Jean Jaurès

cours de la campagne du référendum constitutionnel, le danger fasciste ou à caractère fasciste dans notre pays, il ne vient pas du rejet ou de l'adoption d'un texte constitutionnel, il viendra de la queue devant les caisses d'épargne et du retrait des bons du trésor, voilà ce qu'il nous faut : c'est prendre et faire prendre par le pays les mesures sur lesquelles nous nous sommes mis d'accord hier, à tel point que ce programme non seulement a été adopté mais, par les soins diligents du secrétariat du Parti ou, je crois de Robert Verdier, il est déjà distribué sur vos tables sous forme de brochure et par conséquent nous pouvons dire que ce programme, d'une façon générale, nous l'avons fait nôtre. Nous pourrons tout à l'heure chipoter sur telle ou telle direction, sur tel ou tel point de détail, mais nous sommes d'accord sur la nécessité d'un certain nombre de mesures et nous sommes d'accord sur l'urgence d'application de ces mesures par un gouvernement. Voilà la première partie de mes observations.

La seconde partie, c'est que vous n'avez pas le droit, vous n'avez le droit sous aucun prétexte de lier votre groupe parlementaire et votre Comité directeur par des ordres tellement précis, qu'il perdra la possibilité tactique qui naît justement de l'improvisation, de l'improvisation dans le cadre dès décisions prises préalablement par l'organisme souverain qu'est le Conseil national. Demain vous aurez un certain nombre de candidatures. Vous ne pouvez pas dès maintenant dire ce que fera ou ce que ne fera pas le groupe. Vous pouvez dire de ne pas voter pour Bidault, nous l'avons déjà dit cette nuit, de ne pas voter pour Herriot, nous l'avons encore ensemble dit cette nuit. Et d'ailleurs par une sorte d'humour involontaire, je signalerai que vous avez oublié de nous dire de ne pas voter pour le candidat du PRL. Je vous signale donc que nous aurions pu, sans aucune espèce d'indiscipline, voter pour un quelconque Joseph Denais ou Ramarony. Il faut faire attention, car les textes sont lus attentivement à l'extérieur.

Je reviens donc à la partie sérieuse de mon exposé et je vous demande de préciser que votre groupe parlementaire et votre Comité directeur ont votre confiance pour permettre de dégager à l'Assemblée Nationale, au gouvernement, une majorité susceptible de grouper les républicains autour d'un programme de renaissance financière économique et sociale, s'inspirant du programme Socialiste. Vous ferez confiance à votre Secrétaire général pour convoquer, si besoin est, un Conseil national extraordinaire. Il a été partisan du Conseil national. C'est lui qui en a imposé, parfois contre son prédécesseur et l'institution et la tenue et le rythme de ces séances. Vous pouvez lui faire confiance, comme à tout le Comité directeur pour le convoquer encore, il l'a déjà convoqué deux ou trois fois depuis le dernier Congrès national, mais il faut que vous donniez sur le plan d'un certain nombre de principes, une certaine possibilité tactique à vos organismes dirigeants. Je me résume en lisant simplement le texte d'une résolution sur laquelle vous pourrez naturellement apporter des modifications mais je souhaite d'ores et déjà qu'elles soient seulement des modifications de détail et je vous demande de le voter à l'unanimité parce que ce qui compte dans le Parti pour la possibilité de l'action, c'est peut-être de se tromper, mais de se tromper tous ensemble. Il vaut mieux se

tromper tous ensemble que d'avoir raison les uns contre les autres. Il vaut mieux quelque chose peut-être de moins précis qu'un certain nombre de camarades le désireraient mais quelque chose qui soit l'efficacité et puisque nous sommes d'accord sur ces idées, ce programme et sur ces idées d'application rapide d'un programme, pourquoi ne pas le manifester également tous ensemble.
Un dernier conseil avant la lecture dont je vous ai menacés : je demande à ceux qui auraient des scrupules à rompre éventuellement le fameux mandat impératif qu'ils ont peut-être de leurs mandants en disant qu'ils se rehausseront devant leurs camarades lorsqu'ils viendront peut-être leur dire : je n'ai pas tenu un compte très précis du mandat que vous m'aviez donné simplement parce qu'il y a eu des éléments que vous ne connaissiez pas au départ du chef-lieu du département et que j'ai connus en arrivant à Paris. Non seulement, camarades, vous ne vous diminuerez pas à leurs yeux mais si vous êtes naturellement un mandataire fidèle et un mandataire sincère, vous aurez alors supprimé cette espèce de mandat impératif qui paralyse nos débats, qui les empêche d'avoir la tenue nécessaire. Je n'en parle pas pour moi, c'est une époque révolue et à jamais disparue de mon existence, j'en parle pour la santé du Parti tout entier. Nous ne devons plus souffrir encore de l'imposition de mandats impératifs imposés par des camarades bien intentionnés mais ne connaissant pas tous les éléments du problème.
(Applaudissements)
Voici donc la lecture de mon texte :
"Le Conseil national donne mandat au Comité directeur et au groupe parlementaire de s'efforcer à dégager à l'Assemblée Nationale et au gouvernement une majorité susceptible de grouper tous les républicains autour d'un programme de renaissance financière, économique et sociale s'inspirant du programme Socialiste, qui est seul capable d'assurer le salut du pays, et la sauvegarde de la démocratie et de la paix."
(Applaudissements)

Le président - La parole-est à notre camarade Boutbien.

Léon Boutbien

Camarades, je souscris aux observations faites précédemment à savoir que nous ne pouvons pas aujourd'hui aborder les combinaisons gouvernementales basées sur des hypothèses. Et à ce, propos je tiens à dire que la plupart des fédérations ont sans doute un vote impératif mais ce vote impliquait une décision dans le cas où il y aurait une direction Communiste, au gouvernement, à savoir : la participation. Si bien que même sur le fond, je crois qu'aujourd'hui, nous devons faire appel au sens politique des camarades qui représentent les fédérations et qui vont avoir à se prononcer. Je tiens cependant à dire que si vous avez lu attentivement le programme exposé hier par le camarade Jules Moch et si vous restez fidèles a la décision du Congrès national à savoir que, pour reprendre une formule classique : programme d'abord, vous vous rendez bien compte que d'ores et déjà, sur ce programme, vous limitez, considérablement le

champ des négociations car, ne nous faisons aucune illusion : pour appliquer le programme que nous a proposé hier Jules Moch, vous sentez bien qu'il y a actuellement en France très peu de formations politiques capables de nous appuyer pour un tel programme. Donc, si je souscris volontiers à la déclaration que faisait Daniel Mayer tout à l'heure, je ne voudrais tout de même pas que le terme "s'inspirant du programme Socialiste" arrive à l'édulcorer de telle manière qu'il perde son sens et son efficacité véritable. Et si vous voulez, plutôt que de chercher les combinaisons gouvernementales, je voudrais essayer de dégager quelques directives d'ensemble qui, en quelque sorte pourraient guider des négociations. D'abord, la question des conditions de la participation et sur ce sujet je voudrais tout de même faire remarquer aux camarades des fédérations de province que lorsque nous posons le problème de la participation, lorsque nous demandons la participation, c'est précisément parce que nous sommes convaincus de l'efficacité du programme que nous proposons et qu'à travers cette efficacité, nous entendons reprendre contact avec les masses ouvrières parce qu'elles verront que le Socialisme a un programme et est capable de l'appliquer. Je pense donc que sur ce point précis, nous pourrons tous nous mettre d'accord pour dire et pour rejeter comme injurieux pour tout camarade Socialiste également, de considérer que lorsque nous posons le problème de la participation, nous recherchons pour notre Parti un pur ministérialisme. Nous cherchons l'efficacité du gouvernement et à travers l'action gouvernementale nous cherchons à reprendre le contact avec les masses ouvrières Mais vous sentez bien alors que si nous cherchons précisément l'efficacité dans, les conditions de la participation au gouvernement, il ne faut rien faire pour que cette participation au gouvernement n'atteigne pas l'objectif qu'elle s'est fixé et c'est pourquoi nous serons tous unanimes pour dire, et c'est ce qui ressort de toutes les déclarations, que la participation des Communistes au gouvernement est une condition indispensable d'une participation Socialiste. Non pas parce que les Communistes nous plaisent d'une façon plus particulière mais parce que précisément, ce programme gouvernemental s'adresse précisément aux masses laborieuses du pays et fait appel à leur sens civique. Il leur imposera des conditions très dures et vous sentez bien que si nous sommes coupés d'une fraction importante d'un parti politique qui n'aurait pas derrière lui les organisations syndicales, l'application d'un tel programme, serait pratiquement impossible.

Et puis, il y a un deuxième aspect du problème et c'est sur ce point peut-être que l'on n'a pas assez insisté. Lorsque nous avons condamné dans notre campagne électorale précédente l'impuissance du tripartisme, à quoi attachions-nous cette impuissance du tripartisme ? Nous attachions cette impuissance du tripartisme à la présence au sein du gouvernement d'un parti qui freinait toutes les mesures économiques et financières et je désigne : le MP. Et alors, voyez-vous, hier vous vous êtes prononcés unanimement contre la reconduction. Si donc, unanimement, vous pensez que la présence du MRP au sein d'un gouvernement serait de nature à affaiblir considérablement le programme même que nous vous proposons cela comporte une sanction et une sanction normale et logique : c'est

qu'une participation Socialiste ne peut se faire que dans la mesure où précisément il n'y ait pas ce frein au sein du gouvernement que nous voulons créer et que cela implique bien entendu, l'exclusion du MRP.
Il nous reste donc en quelque sorte aujourd'hui, puisque l'expérience d'un Front populaire élargi aux républicains sincères désirant s'associer à un programme précis n'a pas été réussie sous l'étiquette d'un membre du Parti Communiste, il nous reste à envisager d'une façon très sérieuse l'hypothèse d'une participation à un gouvernement de Front populaire à direction Socialiste car, voyez-vous, là encore, n'ayons pas peur des mots. Nous avons la conscience tranquille, nous savons très bien qu'en demandant la responsabilité du pouvoir, nous savons les risques que cela comporte. Mais si nous sommes tous unanimement convaincus que notre programme est le bon, le seul juste, alors, je vous le demande, camarades, pourquoi ne pas tenter l'expérience avec un Communiste à la tête du gouvernement ? C'est une question d'appréciation. Si vous estimez que votre programme est inapplicable, alors ne tentez pas l'expérience. Mais si vous vous dites tout de même, que vous risqueriez d'être impopulaires pendant quelques mois mais que vous acceptez d'avance les impopularités passagères, alors je vous demande : ayons donc tous ensemble ce courage civique de dire : puisque nous avons un programme, puisque nous sommes décidés à l'appliquer, prenons nos responsabilités.
C'est ce que nous avons d'ailleurs dit et Jules Moch avait rédigé la déclaration finale du Congrès d'août lorsqu'il avait déclaré : le Parti Socialiste réclame l'honneur de servir ce pays. Eh bien, il est bien entendu que cela pourrait constituer la grande directive des conditions de la participation.
Envisageons rapidement les conditions du soutien et la-dessus je partage tout à fait les critiques de Max Lejeune sur les conditions de soutien. Le soutien est la position la plus fragile que nous pourrions adopter. Elle ne pourrait se justifier que dans le cas où une cascade ministérielle risquerait de compromettre la démocratie tout entière, mais je considère que les conditions du soutien dans un tel cas n'auraient à ce moment qu'un objectif beaucoup plus limité, car il ne s'agirait pas, je le répète, d'appliquer intégralement notre programme mais ce serait déjà une position de repli et dans ces conditions-la, vous sentez bien que le soutien n'est qu'une mesure de sauvegarde des libertés républicaines, mais je considère pour ma part que la retraite sur l'Aventin ne constitue pas la position d'un parti révolutionnaire qui veut avoir un contact avec les masses et qui proclame sur tous les tons qu'il est prêt à prendre les responsabilités du pouvoir.
Restent les conditions de l'opposition maintenant ! Car s'il n'y a pas de participation, s'il n'y a pas de soutien, il y a des conditions d'opposition. Il est peut-être aussi nécessaire de prévoir dans ses grandes directives les conditions d'une opposition, je n'ai pas besoin d'insister sur ce point. Je pense que le Parti est unanime à ne pas apporter sa collaboration à un gouvernement de droite. Je suis également d'accord et également sur ce point le Parti saurait prendre toutes les mesures pour faire obstacle à un gouvernement basé sur une coalition révisionniste à la chambre car je pense que notre Parti ne pourrait pas souscrire à une telle politique. Voilà les grandes directives qui pourraient diriger nos

négociations. Nous n'avons pas cherché à ligoter le Parti, nous avons cherché au contraire à rendre efficace une participation gouvernementale. C'est là le vrai problème Je ne crains pas pour ma part une expérience gouvernementale et je ne la crains pas, dans la mesure où nous sommes assurés d'avance de l'efficacité des mesures que nous vous avons proposées et c'est là qu'il faudra une action solidaire du Parti et du gouvernement et c'est là qu'il faudra une étroite coordination entre nous tous pour que nos ministres travaillent au gouvernement pour faire prévaloir nos décisions et que les militants fassent connaître au pays notre programme Voilà, camarades, les quelques observations que j'avais à faire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jules Moch.

Jules Moch

Camarades, d'habitude, je lis des motions qui sont votées à l'unanimité. Aujourd'hui, je défendrai une thèse que beaucoup d'orateurs ont défendue et je n'ajouterai que des arguments différents et qui ne rallieront pas l'unanimité.
La première remarque sur laquelle je voudrais dire un mot, c'est cette question des mandats impératifs dans les Conseils nationaux. Métayer, Daniel-Mayer, Lejeune en ont parlé. C'est quelque chose de très grave quand on voit les discours des divers orateurs dont tous, sauf un jusqu'à présent, ont soutenu une thèse déterminée alors que l'on sait que les fédérations ont donné pour un très grand nombre des mandats impératifs, je dis qu'il y a un péril pour le Parti et que les camarades qui agissent ainsi trahissent l'idée qui a présidé à la renaissance du Conseil national.
Le Conseil national n'est pas un Congrès. Le Congrès est précédé de la consultation régulière des fédérations et des sections. C'est un instrument lourd et lent et qui décide souverainement. Le Conseil national est un organisme où l'on fait appel à des hommes et non pas à des calculs arithmétiques qui ne reposent en général sur rien. Un Conseil national, on l'a dit,
doit pouvoir être convoqué en 48 heures.
Alors, si tout à l'heure, nous sommes battus par le vote des absents, car un grand nombre de secrétaires sont déjà partis en laissant une enveloppe qui s'inspire d'une décision prise par une douzaine de camarades d'un chef-lieu de province, nous n'améliorerons pas le bulletin de santé du Parti. Je le dis avec beaucoup de gravité et je pense que le bureau doit se saisir de cette question et qu'il fera introduire dans nos statuts une définition du Conseil national de manière à en faire l'organisme vivant de travail en commun d'hommes qui ont au moins le courage de prendre leurs responsabilités vis-à-vis de leurs fédérations.
(Applaudissements)
Voilà le premier point. Le deuxième est le suivant : je suppose que demain un chef du gouvernement soit désigné. Je ne le crois pas plus que je ne pensais hier à l'élection de Thorez puisque avant que le premier bulletin tombe dans l'urne j'avais indiqué à mes voisins qu'il aurait aujourd'hui 257 voix. Je me suis

Fondation Jean-Jaurès

trompé de 2 voix. Je pense que demain aussi, le candidat de droite arrivera plus près de la majorité de 310 voix mais qu'il ne l'atteindra pas. Supposons cependant que ce gouvernement soit constitué : demain est le 5 décembre. Que le chef du gouvernement soit élu, le gouvernement sera constitué au plus tôt le 7. Etant donné les élections au conseil de la République, la première date à laquelle il peut se présenter devant la chambre qui doit l'investir, vous le savez, est le 10. Or, une constitution dont on se demande comment on a pu arriver à y inclure tant de complications fait que le Conseil de la République se réunit pour la première fois dans la nuit du réveillon, le 24 décembre. Voilà un premier point. Le deuxième, c'est qu'il faut qu'avant le 31 décembre, des crédits soient votés qui permettent à la machine générale du pays, de fonctionner...

Dans la salle - Pour le vingt-trois !

Jules Moch - J'y viens, mon cher ami, et je m'excuse d'empiéter sur les prérogatives de l'ancien et du futur président de la Commission des finances. Si le budget n'est pas voté le 23 décembre, la veille du réveillon, il ne pourra pas être voté le 31 décembre. En effet, jusqu'au 23 décembre, nous sommes sous le régime de l'assemblée unique. A partir du 23 décembre, il faut que le budget soit soumis pour avis à la deuxième assemblée, laquelle devra valider ses membres, constituer son bureau etc. de sorte que, se réunissant la première fois le 24 décembre, elle ne pourrait commencer à donner son avis sur le budget que le 28, le 29 ou le 30, c'est-à-dire trop tard pour que quelque chose soit fait pour le 31. Il faut donc que l'Assemblée Nationale, usant du dernier délai pendant laquelle elle est seule et souveraine, ait voté un budget provisoire de trois mois pour le 23 décembre. Or, c'est un gouvernement nouveau qui va être obligé de s'inspirer du travail fait pendant des mois par le gouvernement démissionnaire et ce budget pose deux problèmes essentiels sur lesquels il faudra que le nouveau gouvernement prenne position presque dans les 24 heures. L'un, c'est le problème de la suppression des subventions, totales ou partielles. Nous ne pouvons pas continuer à payer 60 milliards par an, c'est-à-dire 15 milliards en trois mois de subventions.
Le deuxième, c'est celui de la durée du service militaire. Le gouvernement devra dire tout de suite, si, décidé à faire une centaine de milliards de réduction dans le budget des dépenses militaires, il accepte d'y inclure vingt, vingt-cinq milliards pour les trois mois de janvier, février, mars, ce qui a comme conséquence immédiate la fixation d'une durée réduite du service militaire. Ces deux grandes questions et toute la contexture du budget, il faut que le nouveau gouvernement, la nouvelle Commission des finances et la nouvelle assemblée en délibèrent entre le 10 décembre, date la plus rapprochée possible et le 24 décembre, date la plus éloignée possible. C'est déjà presque insoluble, mais j'attire l'attention des camarades sur le fait que si la crise se prolonge, les journaux ne manqueront pas de développer l'argumentation que je viens d'esquisser et ne manqueront pas de dire que le Parti est responsable de la pagaille dans laquelle nous nous trouverons si le 31 décembre, les caisses de l'Etat étaient fermées. Voilà le

Collection Jean Jaurès

premier point important, je crois qu'il n'avait pas encore été signalé par les camarades qui ont la même position que moi en la matière et qui devrait être présent à l'esprit des militants même s'ils se croient liés par un mandat impératif.
La deuxième remarque que je voudrais faire, est la suivante : ceux d'entre vous qui veulent s'opposer par principe à toute participation, de quel gouvernement rêvent-ils ? Car enfin, il faudra tout de même à la France un gouvernement ! Il n'y a que deux solutions possibles si nous n'y sommes pas : l'une, c'est que, passant par-dessus nous, les Communistes fassent un gouvernement avec le MRP. Oui, oui ! Je pense bien que cela vous ferait plaisir, mais enfin, restons les pieds à terre, autant que possible : je n'imagine pas après les nettes affirmations récentes, Bidault sans Thorez et Thorez sans Bidault, les Communistes acceptant brusquement une combinaisons semblable mais, mon cher Marceau, nous connaissons les habiletés du Parti Communiste et c'est parce que nous les connaissons que je suis persuadé qu'ils ne fera pas cette maladresse et qu'il prendra prétexte de notre proposition pour dire : nous aurions bien voulu constituer un gouvernement et ce sont les Socialistes qui nous en ont empêchés. Si vous êtes des hommes politiques et, par moments, je doute que nous le soyons tous, je vous en prie, Marceau, écartez de votre esprit l'hypothèse qu'un gouvernement MRP/Communiste pourrait se faire pour le simple plaisir de nous permettre d'entrer dans l'opposition et de reconquérir des positions plus solides dans le pays…

Marceau Pivert - Vous savez bien qu'il y a des questions internationales, qui commandent le gouvernement actuellement, que Staline a été capable de s'allier avec Hitler et qu'ils sont capables demain si les considérations internationales l'exigent de faire beaucoup moins : c'est-à-dire une combinaison Thorez-Bidault, qui se sont déjà alliés.

Jules Moch - Permettez ! J'ai seul la parole et je ne voudrais pas user de tout mon temps de parole pour discuter une idéologie de ce genre et je voudrais très amicalement laisser Marceau à ses illusions. Qu'il croit ou du moins qu'il me permette à moi de croire qu'un gouvernement MRP/Communiste surgissant du néant est une grande illusion.
Il nous reste donc, l'hypothèse d'un gouvernement de droite. Un gouvernement de droite, évidemment ne sera pas viable. Peut-être au début marcherait-il, mais est-ce que vous croyez que c'est une très bonne position dans ce pays, d'avoir été, par notre abstention, je m'en excuse le mot est mal porté maintenant par notre montée sur l'Aventin, d'avoir été responsable de la formation dans ce pays d'un gouvernement de droite pure, d'un gouvernement excluant toute la classe ouvrière ? J'ai confiance que là encore, le jeu Communiste est trop simple et consistera une fois de plus à dire, c'est la faute des Socialistes. Alors, je suis d'accord avec ce qu'ont dit Boutbien et d'autres camarades. Je dirais simplement à Boutbien que les choses ne sont pas aussi tranchées ; il peut être plus facile à certains moments de faire des réformes sociales ou financières avec

certains hommes du MRP - je ne dis pas avec le MRP, dans son ensemble - qu'avec certains Radicaux et je n'ai pas résolu dans mon esprit, en reprenant cette vieille terminologie parlementaire, je n'ai pas résolu depuis un an la question de savoir qui est le plus à gauche : Radicaux ou MRP. Parfois j'ai l'impression que c'est le MRP.
Je pense qu'il faut rester sur la première partie de votre démonstration et dire : nous avons un programme et par conséquent ceux qui acceptent non pas les grandes lignes, non pas un terme vague, mais ceux qui acceptent les principes fondamentaux de ce programme, les détails on peut en discuter, mais les principes fondamentaux financiers et économiques de ce programme, ceux-là, quels qu'ils soient, peuvent travailler avec nous.
Enfin, je voudrais répondre simplement pour terminer à notre camarade du Vaucluse qui a parlé tout à l'heure et dont je n'ai pas entendu le nom. Je sais qu'un secrétaire fédéral est déjà mal vu de ses militants, à partir du moment où il est élu. A fortiori, un ministre. Je le sais et je porte ma croix quelquefois avec tristesse car je voudrais que les camarades se rendent compte de ce qu'est actuellement la vie d'un membre du gouvernement et je voudrais aussi lorsqu'ils rejettent légèrement par-dessus toute espèce de participation en parlant de "ministérialisme" ou de "désir du pouvoir" qu'ils se rendent compte que cela fait tout de même une différence que Marcel Naegelen soit à l'Education nationale et y défende l'enseignement laïque plutôt que d'y voir un MRP.
(Applaudissements)
Cela fait une différence que Moutet empêche que se rallume comme le voudraient certains, militaires et peut-être d'autres membres du gouvernement, la guerre en Indochine… (applaudissements)… et qu'il n'est même pas indifférent que le manque de crédits militaires m'ait permis d'arracher au ministre des armées toute l'aviation sportive dans laquelle sont enrôlés 150 000 jeunes gens parmi lesquels nous espérons pouvoir faire rayonner un peu d'influence Socialiste.
Tout cela, ça compte et il faut faire la balance exacte des avantages et des inconvénients.
Ce qui me frappe le plus, et ce sera ma conclusion, c'est cette espèce de coupure entre ceux des militants de la base - je n'aime pas cette expression - disons ceux des militants de province...

Dans la salle - et de Paris !

Jules Moch - … et de Paris si vous voulez, qui ont été consultés avant ce Congrès et l'état d'esprit qui s'est manifesté chez des hommes qui ont eu une responsabilité parlementaire politique quelconque. Cela ne s'explique pas, croyez-le camarades, par des arguments mineurs, un peu subalternes, comme celui de l'appétit du pouvoir des uns ou du doctrinarisme étroit des autres. Il faut chercher plus loin. Il faut chercher d'abord dans un retour offensif de la tradition, cela nous rappelle, on l'a dit, de vieux débats avec Renaudel sur la participation et la non-participation : le Parti a vécu si longtemps dans l'idée que

la participation, si j'ose dire, sentait le roussi, que l'odeur réapparaît de temps en temps et puis, c'est aussi un réflexe et c'est un réflexe qu'on pourrait appeler, en reprenant un mot de Léon Blum, un réflexe de peur ou un réflexe de fuite, de fuite devant le pouvoir, ce qui est une manière de fuite devant la démocratie, c'est-à-dire et ce sera ma conclusion : un réflexe de suicide pour le Parti et une promesse de dictature pour la France.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Tanguy-Prigent.

François Tanguy-Prigent

Mes chers camarades, je m'excuse d'intervenir une nouvelle fois : je tâcherai de le faire très rapidement d'autant plus que je n'ai pas encore récupéré des forces suffisantes pour faire un long effort. Je veux, dans le même sens qu'hier, d'ailleurs, apporter quelques observations et donner, en même temps que mon opinion personnelle, celle d'un certain nombre de fédérations Socialistes de l'ouest, mais je veux auparavant dire que je suis étonné que le conseil ait renoncé à parler des cas d'indiscipline qui se sont produits cet après-midi. On a dit : c'est enterré ! Je ne le crois pas, et si nous sommes un parti démocratique, nous tiendrons peut-être compte de l'émotion que ces cas d'indiscipline vont causer dans nos fédérations et dans nos sections. Je ne sais pas si le Conseil national était compétant ou pas mais qu'on devrait tout de même en parler et je veux dire que j'estime que ces cas d'indiscipline vont faire, ont déjà commencé à faire un grave mal au Parti qui n'avait pas besoin de cela en ce moment. Nous allons véritablement devenir le Parti Radical. Pis que cela, car au moins le Parti Radical aurait la pudeur de n'avoir pas toujours le mot de discipline à la bouche et d'autre part, nous n'avons jamais pensé que la vie et la cohésion du Parti Radical avaient une relation aussi étroit avec l'intérêt du pays que la vie et la cohésion du Parti Socialiste.
Je me rappelle que lorsque, sans d'ailleurs à ce moment-là exiger des conversations préalables, le groupe parlementaire avait décidé de voter Bidault, nous étions quelques-uns au groupe parlementaire qui avions voté contre la candidature Bidault estimant qu'il était grave que dans notre pays qui est tout de même laïque, nous apportions notre suffrage au candidat d'un parti confessionnel. En séance nous avons presque tous suivi la discipline mais il y en eut quelques-uns pour qui ce fut un véritable cas de conscience et qui malgré tout n'avaient pas voté pour la candidature Bidault. Aussitôt : grosse émotion. Réunion du groupe parlementaire aussitôt après le vote, adjurations de toutes sortes. Aujourd'hui la scène pathétique a eu lieu avant et non après le scrutin, et on a obtenu de ces camarades, moi-même j'ai insisté auprès de ces camarades pour qu'ils rectifient leurs votes. Et aujourd'hui alors que cela est encore plus grave (car j'ai été discipliné ce jour-là et j'en suis fier) mais c'était moins grave de se séparer d'un parti confessionnel qui a derrière lui toutes les troupes de la réaction que de se séparer d'un…
(La fin de la phrase se perd dans les applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Je suis obligé de rappeler à notre camarade Tanguy que nous ne devons pas discuter de cette question maintenant. Si le conseil estime qu'il doit en discuter, il la reprendra après, mais pour l'instant, nous continuons sur l'ordre du jour.

François Tanguy-Prigent - J'en ai terminé. Le même effort n'a pas été fourni pour essayer de ressouder l'unité du groupe parlementaire et, alors, j'arrive maintenant à la question ou aux questions qui nous sont posées ce soir. Je précise tout de même que l'autre question, si on n'a pas voulu la discuter aujourd'hui sera tout de même discutée et que je veux vous dire ma pensée personnelle, c'est que l'intérêt du Parti exigera des sanctions sévères si nous ne voulons pas l'extinction du Parti Socialiste.

Vincent Auriol - Ne soyez pas si sévère, Tanguy-Prigent.

Guy Mollet - Un mot pour une motion d'ordre. Je vous en prie, avec la permission de Tanguy-Prigent, je voudrais que toutes les interventions qui seront faites maintenant ne puissent plus porter sur cette question. J'avais demandé au début de la séance au président de séance une brève intervention. J'étais venu avec ce carnet à la main, car si j'avais pu le faire, j'aurais empêché qu'une fausse interprétation soit donnée des pouvoirs du Conseil national car il a été dit ici au début par erreur que le Conseil national pouvait en être saisi. Je vous invite à vous reporter aux statuts qu'un Conseil national très récents a votés. Ses statuts disent, dans leur article 59 : "Chacun des élus parlementaires en tant qu'élu, et l'ensemble du groupe en tant que groupe, relèvent du contrôle du Comité directeur". Je demande à tous ceux qui prendront la parole maintenant de se limiter à l'ordre du jour.

Jules Moch - C'est la thèse que je m'étais permis de soutenir.

François Tanguy-Prigent - J'en arrive alors aux questions que nous avons à débattre ce soir, sans aucun regret d'ailleurs pour les paroles que j'ai prononcées précédemment et je veux dire, maintenant que Thorez est battu, que nous avons à nous prononcer sur les éventualités qui se présenteront dans les heures et les jours qui viennent. Et je veux dire, au nom des fédérations auxquelles je faisais allusion tout à l'heure, dire que nous nous prononçons d'une part contre la présentation d'un candidat Socialiste à la présidence du conseil. Ni le pays ni le Parti ne demandent ni n'attendent cela et je répète ce que j'ai dit hier, à savoir que nous considérons que le suffrage universel a commis une erreur extrêmement lourde pour le pays mais qu'hélas, nous ne pouvons pas ici dans cette salle modifier le sens du verdict populaire.
Deuxièmement, et là-dessus, je crois qu'après mon départ la nuit dernière, le Conseil national s'est prononcé, nous sommes contre le vote en faveur d'un candidat d'un autre parti. J'étais pour le vote en faveur du candidat du Parti

Communiste mais les autres partis représentent pour nous des partis de réaction. Si le Parti Radical est encore quelquefois plus laïque que le MRP, sur le plan économique par contre, il se place à l'extrême-droite. Par conséquent nous ne pouvons pas envisager d'apporter le suffrage Socialiste aux candidats des autres partis qui se trouvent à notre droite dans l'assemblée.

Maintenant, reste la question de la participation ou du soutien. Nous nous prononçons contre la participation. En faisant cela, nous sommes certains de traduire la volonté de nos militants et je crois que cela n'est point méprisable ni mesquin. En faisant cela nous pensons au Parti et nous pensons aussi d'ailleurs aux intérêts de la France, de la démocratie, aux intérêts de la paix. Je ne rappelle pas ici mon argumentation, d'hier ou de ce matin, à savoir que c'est dans la mesure où nous pourrons sauver le Parti Socialiste, lui redonner sa force que nous empêcherons la constitution de ces deux blocs qui ouvriront la porte à l'aventure aussi bien sûr le plan intérieur que sur le plan extérieur.

D'autre part, nous affirmons que nous ne pouvons pas passer dans l'opposition pure et simple. Ce serait alors cette fois là un manque de courage de notre part. Cela est totalement impossible. Nous nous prononçons donc pour la non-participation mais pour le soutien, le soutien à un gouvernement s'il peut se constituer qui aurait la participation du Parti Communiste, soutien loyal mais conditionnel soutien sur la base du programme que nous venons d'établir, programme d'action immédiate et soutien qui se traduira d'une part par une action parlementaire et d'autre part par l'action dans le pays en vue de refaire le Parti, de lui redonner toute sa force, action incessante dans le pays par tous nos militants, à tous les échelons. Nous sommes convaincus, en proposant cela que nous défendons en même temps les intérêts du Parti Socialiste et aussi les intérêts de la France. Je l'ai dit hier : il est exact qu'en minimisant le Parti qui était l'axe de toute majorité républicaine laïque et sociale en France, le suffrage universel nous a donné une chambre difficilement gouvernable. Cela n'est pas de notre faute mais c'est un fait que nous ne pouvons nier et dont nous devons tenir compte.

Et j'en arrive pour terminer à la question qui a été posée par Daniel Mayer et par quelques autres camarades. Le Conseil national doit décider. Bien sûr, nous devons faire confiance au groupe parlementaire et au Comité directeur pour appliquer les décisions du Conseil national, mais il faut préalablement qu'il y ait des décisions. Il faut que le Conseil national donne au groupe parlementaire et au Comité directeur des directives précises, qu'il dise exactement ce qu'il veut de manière à ce que nous soyons certains que la volonté du Parti sera suffisamment connue et sera ainsi interprétée d'une façon exacte et pour ma part, je souhaite que cette interprétation se fasse dans le sens que je viens d'indiquer : pas de participation. Si un gouvernement comprenant des Communistes peut se constituer, soutien loyal sur la base du programme. Je ne dis pas que vous deviez considérer les mandats comme absolument impératifs. Je n'ai jamais été partisan des mandats absolument impératifs, je ne veux pas l'être aujourd'hui parce que cela pourrait être par exemple favorable à une thèse que je défends à la tribune. Mais je dis aux camarades, je le dis très sincèrement

: efforcez-vous de penser quelle sera la réaction des militants et je ne parle pas seulement des Commissions exécutives fédérales mais des militants, des travailleurs de nos sections, lorsque vous leur aurez fait le compte-rendu des débats du Conseil national. Je suis persuadé que leur réaction sera telle qu'elle était déjà au lendemain même des élections, après les informations que vous leur apporterez en quittant la capitale. Je suis persuadé que si nous nous engagions dans la voie de la participation, nous aboutirions au découragement de nos militants, au découragement des travailleurs qui restent encore dans nos sections, aussi bien dans les villes que dans les campagnes et que nous aboutirions par conséquent à cet effritement du Parti dont je parlais hier. Au lieu de cela, nous devons, par l'action dans le pays, à la faveur de notre action parlementaire, redresser ce parti. Nous n'avons pas le droit de renoncer comme le font certains d'abord à conserver les ouvriers et les petits paysans qui sont encore chez nous et aussi à reconquérir des camarades qui nous ont quittés parce qu'ils ont estimé que notre politique manquait quelques fois de netteté. Je vous demande donc d'écouter cette voix, du Parti et je suis sûr qu'elle s'exprime dans le sens en même temps de l'intérêt du Socialisme, de l'intérêt de la France et de l'intérêt de la paix.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Augustin Laurent, de la fédération du Nord.

Augustin Laurent

Camarades, je m'excuse également de revenir à cette tribune pour dire le sentiment de la fédération du Nord sur ce que doit faire à notre sens, le Conseil national de ce soir.
Il y a une première question qui me paraît très simple. C'est encore une fois le résultat des élections du 10 novembre qui furent un premier échec et le résultat de celles du 24 novembre qui furent un autre échec. Il est clair que la volonté du Parti, de nos sections, de tous nos militants est sur ce point qu'il faut tenir compte, qu'il faut en tenir le plus grand compte pour fixer les règles de notre action pour demain. Hier, nous nous étions fixés une règle, elle était claire. Nous avons donné au groupe parlementaire le mandat de voter pour le candidat que présentait le Parti désigné par le suffrage universel parce qu'il était numériquement le plus fort
Le groupe parlementaire a traduit dans les faits la décision du Conseil national : échec ! Ce n'est pas de notre faute. Il faut enregistrer cet échec et se placer devant une seconde opération, c'est celle de demain : une autre candidature. Et il est bien évident que personne ici, en tout cas ce n'est pas le sentiment, ce n'est pas l'opinion de la fédération du. Nord, personne ici, ne songe à prendre des positions, des attitudes qui empêchent la formation de toute espèce de gouvernement, tout le monde reconnaît la nécessité de faire un gouvernement….

Dans la salle - Le plus tôt possible

Fondation Jean Jaurès

Augustin Laurent - Le plus tôt possible si vous voulez, et alors, pour les mêmes raisons qu'hier, pour tenir compte des indications du suffrage universel, j'ai entendu ici beaucoup d'opinions, beaucoup d'interventions depuis hier, eh bien, je suis obligé de dire qu'elles n'ont pas toutes serré la réalité des faits. Devant quoi sommes-nous placés ? Je le répète, c'est le premier échec de la formation d'un gouvernement avec la direction du parti qui semblait être qualifié pour prendre cette initiative d'après les chiffres.
Alors, la fédération du Nord dit au Conseil national : il faut donner au groupe parlementaire le mandat de voter pour le représentant du Parti qui sera capable de former un gouvernement, et je dis qu'il n'y a là rien d'anormal, nous l'avons déjà fait il n'y a pas très longtemps et je vous déclare qu'ici je suis en train de faire ce qu'on a demandé tout à l'heure, par la voix do Daniel Mayer et de Jules Moch, c'est-à-dire de ne pas s'en tenir d'une manière trop rigoureuse au mandat que vous donne votre fédération. J'avais sur ce point un mandat d'abstention en face de la proposition de candidature Bidault ou Schuman mais je suis obligé de me rendre compte que le Parti, s'il veut être logique doit demain avoir l'attitude qu'il a eue ce matin, c'est-à-dire se déterminer en fonction des indications du suffrage universel.
Voilà donc à notre sens, la première décision que le Conseil national doit prendre ce soir en donnant mandat au groupe parlementaire.
Il en est une seconde qu'il faut trancher : c'est qu'il faut que le Conseil national dise très clairement s'il est pour ou contre la participation. Hier soir, on a ajourné la question. Le Conseil national n'a pu être consulté à la suite de la proposition qu'a faite Jules Moch. Ce soir, nous disons que le Conseil national doit se prononcer d'une manière très claire et très nette sur le point de la participation. Je ne dirai pas les raisons pour lesquelles nous disons que le Conseil national doit dire non à la participation. Mais tout de même, nous sommes un peu effarés à quelques-uns, de voir l'état d'esprit qui règne dans ce parti, dans ce Conseil national. Il semble qu'il n'y ait pas d'action parlementaire et d'action Socialiste possible en dehors de la présence de ministres Socialistes dans les gouvernements…

Dans la salle - Très bien ! Très bien !

Augustin Laurent - Eh bien, non, et ici nous touchons à quelque chose d'extrêmement sensible. Je dis que si nous donnons l'impression qu'il n'y a plus rien d'autre à faire que d'envoyer des ministres Socialistes en toute occasion dans les gouvernements qui se présentent, je vous assure que nous allons créer dans les sections un état d'esprit de désaffection et d'irritation contre la direction du Parti, contre ses organismes directeurs, contre ses organismes centraux et en particulier contre le Conseil national.
Ecoutez, camarades : on nous dit qu'il faut y aller pour éviter que certaines fautes soient commises, pour éviter que les choses prennent un chemin différent de celui qui avait été tracé à l'origine. Eh bien, prenons par exemple, les nationalisations. Est-ce que les nationalisations n'ont pas été détournées de leur

véritable objet par le Parti Communiste ? Est-ce que par exemple en ce qui concerne les houillères, vous n'avez pas la preuve formelle que cette nationalisation a manqué son but dans l'état actuel des choses ? Je ne vais pas faire ici un exposé sur la situation des houillères après le travail qui y a été fait par le Parti Communiste mais je puis bien vous dire que dans l'opinion publique nous aurons de graves mécomptes pour justifier l'idée des nationalisations et pourtant ce sont toutes ces opérations qui ont faussé le sens des nationalisations, car ne l'oublions pas, le Parti Communiste dit, par exemple, s'agissant des nationalisations des mines : "La mine aux mineurs", alors que nous disons, nous nationalisation pour le bien public, dans l'intérêt du pays, dans l'intérêt de la nation : deux conceptions différentes mais dont la structure et toutes les mesures prises par le Parti Communiste ont abouti a faire cela des nationalisations des houillères. Or, est-ce que cela n'a pas été fait pendant que nous avions des ministres au gouvernement ? Vous avez eu la possibilité de vous opposer à ce travail extrêmement important de la part du Parti Communiste sur le plan des nationalisations. Il y a d'autres exemples que je ne peux pas examiner ici pour ne pas allonger mon exposé.

La position que nous prenons vis-à-vis de la participation, ce n'est pas une position négative. Ce serait une position négative si nous disions : le Parti Socialiste pratiquera l'opposition. Je sais qu'il y a des camarades qui y pensent, mais nous disons que ce n'est pas possible et nous disons au contraire : la preuve que nous ne préconisons pas l'opposition systématique, c'est que nous disons : le Parti devra pratiquer une politique de soutien conditionné au programme et quand nous disons conditionné au programme, vous savez bien que je ne dis pas à notre programme. Nous n'avons pas la naïveté de vouloir imposer notre programme tel qu'il a été établi. Il est destiné, lui, si je comprends bien à conditionner une action gouvernementale dirigée et animée par le Parti Socialiste. Notre programme, votre programme, celui qui vous a été soumis et que nous avons discuté hier après l'exposé si remarquable de Jules Moch, n'a pas d'autre sens : c'est le programme du Parti Socialiste, c'est le programme que nous devons faire connaître au pays le plus rapidement possible de manière à ce que demain on sache dans l'opinion publique ce que sont nos solutions, ce que sont nos projets en tout état de cause, en matière financière, économique sociale ou autre.

Et ici, dans la dernière partie de ce que j'avais à dire, j'avoue avoir quelque hésitation. J'admire ceux qui viennent ici préconiser des solutions en disant que ce qu'ils proposent, c'est ce qu'il y a de mieux, alors que nous nous rendons compte que la question est véritablement difficile.

C'est ainsi qu'à votre Congrès général, nous avions dit qu'il n'est pas douteux que le pays n'attend pas un gouvernement Socialiste, je l'ai dit tout à l'heure au début de mes explications. Nous avons été condamnés par le suffrage universel. Nous sommes, nous, le Parti qui a perdu des voix, tandis que tous les autres en ont gagné. Par conséquent notre Congrès fédéral estimait qu'il n'était pas du tout désirable ni souhaitable que nous allions demain, tout de suite, c'est-à-dire dans les premiers jours de la crise, à la direction des affaires du pays alors que

c’est précisément ce que ne demande pas l’opinion publique de ce pays qui sait que nous avons été condamnés. Nous ne pouvons cependant pas écarter cette hypothèse. Il faut se placer en face de la réalité. Encore une fois, nous ne le voyons pas, ce gouvernement à direction Socialiste pour tout de suite, mais nous sommes obligés de nous rendre compte par les premiers renseignements, les premières indications que nous recueillons sur ce qui s’est passé hier et aujourd’hui, que cela peut aller plus rapidement que nous l’aurions souhaité, que nous l’aurions désiré.
Alors ? Je vais ici encore transformer le mandat qui m’a été donné. Pour envisager une telle hypothèse, la fédération du Nord demande la convocation d’un Conseil national, d’un autre Conseil National. Eh bien, je prends la décision de me rallier a une proposition qui dirait que mandat est donné au groupe parlementaire et au Comité directeur de faire face à cette situation, sauf si les conditions matérielles rendaient possible la convocation d’un Conseil national. Voilà camarades, les explications que j’avais à vous fournir. Je ne les entoure pas d’autres considérations, d’autres camarades doivent parler. Je pense que l’essentiel est de dire les choses pratiques et les choses qui aboutissent à une solution.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Grumbach.

Salomon Grumbach

Après tous les orateurs qui ont parlé, je m’excuse auprès du Conseil national de reprendre encore la parole. La question est posée clairement, Le Conseil national va-t-il cette nuit, si possible avant minuit, prendre position contre toute participation à un gouvernement quelconque, quelle que soit sa direction et son programme ?
Augustin Laurent vient de vous dire l’importance de ce programme. Nous avons dit que ce programme était un programme gouvernemental et alors, je vous pose cette question : supposez qu’un parti, ou des partis, se déclarent d’accord avec une partie substantielle de ce programme. Dans ce cas, le Parti refusera-t-il quand même toute forme de participation ? Le Parti dira-t-il non ? Croyez-vous que ce serait utile au point de vue Socialiste ? Au point de vue français ? Je suis convaincu que si un accord était possible sur ce programme avec un ou d’autres partis capables de former le gouvernement de demain le Parti se trouverait dans l’impossibilité de dire non, car sans cela, a position morale dans le pays serait fortement ébranlée.
D’ailleurs, j’attire votre attention sur un petit fait : nous avons, je crois 330 000 membres inscrits. Nous avons presque trois millions d’électrices et d’électeurs qui ont bien voulu nous rester fidèles. Je puis donc dire que 89% de notre effectif électoral ne sont pas inscrits au Parti. Etes-vous surs que nous agissons en conformité avec leur volonté si nous refusions de nous mettre à la disposition de la France ?
Certes, Augustin Laurent avait raison de vouloir défendre la nécessité de voir

Fondation Jean Jaurès

au-delà de l'action du gouvernement et du parlement, l'action normale, permanente, méthodique de la propagande Socialiste.
Si nous avons perdu du terrain, les raisons en sont multiples, mais la plus grande partie de ces raisons ne nous incombent pas, même si nous avons commis des fautes, ce qui est certain.
Je suis sûr et je ne crois pas me tromper en disant que le Parti nous blâmerait si le Conseil national refusait en tout état de cause toute participation : tout le Parti la désire quels que soient les scrupules de conscience dès une et des autres.
La politique de soutien ? Elle impose à un parti toutes les responsabilités sans lui donner le minimum d'influence…
(Bruits de conversations dans la salle)

Le président - Ceux qui ont des conversations particulières à tenir n'ont qu'à sortir.

Salomon Grumbach - Nous avons été diminués dans notre force physique mais pas dans notre force morale. Il arrive au Parti Socialiste au sein du pays, ce qui arrivera à notre patrie au sein des autres nations. Nous sommes diminués dans notre force physique, nous ne sommes plus une grande nation militaire et cependant on nous a accordé avec raison un siège permanent au sein du conseil des autres nations. Nous, Socialistes, mous ne sommes plus le premier parti dans le pays mais notre influence est encore grande. Nous ne remplirons pas notre mandat si nous n'acceptons pas la participation au gouvernement au nom des principes mêmes que nous avons inscrits dans notre programme.
(Bravos, applaudissements)

Le président - Je demande à nos camarades de cesser toutes les conversations particulières qu'ils tiennent en ce moment dans la salle.
La parole est à notre camarade Naegelen.

Marcel-Edmond Naegelen

Camarades, je n'ai pas du tout l'intention de revenir sur ce qui s'est passé dans cette même salle la nuit dernière et les prochains jours nous apprendront quelles sont les conséquences du texte que le groupe parlementaire, conformément aux indications qui lui avaient été données par le Conseil national, a émis cet après-midi. Je veux souhaiter pour ma part que ces conséquences soient celles que désiraient ceux qui nous ont imposé cette attitude. L'amour que j'ai de mon parti me fait souhaiter en cette occasion de m'être trompé.
Je voudrais examiner la situation telle qu'elle se présente ce soir, après le vote de cet après-midi qui a écarté la candidature Communiste à la présidence du gouvernement. Ceux qui ont pu assister à cette séance auront constaté comme moi que l'assemblé, était véritablement embarrassée et cela est vrai : j'en ai eu l'impression très forte de tous les partis, de tous les groupes, du groupe Communiste qui, peut-être, a été surpris du nombre relativement restreint des voix qu'a obtenu, son candidat, de notre groupe, qui s'est demandé ce qu'il allait

Fondation Jean-Jaurès

avoir à faire dans les heures qui viennent et, je crois, aussi des autres groupes qui siègent à notre droite et qui cherchent aussi, je crois, le moyen de sortir des difficultés devant lesquelles le Parlement et la nation tout entière se trouvent placés.

Ce qui rend ces difficultés plus pressantes et plus tragiques, c'est que ni les parlementaires, ni la nation, ni notre Parti ne peuvent s'entendre. Je ne reviendrai pas sur la démonstration faite tout à l'heure par Jules Moch. Le temps nous presse : si d'ici le 22 novembre au soir le gouvernement, qui n'est pas encore désigné, dont le chef n'est pas encore désigné, n'a pas élaboré un projet de budget pour au moins les premières semaines ou les premiers mois de 1947, si, d'ici le 23 décembre au soir, le projet élaboré par ce gouvernement n'a pas été discuté et adopté par l'Assemblée Nationale, en fait, toutes les administrations de France se trouveront le 1er janvier sans crédits. Voilà, la situation devant laquelle nous nous trouvons. Et c'est pourquoi je dis que nous ne pouvons pas attendre et qu'il faut sortir de la difficulté devant laquelle nous nous trouvons placés. Je regrette que la plupart des camarades qui m'ont précédé à la tribune et vous reconnaîtrez que je n'ai pas l'habitude d'abuser des tribunes ni du Conseil national ni du Congrès national, si ce n'est que pour les présider, ce qui ne me réussit pas toujours… (rires)… je regrette donc que la plupart des camarades qui m'ont précédé n'aient apporté ici que des propositions, purement négatives.

Cela a été le cas, je le leur dis en toute amitié, de Tanguy-Prigent, et cela a été ton cas, tout à l'heure d'Augustin Laurent. A un certain moment, j'interrogeais mes voisins de table, j'interrogeais Gouin et Tellier. Nous ne comprenions pas exactement ce que tu nous proposais. Laisse-moi te dire, et c'est peut-être un éloge que je te fais, que ton exposé était hésitant et obscur. Tu sens toi-même les responsabilités qui pèsent sur le Parti et qui pèsent par conséquent sur ta fédération qui est la plus nombreuse du Parti et qui a été longtemps un modèle pour tout le Parti. Mais, il nous semblait que là seule solution que tu nous proposais, je ne suis pas sûr d'avoir très bien compris, c'est que demain, nous votions pour un candidat du MRP.

Camarades, je veux bien. Après avoir donné nos voix à Thorez sur les indications qui ont été fournies par le Conseil national, nous les donnerons demain à quelque candidat du MRP, toujours sur les indications fournies par le Conseil national. Puis le temps passe, et ce n'est pas seulement, comme on le disait tout à l'heure, notre Parti qui se trouve abusé mais, prenez-y garde, tout le Parlement et les institutions républicaines. Et si d'ici quelques jours, j'allais dire quelques heures, vous n'êtes pas sortis de la crise gouvernementale, alors on répétera ce que M. Capitant déclarait dès le 11 novembre au matin, c'est que cette Assemblée Nationale ferait la preuve de son impuissance et qu'alors l'heure serait venue de retourner aux formules de de Gaulle, de retourner au discours de Bayeux et d'appeler de Gaulle au pouvoir.

(Applaudissements)

Camarades, moi je ne raisonne pas dans l'abstrait. Je me place en face des réalités. Elles ne sont pas toujours agréables à regarder mais c'est justement

alors qu'il faut avoir le courage de les regarder en face et d'essayer d'en sortir. J'entendais tout à l'heure Tanguy-Prigent qui nous disait : nous ne pouvons pas soutenir des candidats de parti, placés à notre droite. Encore une formule négative. Mais j'attends la proposition positive. Si nous ne pouvons pas soutenir de candidats placés à notre droite, cela signifie, ou bien que dans tous les votes qui se succéderont à l'Assemblé Nationale le Parti s'abstiendra et je vous demande alors quel jugement le pays portera sur nous, ou bien cela, signifie qu'une fois élus, nous seront obligés de voter pour un candidat Communiste ou qu'alors il nous faudra choisir nous-mêmes un candidat Socialiste. Et ces solutions, en tous les cas la deuxième, Tanguy-Prigent semblait l'écarter aussi. Je sais bien qu'il nous a dit : nous pratiquons le soutien d'un gouvernement qui aurait - j'ai noté sa formule - la participation Communiste. Encore faut-il que ce gouvernement se forme et pour cela, encore faut-il que nous ayons désigné un chef de gouvernement et alors, je repose la question : continuerons-nous à nous abstenir ou voterons-nous encore une fois pour un candidat Communiste ou bien enfin, nous déciderons-nous nous-mêmes à proposer à l'Assemblée Nationale un de nos hommes pour prendre la direction du futur gouvernement ? Je le répète, je demande, aux camarades de donner au groupe parlementaire et au Comité directeur, des indications et qui ne soient pas seulement des indications négatives mais positives contre la participation, comme le disait tout à l'heure, je crois, Augustin Laurent. Je le veux bien, mais avant que nous sachions si nous devons participer ou ne pas participer, il faut d'abord choisir un chef de gouvernement. Et puis, je m'étonne quand même que ce soit aujourd'hui, 4 décembre 1946, que Tanguy-Prigent se déclare contre toute participation, lui qui est au gouvernement depuis deux ans qui l'a été sous de Gaulle, qui l'a été sous Gouin, qui l'a été sous Bidault et qui a particulièrement insisté lorsque le gouvernement Bidault s'est formé pour figurer dans ce gouvernement...
(Protestations dans la salle. Coups de sifflet)
Camarades, je rapporte des faits et rien que des faits et je m'étonne que les circonstances s'étant plutôt aggravées, ce qui semblait bon il y a quatre ou cinq mois devienne tout à coup aujourd'hui la pire des choses et la fin du Parti Socialiste.
Camarades, je crois, quant à moi et je voudrais répéter ici ce que tout à l'heure Grumbach indiquait, c'est que notre Parti, si faible soit-il est encore un grand parti. Je ne veux pas entamer une discussion sur les causes notre défaite et de notre échec. Je pourrais, Augustin Laurent, me demander si c'est parce que nous avons été au gouvernement, que nous avons subi cet échec. Je pourrais poser cette question : est-ce que vous croyez que, d'avoir renoncé à la direction du gouvernement et à certains ministères créés au mois de juin dernier est-ce que vous croyez que cela nous a grandis dans l'opinion publique ? Est-ce que vous êtes sûrs que notre échec n'aurait pas été moindre si nous avions conservé la direction du gouvernement et les ministères clé ? Qui de nous ne peut répondre avec sûreté et avec certitude à la question que je pose ? Mais en tous les cas, je dis que nous sommes encore un grand parti, Grumbach le disait, nous, avons trois cent trente mille membres et trois millions d'électeurs derrière nous. Nous

ne pouvons pas, à l'heure où la France cherche encore, après l'horrible catastrophe qu'elle a vécue, cela n'a rien de surprenant, cherche encore son équilibre politique, économique, social et permettez-moi d'ajouter que le spectacle que nous donnons nous-mêmes en est la preuve, je déclare que, remontant de l'abîme comme elle le fait après cette catastrophe, il n'est pas surprenant que nous n'atteignons pas tout de suite notre équilibre mais je dis que puisque nous avons la possibilité de lui apporter nos solutions et de l'entraîner ainsi derrière nous, je dis que ce n'est pas par une politique d'abdication que nous grandirons le Socialisme et que nous rendrons à notre Parti son influence ancienne mais que c'est en ayant le courage de prendre nos responsabilités partout ou on nous appellera pour les prendre parce que nous sommes peut-être les seuls à avoir des solutions et en tous les cas, nous sommes les seuls à avoir une doctrine économique et une doctrine sociale solides.
Et alors, je veux demander aux camarades, qui sont réuni, ici ce soir, après ces deux longues nuits de débats un peu enfiévrés, je veux leur demander, moi aussi, de ne pas s'en tenir à des mandats impératifs. Au lendemain de la libération, nous avons tous pensé qu'on en finirait avec certaines habitudes et qu'on en finirait aussi avec la méthode des mandate impératifs et que les hommes, qui avaient reçu la confiance de leurs sections et de leurs fédérations, étaient capables de modifier certaines attitudes lorsqu'ils avaient entendu certains arguments ou lorsqu'on leur avait apporté certains faits. Nous sommes retombés dans ces vieilles habitudes mais je vous demande quand même de réfléchir : nous avons à choisir en ce moment entre redevenir un parti étroit, un parti étriqué et qui se rétrécira tous les jours jusqu'à ce qu'il ne soit plus qu'une sorte de cénacle ou d'académie marxiste ou bien un vaste rassemblement où figureront tous les républicains, où figureront tous les démocrates qui placeront en nous leur confiance, un vaste rassemblement qui sera animé par notre Parti et où notre Parti puisera ses forces nouvelles, des forces jeunes, puisera sa grandeur et puisera sa victoire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marceau Pivert.

Jean Courtois

(Parlant de sa place)
Est-ce que je peux dire un mot de mise au point avec la permission de l'orateur ? Je voudrais dire au Congrès, qu'il n'est pas exact que lors de la formation du gouvernement Bidault, Tanguy-Prigent ait manœuvré pour être ministre. Je rappelle aussi que lorsque le gouvernement Bidault s'est constitué, il y a eu un vote. Il y avait 56 parlementaires présents et à 28 voix contre 28, nous n'avons pu nous départager. Dans un deuxième vote, c'est par 29 voix contre 27 que le groupe parlementaire a décidé que nous prendrions l'agriculture et c'est ensuite le groupe parlementaire qui a décidé que Tanguy-Prigent serait à ce ministère. Mais lui est resté absolument étranger au débat.

Le président - La parole est maintenant à Marceau Pivert.

Marceau Pivert

Je pense que dans la mesure où nous voudrions donner une certaine tenue aux discussions, je crois que l'intérêt même du Parti exigerait que l'on essaie d'apprécier les tactiques et les méthodes sans descendre à un niveau où des hommes ayant les mêmes responsabilités, se critiquent mutuellement ce qui ne profiterait pas au Parti.

Pour le moment, on nous invite à prendre des responsabilités et nous sommes tout à fait soucieux, en effet, de les prendre, mandatés que nous sommes par des militants, qui ont actuellement au moins sur les épaules la charge des destinées du Parti. Mais la question est de savoir si les responsabilités qu'on nous propose d'endosser seront celles du Socialisme et même plus largement, celles de la démocratie et de la paix ou d'autres responsabilités ?

Je veux très sincèrement faire appel aux camarades qui, devant les problèmes extrêmement complexes comme ceux devant lesquels se trouve une Assemblée Nationale au sein de laquelle en effet, l'affaiblissement du Parti Socialiste rend très difficile aujourd'hui la formation d'un gouvernement, je veux demander à ces camarades de considérer que les militants ne sont tout de même pas. indifférents à certains aspects de cette complexité et qu'il ne s'agit pas pour eux de retirer tel ou tel camarade dont ils savent qu'ils ont été les meilleurs serviteurs dans leur département ministériel, c'est-à-dire de faire un sacrifice évident mais plutôt de savoir si, en sachant décider à temps une politique, général qui permettra le redressement du Parti on ne préparera pas mieux le retour de ces camarades dans les départements ministériels qu'ils ont illustrés. C'est en effet le problème qui est posé devant vous et je suis un peu surpris de sentir à quel point on semble disposé à négliger la solidarité, que vous le vouliez ou non, qui vous lis avec les militants du rang. On a l'air de sous-estimer le mandat impératif, mais alors, camarades, il fallait le dire plus tôt, ce n'est pas sérieux de consulter les fédérations, de réunir un Conseil national sur des questions précises, pour ou contre la participation et présenter une situation qui force les camarades à émettre un avis qu'ils n'ont pas été mandatés pour donner. En ce qui me concerne, je ne me sens pas du tout l'autorité voulue pour cela. Est-ce qu'on est démocrate dans le Parti ou est-ce qu'on ne l'est pas ? Qui est-ce qui doit commander dans le Parti ? C'est là la véritable question. Si vous pensez que les militants ne sont pas capables de juger les problèmes politiques, déléguez alors une fois pour toutes à un Comité directeur et à un groupe parlementaire la direction du Parti.

Est-ce que ce n'est pas parce qu'on a trop pratiqué cette politique depuis deux ans que nous sommes arrivés où nous en sommes ? Mais oui camarades...

Daniel Mayer - Quand nous étions dans la clandestinité tu n'étais pas là... Alors, ne donne pas de leçons! Tu es un de ceux qui ont fait le plus de mal au Parti avant la guerre.

Fondation Jean Jaurès

Marceau Pivert - Camarades, je n'en attendais pas moins de Daniel qui m'a paru perdre beaucoup du contrôle de lui-même et qui, dans les séances auxquelles j'ai assisté, n'a certainement pas gagné beaucoup de prestige.

Daniel Mayer - La vie illégale, en effet...

Marceau Pivert - Je ne veux pas suivre Daniel sur ce terrain et je pense, camarades, qu'en tout cas, c'est précisément sur la manière dont on est capable d'aborder certains problèmes qu'on peut juger aujourd'hui si l'on veut ou si l'on ne veut pas servir un certain redressement démocratique du Parti dans lequel on tiendra compte, qu'ils se trompent ou non, de la volonté des militants. C'est pour moi, en tout cas, un cas de conscience et je crois pouvoir dire que c'est précisément en vertu de cette conception de la démocratie qu'il ne me paraît pas possible qu'on ne transpose pas ici les votes qui ont été demandés aux sections et aux fédérations.
On fera ce qu'on voudra : les camarades qui pensent qu'ils peuvent changer leur mandat ont parfaitement le droit de le faire, les camarades qui pensent qu'ils doivent rester fidèles à leurs militants et à leurs décisions le feront également et la décision sortira. C'est cela la démocratie. Or, nous sommes justement à une période où les seules forces que vous puissiez trouver pour reprendre votre élan, c'est précisément dans le dévouement et dans la libre discussion des militants de la base que vous les trouverez. Cela est si vrai que nous souhaiterions que cette période particulièrement trouble dans laquelle nous nous engageons, cette période de décembre et d'échéance de janvier, soit particulièrement étudié par tous les militants et peut-être même qu'un Congrès spécial soit réuni pour entendre précisément les exposés, les solutions des camarades qui sont sur un certain plan de l'activité politique et les délégués d'un Congrès national auraient alors plus d'autorité pour réviser telle ou telle position qui, actuellement, que cela plaise ou que cela ne plaise pas, correspond à la volonté des militants.
Pourquoi sommes-nous disposés à demander au Parti de ne pas participer ? Pourquoi sommes-nous disposés à demander au groupe parlementaire et au Parti lui-même de faire immédiatement l'effort de publication du programme qui est à ses yeux et à nos yeux la condition du relèvement du pays ? Pourquoi sentons-nous tourner autour de nous, rôder autour de nous les intentions malveillantes qui veulent précisément paralyser les partis ? Parce que précisément tant qu'il n'y aura plus cette force indépendante, tant qu'il n'y aura plus cette position devant le pays, le régime qui est à l'origine de toutes nos misères, pourra continuer à se replâtrer après avoir empêché le prolétariat de jouer sa carte. Car, c'est là précisément ce qu'il ne faut pas oublier : nous sommes actuellement dans une crise générale : les problèmes qui se posent ici se posent en Belgique, en Hollande, en Italie, et se posent partout dans les mêmes termes. Et quel peut être, et quel devrait être l'effet du retour offensif du Parti Socialiste ? Alors que ses adversaires les plus proches, comme le Parti Communiste d'un côté, comme le MRP de l'autre ont des liens internationaux puissants, appartiennent à des organismes puissants, et c'est justement dans la mesure où le Parti Socialiste les

étendra lui aussi, ses liaisons internationales, pour présenter des solutions qui ne soient plus seulement la formation d'un gouvernement de salut public pour entériner les mesures provisoires, c'est dans la mesure où le Parti Socialiste voudra s'engager dans cette direction qu'il pourra jouer sa carte, même avec une politique de soutien conditionné.
C'est, camarades, en tout cas, notre décision, c'est le mandat que nous avons ici, et nous demandons de ne pas dramatiser le fait que des militants soient décidés aujourd'hui à empêcher que le Parti ne continue à se compromettre dans des combinaisons ministérielles où de l'avis de tous, il est bien évident qu'il ne peut pas s'agir de faire passer les solutions Socialistes ni même les solutions en direction du Socialisme. Il s'agit d'une crise qui touche le régime lui-même on vous demande tout simplement camarades de compromettre encore le Parti en essayant de sauver le régime. Nous vous demandons tout simplement de dire à la face du pays et de dire aux travailleurs qu'il y a d'autres solutions et de faire appel du verdict électoral évidemment regrettable à un jugement plus sain qui ne sera révisé que dans la mesure où vous le voudrez vous-mêmes. Voilà les responsabilités que nous vous demandons de prendre. Ce sont les responsabilités d'un parti indépendant où l'on s'adressait aux travailleurs de France ayant quelque chose à leur dire sur les missions profondes de leur misère et sur les moyens de parvenir à les corriger.
Camarades, dans l'intérêt même du Parti, je vous demande de mettre à la fin de cette discussion aux voix comme on l'avait annoncé les différents choix de participation ou soutien pour lesquels nous sommes mandatés et nous irons ensuite demander avec quel mandat, notre camarade Daniel Mayer pour la fédération de la Seine est venu ici proposer que les militants après s'être réunis, ne soient pas...

Daniel Mayer - Jusqu'à ce que tu m'exclues du parti, je suis encore membre du Comité directeur et je crois me rappeler que j'ai été Secrétaire général du Parti clandestin.
(Applaudissements)

Marceau Pivert - Actuellement, ce qui est en cause, c'est tout simplement une fédération qui a une position et qui aujourd'hui voit se dresser contre cette position un élu de cette fédération qui demande de ne pas tenir compte de l'avis de la fédération. C'est tout ce que j'avais à dire.

Le président - La parole est à Vincent Auriol. Prière de faire cesser les conversations et de faire preuve de discipline.

Vincent Auriol

Camarades, s'il était vrai qu'il est impossible de rien changer aux mandats que vous avez, je descendrais de la tribune et je demanderais au conseil de clore le débat.
Mais vraiment, ce serait donner un spectacle ridicule que de débattre jusqu'à six

Fondation Jean Jaurès

heures du matin, de reprendre les débats à six heures du soir et de dire enfin que tous les renseignements qui ont été échangés ici seront transmis aux fédérations et dans deux mois on en tirera les conclusions. C'est d'autant plus ridicule que les débats sont à huis-clos et que ce qui se dit ici ne peut pas porter sur l'opinion publique. Je me demande alors pourquoi un Conseil national ? Et j'espère en la sagesse des militants pour que devant les faits nouveaux qu'ils connaissent ou qu'ils vont connaître, ils veuillent bien ne pas s'enfermer dans les limites de ces mandats tout en ne violant pas la pensée des militants. Nous sommes dans le domaine des hypothèses en ce moment et nous ne savons pas du tout comment vont évoluer les choses et vous ne pouvez pas enfermer les hypothèses dans la formule d'un mandat déjà périmé depuis que vous avez ouvert le Congrès.

Il y a des camarades qui sont venus dire ici tout à l'heure qu'ils voulaient un gouvernement auquel ils participeraient, d'autres, dont on pourrait accepter la direction à la condition qu'il se limite à la Gauche, c'est-à-dire, car il est bon maintenant de bien peser ses termes, les Communistes, les Socialistes et les Radicaux.

Eh bien, cette formule ne tient plus depuis cinq heures, car si vous l'ignorez je vous l'apprends, le Rassemblement des Gauches, réuni, a pris une résolution à 3 heures, disant d'abord, et ceci est déjà périmé, qu'il ne pouvait pas voter pour Thorez parce que cette candidature ne lui paraissait pas devoir recueillir une majorité suffisante et il ajoute : le Rassemblement des Gauches demande un gouvernement de large union, quelle qu'en soit la forme et quel que soit le moment afin de parer aux solutions que commande la situation.

Ainsi, alors que vous, vous dites : il faudrait faire un gouvernement de Front populaire et que ce gouvernement n'est possible qu'avec les Radicaux, ceux-ci vous ont déjà répondu, à 3 heures de l'après-midi de ne pas y compter.

Par conséquent, si lorsque vous omettez une hypothèse, il suffit de six heures de temps pour qu'elle tombe, à plus forte raison lorsque vous avez imaginé les hypothèses il y a quinze jours, elle, ne résistent plus devant les faits.

Voilà ce que je voulais dire d'abord au conseil.

Et demain, savez-vous comment la situation va évoluer ? Vous n'en savez rien du tout ! Il y a une chose qui m'a frappé tout de même : c'est qu'il y a 318 voix qui se sont opposées groupement des Parti Socialiste et Parti Communiste. C'est qu'il y a une majorité qui est révisionniste et cette majorité révisionniste part du centre et va vers la Droite et qu'ils se sont unis et qu'il faudrait demain peu de chose, un vaste tournant de panique pour qu'elle se reforme.

Demain, qu'est-ce que vous allez faire ? Vous allez vous trouver en présence d'une candidature Bidault vraisemblablement. Je n'en sais rien encore. Je n'ai point de renseignements sur ce qui s'est passé cet après-midi; nous ne le saurons que demain. Vous allez délibérer aujourd'hui et vous ne savez pas du tout ce qui se passera demain. Vous avez des mandats qui datent de quinze jours et vous ne pouvez savoir comment la situation évoluera demain. Alors ? Il est possible que la candidature Thorez soit maintenue en face de la candidature Bidault. Vous ne pouvez pas examiner ce que vous ferez dans ce cas et puis, si cette formule n'a pas la majorité quelle autre formule se présentera ? Il y aura des réunions. Est-ce

que vous croyez qu'on va vous laisser vous retirer sur l'Aventin ou bien vous reviendrez ici à la Mutualité. Il faudrait que vous y soyez de façon permanente alors ?
(Applaudissements)
Mais regardez déjà le Conseil national : beaucoup de camarades sont partis, Alors, qu'est-ce que vous ferez ? Pas de gouvernement du tout ? Soutien ? Participation ? Opposition direction ? Voyons, toutes les formules ont des inconvénients. Nous avons appliqué le soutien autrefois. Je vous assure que l'opinion publique s'en lassait car nous avions tous les inconvénients de la participation et nous n'en avions pas les possibilités et je me rappelle certain jour de 1933, octobre, novembre 33, j'ai oublié de retenir la date, pas loin de février 34, où nous soutenions le gouvernement et on l'a renversé parce que notre soutien fut assez fragile. On a renversé quatre, cinq ministères.

Dans la salle - Et les scandales financiers ?

Vincent Auriol - Mais vous savez bien que la presse en invente, la presse en découvre de façon importune et demain vous allez recommencer. Quel est le gouvernement qui acceptera un soutien, même et surtout conditionné, et qui ne pourra pas compter sur vous ?
Vous avez ensuite la participation, vous dites qu'elle ne rapporte pas ? Le MRP a participé et, mon dieu, cela ne lui a pas trop mal réussi. Les Communistes ont participé et ils en retirent des avantages.
L'opposition ? Voyez donc le Rassemblement des Gauches et les Radicaux : ils n'ont pu maintenir leurs sièges qu'en faisant certaines alliances
Dans ces conditions, tout est difficile, tout a des inconvénients. Il s'agit de savoir ce qui sauve le plus la liberté, Marceau Pivert, vous disiez, la chute du régime. Peut-être ! En tout cas il y a une chose, c'est qu'avant tout il y a le salut de la liberté et c'est cela qui se joue en ce moment.
(Applaudissements)
Alors je vous demande de réfléchir. Vous ne savez pas du tout ce qui se passera et vous savez très bien que vous êtes indispensables aujourd'hui à tout gouvernement d'union ou d'unité républicaine car si vous qui êtes indispensables à ce gouvernement vous manquez, vous porterez une lourde responsabilité dans les événements qui pourraient se produire.
Nous avons connu cela : M. Poincaré en 1926, il faisait à ce moment-là la politique la plus impopulaire qu'un homme ait eu le courage de faire. Il voulait équilibrer son budget du moins provisoirement avec les impôts les plus injustes, les plus lourds, les plus iniques, je me rappelle alors que j'ai eu l'honneur alors de les combattra, quand nous disions alors, Ah ah ! Nous allons la jeter par terre cette majorité qui a remplacé le cartel des gauches, car vous vous rappelez qu'il y avait eu le cartel des gauches en 24 avec le soutien du Parti Socialiste. Il fut impuissant parce que nous lui manquâmes lorsque se produisit la crise financière et c'est à ce moment-là que M. Poincaré arriva.

Fondation Jean-Jaurès

Augustin Laurent - Alors Renaudel avait raison.

Vincent Auriol - Eh oui. Mais, Laurent, écoute, nous avons assez souvent de disputes entre vivants, n'en soulevons pas entre les vivants et les morts. Il eut souvent raison.

Dans la salle - Oui, très bien.
(Applaudissements)

Vincent Auriol - Et je souhaiterais pour ma part, quelles que fussent parfois ses erreurs, que nous ayons le caractère et le tempérament qu'il a eu.
(Applaudissements)
Mon cher Laurent, permettez-moi de vous rappeler l'effort que je fis à Avignon et à l'hôtel moderne pour le maintenir là parmi nous et que de fut pour moi un déchirement car je l'aimais beaucoup même si nous n'étions pas toujours d'accord et je souhaiterais qu'il y eut toujours entre nous, même quand nous ne sommes pas d'accord, la même fraternité.
(Applaudissements)
En tout cas, qu'il eut eu raison, ou tort, je me rappel qu'à ce moment là, Poincaré obtint que le pays fut rassuré et en 28 il revint avec une majorité plus forte que celle qui l'y avait placé.
Relisez un peu les pages anciennes, si nous pouvions faire, un peu d'éducation Socialiste, relisez les études Socialistes de Jaurès. Elles sont d'actualité. Relisez ce qu'elles disent des classes moyennes, notamment. Vous y verrez que toute cette masse de petits propriétaires, d'artisans, de petits boutiquiers qui sont le souffle républicain, vont aux partis de gauche, vont au prolétariat lorsque la liberté est menacée, lorsque les institutions républicaines sont menacées.
Mais, lorsque les intérêts sont atteints, lorsque l'inquiétude frappe à la porte, alors, ils vont vers ceux qui ont la plus grande puissance et alors ils passent à droite.
C'est l'exemple de toutes ces périodes alternées, de chute du cartel, du triomphe du cartel des gauches, du triomphe du Front populaire, de chute du Front populaire. Ne recommençons pas l'histoire, parce que pour le moment, les institutions sont fragiles et que la liberté est encore convalescente.
Alors, je me dis ceci : la situation est sérieuse, très sérieuse, les prix montent sans cesse, l'inflation qui est latente risque de se développer; je ne veux pas donner de chiffres, cela me réussit trop mal et je ne ferai plus d'indiscrétions même dans le huis-clos d'un Conseil national mais je vous dirai ceci : c'est une affaire d'un mois ou un mois et demi. Félix Gouin connaît la situation véritable et aussi Jules Moch qui a établi le programme la connaît et je vois devant moi Pineau qui est au centre de l'actualité financière, Il y aura un mois pour stabiliser les prix, un mois pour équilibrer votre budget, si vous ne voulez pas voir le spectacle que j'ai eu moi-même dans une crise ministérielle de M. de Monzie alors qu'il n'y avait pas de gouvernement montant à la tribune pour demander des avances de la banque de France.

Fondation Jean Jaurès

Méfiez-vous ! Si au moment où le pays est inquiet par la hausse des prix, où les gens ne peuvent plus acheter parce que déjà les prix ont dévoré les augmentations de salaires, si, alors que l'hiver s'annonce dur et rude, il y a en plus l'impuissance des partis, alors nous retournerons je ne sais où, Marceau Pivert, et vous qui m'écoutez, voilà ce qui nous attend.
Je l'ai dit hier à l'assemblée comme président de l'assemblée, je le lui ai dit avec sévérité. Je vous le redis ici peut-être avec une insistance plus grande, avec une insistance fraternelle. Je ne suis pas pessimiste par tempérament, je vous demande de réfléchir les uns et les autres : ce pays ne supportera pas longtemps l'impuissance des partis politiques et je vous dirai que c'est de l'impuissance des partis politiques, c'est de l'impuissance des démocraties que naissent toujours les dictatures et vous savez bien qu'on appelle un sauveur à ces heures-là. Poincaré en 26, Doumergue en 34. C'étaient heureusement des démocrates. Heureusement que Poincaré était, quoi que nous ayons pu dire de lui, un profond républicain, attaché aux institutions républicaines. C'était un grand bourgeois sans doute, mais un de ces grands bourgeois formés à l'histoire de la révolution. Doumergue, lui, n'était pas éloquent mais il y avait Tardieu derrière lui, qui venait tout frais débarqué de l'Italie où Mussolini l'avait déjà rendu quelque peu fou.
Eh bien, permettez-moi de vous dire qu'en ce moment il y a des calculs qui se forment. La presse, dont, hélas, on s'aperçoit que souvent elle n'est guère différente de celle d'avant-guerre...

Dans la salle - Pire ! Pire !

Vincent-Auriol - Eh bien, je crois qu'elle ne tarderait pas à affoler l'opinion publique et il y a des propos qui ont été tenus disant, je lance cet avertissement, que les partis politiques seront impuissants. Alors, vous allez donc, vous, prendre la responsabilité de créer cette impuissance des partis au nom de mandats que vous avez reçus et que vous voulez appliquer scrupuleusement mais que vous avez reçus alors que vous ne connaissiez pas la situation.
Ayez le courage de les violer : vous avez maintenant une responsabilité personnelle et je vous demande de la mesurer. Alors, on va vous convoquer encore dans huit jours. La France va attendre que ces messieurs du Conseil national du Parti Socialiste veuillent bien se mettre à sa disposition. C'est ce que vous lui demandez : il faut que mardi, le chef du gouvernement soit nommé. Il faut que jeudi, le gouvernement soit présenté devant les chambres et il faut que tout de suite, il prenne les mesures qu'impose la situation pour les quelques mois à venir, le problème se résume en ceci : les prix, le ravitaillement et l'équilibre du budget et il faut que sur ces trois points il y ait accord entre les partis. Il y aura des mesures impopulaires à adopter. Il nous appartient de les rendre plus douces pour ceux que nous représentent et pour la classe ouvrière. C'est à nous de prendre cette initiative de salut. C'est à nous de prendre l'initiative de ce mouvement. Nous en serons récompensés. Voilà ce que j'avais à vous dire. Il faut dans un Congrès national allier la démocratie du Parti avec les nécessités

d'une vie changeante. Il ne faut pas que nous soyons immobilisés, que nous soyons un peu comme une momie ratatinée que nous nous rapprochions des formules toutes faites d'avant-guerre, alors qu'il y a eu une révolution, qu'il y a en ce moment une révolution qui se fait. Il faut que nous conciliions, nous aussi, la liberté et le mouvement, nous en débattrons un jour parce qu'il n'est pas possible que le Conseil national soit un véritable Congrès. En effet, camarades, à des Congrès vous avez des motions sous les yeux et des textes des résolutions, les militants en discutent et alors c'est là-dessus qu'on apporte des mandats, mais dans un Conseil national, vous n'avez pas de résolution sous les yeux. On ne vous pas envoyé un tableau de la situation, les militants ne la connaissent pas et alors le Conseil national, ou bien il est un Congrès mais un Congrès châtré, mutilé, un Congrès comme les autres qui coûtera moins cher mais un Congrès aussi rigide dans là formule des mandats qu'un Congrès ordinaire ou bien alors, c'est un Conseil national, c'est-à-dire des délégués qui viennent ici, sous leur responsabilité, à qui les militants font confiance et qui prennent des décisions d'après ce qu'ils entendent, d'après ce qu'ils savent. C'est cela le Conseil national.
Alors, camarades, c'est mon dernier mot. Cette confiance, il vous appartient aujourd'hui de dire si vous la méritez, de la part de vos camarades de province ou de Paris (pour ne pas faire de jaloux). La confiance il faut que vous l'ayez. Pour, mon compte, je suis quelquefois quelque peu blessé de cette marque de défiance permanente à l'égard des élus et même des délégués qui pourtant représentent les camarades, vos élus c'est vous autres, ce sont les fédérations qui vous ont désignés, il n'y a pas si longtemps, ils peuvent bien vous faire confiance et alors, aujourd'hui qu'est-ce que vous allez faire ? Je viens de vous parler d'une façon amicale mais peut-être grave et sévère. Je vous demande, mes chers camarades très sincèrement de poser une résolution analogue à celle que Daniel vous a lue tout à l'heure, c'est-à-dire de déléguer à votre Comité directeur que vous avez désigné, à qui vous pouvez faire confiance, de suivre la situation et de faire au mieux, de décider au mieux et de ne pas oublier un seul instant qu'à l'heure présente, ce n'est pas le régime qu'il faut perdre et que c'est la liberté qu'il faut sauver.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, avant mon intervention personnelle, je réponds à une question qu'un certain nombre d'entre vous ont dû se poser quant aux indiscrétions possibles de la presse. Hier, des indiscrétions se sont produites mais ce soir nos camarades du service d'ordre viennent de découvrir à la verrière qui est au-dessus de nous un certain nombre de journalistes particulièrement intéressés à nos débats...
(Rires)
Et maintenant je viens, si vous le voulez bien, au problème qui nous est posé depuis plusieurs jours et que nous allons enfin trancher. Il y a à régler quelques

questions. Demain une candidature surgira : soit Bidault, soit tout autre en face de laquelle, d'après ce que nous croyons savoir… (interruptions, murmures dans la salle)… je m'excuse mais je me suis imposé d'écouter tout ce qui a été dit par les militants qui m'ont précédé. Faites-moi le plaisir de m'écouter... donc, en face de laquelle, dis-je une candidature Thorez sera vraisemblablement maintenue. En ce qui me concerne, je dis que je ne pense pas que la situation soit modifiée par la journée d'aujourd'hui, que les événements sont restés les mêmes et qu'il nous serrait impossible demain de nous prononcer pour une candidature Bidault alors que resterait posée une candidature Thorez mais demain soir, restera l'ensemble du problème gouvernemental, problème qui, je le répète, ne peut pas être résolu demain, ce qui suppose au préalable des contacts entre les différents partis susceptibles de participer, non pas au gouvernement, mais à une majorité gouvernementale.

Or, il est une chose à constater, c'est qu'il n'est pas de gouvernement viable actuellement sans que nous soyons dans ladite majorité gouvernementale. J'ai hier soir, dans une analyse peut-être un peu rapide sur ce point, envisagé les diverses majorités gouvernementales. Il n'en est plus actuellement de viable si le groupe parlementaire Socialiste ne s'y trouve pas. Il nous faudra donc dire, et c'est peut-être l'essentiel de ce qui peut sortir de nos résolutions d'aujourd'hui, quelles sont les conditions auxquelles le Parti Socialiste pourrait se trouver incorporé à cette majorité gouvernementale. Les conditions ? Hier, vous en avez fixé une. Vous avez dit : acceptation des lignes essentielles de notre programme, ou plus exactement de la ligne politique et économique générale fixée par ce programme. Je ne pense pas qu'il y ait quelqu'un dans ce Conseil national qui pense à revenir sur ce point.

Si vous le permettez, je dirais que j'estime qu'il en est deux autres que nous devons affirmer avec la même intransigeance : nous ne saurions appartenir, à mon avis, à aucune majorité gouvernementale dont serait exclu le Parti Communiste, deuxième condition.

Une troisième : nous ne saurions appartenir à une majorité gouvernementale dont les autres tenants ne renonceraient pas au révisionnisme constitutionnel.

Voilà, à mon avis, les trois conditions que nous devons émettre. Il n'est pas de majorité gouvernementale sans nous. J'en tire une conclusion que je vous demande de tirer avec moi. C'est que si, cette fois, nous savons tirer argument de la situation actuelle, être les arbitres dont on va avoir besoin, les arbitres dont on ne saurait se passer, il n'est même pas imprévisible que, dans un avenir assez proche, on se rende tellement compte de ce rôle d'arbitre qu'on vienne nous demander, non plus seulement une participation à une majorité gouvernementale, mais de bien vouloir reprendre la direction d'une majorité gouvernementale.

Je voudrais d'abord répondre un mot sur ce problème et vous dire là-dessus ma position personnelle, direction de la majorité gouvernementale, par le Parti Socialiste et prise totale des responsabilités par le Parti Socialiste ? A priori, d'accord, mais pas maintenant, pas en revendiquant nous-même, pas en ayant employé diverses méthodes tendant à éliminer les autres pour laisser apparaître

Collection Jean Daniel

cette quasi-évidence que nous avons ainsi agi pour avoir en main la possibilité d'imposer notre gouvernement. Pas maintenant, donc pour cette raison d'abord et puis pour d'autres raisons encore : parce que ce parti n'est pas mûr pour cela et parce que le pays n'est pas mûr pour cela non plus et que lorsqu'il va falloir faire comprendre à ce pays qu'on le berçait de dangereuses illusions, il faudra d'abord qu'il ait compris qu'elles étaient dangereuses ces illusions. Ce n'est pas maintenant à nous de le faire. C'est à nous d'attendre qu'on veuille bien nous demander de le faire et de tous les côtés à la fois.

Mais, en attendant, il va bien falloir sortir de la situation immédiate et là, je m'associe à ce qui a été dît : il faut en sortir rapidement. Le pays doit être doté le plus rapidement possible d'un gouvernement pour les raisons qui vous ont été dites, tant sur le plan économique que financier.

Je suis de ceux qui pensent que le danger fasciste est latent dans le pays. Il pourrait découler d'une crise financière ou peut-être plus encore de l'impression que le pays aurait de l'impuissance du Parlement à se donner très vite un gouvernement susceptible, non pas de sauver un régime, personne n'a cette illusion mais, dans les conditions actuelles, de sauver l'essentiel.

Il est donc urgent de dégager une majorité et pour cela il faut que soient engagés les pourparlers nécessaires à là constitution de cette majorité. Mais si cette majorité se dégage, et il le faudra bien, qu'elle se dégage, il nous faudra indiquer notre position à l'égard du gouvernement. C'est ainsi que se trouve posée dans l'ordre la question pour nous, soit du soutien, soit de la participation, Je l'ai déjà dit, camarades, je trouve terriblement que ce soir, dans le vote qui va devoir intervenir nous tranchions par une décision brutale soit pour un soutien à priori soit pour une participation à priori. J'estime cela terriblement dangereux parce que l'un comme l'autre devraient d'abord être subordonnés à l'acceptation du programme et que seulement s'il y a acceptation, du programme, alors dans ce cas je préfèrerais qu'on allât à la participation plutôt qu'au soutien. Attention ! Je ne voudrais pas qu'on déforme ma pensée, elle peut être facilement déformée, je précise que. je ne suis pas à priori pour la participation mais, dans le cas où l'accord se ferait sur nos conditions, à ce moment-là, c'est à la participation qu'il faudrait aller. Si la non-participation devait être décidée ce soir, eh bien, moi, qui depuis deux mois maintenant ai été Secrétaire général du parti et cherche à multiplier, depuis ce temps, les occasions de prendre contact le plus souvent possible avec les camarades des fédération, des Conseils nationaux, je me vois dans l'obligation de faire un aveu : si ce soir vous décidiez la non-participation, j'ai la conviction qu'avant quinze jours je serai obligé de demander au Comité directeur de re-convoquer un Conseil national. Dans quinze jours la situation politique aurait évolué dans des conditions telles que de nouveau je demanderais que les camarades des fédérations reviennent ici pour être placés en face de cette situation. Cette question de la participation, je voudrais que les uns et les autres, nous ne l'envisagions pas ce soir sous sa forme abstraite en la considérant comme un problème doctrinal, nous n'en sommes pas là. Nous en sommes à nous demander quels seraient les inconvénients qu'elle présenterait et au contraire les avantages qu'elle

présenterait. Les inconvénients qu'elle présente sont évidents et là, je me sens terriblement près d'Augustin Laurent et des camarades de la fédération du Nord qui ont conscience que pour leur action, quotidienne, pour leur propagande quotidienne, ce serait évidemment les servir que de ne pas être aux postes de responsabilité, c'est incontestable. Le nier, ce serait nier une évidence. Mais il faut penser que le pays juge actuellement les hommes et les partis, beaucoup plus, c'est peut-être malheureux mais c'est ainsi, sur leur efficacité immédiate que sur tout autre. Il y a aussi comme autre raison, que je disais tout à l'heure, la menace certaine du fascisme. Si le Parlement fait preuve de son incapacité et de son impuissance, alors, camarades, il vous faut donc armer votre Comité directeur et votre groupe parlementaire, leur permettre de parer à tout danger, de prendre les initiatives nécessaires, de participer aux négociations nécessaires, leur fixer bien sûr, une ligne de conduite précise, ne pas permettre qu'il puisse y avoir de différences d'appréciation, nous faciliter aux uns et aux autres la tâche mais, dans le cas d'une limite, nous laisser une certaine liberté d'action. Voici donc quelles sont, en quelques mots mes conclusions.

Demain, refus de se prononcer dans la nuit pour quelque candidat que ce soit et, dans les jours qui suivent et avant mardi, mandat au Comité directeur et au groupe parlementaire de participer aux négociations nécessaires à l'établissement d'une majorité gouvernementale aux conditions déjà fixées et que j'ai rappelées. En même temps, mandat pour avoir la possibilité d'envisager une participation éventuelle dans le cas de l'acceptation des conditions ainsi posées.

C'est en ayant conscience des responsabilités qui sont les miennes que je lance à ce Conseil national, où, je le sais, un courant d'opinion s'est manifesté tendant à rejeter à priori, la participation, que je lance, dis-je, ce grave appel.

Par contre, il y a une chose que je tiens à dire, c'est que, quelle que soit, dans quelques instants, la décision que vous aurez prise, il faut cette fois que le Parti tout entier fasse sienne cette décision sans aucune défaillance car, c'est cela, camarades, la démocratie dans un parti. Le plus souvent possible, chaque fois que c'est nécessaire, il faut vous réunir, il faut que les camarades des sections et des fédérations fixent eux-mêmes les grandes lignes de la position du Parti et c'est pour cela que nous avons cherché à nous réunir le plus souvent possible depuis quelque temps.

Mais, une fois la décision prise, une fois les lignes fixées, il faut que les hommes à qui vous faites confiance aient toute possibilité de manœuvre dans le cadre que vous avez ainsi délimité car s'il est une faute grave qui consisterait à oublier que toutes les décisions doivent venir des bases mêmes du Parti, ce serait une faute aussi grave que d'en discuter les mesures d'application à ceux à qui vous allez confier la lourde, mais splendide tâche d'être vos mandataires.

(Applaudissements)

Le président - Camarades, nous arrivons maintenant aux conclusions de ce débat et le Secrétaire général vient de nous indiquer quelques questions sur lesquelles il faudrait se prononcer mais au préalable et, je crois que cela faciliterait, peut-

être la conclusion, nous devons nous prononcer sur deux ordres du jour qui sont parvenus au bureau. L'un émanant de Daniel Mayer dont vous avez eu connaissance tout à l'heure, et l'autre de la fédération du Vaucluse qui demande que le Parti ne participe à aucun gouvernement. Cela pourrait donc situer très exactement et très clairement les positions de chacun. On pourrait se prononcer sur l'un ou l'autre de ces ordres du jour. Je voudrais rappeler que dans ce débat, il ressort tout de même quelques indications précises. J'ai eu l'occasion pour ma part d'assister à quelques délibérations du groupe parlementaire et je me souviens que bien souvent, il y a des circonstances dans lesquelles, il faut prendre une certaine position et que bien souvent dès événements nouveaux surgissent au moment de prendre une décision qui forcent quelque fois à renverser la vapeur.
C'est pourquoi j'ai écouté avec attention les différents camarades qui sont intervenus et je pense que la sagesse même voudrait à l'heure présente que notre Comité directeur et notre groupe parlementaire ne soient pas liés par un mandat impératif en raison même des modifications qui vont surgir, heure par heure dans les discussions qui vont se dérouler.
Je vous indiquais, il y a un instant qu'il y avait deux motions en présence. Il y en a une troisième, celle de la Sarthe...

Dans la salle - Celle du Nord est retirée.

Le président - Et il y en a de la Seine Inférieure et des Vosges subordonne la participation du groupe parlementaire a un gouvernement à la condition suivante, c'est-à-dire que l'on applique la loi nouvelle, sur la presse qui est la loi du 11 mai 1946. Je pense que nous pourrions, si vous êtes d'accord, écarter cette première motion de la Seine Inférieure et des Vosges en renvoyant au Comité directeur et au groupe parlementaire qui donnera certainement son accord à ce sujet ou qui prendra ses dispositions pour pouvoir discuter de ce problème. Est-ce que nous sommes d'accord pour écarter cette première motion ?
Je la renvoie donc au Comité directeur. Nous sommes d'accord.

Guy Mollet - Je m'excuse, je n'ai déposé aucune motion mais je suis en train de jeter quelques notes sur le papier et je voudrais moi aussi, présenter sous forme de motion le résumé de ce que j'ai dit. C'est-à-dire ceci : demain, refus de se prononcer en faveur de quelque candidat que ce soit dans les jours qui viennent, mandat au Comité directeur et au groupe parlementaire d'engager les pourparlers nécessaires, d'avoir les contacts nécessaires à l'établissement d'une majorité gouvernementale aux conditions prévues, c'est-à-dire non-révisionnisme, non-exclusion des Communistes de la majorité, donc, possibilité, sous réserve d'acceptation de ces conditions d'une participation, pour le Comité directeur et le groupe parlementaire de décider si les conditions sont remplies. C'est dans ce sens que je voudrais déposer une motion. On est en train de la rédiger noir sur blanc.

Fondation Jean Jaurès

Dans la salle - La motion de la Sarthe donne toute satisfaction à ces desiderata.

Daniel-Mayer - Je retire la résolution que j'ai présentée. Celle de Guy Mollet me donne entière satisfaction.

Christian Pineau - La motion de la Sarthe doit donner complète satisfaction à Guy Mollet.

(Lecture de la motion de la Sarthe par le président)

Guy Mollet - Je suis personnellement d'accord avec cet ordre du jour seulement il y manque une précision sur la première question : demain, pas de vote dans la nuit. C'est-à-dire, pas de vote en faveur d'un chef de gouvernement avant que n'aient été engagés les pourparlers.

Le président - Il resterait donc, dans ces conditions, deux motions en présence. Si vous le voulez bien, nous allons en donner lecture une fois de plus et vous aurez la parole mais très rapidement, pour les explications de votes.

Edouard Depreux - Je me demande s'il est bien utile que dans la condition du non-révisionnisme, nous attirions spécialement l'attention des uns et des autres sur cette question. Evidement, ce doit être pour nous une condition mais nous risquons peut-être de donner envie de mettre la révision à l'ordre du jour, à des gens qui n'y penseraient pas beaucoup pour l'instant.

Guy Mollet - Je suis personnellement d'accord avec Depreux. Si le conseil, lui, en son sein, est d'accord pour que ce soit une condition mais qu'on ne la publie pas, je veux bien mais il faut que ce soit bien d'accord entre nous et que ce soit une condition.

Edouard Depreux - Il est bien d'accord entre nous que le programme du Parti comporte le non-révisionnisme.

Le président - Nous sommes d'accord.

Marius Moutet

Je voudrais qu'une condition implicite fût dans l'esprit de ceux qui présentent la motion et qui éventuellement pourront avoir à la défendre. Je pense que je n'ai pas besoin de m'expliquer longuement. Peut-être tiendront-ils compte qu'il y a actuellement dans la presse une campagne très particulière qui recommande certaine politique dite "de fermeté". Je vous dis tout de suite qu'à cet égard j'ai personnellement la conscience tout à fait tranquille et que si un accent particulier est mis sur des événements qui sont à peine différents de ceux qui se déroulent depuis bientôt une année, c'est qu'on a dans l'esprit une politique particulière que le Parti devra combattre. Notre position n'est pas toujours facile, d'un côté

Coll. Fondation Jean-Jaurès

parce que les difficultés nous viennent des tenants de la politique dite de fermeté et de l'autre, de ceux qui veulent la politique d'abandon et qu'au milieu de ceux-là, il faut une politique de souplesse qui permette tout de même de tenir sous le pied le brandon allumé et qui pourrait éteindre un incendie qui, lorsqu'il commencé, nul ne peut dire quand il s'arrêtera dans les complications internationales présentes. Le problème est un des éléments de la situation générale et sur le terrain intérieur, il est un élément important de la politique de réaction qui, sous couleur de la grandeur de notre pays, nous engagerait dans une politique, où il y aurait non seulement le contraire de tout ce que les Socialistes peuvent désirer mais, je vous le dis, l'impossibilité absolue du redressement de notre pays et sous le bénéfice de ces quelques observations un peu voilées, mais qui, j'en suis sûr seront claires pour chacun de vous, je vous demande implicitement de comprendre l'approbation exacte de ce que les Socialistes font en montant la garde aux postes où vous avez pu les mettre dans des conditions certainement difficiles mais où ils n'oublient jamais, ni qu'ils sont des Socialistes, ni tout ce que peut représenter pour eux une politique Socialiste en cette matière.
(Applaudissements)

Le président - Je pense d'ailleurs que nous n'hésitons pas et que nous sommes complètement d'accord avec les observations de notre ami Moutet.

Dans la salle - Il serait peut-être bon de préciser dans le Populaire.

Le président - C'est autre chose.
L'organe central du Parti pourra tout de même faire une campagne en faveur du travail qui a été fait et de la position du Parti à ce sujet. Et je demande au Populaire de s'inspirer des observations qui ont été présentées en faveur de la politique de la France d'outremer.

Morin - Ces observations devront même être précisées dans la motion que va voter le Conseil national.

Dans la salle - Le texte de la motion qui nous est soumis invite à réfléchir sur l'exclusive Communiste. Mais il y a peut-être une précision a apporter, ce serait au cas où le Parti Communiste s'exclut de lui-même. Il serait peut-être utile que le comité précise si nous pouvons participer au cas où les Communistes s'excluent eux-mêmes d'une majorité.

Le président - Sur la rédaction qui demande encore la parole ?
Sur la rédaction nous sommes tous d'accord pour le moment.
Voici le texte de l'autre motion présentée par la fédération du Vaucluse.
(Lecture de la motion du Vaucluse)
On pourrait mettre les deux motions aux voix et on pourra se prononcer afin de se distinguer sur la motion de la Sarthe acceptée par les camarades qui ont retiré

Fondation Jean Jaurès

la leur à son profit et la motion du Vaucluse. A l'appel nominal, on répondra "Sarthe" ou "Vaucluse".
Et maintenant, y a-t-il des camarades qui demandent la parole pour explication de vote ?

Un délégué - Je m'excuse, je voudrais une simple précision. Si demain nous nous trouvons en présence d'une candidature MRP, et d'une candidature Thorez, quelles seront les directives que devra suivre le groupe parlementaire ? On l'a déjà dit ? Je suis d'accord, mais j'ajoute : est-ce que le groupe devra continuer à se diviser où devra être unanime ?

Le président - Cela est une autre question que vous discuterez après. Pour l'instant nous votons sur les motions.
Je rappelle que l'on votera "Sarthe" pour les explications données par Guy Mollet et "Vaucluse" pour la non-participation à tout gouvernement.

Un délégué - Elle n'a pas été lue depuis qu'elle est modifiée, la motion de la Sarthe.

Le président - On a simplement supprimé le paragraphe qui avait trait à la position révisionniste de certains partis. Sur l'ensemble, les auteurs des motions se sont déclarés d'accord. Elle reste donc telle que je l'ai lue tout à l'heure.

(Il est procédé au vote par appel nominal des fédérations)

Coll. Fondation Jean Jaurès